



ÉTUDE SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE DURABLE AU SEIN DE L'UNION AFRICAINE

ADDIS-ABEBA, JANVIER 2018



ÉTUDE SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE DURABLE AU SEIN DE L'UNION AFRICAINE

ADDIS-ABEBA, JANVIER 2018

ÉTUDE SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE DURABLE À TRAVERS L'UNION AFRICAINE

UNION AFRICAINE	INSTITUT DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES (EPRI)
Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat	Directeur de la recherche Michael Samsom
Commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie de l'Union africaine Sarah Mbi Enow Anyang	Conseiller principal en politique sociale et coordonnateur d'étude Nard Huijbregts
Chef de la Division de l'éducation, Département des ressources humaines, des sciences et de la technologie Beatrice Njenga	
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	ÉQUIPE TECHNIQUE DE L'ÉTUDE
Centre d'excellence du PAM contre la faim	Principaux auteurs de l'EPRI
Directeur et représentant Daniel Silva Balaban	Nard Huijbregts Kate Ravin Katharina Bollig
Directeur adjoint Peter Rodrigues	Coauteurs du PAM Christiani Amaral Buani Bruno Valim Magalhães Daniel Madsen Melo
Chef de programme Christiani Amaral Buani	Édition Nard Huijbregts Kate Ravin Katharina Bollig Bruno Valim Magalhães Daniel Madsen Melo Nadia Tavares Goodman Isadora Ferreira Abraham Asha Herano Wanja Kaaria
Recherche sur les politiques de programme Bruno Valim Magalhães Daniel Madsen Melo	
Communications Officer Isadora Ferreira	
Bureau de liaison du PAM auprès de l'Union africaine	
Directrice Angeline Rudakubana	
Directrice adjointe Wanja Kaaria	

COMITÉ DIRECTEUR

La présente étude a été soutenue par l'assistance précieuse d'un groupe d'experts dans les domaines de la coopération Sud-Sud et trilatérale, et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui a guidé et suivi l'évolution des travaux pour assurer la qualité technique et analytique, essentielle pour l'étude. Nos remerciements vont à l'Agence Brésilienne de coopération, au ministère Brésilien du Développement social, au Fonds national Brésilien pour le développement de l'éducation, à Dr Ronald Kleinman, à la Banque mondiale, à la Division des politiques, programmes et innovation du PAM et aux bureaux régionaux du PAM au Caire, Mme Verena Damerou, Mme Maria Tsvetkova; à Dakar, Mme Constance Kobolar; à Johannesburg, Mme Trixie-Belle Nicolle et à Nairobi, Mme Faith Awino.

AVANT-PROPOS

C'est avec un immense plaisir que je présente la présente étude sur l'alimentation scolaire durable dans les États membres de l'Union africaine. Les informations contenues dans l'étude mettent clairement en évidence la contribution de l'alimentation scolaire à l'éducation inclusive et de qualité en Afrique. Elle établit également le lien entre la manière dont la productivité des secteurs, y compris la nutrition, la santé, l'agriculture et le développement local, peut être liée à des programmes d'alimentation scolaire soutenus en Afrique.

J'ai le plaisir d'exprimer ma gratitude au Programme alimentaire mondial (PAM) et à son Centre d'excellence au Brésil pour avoir parrainé cette étude, pour sa collaboration continue et son soutien technique.

L'Union africaine a adopté la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique en 2016-2025 (CESA 16-25) comme un cadre d'opérationnalisation régional pour l'OMD numéro 4 qui vise à « assurer une éducation de qualité inclusive et équitable, et promouvoir des opportunités d'apprentissage pour tous ». En outre, la CESA 16-25 est un grand outil stratégique pour l'Agenda 2063 de l'UA visant à promouvoir la révolution des compétences, du capital humain et de l'éducation en Afrique.

L'Objectif stratégique 2 de la CESA vise à « construire, réhabiliter, préserver les infrastructures éducatives et développer des politiques qui garantissent un environnement d'apprentissage permanent, sain et favorable dans tous les sous-secteurs et pour tous, pour élargir l'accès à une éducation de qualité ». Pour réaliser cet objectif et avec la ferme résolution de renforcer l'alimentation scolaire en tant qu'action critique, les chefs d'État et de gouvernement de l'UA ont institué le 1er mars comme Journée africaine de l'alimentation scolaire, par la décision de l'Assemblée/AU/Dec.589(XXVI), et ont demandé que soit menée la présente étude continentale sur l'alimentation scolaire.

L'étude reconnaît qu'il existe plusieurs diversités dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique et s'appuie sur les expériences des programmes existants pour identifier les meilleures pratiques qui ont fonctionné dans tous les domaines, comme ressource utile pour le développement des programmes d'alimentation scolaire en Afrique.

L'alimentation scolaire est un investissement essentiel pour notre population jeune. L'étude suggère de renforcer les approches multisectorielles en utilisant des mécanismes de qualité et de responsabilisation dans les programmes d'alimentation scolaire.

J'invite donc tous les États membres et les parties prenantes à adopter l'étude et à l'utiliser dans leurs efforts pour optimiser et développer de nouveaux programmes d'alimentation scolaire en vue d'améliorer l'éducation et tous ses secteurs connexes



S.E. Prof. Sarah Anyang Agbor
Commissaire, Sciences, technologies et ressources humaines
Commission de l'Union africaine

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette étude continentale a été rendue possible grâce à l'encouragement et à l'assistance de ceux qui ont donné de leur temps à ce projet. La Commission voudrait exprimer sa profonde gratitude à S.E. Dr Martial De-Paul Ikounga, ancien commissaire du département de HRST pour son soutien tout au long de l'élaboration de l'étude. En outre, la recherche a également été soutenue par le gouvernement du Brésil et son Agence brésilienne de coopération et le Fonds national brésilien pour le développement de l'éducation, des acteurs qui ont fourni des informations et une expertise qui ont favorisé la réalisation de l'enquête.

Nous voudrions également exprimer notre gratitude pour le précieux partenariat avec le personnel du Bureau de liaison du PAM auprès de l'Union africaine, en particulier Mme Angelline Rudakubana, M. Thomas Yanga et Mme Wanja Kaaria. Nous remercions l'assistance cruciale de tout le personnel du Centre d'excellence contre la faim du PAM au Brésil, en particulier M. Daniel Balaban, M. Peter Rodrigues, Mme Sharon de Freitas, Mme Gabriela Marques, M. João Cavalcante, M. Vinicius Limongi, Mme Mariana Rocha, ainsi que pour le soutien technique des équipes de projets, d'opérations et de communications, qui ont grandement contribué à ce projet de recherche.

Nous remercions les bureaux de pays du PAM en Afrique, les bureaux régionaux du PAM au Caire, à Dakar, à Johannesburg et à Nairobi, la Division des politiques, programmes et innovation du PAM, et les États membres de l'UA et les gouvernements hôtes du PAM au Burkina Faso, au Cap-Vert, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Égypte, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, à Madagascar, au Mozambique, en Namibie, Niger, au Congo, au Rwanda, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Soudan et en Tunisie pour leur aide cruciale, leur assistance et leur soutien essentiel lors de la collecte des données et pour toute l'expertise qui a donné un cachet particulier à l'étude. Nous exprimons également notre reconnaissance au Dr Ronald Kleinman, de la Global Child Nutrition Foundation et à M. Andy Chi Tembon de la Banque mondiale.

Résumé

Les programmes d'alimentation scolaire ont toujours prouvé qu'ils œuvraient pour l'avancement de l'éducation, de la santé et de la nutrition des élèves. De plus, lorsqu'ils sont bien conçus avec l'ajout de la composante d'offre de l'alimentation scolaire locale, ces programmes peuvent bénéficier davantage aux communautés entières pour stimuler les marchés locaux en facilitant la transformation agricole et en permettant aux ménages d'investir dans des actifs productifs. Reconnaisant ces impacts et motivés par le désir d'évoluer vers l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), la Stratégie d'éducation continentale pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25) et les Objectifs de développement durable (ODD), de nombreux pays africains ont mis en œuvre avec succès des programmes d'alimentation scolaire aux niveaux national et infranational. Certains d'entre eux ont déjà développé des programmes locaux. Devant cette expansion rapide des programmes d'alimentation scolaire sur le continent, la Commission de l'UA, à travers son Département des ressources humaines, de la science et de la technologie a intensifié son soutien aux États membres dans la conception et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire nationaux, novateurs et locaux.

Dans le cadre de ces efforts concrets pour renforcer la position de l'alimentation scolaire sur le continent africain, les chefs d'État et de gouvernement de l'UA, lors du sommet de l'UA, en 2016, ont décidé de dédier la journée du 1er mars à la célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire. De plus, la Conférence de l'UA a demandé la création d'un Comité technique multisectoriel pour soutenir et promouvoir l'alimentation scolaire durable. Comme première étape importante, la Conférence a demandé à la Commission de l'UA d'étudier les impacts de l'alimentation scolaire sur l'éducation inclusive et de qualité dans les pays de l'UA et comment l'alimentation scolaire peut faciliter les progrès dans divers secteurs, notamment l'éducation, la nutrition, la santé, et l'agriculture et le développement local. Cette recherche, en plus d'analyser les avantages de l'alimentation scolaire dans ces secteurs, a généré des recommandations de base pour permettre aux États membres de l'UA d'optimiser et d'améliorer leurs propres programmes nationaux d'alimentation scolaire. Pour mener à bien cette décision de la Conférence, la Commission de l'UA et le Centre d'excellence du Programme alimentaire mondial au Brésil contre la faim (ci-après dénommé le « Centre d'excellence du PAM ») ont demandé à l'Institut de recherche sur les politiques économiques (EPRI), un institut mondial basé au Cap en Afrique, de mener l'étude.

Objet et aperçu de l'étude

Dans l'ensemble, cette étude synthétise les résultats et les avantages multisectoriels de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA. Il s'appuie à la fois sur des sources secondaires, dans le cadre d'une étude documentaire structurée, et sur des données primaires, en tant que recherche qualitative pour construire une perspective de haut niveau de l'alimentation scolaire au sein de l'UA. Cet exercice se sert ensuite des preuves et des meilleures pratiques révélées par l'étude documentaire et la recherche primaire pour élaborer un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable, qui fonctionne à partir d'une approche systémique et pour générer des recommandations de base. Ces produits opérationnels présentent des indicateurs généraux progressant vers des programmes d'alimentation scolaire plus intégrés, nationaux et durables. Pour compléter cette étude, un rapport comportant des études de cas sur vingt États membres de l'UA sélectionnés permet d'approfondir et de réfléchir sur la diversité et les innovations dans les programmes d'alimentation scolaire à travers le continent. Pour assurer une représentation équitable des programmes d'alimentation scolaire, les pays ciblés pour les études de cas ont été sélectionnés en fonction des cinq régions géographiques et proportionnellement à la représentation linguistique officielle de l'Union africaine.

En bref, cette étude est composée des éléments suivants :

1. Un aperçu de l'alimentation scolaire en Afrique, des éléments sectoriels et des données à prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes (éducation et apprentissage, santé et nutrition, développement agroéconomique) qui contribuent aux impacts sectoriels;
2. Un cadre conceptuel établissant des liens entre l'alimentation scolaire et les programmes de développement continentaux et internationaux, y compris l'Agenda 2063, les ODD et la CESA 16-25 ; et
3. Un ensemble de sept recommandations de base pour les États membres de l'UA se traduisant par une série d'indicateurs et de produits liés à chaque recommandation, que les responsables de l'alimentation scolaire pourraient mettre en œuvre pour mettre à niveau et contribuer avec succès au développement de leur pays..

Chapitre 1 : L'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine

Les programmes d'alimentation scolaire englobent une large gamme de modèles, de mécanismes de mise en œuvre et de structures de gestion. Ces programmes peuvent appartenir à des entités nationales ou être administrés par des organisations internationales. Parfois, ils sont gérés dans le cadre d'un partenariat entre un gouvernement national et les Nations unies. En outre, les programmes d'alimentation scolaire en Afrique fonctionnent dans une variété de contextes et sous diverses contraintes, ce qui contribue à renforcer la diversité programmatique sur le continent. Cependant, malgré cette diversité, il existe des tendances et des caractéristiques communes qui émergent dans les programmes d'alimentation scolaire de l'UA. Cette constatation est révélée par un examen documentaire de haut niveau et une recherche qualitative primaire menée par le biais de missions menées dans les pays, des consultations avec les parties prenantes nationales et une enquête auprès des États membres de l'UA. Ces points communs soulignent l'état actuel de l'alimentation scolaire en Afrique, ainsi que l'orientation de l'alimentation scolaire, et incluent les observations suivantes:

- Presque tous les programmes d'alimentation scolaire ciblent les élèves du primaire ;
- La plupart des programmes d'alimentation scolaire ciblent davantage la dimension géographique, souvent sur la base d'évaluations de vulnérabilité ;
- Les programmes d'alimentation scolaire servent principalement des repas scolaires ;
- Des interventions complémentaires de santé et de nutrition sont présentes dans presque tous les programmes d'alimentation scolaire, le déparasitage, les aliments enrichis en micronutriments et les cours de formation en nutrition étant les plus courants ;
- Des politiques nationales d'alimentation scolaire existent ou sont cours d'élaboration ou d'adoption dans la majorité des pays de l'UA ;
- Des ministères de l'éducation et/ou le Programme alimentaire mondial sont généralement les principaux responsables de l'alimentation scolaire ;
- Les communautés sont impliquées dans la mise en œuvre de presque tous les programmes d'alimentation scolaire, principalement dans la préparation et le service des repas, en apportant des contributions en nature ou en espèce et en approvisionnement ;

- Le taux de scolarisation, le taux de fréquentation et les autres résultats d'apprentissage et d'éducation sont les objectifs et indicateurs les plus courants des programmes d'alimentation scolaire, bien qu'une série de programmes d'alimentation scolaire définissent également les objectifs de santé et de nutrition ; et
- L'expansion des éléments d'alimentation scolaire locale, le renforcement de la coopération intersectorielle et la transition vers l'appropriation nationale sont considérés comme les domaines prioritaires pour l'élaboration future des politiques sur le continent.

En dépit des caractéristiques communes de conception et de mise en œuvre identifiées ci-dessus, une évaluation plus approfondie des preuves sectorielles dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition et de l'agriculture et du développement économique local est essentielle pour mieux comprendre l'état de l'alimentation scolaire en Afrique.

Évidences sectorielles

En général, les résultats sectoriels les plus solides mesurés à partir des programmes d'alimentation scolaire sont associés à l'éducation et à l'apprentissage. Ces résultats comprennent l'augmentation du taux de fréquentation et de scolarisation, la réduction des taux de répétition et d'abandon scolaire, et l'amélioration du taux de rétention, la performance cognitive (comme en témoignent les notes de classe) et les taux d'achèvement et de passage en classe supérieure. Dans le secteur de la santé et de la nutrition, les évaluations des programmes d'alimentation scolaire ont montré des résultats positifs sur les mesures anthropométriques des écoliers, telles que la taille, le poids et l'indice de masse corporelle, le statut des micronutriments, la faim à court terme signalée, et l'incidence de la maladie. Les preuves des impacts des programmes d'alimentation scolaire sur l'agriculture et le développement économique local sont limitées, mais les évaluations sur les programmes locaux d'alimentation scolaire ont signalé des sociétés coopératives plus petites et plus productives, comme le montrent les rendements accrus, et un plus grand sentiment d'autonomisation des communautés.

Bien que les résultats ci-dessus et d'autres résultats sectoriels soutiennent le potentiel de l'alimentation scolaire à contribuer de manière productive à plusieurs objectifs de développement multisectoriels, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mieux mesurer les avantages de l'alimentation scolaire, notamment à long terme.

Examen de l'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine

Malgré les résultats importants obtenus dans les divers secteurs que les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA ont déjà réalisés, l'examen documentaire des données internationales existantes et de la recherche primaire a révélé certaines lacunes générales et domaines à améliorer dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique. Il y a aussi des généralisations positives sur l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA comme l'adoption quasi universelle des interventions complémentaires. De façon appropriée, la liste ci-dessous résume certaines questions qui méritent un examen futur si les responsables de l'alimentation scolaire souhaitent amplifier les résultats positifs et les effets des programmes d'alimentation scolaire:

- Les objectifs et les indicateurs basés sur l'éducation restent les moyens les plus communs pour mesurer les résultats des programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA,

avec peu d'intégration d'indicateurs et/ou d'objectifs intersectoriels.

- Un ministère unique, principalement le ministère de l'Éducation et/ou le PAM, sont les seuls organismes de financement et de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.
- Faible application de mécanismes de suivi et de l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle nationale, avec une utilisation limitée des systèmes de rétroaction automatisés pour contribuer à l'élaboration des politiques.
- Manque de programmes de demande structurée à grande échelle et de réponses de l'offre pour soutenir l'expansion de l'alimentation scolaire locale et les capacités de production locales.
- La coordination intersectorielle et l'intégration de l'alimentation scolaire dans les plans et les programmes nationaux de développement sont encore à un niveau d'adoption.
- La réussite de l'appropriation nationale complète des programmes d'alimentation scolaire est un défi persistant et rare.

Les lacunes et défis identifiés pour les programmes d'alimentation scolaire en Afrique ne sont pas insurmontables. Par conséquent, une approche systémique pour le développement national et africain peut faciliter l'amélioration de ces questions et d'autres points.

Chapitre 2 : Un cadre conceptuel pour une alimentation scolaire durable

Les résultats sectoriels mis en évidence dans la session précédente démontrent que les programmes d'alimentation scolaire sont déjà efficaces par eux-mêmes dans la conduite des résultats sectoriels. Même si les décideurs politiques peuvent concevoir des programmes pour atteindre spécifiquement ces objectifs, il convient de reconnaître la capacité du programme d'alimentation scolaire à générer des avantages dans les interventions et les secteurs. Cette reconnaissance peut maximiser la pertinence de l'alimentation scolaire dans le programme de développement d'un pays et favoriser une approche systémique du développement.

En conséquence, le chapitre 2 présente un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA afin d'orienter les décideurs. Avec pour cible les décideurs, le cadre conceptuel de cette étude s'articule autour de thèmes stratégiques et s'appuie de manière innovante sur la politique renouvelée d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial (2013) et sur le cadre de recherche sur l'alimentation scolaire et la santé de l'approche systémique conjointe de la Banque Mondiale et du PAM pour de meilleurs résultats dans l'éducation (SABER). En outre, quoique cette étude se concentre sur l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, son cadre conceptuel est conçu pour être assez accessible et pertinent pour les décideurs des autres parties du monde qui souhaitent intégrer les programmes d'alimentation scolaire dans des plans de développement multisectoriels. La figure du cadre conceptuel est présentée ci-dessous :

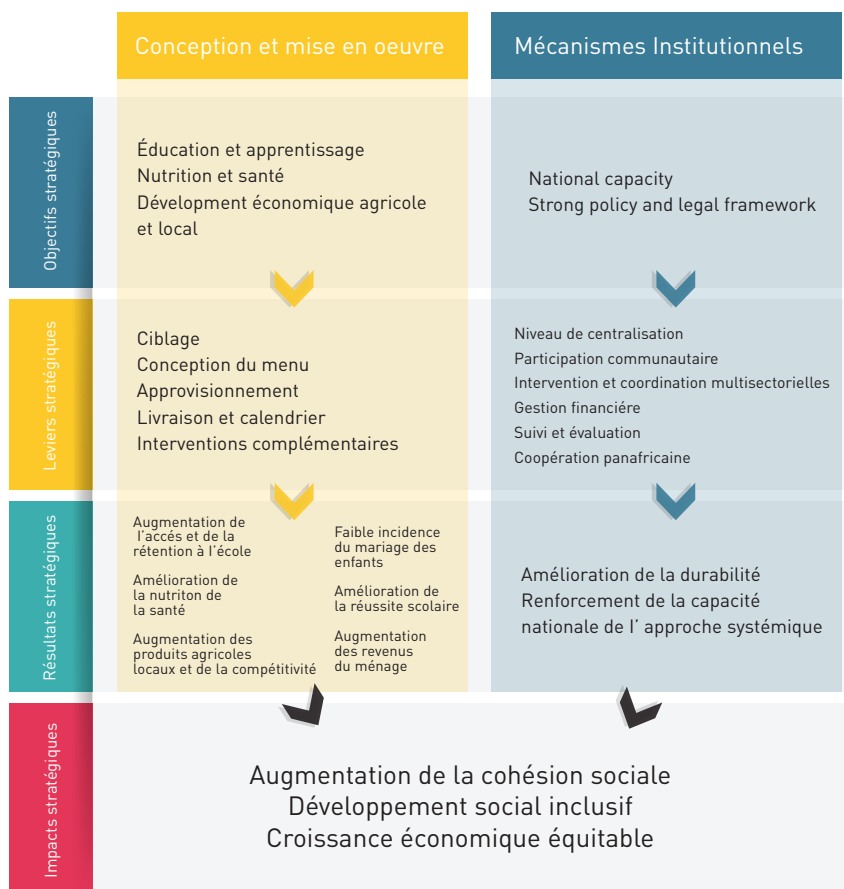


Figure 1. Cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable

La figure comporte quatre lignes distinctes, définies au-dessous :

- **Les objectifs stratégiques** sont des domaines thématiques dans lesquels les programmes d'alimentation scolaire sont conçus. Les objectifs stratégiques énumérés dans le cadre conceptuel sont l'éducation et l'apprentissage, la nutrition et la santé ainsi que le développement économique agricole et local, qui correspondent aux secteurs examinés au chapitre 1, et les capacités nationales et les cadres stratégiques et juridiques solides, qui se réfèrent à la manière dont les interventions multisectorielles bien conçues peuvent renforcer les capacités nationales et institutionnelles pour concevoir, mettre en œuvre et gérer de telles interventions.
- **Les leviers stratégiques** font référence aux mécanismes et/ou stratégies par lesquels les objectifs stratégiques peuvent être atteints. Les leviers de la colonne à gauche correspondent aux caractéristiques de conception du programme d'alimentation scolaire présentées dans le chapitre 1, tandis que les leviers de la colonne de droite indiquent les stratégies que les décideurs peuvent utiliser pour assurer une mise en œuvre optimale des programmes intégrés d'alimentation scolaire.
- **Les résultats stratégiques** font référence aux effets à plus court terme des programmes d'alimentation scolaire et des programmes de développement intersectoriel. Dans la colonne de droite, les résultats stratégiques mis en évidence reflètent les résultats et les liens rapportés entre les résultats des programmes d'alimentation scolaire examinés au chapitre 1. Dans la colonne de gauche, les résultats stratégiques suggèrent les résultats de programmes de développement bien

exécutés et le lien entre les programmes performants et l'amélioration de la durabilité et de la capacité nationale.

- **Les impacts stratégiques** caractérisent les impacts à plus long terme des programmes d'alimentation scolaire intégrés dans les programmes de développement intersectoriel qui produisent continuellement des résultats positifs, à la fois en termes de développement du capital humain et de capacités nationales.

Une compréhension claire des concepts présentés dans le cadre conceptuel est essentielle pour leur application pratique et leur exécution, ce que les recommandations de base contenues dans le chapitre 3 visent à soutenir.

Chapitre 3 : Recommandations pour l'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine

L'étude se termine par une liste de sept recommandations fondamentales (ci-après dénommées « sept grandes recommandations »), visant à guider les pays dans la mise en place de programmes nationaux et d'alimentation scolaire durables, dans le cadre d'une approche systémique du développement. À ce titre, le fondement des recommandations a deux dimensions. Tout d'abord, les observations finales du premier chapitre traitent des lacunes remarquables dans les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA auxquels les décideurs doivent faire face s'ils souhaitent positionner l'alimentation scolaire comme un élément permettant de générer des avantages. Deuxièmement, le cadre conceptuel vise à combler les lacunes tout en fournissant aux décideurs un aperçu de la réalisation de la pleine utilité de l'alimentation scolaire en tant que facteur de développement durable, compte tenu de ses résultats intersectoriels sur l'éducation et l'apprentissage, la santé, l'agriculture et le développement économique local, ainsi que sur le renforcement des capacités nationales. En tenant compte de ces deux aspects, le chapitre 3 répond à la question en traduisant le cadre conceptuel en une série de recommandations de base à l'intention des États membres, présentées ci-dessous :

1. Établir des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux.
2. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre des objectifs stratégiques intersectoriels.
3. Investir et renforcer les mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels.
4. S'engager à développer des stratégies d'approvisionnement qui mettent l'accent sur l'augmentation des capacités de production locales.
5. Innover dans les mécanismes de financement en diversifiant les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire et/ou en mettant en place des mécanismes de cofinancement.
6. Consacrer des ressources à des systèmes de suivi et d'évaluation plus solides et automatiser les processus de rétroaction pour améliorer les résultats stratégiques.
7. Approfondir et apprendre de la coopération Sud-Sud et panafricaine pour optimiser les impacts stratégiques.

Réflexions finales

Les décideurs des pays africains sont appelés à prendre en compte la place de l'alimentation scolaire et sa composante locale dans les discussions stratégiques sur learning, health and nutrition, and agricultural and local economic development sectors. Building the skill levels of national workforces through better education

- L'amélioration du capital humain, l'augmentation de l'accès aux activités génératrices de revenus ;
- L'augmentation de la production nationale et les effets souhaités sur l'éducation et l'apprentissage, la santé et la nutrition, ainsi que les secteurs du développement économique et agricole local.

Il est particulièrement important de renforcer les niveaux de qualification de la main-d'œuvre nationale grâce à de meilleurs résultats en matière d'éducation et de santé, compte tenu de la trajectoire plus axée sur les connaissances et les services de l'économie mondiale, tandis que l'amélioration de la production agricole et des capacités d'élevage est un aspect important pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de nombreux Africains qui dépendent de l'agriculture comme principale source de revenus et d'alimentation.

Les buts et objectifs des ODD, de l'Agenda 2063 et de la CESA 16-25 aident à établir des repères pour les plans de développement des décideurs africains, mais le chemin vers ces repères nécessitera un ensemble d'interventions adaptables et progressives guidées par une approche systémique du développement. Cependant, dans le désir du continent de favoriser la cohésion sociale, de promouvoir un développement social inclusif et de parvenir à une croissance économique équitable et durable, l'alimentation scolaire est bien placée pour faciliter les progrès dans la réalisation des buts, objectifs et des programmes de développement.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	
RÉSUMÉ	I
1. Introduction	1
1.1. But de l'étude	3
1.2. Aperçu de l'étude	5
2.Méthodologie et sources de données	6
Chapitre 1 : L'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine	10
1.Comprendre l'alimentation scolaire	10
1.1.Définitions et concepts	10
1.2.Évaluer ce qui fonctionne, quand et comment	12
2.Aperçu des programmes d'alimentation scolaire existants au sein de l'Union africaine	14
3.Examen des preuves et des résultats sectoriels	33
4.Éducation et apprentissage	34
4.1.1.Atteindre les résultats souhaités grâce aux éléments de conception	35
4.1.2.Mesurer les résultats et les impacts	37
5.Santé et nutrition	41
5.1.1.Composantes de l'alimentation scolaire qui tiennent compte de la nutrition	41
5.1.2.Composantes spécifiques à la nutrition de l'alimentation scolaire	43
5.1.3.Mesurer les résultats et les impacts	43
6.Développement agricole local et économique	48
6.1.1.Créer la demande à la faveur des programmes d'alimentation scolaire	49
6.1.2.Modalités de conception et de mise en œuvre pour les programmes locaux d'alimentation scolaire	52
6.1.3.Mesurer les effets des programmes locaux d'alimentation scolaire	54
7.Coûts des programmes d'alimentation scolaire	56
8.Observations sur l'état de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA	58
8.1.Examen des caractéristiques de conception de programme et des preuves	58
8.2.Lacunes dans l'alimentation scolaire et domaines d'amélioration au sein des États membres de l'UA	61
Chapitre 2 : Un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable	66
1.Un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire	67
1.1.Objectifs stratégiques	72
1.2.Leviers stratégiques	72

TABLE DES MATIÈRES

1.3.Résultats stratégiques	76
1.4.Impacts stratégiques	77
2.Conclusions finales	78
Chapitre 3 : Recommandations pour l'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine	86
1.Ensemble de grandes recommandations pour les programmes d'alimentation scolaire	89
1.1.Établir des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux.	89
1.2.Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre des objectifs stratégiques intersectoriels	91
1.2.1.Interventions complémentaires	92
1.2.2.Conception de menus	93
1.2.3.Modalité de livraison et calendrier	95
1.2.4.Ciblage	96
1.2.5.Maintenir la flexibilité dans les objectifs du programme d'alimentation scolaire	97
1.3.Investir et renforcer les mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels	100
1.3.1.Questions transversales : niveau de centralisation et participation communautaire	101
1.3.2.Coopération multisectorielle pour renforcer les conditions de l'offre	105
1.4.S'engager à développer des stratégies d'achats qui mettent l'accent sur l'augmentation des capacités de production locales	107
1.5.Innover dans les mécanismes de financement en diversifiant les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire et/ou en mettant en place des mécanismes de cofinancement	111
1.5.1.Mécanismes de cofinancement	112
1.6.Consacrer des ressources à des systèmes de suivi et d'évaluation plus solides et automatiser les processus de rétroaction pour améliorer les résultats stratégiques	116
1.7.Approfondir et apprendre de la coopération Sud-Sud et panafricaine pour optimiser les impacts stratégiques	121
2.Construire des Programmes nationaux d'alimentation scolaire à partir de l'approche systémique	125
Réflexions finales	129
Références	132

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABRÉVIATIONSS

APE	Association de parents d'élèves
App.	Application mobile
CDFA	Étude sur le coût de la faim en Afrique
Centre d'excellence du PAM	Centre d'excellence du Programme alimentaire mondial contre la faim
CER	Communauté économique régionale
CESA 16-25	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique pour la période 2016-2025
EMIS	Système d'information de gestion de l'éducation
EPRI	Institut de recherche en politique économique
IMC	Indice de masse corporelle
NaSIS	Système d'information sur l'alimentation scolaire en Namibie (Namibie)
NEPAD	Nouveau partenariat pour l'Afrique Développement
ODD	Objectif de développement durable
OMD	Objectif de développement du millénaire
ONG	Organisation gouvernementale
P4P	Achats au service du progrès
PAA	Programme d'achat d'aliments au Brésil
PAM	Programme alimentaire mondial
PAS	Programme d'alimentation scolaire
PASG	Programme d'alimentation scolaire au Ghana
PASK	Programme d'alimentation scolaire au Kenya
PASN	Programme d'alimentation scolaire en Namibie
PASRAS	Programme national de nutrition scolaire en Afrique du Sud
PCRS	Programme communautaire de repas scolaires
PDDAA	Programme détaillé pour le développement agricole en Afrique
PDE	Partenariat pour le développement de l'enfant
PIP/CS	Programme intégré de pérennisation des cantines scolaires en Côte d'Ivoire
PLAS	Programme local d'alimentation scolaire
PLRS	Programme local de repas scolaires
PNAS	Programme national d'alimentation scolaire
PNRSB	Programme national de repas scolaire au Brésil
PRS	Programme de repas scolaires
PDEP	Projet de déparasitage à l'école primaire au Kenya
RCA	République centrafricaine
REE	Rapport élève-enseignant
REPANS	Réseau panafricain pour l'alimentation et la nutrition scolaires
SABER	Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation
UA	Union africaine

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES

Tableau 1	Sélection du pays cible	4
Tableau 2	Aperçu des programmes d'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine	16
Tableau 3	Résultats de la demande sélectionnés et effets potentiels sur l'offre	35
Tableau 4	Résultats du programme d'alimentation scolaire dans certains indicateurs d'éducation et d'apprentissage.	39
Tableau 5	Résultats de l'alimentation scolaire dans certains indicateurs de santé et de nutrition.	46
Tableau 6	Réduction du PIB dans certains pays en raison de la dénutrition	48
Tableau 7	Possibilités de développement socioéconomique dans le cadre des programmes locaux d'alimentation scolaire	54
Tableau 8	Quelques caractéristiques et résultats de la conception du programme local d'alimentation scolaire	55
Tableau 9	Éléments de conception du programme d'alimentation scolaire par secteur	61
Tableau 10	Résumé des principaux concepts présentés dans le cadre conceptuel	79
Tableau 11	Liens entre la CESA 16-25, les objectifs de développement durable, l'Agenda 2063 et les programmes d'alimentation scolaire	81
Tableau 12	Indicateurs pour la première recommandation : établir des liens entre l'alimentation scolaire et les programmes de développement	90
Tableau 13	Indicateurs de la recommandation 2 : Atteindre les objectifs stratégiques intersectoriels	98
Tableau 14	Indicateurs pour la recommandation 3 : Investir dans l'intervention multisectorielle et la coordination	106
Tableau 15	Indicateurs pour la recommandation 4 : S'engager dans des stratégies d'achats pour le développement	110
Tableau 16	Mécanismes financiers novateurs pour les programmes d'alimentation scolaire	114
Tableau 17	Indicateurs pour la recommandation 5 : Innover les mécanismes financiers	116
Tableau 18	Indicateurs pour la recommandation 6 : Suivi et évaluation	120
Tableau 19	Indicateurs pour la recommandation 7 : Coopération Sud-Sud et panafricaine	125
Figure 1	Cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable	V
Figure 2	Sélection du pays cible par région et langue	4
Figure 3	Cadre conceptuel pour une alimentation scolaire durable	70
Figure 4	Les « sept grandes recommandations »	87

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1	Terminologie de l'alimentation scolaire	11
Encadré 2	L'alimentation scolaire en tant que protection sociale	12
Encadré 3	Éléments intersectoriels à prendre en compte dans l'alimentation scolaire : genre	33
Encadré 4	Étendre l'alimentation scolaire au-delà de l'école primaire	38
Encadré 5	La quatrième révolution industrielle	45
Encadré 6	Programme national de repas scolaires et programme d'achat d'aliments du Brésil	50
Encadré 7	Souveraineté alimentaire	51
Encadré 8	Approvisionnement et demande structurée	52
Encadré 1	Déclaration de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire	53
Encadré 10	L'alimentation scolaire dans le cadre des systèmes d'intervention d'urgence et humanitaire	63
Encadré 11	Qu'est-ce que l'approche systémique ?	68
Encadré 12	Innovations dans l'alimentation scolaire : Niger	74
Encadré 13	Innovations dans l'alimentation scolaire : Rwanda	75
Encadré 14	Les jardins scolaires au Bénin	91
Encadré 15	Adopter une approche de la sécurité nutritionnelle fondée sur le cycle de vie	93
Encadré 16	Conception et planification des repas	94
Encadré 17	Définir stratégiquement la fréquence et les horaires de repas	96
Encadré 18	Ciblage fondé sur des preuves au Ghana.	97
Encadré 19	Quand les politiques nationales d'alimentation scolaire devraient-elles être adoptées ?	101
Encadré 20	Assurer des transitions harmonieuses lors de la décentralisation	102
Encadré 21	Participation communautaire en milieu urbain	104
Encadré 22	Concevoir une stratégie d'achat pour le développement	108
Encadré 23	Présentation des programmes structurés sur la demande	109
Encadré 24	Cofinancement des programmes d'alimentation scolaire	113
Encadré 25	Mesurer les effets et impacts de l'économie locale	118
Encadré 26	Initiative du Lesotho : les petits agriculteurs sud-africains soutiennent le Lesotho	122
Encadré 27	L'initiative sur les repas scolaires et la protection sociale dans la région MENA	124



1. Introduction

Compte tenu de la nature interdépendante de la malnutrition prolongée, de la baisse des taux de scolarisation et d'achèvement et du développement positif du capital humain futur, les Programmes d'alimentation scolaire (PAS) apparaissent comme une option politique sans cesse croissante pour résoudre ces problèmes sur le continent africain et au-delà. La présence de longue date des programmes d'alimentation scolaire en Afrique et les récents efforts d'expansion des programmes soulignent le fait que les programmes d'alimentation scolaire sont largement reconnus comme des outils efficaces pour atteindre les objectifs intersectoriels. Les programmes locaux d'alimentation scolaire (PLAS), gagnent en popularité, car ils visent à promouvoir le développement économique local et la transformation agricole en établissant des liens entre la demande alimentaire du programme d'alimentation scolaire et l'approvisionnement en aliments cultivés localement. En réponse à la popularité croissante des programmes d'alimentation scolaire en Afrique, et dans l'optique de soutenir les efforts axés sur les jeunes dans le cadre du thème de l'UA 2017, l'UA a intensifié son soutien aux États membres dans la conception et la mise en œuvre de Programmes nationaux d'alimentation scolaire.

Ce soutien a été démontré de diverses manières et l'adoption de l'Agenda 2063, de la vision à de l'UA pour 50 ans et de son plan d'action, en janvier 2015 par les chefs d'État et de gouvernement de l'UA a marqué une étape importante. Plus précisément, l'Agenda 2063 présente la vision de l'UA d'une Afrique intégrée, pacifique et prospère, conduite par son propre peuple pour occuper la place qui lui revient dans l'arène mondiale.¹ À cet égard, l'Agenda 2063 traduit les idéaux pour le développement et les progrès futurs de l'Afrique mentionnés dans la Déclaration solennelle du cinquantième Anniversaire de l'UA en objectifs concrets, jalons, buts, cibles et mesures. L'Agenda 2063 incarne les aspirations africaines pour un monde meilleur, à travers des investissements transformateurs et une croissance inclusive, avec le développement des ressources humaines à travers une révolution de l'éducation et des compétences comme la clé pour atteindre cette vision.

Peu de temps après l'élaboration et l'adoption de l'Agenda 2063, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a publié ses objectifs de développement durable (ODD), qui constituent une nouvelle série de 17 objectifs pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et assurer la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouveau programme de développement durable de l'Agenda 2063. Les ODD, en plus de promouvoir la fin de la pauvreté, préconisent une croissance économique soutenue et inclusive, la fin de la faim, la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, la promotion d'une agriculture durable et une éducation de qualité inclusive et équitable pour tous, entre autres dimensions pour la protection humaine, la prestation et l'autonomisation. L'alimentation scolaire a été considérée comme un outil important pour renforcer les capacités des pays à faire la transition vers le développement durable², contribuant ainsi à la réalisation des ODD.

Dans l'optique d'établir des liens entre les ODD et l'Agenda 2063, et dans le but de fournir un Cadre stratégique pour la révolution de l'éducation et des compétences conformément à l'Agenda 2063, l'UA a adopté la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (2016-2025) (CESA 16-25) comme cadre d'opérationnalisation de l'ODD numéro 4 : «assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous».³

Dans le cadre d'un ensemble de principes directeurs, piliers et objectifs stratégiques pour les États membres, la CESA 16-25 identifie certaines initiatives déjà utilisées sur le continent comme étant vitales pour l'amélioration de l'éducation et de la formation. En particulier, pour atteindre l'objectif stratégique de la CESA 2, qui est de «construire, réhabiliter, préserver les infrastructures éducatives et développer des politiques qui garantissent un environnement d'apprentissage permanent, sain et propice dans tous les sous-secteurs et pour tous, afin

¹ (Union africaine, date non disponible)

² (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2015)

³ (Union africaine, 2015)

d'élargir l'accès à la qualité d'éducation»,⁴ l'UA identifie le renforcement de l'alimentation scolaire comme un point critique. En effet, les chefs d'État et de gouvernement de l'UA, dans une décision historique lors du Sommet de l'UA en 2015, ont consacré le 1er mars comme Journée africaine de l'alimentation scolaire. Cette décision reconnaît en outre que l'alimentation scolaire est un instrument important pour assurer le développement inclusif, la santé, le développement rural, l'égalité entre les hommes et les femmes, et l'inclusion dans l'éducation, en particulier pour les communautés pauvres, socialement marginalisées et en proie à des contraintes économiques.

Parallèlement à ces démarches institutionnelles internationales, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont devenues des outils permettant d'établir des liens entre les initiatives de développement et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux. Cette modalité de coopération facilite les connexions et les réseaux pour apprendre des expériences réussies et des meilleures pratiques des pays du Sud afin d'optimiser les progrès des impacts socio-politiques locaux. En réponse à cela, l'UA, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le gouvernement du Brésil - qui est une référence pour la bonne mise en œuvre d'un Programme national d'alimentation scolaire lié à l'agriculture locale, intégré dans des stratégies plus larges de sécurité alimentaire et nutritionnelle - ont établi des partenariats pour générer et diffuser des connaissances, fournir une assistance technique et renforcer les politiques nationales dans un éventail de secteurs, y compris l'éducation, la nutrition, la santé, l'agriculture et le développement local, sur le continent africain.⁵

Pour l'opérationnalisation de ces activités en Afrique, le PAM et le Gouvernement brésilien se sont associés pour la création, au Brésil en 2011, du premier Centre d'excellence du PAM contre la faim (ci-après dénommé «Centre d'excellence du PAM»). Soutenant les gouvernements dans la réalisation de l'Agenda 2030, le Centre d'excellence du PAM est devenu un carrefour mondial pour la coopération Sud-Sud et le renforcement des connaissances, le renforcement des capacités et le dialogue politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection sociale et les repas scolaires. Il soutient les pays dans leurs efforts pour établir, améliorer et élargir les programmes locaux d'alimentation scolaire en tant qu'interventions intégrées dans les politiques et programmes sur la protection sociale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et pour renforcer la demande structurée pour l'agriculture locale et des petits exploitants.⁶

Convenablement, le travail du Centre d'excellence du PAM en Afrique a eu un impact sur la déclaration de l'UA sur les programmes locaux d'alimentation scolaire comme une stratégie continentale pour améliorer la rétention et la performance des enfants dans les écoles et stimuler la création de revenus et l'entrepreneuriat dans les communautés locales. Dans le cadre de sa Décision, l'UA a invité les États membres à renforcer les programmes de repas scolaires à travers le continent, reconnaissant l'intégration de ces programmes avec la production agricole locale comme un vecteur fructueux du développement inclusif.⁷ En tant que contribution supplémentaire majeure, le Centre d'excellence du PAM a encouragé la création d'un réseau continental pour les repas scolaires, qui a été créé dans l'espace de l'Union africaine. Le Réseau panafricain de l'alimentation et de la nutrition scolaire (REPANS), présidé et dirigé par les gouvernements, associe les efforts visant à aider les gouvernements à établir et à renforcer les programmes nationaux de repas scolaires. De telles réalisations, entre autres, sous-tendent des politiques gouvernementales plus énergiques pour lutter contre la faim et la pauvreté.⁸

Cependant, le soutien aux programmes d'alimentation scolaire en Afrique doit aller au-delà de la simple mise en évidence des meilleures pratiques, du partage des connaissances et du renforcement des capacités des acteurs nationaux, y compris un soutien pour atténuer les défis potentiels posés par les programmes d'alimentation

4 (Union africaine, 2015)

5 (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2012)

6 (ASUL et PAM, 2017)

7 (Union africaine, 2016)

8 (PAM RBP, 2017)

scolaire, y compris les défis en matière d'offre éducative, tels que l'insuffisance des infrastructures et la pénurie de personnel enseignant.^{9,10} En reconnaissant et en trouvant des solutions à ces défis, l'objectif des programmes d'alimentation scolaire devrait être de présenter des réponses durables qui contribuent à des résultats multisectoriels, tout en contribuant simultanément aux programmes nationaux de développement et à la croissance économique locale. Compte tenu de la diversité des contextes environnementaux, politiques, culturels, géographiques et démographiques en Afrique, il n'existe pas de modèle unique pour un programme national local d'alimentation scolaire. Néanmoins, en analysant et en étudiant les expériences des programmes d'alimentation scolaire existants sur le continent, les meilleures pratiques peuvent être identifiées pour la mise en œuvre de l'alimentation scolaire dans divers contextes et défis.

À cette fin, l'étude et la recherche présentée ici visent à capitaliser sur l'échange de connaissances et d'idées grâce à un engagement Sud-Sud accru en matière d'alimentation scolaire en présentant des exemples concrets d'innovations dans les programmes d'alimentation scolaire dans le système de l'UA. L'étude organise et analyse une série de données empiriques afin d'établir des perspectives de haut niveau pour l'alimentation scolaire en Afrique, un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable et un ensemble de recommandations permettant aux États membres de l'UA de faire progresser leurs efforts programmatiques en matière d'alimentation scolaire et d'atteindre les objectifs de développement mentionnés dans l'Agenda 2063, la CESA 16-25 et les ODD.

1.1. But de l'étude

L'objectif de l'étude est une décision de la Conférence de l'UA en 2015, dans laquelle elle a demandé la création d'un Comité technique multisectoriel pour soutenir le développement de programmes d'alimentation scolaire durables. La Conférence a également demandé à la Commission de l'UA d'analyser les voies et moyens pour faire contribuer l'alimentation scolaire à une éducation inclusive et de qualité au sein de l'UA et faciliter les progrès dans divers secteurs, notamment l'éducation, la nutrition, la santé et l'agriculture et le développement local. En fin, cette recherche soutient l'UA en formulant des recommandations qui permettent aux États membres d'optimiser leurs efforts programmatiques en matière d'alimentation scolaire. Pour mettre en œuvre la décision de la Conférence, la Commission de l'UA et le Centre d'excellence du PAM, partenaire de l'UA pour cet objectif de développement, ont mandaté l'Institut de recherche sur les politiques économiques (EPRI), un institut mondial basé à Cape Town en Afrique du Sud, de conduire l'étude.

Dans l'ensemble, l'étude synthétise les résultats et les retombées multisectoriels de l'alimentation scolaire dans les États membres de l'UA, en s'appuyant sur des sources secondaires dans le cadre d'un examen documentaire structuré et d'une recherche qualitative primaire pour établir des perspectives de haut niveau sur la situation de l'alimentation scolaire au sein de l'UA. L'étude prend ensuite en compte les preuves et les meilleures pratiques révélées par la revue documentaire et la recherche primaire pour développer un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable qui opère à partir de l'approche systémique et formuler des recommandations préalables assorties d'indicateurs généraux, pour progresser vers des programmes d'alimentation scolaire plus intégrés et durables. Plus précisément, la conception du Cadre conceptuel vise à atteindre les objectifs suivants:

- Montrer que l'alimentation scolaire, grâce à ses résultats et impacts multidimensionnels dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition et de l'agriculture et du développement économique local, peut contribuer au développement du capital humain en Afrique;

9 (Banque mondiale, 2012)

10 (Banque mondiale, 2012)

- Fournir des outils pour évaluer la durabilité des programmes d'alimentation scolaire actuels ; et
- Sur la base de ces conclusions, recommander des points d'entrée dans les programmes d'alimentation scolaire, afin de bénéficier du soutien de l'Union africaine pour la mise en place de programmes durables et nationaux.

Pour compléter le présent document, un rapport présentant des études de cas sur 20 États membres de l'UA sélectionnés permet de poursuivre l'élaboration et la réflexion sur la diversité des programmes d'alimentation scolaire à travers le continent. Pour assurer une représentation équitable des programmes d'alimentation scolaire, les pays cibles pour les études de cas ont été sélectionnés conformément aux cinq régions géographiques de l'UA¹¹ et proportionnellement à la représentation linguistique des langues officielles de l'UA, comme le montrent la figure 2 et le tableau 1.

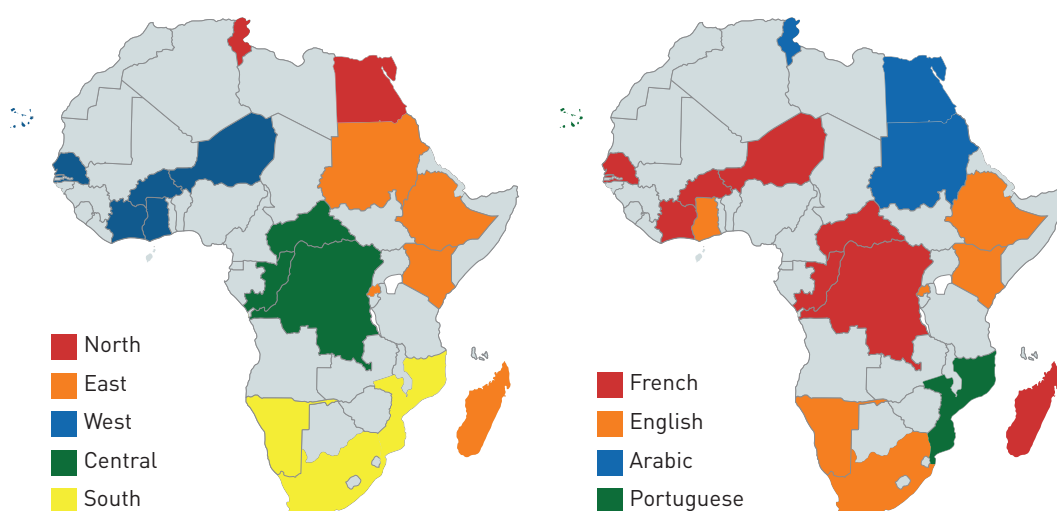


Figure 2. Sélection du pays cible par région et langue

Tableau 1. Sélection du pays cible

Villes		Langues		
Nord	Égypte	Anglais 7	Éthiopie	
	Tunisie		Ghana	
Est (5)	Éthiopie		Kenya	
	Kenya		Lesotho	
	Madagascar		Namibie	
	Rwanda		Rwanda	
	Soudan		Afrique du Sud	
Ouest (6)	Burkina Faso		Français 8	Burkina Faso
	Cap-Vert			RCA
	Côte d'Ivoire			Côte d'Ivoire
	Ghana	RDC		
	Niger	Madagascar		
	Sénégal	Niger		
	Congo			
	Sénégal			

¹¹ Il existe officiellement six régions de l'UA ; la sixième est la diaspora africaine

Villes		Langues	
Central (3)	RCA	Arabic (3)	Égypte
	RDC		Soudan
	Congo		Tunisie
South (4)	Lesotho	Portuguese (2)	Cap-Vert
	Mozambique		Mozambique
	Namibie		
	Afrique du Sud		

Avant d'aller plus loin, il convient de noter que la présente étude n'est pas une analyse comparative des programmes d'alimentation scolaire entre les États membres de l'UA, et encore moins entre l'UA et d'autres parties du monde. La présente étude et l'étude de cas qui l'accompagne servent de guide de référence pour l'alimentation scolaire, décrivant à la fois les retombées multisectorielles et les caractéristiques de conception innovantes, ainsi que les voies par lesquelles les pays peuvent ajuster et améliorer les programmes existants conformément aux objectifs de développement souhaités et les contextes actuels.

1.2. Aperçu de l'étude

L'étude est composée de trois chapitres :

1. Un aperçu de l'alimentation scolaire en Afrique, des éléments sectoriels et des données à prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes (éducation et apprentissage, santé et nutrition, développement agroéconomique) qui contribuent aux impacts sectoriels;
2. Un cadre conceptuel établissant des liens entre l'alimentation scolaire et les programmes de développement continentaux et internationaux, y compris l'Agenda 2063, les ODD et la CESA 16-25 ; et
3. Un ensemble de sept grandes recommandations pour les États membres de l'UA se traduisant par une série d'indicateurs et de produits liés à chaque recommandation, que les responsables de l'alimentation scolaire pourraient mettre en œuvre pour mettre à niveau et contribuer avec succès au développement de leur pays.

Dans le premier chapitre de l'étude, l'accent est mis sur la question « Qu'est-ce qui fonctionne, quand et comment ? » dans l'alimentation scolaire, en fournissant une perspective de haut niveau des programmes présents au sein des États membres de l'UA. Le chapitre évalue l'état de l'alimentation scolaire sur le continent et donne un aperçu des preuves sectorielles sur les impacts de ces différents programmes africains, analysant les rendements dans des secteurs tels que l'éducation et l'apprentissage, la santé et la nutrition. En établissant un lien entre les données sur les impacts sectoriels et une analyse des caractéristiques de conception et de mise en œuvre de ces programmes, la première partie aboutit à une compréhension approfondie des éléments à prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes, ainsi que de larges lacunes et domaines à améliorer dans les programmes d'alimentation scolaire.

Dans le deuxième chapitre, l'étude élargit sa portée et fournit un Cadre conceptuel décrivant comment - en s'appuyant sur les résultats de la première partie - l'alimentation scolaire peut contribuer au développement de l'Afrique. Il commence par établir des liens entre les preuves sectorielles présentées de l'alimentation scolaire aux agendas de développement continentaux et nationaux, y compris les ODD, l'Agenda 2063 et la CESA

16-25. Le chapitre 2 plaide en faveur de l'approche systémique des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que de la nécessité de mettre en œuvre et de financer des programmes basés sur une approche d'évaluation complète, axée sur les retombées de programme. Fait important, tout au long du deuxième chapitre, des exemples choisis dans les 20 pays cibles fournissent des exemples pratiques de la théorie discutée, soutenant le Cadre conceptuel de l'UA dans des contextes politiques réels.

Dans le troisième et dernier chapitre, l'étude traduit ce qui est nécessaire pour que les programmes d'alimentation scolaire atteignent leur taille et contribuent au développement de leur pays en une série de sept recommandations fondamentales pour que les programmes d'alimentation atteignent avec succès l'échelle et contribuent au développement de leur pays. Reconnaisant la diversité du continent et en termes de différents points de départ à partir desquels les États membres peuvent utiliser l'étude pour améliorer leurs intrants d'alimentation scolaire, les recommandations sont modélisées pour rester suffisamment accessibles pour tous les États sous la houlette de l'UA, avec des indicateurs et des résultats connectés à chaque recommandation fondant et concrétisant les recommandations en points d'action. Le chapitre 3 mentionne également la nécessité d'établir un groupe de travail sur l'alimentation scolaire au sein de l'UA, chargé de suivre les progrès des programmes d'alimentation scolaire à travers le continent pour répondre aux sept recommandations principales et contribuer au développement global.

2. Méthodologie et sources de données

L'étude a adopté une approche de méthodes mixtes pour générer une base factuelle sur l'alimentation scolaire à travers l'Union africaine, construire un Cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire sur le continent et enfin formuler des grandes recommandations appropriées aux États membres de l'UA à différents stades de leurs efforts d'alimentation scolaire. Les méthodes mixtes comprennent :

- Une revue documentaire de la littérature existante et des données sur les programmes d'alimentation scolaire ;
- Des missions dans 12 États membres de l'UA pour mener des activités de recherche qualitative ;
- Des entrevues et discussions avec des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales lors de conférences internationales et nationales sur l'alimentation scolaire et la nutrition des enfants - qui ont également permis de présenter et de valider les résultats d'études préliminaires ; et
- La collecte de données primaires sur les activités actuelles d'alimentation scolaire dans tous les États membres de l'UA à travers l'administration d'une enquête continentale.

Pour le chapitre 1, un examen approfondi de la documentation et des données opérationnelles et non opérationnelles existantes sur les programmes d'alimentation scolaire a été effectué. Entre autres, une pléthore d'évaluations de programmes a été examinée et évaluée pour générer une base de données probantes sur ce qui fonctionne, quand et comment. Cette revue a utilisé différentes méthodologies qualitatives et quantitatives pour évaluer des programmes particuliers. Pour guider cette évaluation, le chapitre 1 utilise un cadre d'analyse axé sur les résultats, qui correspond à la façon dont les programmes d'alimentation scolaire ont été évalués à ce jour. Le cadre divise l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire en différents résultats sectoriels, qui reflètent adéquatement l'objectif de l'évaluation sur la contribution des programmes d'alimentation scolaire au développement de l'Afrique, car cette dernière serait également axée sur les résultats.

Outre l'examen et l'évaluation de divers types de publications et de données secondaires existantes sur les programmes d'alimentation scolaire, le chapitre 1 est complété par des données primaires recueillies dans

le cadre des missions nationales et de l'enquête continentale sur l'alimentation scolaire. Au cours de l'étude, des missions nationales ont été menées dans 12 des 20 pays cibles (voir ci-dessus) pour mener des activités de recherche qualitative. Il s'agit notamment des entretiens avec des informateurs clés et des consultations de groupe avec les ministères, départements et agences concernés, les partenaires au développement, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC). En outre, des écoles, des organisations paysannes et des unions de coopératives, des entrepôts et des installations de stockage ont été visités pour mieux comprendre les dispositions relatives à l'offre des programmes d'alimentation scolaire - c'est-à-dire, l'infrastructure et les mécanismes dominants à l'école aux niveaux communautaire, régional et national.

Enfin, l'enquête continentale sur l'alimentation scolaire a permis de recueillir des informations sur les programmes et les efforts existants dans tous les États membres de l'UA, même dans les pays non ciblés, afin de développer des perspectives de haut niveau sur les activités d'alimentation scolaire. L'enquête a été développée pour la présente étude et comprend des sections sur les mécanismes institutionnels, la conception, le suivi et l'évaluation, ainsi que les futurs plans des programmes d'alimentation scolaire. En conclusion, le chapitre 1 intègre des données primaires et secondaires pour donner un aperçu de l'alimentation scolaire sur le continent et de ce qui fonctionne, quand et comment.

Ensuite vient le chapitre 2 qui fournit un Cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire en Afrique, établissant des liens entre l'alimentation scolaire et les agendas de développement continentaux et internationaux, notamment l'Agenda 2063, les ODD et la CESA 16-25. Le présent chapitre s'inspire largement de la base factuelle sur l'alimentation scolaire, établie au chapitre 1. De plus, une revue bibliographique des articles pertinents a servi à introduire l'approche systémique de l'alimentation scolaire, et en particulier l'intégration intersectorielle des programmes d'alimentation scolaire. Le Cadre conceptuel a ensuite été développé à travers cette optique intersectorielle sur l'alimentation scolaire. Tout au long du chapitre, des exemples tirés des différents pays étudiés présentent les voies et moyens de mettre en pratique la théorie présentée dans le cadre. L'information utilisée dans ces exemples de pays provient de données primaires, collectées et rassemblées à travers les missions et les enquêtes dans le pays.

L'étude s'achève sur le chapitre 3 présentant l'ensemble des sept grandes recommandations mentionnées plus haut. Le présent chapitre développe davantage le cadre théorique présenté au chapitre 2 et concrétise le cadre par des recommandations pratiques. Les recommandations reposent largement sur les modèles de meilleures pratiques présentées lors des missions dans le pays, des discussions exploratoires avec les parties prenantes lors de ces missions, des échanges d'idées et des réactions enregistrées lors des conférences et ateliers, ainsi que dans les conclusions du chapitre 1 sur ce qui fonctionne, quand et comment.



Chapitre

1

L'alimentation scolaire au
sein de l'Union africaine

Chapitre

1

L'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine

Le premier chapitre de l'étude évalue l'état de l'alimentation scolaire sur le continent et donne un aperçu des preuves sectorielles sur les impacts de ces divers programmes africains, analysant les rendements dans des secteurs tels que l'éducation et l'apprentissage, la santé et la nutrition, et le développement économique agricole et local. Par conséquent, le chapitre aborde la question de « ce qui fonctionne, quand et comment. » au niveau de l'alimentation scolaire. Il le fait en fournissant des perspectives de haut niveau sur les programmes présents au sein des États membres de l'UA et en s'appuyant sur les informations disponibles au niveau national et les données existantes sur les résultats des programmes d'alimentation scolaire. Pour guider et structurer l'analyse, le chapitre commence en fournissant des définitions claires sur l'alimentation scolaire et les concepts connexes, ainsi qu'un cadre d'analyse, qui s'inspire de la vision sectorielle dominante de l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire. Enfin, en établissant des liens entre les preuves sur les résultats et impacts sectoriels, et une analyse des caractéristiques de conception et de mise en œuvre de ces programmes, le présent chapitre aboutit à une compréhension approfondie de « ce qui fonctionne, quand et comment ? »

1. Comprendre l'alimentation scolaire

Afin d'élucider la terminologie et les concepts utilisés dans l'étude, les termes et concepts clés liés à l'alimentation scolaire sont présentés et décrits ci-dessous. En outre, pour fournir un cadre pour la prochaine évaluation des programmes d'alimentation scolaire existants au sein de l'Union africaine et leurs preuves respectives sur les résultats et impacts sectoriels, il est présenté un aperçu de la façon dont les programmes d'alimentation scolaire sont généralement évalués, en se concentrant sur la méthodologie, les instruments et indicateurs.

1.1. Définitions et concepts

L'alimentation scolaire peut être largement définie comme la disponibilité et la fourniture d'une nourriture adéquate - en termes de quantité, de qualité, de sécurité, ainsi que d'acceptabilité socioculturelle - pour les écoliers. Généralement, l'alimentation scolaire fait référence aux repas servis dans les locaux de l'école. Néanmoins, des modalités complémentaires d'alimentation comme les rations à emporter existent. Alors que le concept de repas scolaire implique la fourniture de nourriture aux écoliers, les rations à emporter sont fournies aux familles des enfants, généralement à condition que leurs enfants aillent à l'école.

Les deux modalités prennent plusieurs formes, les repas scolaires pouvant être, entre autres, des plats cuisinés chauds, des repas secs ou des en-cas comme des biscuits, souvent enrichis. Dans divers pays, les repas scolaires sont combinés avec les rations à emporter pour les élèves particulièrement vulnérables, en particulier les filles, pour avoir un impact plus important sur les taux de scolarisation et de rétention, et réduire les écarts sociaux ou de genre. Étant donné que les rations à emporter ne sont généralement pas utilisées comme une intervention autonome, mais plutôt en combinaison avec l'alimentation scolaire, les décideurs pourraient envisager de les considérer comme une intervention complémentaire au programme d'alimentation scolaire existant, plutôt que comme une intervention alternative¹².

Bien que la présente étude montre des preuves d'une multitude de programmes d'alimentation scolaire et de projets pilotes mis en œuvre par différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, l'enquête révèle que la majorité des pays de l'Union africaine ont un programme national d'alimentation scolaire opérationnel, ou aspirent à en avoir un dans un avenir proche en renforçant l'appropriation, par le gouvernement, des efforts actuels. L'étude définit un Programme national d'alimentation scolaire comme un programme géré par le gouvernement, seul ou avec le soutien du PAM ou d'autres partenaires de développement, et fournit régulièrement de la nourriture aux écoliers¹³.

De plus, avec leur objectif de promouvoir le développement économique local et la transformation agricole, les programmes locaux d'alimentation scolaire gagnent en popularité. L'alimentation scolaire locale peut être définie comme un programme d'alimentation scolaire qui fournit de la nourriture produite et achetée à l'intérieur d'un pays, en particulier auprès des petits agriculteurs. Plus précisément, la présente étude définit l'alimentation scolaire locale comme produite et achetée localement, c'est-à-dire à proximité de la zone des écoles desservies par le programme. L'objectif principal des programmes locaux d'alimentation scolaire est d'établir des liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale, en partant de l'hypothèse selon laquelle les ménages, les agriculteurs locaux et les petites entreprises peuvent bénéficier du marché structuré qu'un programme d'alimentation scolaire présente pour vendre leurs produits¹⁴. Par conséquent, dans la mise en place des programmes locaux d'alimentation scolaire, il est essentiel que les mécanismes d'achat soient conçus pour augmenter la capacité des agriculteurs et des producteurs à accéder au marché. En outre, un soutien supplémentaire aux agriculteurs et aux producteurs pour augmenter et optimiser leur production pourrait être planifié en coordination avec une stratégie alimentation scolaire locale, y compris des services de vulgarisation agricole et l'établissement de liens avec une stratégie industrielle nationale.

Encadré 1. Terminologie de l'alimentation scolaire

Interventions spécifiques à la : elles traitent des causes immédiates de la dénutrition comme l'apport alimentaire inadéquat et certaines des causes sous-jacentes, y compris les pratiques d'alimentation et l'accès à la nourriture. (UNICEF).

Interventions en termes de nutrition : elles s'attaquent aux causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition en incorporant des objectifs et actions nutritionnels dans un large éventail de secteurs. Elles peuvent servir de plateformes de livraison pour des interventions spécifiques à la nutrition. (UNICEF).

Aliments enrichis : la pratique consiste à augmenter délibérément la teneur des aliments en micronutriments comme la vitamine A, le fer, l'iode ou le zinc), tels que les biscuits ou la farine de maïs. (OMS, 2006).

Déparasitage : c'est un traitement médicamenteux pour contrôler les infections intestinales, tel que recommandé par l'Organisation mondiale de la santé. (OMS, 2005).

Petits agriculteurs : les agriculteurs de semi-subsistance qui cultivent moins de cinq hectares de terres, bien que la plupart exploitent deux hectares ou moins. La définition précise peut varier selon le pays et la région. (PAM, 2012).

12. (Programme alimentaire mondial, 2013, pp. 3-6)

13. (Programme alimentaire mondial, date non disponible)

14. (Programme alimentaire mondial, date non disponible)

Encadré 2. L'alimentation scolaire en tant que protection sociale

Souvent, les programmes d'alimentation scolaire sont classés comme des filets de sécurité sociale, c'est-à-dire comme un moyen de fournir une assistance aux personnes pauvres et souffrant d'insécurité alimentaire, et surtout aux écoliers. Dans les situations d'urgence et de crise, la fourniture de nourriture pour lutter contre l'insécurité alimentaire pourrait être l'objectif principal des programmes d'alimentation scolaire. Toutefois, de nos jours, la plupart des programmes d'alimentation scolaire, en particulier les programmes nationaux, sont mis en œuvre dans le but d'avoir un impact positif sur divers indicateurs relatifs à l'éducation et/ou à la santé et à la nutrition des écoliers. En outre, les programmes d'alimentation scolaire, et en particulier l'alimentation scolaire locale, peuvent viser des résultats et des impacts dans les domaines du développement agricole et local en fournissant aux agriculteurs et producteurs locaux un accès au marché pour leurs produits, qu'un programme d'alimentation scolaire pourrait constituer.

Ainsi, en termes de protection sociale, l'alimentation scolaire peut avoir de multiples objectifs et, par conséquent, avoir des effets multiples sur les différents bénéficiaires, notamment les écoliers, les restaurateurs et les cuisiniers, les producteurs locaux et les agriculteurs. Ainsi, les programmes d'alimentation scolaire vont au-delà d'une simple assistance aux enfants pauvres et victimes de l'insécurité alimentaire. Au lieu de cela, en améliorant l'éducation, la nutrition et la santé des enfants, l'alimentation scolaire agit comme un mécanisme préventif - empêchant la faim, la dénutrition et la mortalité à long terme. Pour aller plus loin, l'alimentation scolaire agit même comme une mesure de promotion et de transformation, en influençant positivement les indicateurs d'éducation des écoliers, souvent axés sur les filles, en soutenant le développement des moyens de subsistance des agriculteurs et des producteurs et en employant des restaurateurs ou des cuisiniers. Par conséquent, classer simplement les programmes d'alimentation scolaire en tant que filets de sécurité sociale pourrait être une vue de l'esprit restrictive, ne reconnaissant pas les impacts préventifs, promoteurs et même transformateurs que l'alimentation scolaire peut avoir. Ainsi, la présente étude conceptualise l'alimentation scolaire comme une intervention de protection sociale globale, qui peut avoir des impacts préventifs, protecteurs, promoteurs et transformateurs sur de multiples acteurs, à travers différentes voies. (Sabates-Wheeler, 2010)

1.2. Évaluer ce qui fonctionne, quand et comment

Des programmes d'alimentation scolaire ont été mis en œuvre à travers le monde depuis des décennies et, par conséquent, un certain nombre d'évaluations, utilisant diverses méthodologies, sont disponibles. Généralement, ces évaluations se concentrent sur l'évaluation des résultats et des impacts de l'alimentation scolaire dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition et du développement économique agricole et local. Ce faisant, diverses méthodes et instruments sont utilisés, y compris des méthodes de nature qualitative, telles que des entretiens et des discussions de groupe, ainsi que des essais contrôlés randomisés. Les essais contrôlés randomisés constituent l'une des méthodes d'évaluation les plus courantes en sciences sociales et, par conséquent, une variété de programmes d'alimentation scolaire à travers le continent a été évaluée avec l'aide des essais contrôlés randomisés. En tant qu'outil d'évaluation, les essais contrôlés randomisés peuvent être efficaces pour établir une relation de cause à effet entre les interventions et les résultats en isolant les groupes d'étude dans des groupes de contrôle et de traitement, et en évaluant les tendances hétérogènes au fil du temps.

Cependant, en dépit de l'existence de preuves internationales provenant des différents résultats et impacts sectoriels des programmes d'alimentation scolaire, il est difficile de trouver des évaluations couvrant globalement et transversalement ces résultats. Cela peut être attribué à la difficulté inhérente à l'évaluation d'interventions

complexes et multisectorielles comme l'alimentation scolaire. De plus, toute la gamme des impacts des PAS ne peut être perçue qu'à long terme, car, par exemple, les impacts de l'augmentation des années de scolarité sur un potentiel de gains individuels ne se révéleront qu'au cours de la vie. Entreprendre des évaluations multisectorielles et à long terme nécessite l'investissement de temps, d'expertise et de ressources considérables, et les programmes d'alimentation scolaire peuvent être confrontés à des contraintes budgétaires en allouant des ressources suffisantes à cette fin.

Ainsi, les programmes d'alimentation scolaire sont généralement évalués en l'absence d'interventions complémentaires ciblées sur la demande ou sur l'offre, ce qui, comme le montrent diverses études, renforce considérablement l'impact des programmes. Simultanément, les programmes d'alimentation scolaire peuvent renforcer la rentabilité de ces programmes complémentaires, par exemple dans les programmes de déparasitage, en veillant à ce que plus d'élèves soient déparasités par l'impact des programmes d'alimentation scolaire sur les inscriptions scolaires. Ce sont précisément ces synergies qui ne sont souvent pas captées par les évaluations, et qui sous-estiment, par la suite, l'impact de l'alimentation scolaire. Enfin, tous les programmes d'alimentation scolaire évalués n'ont pas atteint les niveaux complets de mise en œuvre ou d'optimisation. Par exemple, certains programmes d'alimentation scolaire évalués peuvent ne pas servir de repas pendant toute l'année scolaire ou ne pas être en mesure de respecter les menus arrêtés par l'école. En tant que telles, ces évaluations pourraient ne pas évaluer l'impact d'un programme national mature, à l'échelle de celles qui sont de plus en plus vues sur le continent.

Par conséquent, bien que les essais contrôlés randomisés puissent produire des résultats solides, comme il a été décrit ci-dessus, il est juste de dire qu'ils peuvent également poser des limites et sous-estimer les effets réels des programmes. Les essais contrôlés randomisés sont souvent limités dans leur portée en termes de temps, de profondeur et d'ampleur des informations collectées. Ces limitations peuvent aider à isoler les relations de cause à effet sur des groupes restreints sur une période donnée, mais peuvent ne pas recueillir toute la gamme des résultats d'une intervention complexe à long terme comme l'alimentation scolaire. Deuxièmement, l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire avec des essais contrôlés randomisés exige que l'isolement du programme par rapport à toute intervention supplémentaire susceptible de renforcer le programme d'alimentation scolaire dans son ensemble, mais dilue les impacts du programme par lui-même.

Tout en reconnaissant les limites des évaluations existantes pour saisir pleinement la gamme de résultats et d'impacts des programmes d'alimentation scolaire dans tous les secteurs, le présent chapitre s'appuie sur les preuves sectorielles existantes des programmes d'alimentation scolaire dans toute l'Union africaine en raison du manque d'études intersectorielles. Par conséquent, les éléments du présent chapitre sont présentés selon une division sectorielle en éducation et apprentissage, santé et nutrition, et développement agricole et local, ce qui correspond à la manière dont les résultats et les impacts du programme d'alimentation scolaire ont été évalués. Bien qu'il puisse y avoir des résultats de l'alimentation scolaire dans d'autres secteurs, la présente étude se concentre sur les résultats susmentionnés en raison de leur pertinence et de leur réflexion dans les ODD, l'Agenda 2063 et les CESA 16-25, ainsi que de la disponibilité de preuves internationales. De même, étant donné que la présente étude vise à explorer comment l'alimentation scolaire contribue au développement de l'Afrique, une présentation sectorielle des données probantes reflète de manière appropriée son orientation axée sur les résultats et l'impact. Néanmoins, aux chapitres 2 et 3, l'étude reprend exactement cet élément d'intégration intersectorielle et de production de preuves intersectorielles.

2. Aperçu des programmes d'alimentation scolaire existants au sein de l'Union africaine

Avant d'explorer les preuves sectorielles existantes sur ce qui fonctionne, quand et comment à travers le continent, cette section présente un bref aperçu des programmes d'alimentation scolaire dans chaque État membre de l'UA, y compris des informations sur la structure générale, les modalités de mise en œuvre, le budget et le financement, les politiques et les aspects juridiques, les cadres et plans futurs. L'aperçu est basé sur les informations recueillies à travers un sondage envoyé à chaque État membre de l'UA et est présenté dans le tableau 2 ci-dessous.¹⁵ La plupart des informations contenues dans le tableau se rapportent au programme ou au modèle d'alimentation scolaire principal dans chaque pays, qui est généralement mis en œuvre par le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire et/ou le PAM. Cependant, de nombreux États membres de l'UA proposent des modèles d'alimentation scolaire supplémentaires, souvent mis en œuvre par des ONG ou d'autres ministères, départements ou agences. Ces modèles apportent également une contribution importante à l'alimentation scolaire et, par conséquent, les informations disponibles sur les modèles d'alimentation scolaire supplémentaires dans chaque pays sont également reflétées dans le tableau. Le tableau 2 présente des informations sur des sujets sélectionnés, l'annexe 1 fournissant des informations plus détaillées provenant de l'enquête.

Les programmes d'alimentation scolaire englobent un large éventail de conceptions, mécanismes de mise en œuvre et structures de gestion à l'échelle nationale et gérés par des organisations internationales ou parfois par le biais d'un partenariat entre le gouvernement national et les organisations internationales. En outre, les programmes d'alimentation scolaire en Afrique fonctionnent dans une gamme de contextes et sous diverses contraintes, ce qui ajoute encore à la diversité sur le continent. Parmi les principaux éléments de la diversité des programmes d'alimentation scolaire en Afrique, on peut citer le nombre d'années pendant lesquelles les pays ont mis en place des programmes d'alimentation scolaire, le recours à l'alimentation scolaire locale pour la fourniture de repas scolaires, en totalité ou en partie, les achats principalement centralisés ou décentralisés et la plupart des produits achetés à l'étranger ou dans les pays, le coût annuel de l'alimentation scolaire par élève, qui varie de 6,61 à 326 dollars américains par année, et la présence de plusieurs modèles d'alimentation scolaire dans un pays. Une telle gamme de réponses n'est pas surprenante, car les structures gouvernementales, géographiques, économiques et éducatives sont différentes dans chaque État membre de l'UA. En tant que tel, il est nécessaire que chaque pays africain trouve les mécanismes d'alimentation scolaire les plus appropriés, compte tenu des structures en place.

Cependant, en dépit de la diversité, il existe des tendances et des caractéristiques communes qui émergent dans les programmes d'alimentation scolaire de l'UA. Ces points communs révèlent l'état actuel de l'alimentation scolaire en Afrique, ainsi que l'orientation de l'alimentation scolaire, et comprennent, entre autres, les observations suivantes:

- Presque tous les programmes d'alimentation scolaire ciblent les élèves du primaire.
- La majorité des programmes d'alimentation scolaire ciblent davantage la géographie, souvent sur la base d'évaluations de la vulnérabilité.

¹⁵. Le tableau 2 reflète toutes les enquêtes par pays reçues au plus tard le 9 juin 2017

- Les programmes d'alimentation scolaire servent principalement les repas scolaires.
- Des interventions complémentaires en matière de santé et de nutrition sont présentes dans presque tous les programmes d'alimentation scolaire, le déparasitage, les aliments enrichis en micronutriments et la formation étant les plus courants.
- Des politiques nationales d'alimentation scolaire existent ou sont en train d'être élaborées ou adoptées dans la grande majorité des États membres de l'UA.
- Les ministères de l'Éducation et/ou le PAM sont généralement les principaux responsables de l'alimentation scolaire.
- Les communautés sont impliquées dans la mise en œuvre de presque tous les programmes d'alimentation scolaire, principalement dans la préparation et le service des repas, en apportant des contributions en nature ou en argent, et des achats.
- Le taux d'inscription, le taux d'assiduité et les autres résultats d'éducation et d'apprentissage sont les objectifs et indicateurs les plus courants pour les programmes d'alimentation scolaire, bien qu'une série de programmes d'alimentation scolaire présentent également des objectifs de santé et de nutrition.
- L'expansion des éléments de l'alimentation scolaire locale, une coopération intersectorielle accrue et la transition vers l'appropriation nationale sont les principaux domaines d'action pour l'élaboration future des politiques sur le continent.

Pris ensemble, que révèlent les résultats de l'enquête sur l'état de l'alimentation scolaire en Afrique ? Ils révèlent un grand degré de couvertures pour les programmes d'alimentation scolaire à travers l'UA, des millions d'enfants recevant des repas chauds à l'école, dont beaucoup vivent dans des zones où règne l'insécurité alimentaire. Ils révèlent que l'alimentation scolaire à l'heure actuelle reste principalement une intervention éducative, les acteurs de l'éducation menant la mise en œuvre et l'évaluation des programmes en utilisant des indicateurs et des objectifs axés sur l'éducation. Cependant, ils révèlent également des programmes d'alimentation scolaire de plus en plus intégrés et plus complets qui offrent des interventions complémentaires en matière de santé et de nutrition, et qui renforcent leur engagement auprès des petits agriculteurs et des marchés locaux. En outre, ils révèlent des niveaux élevés d'engagement politique et national en faveur de l'alimentation scolaire sous la forme de politiques nationales d'alimentation scolaire et d'une plus grande coordination intersectorielle pour l'alimentation scolaire. Construire une image générale de l'état actuel de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA peut aider les décideurs à identifier les possibilités de coopération et d'apprentissage avec les autres décideurs et à intégrer l'alimentation scolaire dans les plans de développement régionaux et panafricains.

Tableau 2. Aperçu des programmes d'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine

État membre de l'UA	Algérie	Angola	Botswana	Burkina Faso
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Programmes d'alimentation scolaire dans les camps de réfugiés sahraouis	Programme de repas scolaires	Programme d'alimentation complémentaire Botswana, avril 1966	Soutien à l'enseignement primaire
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	Programmes d'alimentation scolaire dans les camps de réfugiés sahraouis	Ministère de l'Éducation, ministère de la Santé, ministère de l'Agriculture	Ministère responsable du Gouvernement local et du Développement rural, département des finances locales et des services d'approvisionnement, division des services de secours alimentaire	Direction des structures spécifiques des moyens d'éducation (DAMSSE) du Ministère de l'Éducation (MENA), PAM, CRS/Cathwell
Plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	Non	Non	Non	1) Le PAM sert le petit-déjeuner, le déjeuner et les rations à emporter aux filles ; 2) le gouvernement sert le déjeuner ; 3) CRS/Cathwell sert le déjeuner.
Approche de ciblage	Géographique et catégorique – cinq camps de réfugiés sahraouis, à proximité du département de Tindouf.	Universel	Universel	Géographique - Les écoles sont dotées d'installations de stockage des aliments adéquats et sûrs, d'espace pour la cuisine, de matériel de cuisine, APE, etc.
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	Primaire, intermédiaire, maternelles et écoles spéciales	École primaire	École primaire	École maternelle et primaire
Bénéficiaires	40 500	1 516 133	331 000	78 565
Repas	Repas scolaire : 80g de lait fourni deux fois par jour avec des biscuits énergétiques à 10h30 et 13 heures.	Repas scolaire : un repas scolaire servi tous les jours à l'heure du déjeuner	Repas scolaire : un repas scolaire servi tous les jours à 11 heures.	Repas scolaire et rations à emporter : Déjeuner quotidien à midi sous tous les modèles. Le PAM sert le petit-déjeuner à 10 heures et fournit des rations à emporter pour les filles dans les deux dernières classes de l'école primaire.
Interventions complémentaires	Déparasitage, réhabilitation de la cuisine, des magasins, des zones d'alimentation et des latrines et plaidoyer et sensibilisation sur les questions liées à l'eau, à l'hygiène et à la salubrité, et la préparation du lait	Non	Non	Non
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Non	Oui	Oui	Oui
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	PAM, ¹ Suisse (DSM) et Italie (Biscuits énergétiques)	Gouvernement	Gouvernement	PAM, Gouvernement, DAMSSE, MENA
Coût annuel par élève		206,35 dollars américains	53 dollars américains	0,20 dollar américain (par repas)

1. Veuillez noter que désigner le PAM comme principal bailleur de fonds signifie qu'un bureau de pays apporte un soutien budgétaire important au programme d'alimentation scolaire. Cependant, les ressources financières pour l'appui budgétaire du bureau de pays du PAM proviennent souvent de donateurs internationaux, ce qui n'est pas reflété dans le tableau

Approvisionnement	Dons en nature de la Suisse et de l'Italie	Partiellement décentralisé et géré au niveau municipal qui s'approvisionne auprès des organisations d'agriculteurs par des achats directs.	Centralisé- La Division des services de secours alimentaire du Département des finances et des achats des administrations locales achète les produits.	Centralisé- Le PAM achète les produits par l'intermédiaire du bureau pays et les livre dans les écoles via des bureaux auxiliaires. Les céréales et les haricots sont achetés localement.
Nourriture importée ou achetée dans le pays	Importée	Principalement achetée dans le pays	Principalement achetée dans le pays	Principalement importée
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Non	Oui	Oui, en partie - des produits agricoles tels que les tourteaux verts, les pastèques, les ignames, les roseaux doux et le niébé frais achetés auprès des agriculteurs locaux individuels par le programme d'alimentation scolaire.	Oui - Les céréales et les haricots sont achetés auprès des coopératives agricoles (via le P4P) et le yogourt est fourni par des groupements féminins de transformation du lait.
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Aucun	N/D	Aucun	Approvisionnement réel de 3,9%, inclusion des petits exploitants dans le document DAMISSE sur les achats de produits pour les cantines scolaires en 2017, contribution fixée à 30%.
Services de vulgarisation agricole	Non	Non	Non	Oui - formation, installation de stocks de nourriture et conservation, assistance technique aux groupements féminins de transformation du lait par le biais de formation et d'équipements
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de rétention	N/D	Faim à court terme, nutrition, taux de fréquentation et de participation.	Taux brut d'inscription scolaire, taux d'achèvement de l'école primaire, rapport filles-garçons
Domaines de participation communautaire	Préparation, suivi et évaluation des repas, transport et livraison aux stocks de nourriture	Préparation des repas et approvisionnement des cuisines	Préparation des aliments et approvisionnement	Préparation de repas et fourniture de bois de cuisine, contribution communautaire en produits de base (collecte de denrées alimentaires locales), sensibilisation sur l'éducation des filles
Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Des idées pour offrir plus de services aux réfugiés et diversifier la nourriture. Actuellement aucun projet de transfert du programme aux autorités sahraouiennes n'est prévu, car ils n'ont pas les moyens de financer le projet. Cependant, il existe des projets pour fabriquer les biscuits localement.	Renforcer la composante locale, promouvoir l'éducation nutritionnelle pour les éducateurs	Renforcer la mise en œuvre des plans de développement technique élaborés par le NEPAD/PCD en 2011 et 2013, en particulier en ce qui concerne les recommandations sur l'augmentation des effectifs.	Introduction du yogourt produit localement et expansion progressive vers d'autres écoles, distribution de micronutriments en poudre, distribution de produits locaux. Désengagement progressif du PAM.
État membre de l'UA	Burundi	Cameroun	Cameroun	Congo
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Alimentation scolaire du PAM, 2003	Soutien à l'éducation primaire	Appui à l'éducation primaire et à l'inscription des filles, 1973	programmes d'alimentation scolaire, 2001-2002
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	PAM, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ministère de la Santé, ONGI, ONG	Ministère de l'Éducation de base, ministère de l'Agriculture, PAM, FAO	PAM, Direction nationale de l'alimentation, de la nutrition et de la santé scolaire relevant du ministère de l'Éducation nationale et de la promotion civique	Ministère de l'Éducation primaire et secondaire et de l'alphabétisation, PAM, IPHD (ONG), ministère de la Santé, ministère de l'Agriculture
Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	1) programmes d'alimentation scolaire du PAM ; 2) alimentation scolaire locale	Non	Non	Non

Approche de ciblage	Géographique et catégorique - Localités choisies sur la base des indicateurs de sécurité alimentaire et d'éducation.	Géographique - Les régions du Nord et de l'Extrême-Nord présentent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de grandes disparités dans le taux de scolarisation et pour les filles et les garçons.	Géographique - Régions avec un niveau élevé d'insécurité alimentaire et de faibles taux de scolarisation.	Géographique - Districts identifiés comme les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	Développement de la petite enfance, école primaire (classes 1 à 9)	École primaire, classes 1 à 6 (SIL au CM2)	École primaire	École primaire, classes 1 à 6
Bénéficiaires	441 634	19 459	128 000	95 000
Repas	Repas scolaire servi à la mi-journée.	Repas scolaire et rations à emporter : repas quotidien servi à midi.	Repas scolaire et rations à emporter : Repas quotidien servi entre 9 heures et 10 heures.	Repas scolaire : Repas quotidien servi à midi.
Interventions complémentaires	Déparasitage, aliments enrichis, jardins scolaires, initiative SAFE	Non	Déparasitage, aliments enrichis en micronutriments	Déparasitage, introduction du manioc et de la farine enrichis prochainement
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Oui	Non	Non	Oui
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	Gouvernement du Burundi, PAM	PAM	PAM	Ministère de l'Éducation primaire et secondaire et de l'alphabétisation
Coût annuel par élève	21 dollars américains	79,76 dollars américains	I	54 dollars américains
Approvisionnement	Centralisé- Le PAM achète des produits au niveau national, régional ou international et les livre aux bureaux auxiliaires.	Centralisé- Le PAM effectue des achats par le biais d'appels d'offres.	Centralisé- Les groupements de producteurs signent un contrat décrivant le tonnage à fournir au PAM, qui achète ensuite les produits pendant la période de récolte.	Centralisé
Nourriture importée ou achetée dans le pays	Principalement importée	Distribution égale des deux	Principalement importée	À l'étranger
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Oui - principalement des céréales, des haricots, du riz et du maïs	Non	Non	Non
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Approvisionnement réel de 30%, inclusion des petits exploitants dans les politiques, mais aucun pourcentage spécifié.	Approvisionnement réel de 10%, non inclusion des petits exploitants dans les politiques.	Approvisionnement réel de 30% des achats de céréales, inclusion des petits exploitants dans les politiques, mais aucun pourcentage spécifié.	Pas d'approvisionnement réel, inclusion des petits exploitants décrite dans la politique nationale d'alimentation scolaire, contribution fixée à 100% d'ici 2025.
Services de vulgarisation agricole	Oui - formation, soutien à la gestion après récolte, préparation des plans d'affaires, installations de stockage, intrants agricoles	N/D	Non	N/D
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de rétention	Taux d'inscription, taux de participation, résultats d'apprentissage	Taux d'inscription, taux de participation, apprentissage	Taux d'inscription, taux de rétention, taux d'achèvement, ratio filles-garçons, Indice national de capacité, taux d'insécurité alimentaire des ménages
Domaines de participation communautaire	Préparation des repas, contributions en nature, réhabilitation des infrastructures nécessaires (caféterias, entrepôts)	Approvisionnement, transport, livraison et stockage de produits, préparation des repas, suivi et évaluation, contributions en espèce et en nature	Préparation des repas, transport, livraison et stockage de marchandises, contributions en espèce et/ou en nature	Construction ou réhabilitation d'infrastructures (entrepôts, cuisines, toilettes), préparation des repas, stockage de produits de base, fourniture de produits locaux (légumes, fruits)

Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Mise en œuvre récente de la SABER et développement d'un plan d'action complet pour la transition vers un Programme national d'alimentation scolaire.	Dans le cadre du Plan stratégique du PAM, l'alimentation scolaire sera mise en œuvre au cours des cinq prochaines années grâce au programme local d'alimentation scolaire et à la participation accrue du Gouvernement par le biais de différents ministères. Une politique sur l'alimentation scolaire a été élaborée et attend d'être validée par le gouvernement, avec plus de responsabilités pour le gouvernement, y compris le financement, la gestion et la coordination.	N/D	Fournir à tous les élèves du primaire à travers l'alimentation scolaire locale d'ici 2 025, la création d'un conseil multisectoriel sur l'alimentation scolaire, composé de donateurs, de partenaires et du gouvernement, création d'un comité technique interministériel. À partir de 2025, le programme devrait être financé à 100% par le gouvernement, avec le plan financier détaillé dans la Politique nationale d'alimentation scolaire.
État membre de PUA	RDC	Djibouti	Égypte	Éthiopie
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Programme d'alimentation scolaire du PAM, 2003-2004	Appui au programme d'alimentation scolaire à Djibouti, 2013 ²	Programme national d'alimentation scolaire, 1941	Programmes d'alimentation scolaire, 1994
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	PAM, World Vision, Fédération luthérienne mondiale, Caritas, Samaritain Pulse, COOPI, ministère de l'Éducation impliqué dans la sélection des écoles	PAM, Office pour la restauration scolaire relevant du ministère de l'Éducation	Ministères de la Solidarité sociale, de l'Éducation, de la Santé et de la population, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, de l'Aménagement des terres, de la Coopération internationale, des Finances, PAM	Ministère de l'Éducation, Bureaux régionaux de l'Éducation, PAM, Initiative de la Première Dame, donateurs privés, FAO, ONG
Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	Non	Non	1) Différents repas chauds et secs, et collations distribués par le gouvernement ; 2) Modèle du PAM avec des barres de dattes enrichies et transferts conditionnels en espèces aux familles des enfants dans les écoles communautaires	1) Le PAM utilise un modèle mixte d'alimentation scolaire locale et de nourriture importée ; 2) le programme d'alimentation scolaire d'urgence du gouvernement utilise le modèle d'achat du PAM pour l'alimentation scolaire locale ; 3) l'Initiative de la Première Dame et des donateurs privés offrent un déjeuner à travers des groupes de femmes organisées.
Approche de ciblage	Géographique et catégorique - Zones d'urgence dans l'est de la RDC dans les écoles accueillant des personnes déplacées, des rapatriés ou des réfugiés, avec des taux d'inscription inférieurs à la moyenne nationale, la disparité entre les hommes et les femmes sous la moyenne nationale, degré élevé de déficits en micronutriments.	Géographique - Écoles dans toutes les zones rurales et deux écoles situées à la périphérie (zone semi-urbaine).	Couverture universelle pour les écoles maternelles et primaires, dans les classes supérieures, priorité aux écoles professionnelles, sportives, spéciales et aux internats.	Géographique - Ciblage basé sur l'insécurité alimentaire, les taux de scolarisation, les niveaux de parité entre les hommes et les femmes, et les taux d'abandon.
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	École primaire, classes 1 à 6, écoles préprimaires sélectionnées	École préprimaire et primaire (classes 1 à 9)	Jardin d'enfants, école primaire, écoles partiellement préprimaires et secondaires	École préprimaire et primaire, classes 0 à 8
Bénéficiaires	160 000	18 000	13 500 000	470 000, 57 000 supplémentaires soutenus par l'Initiative de la Première Dame et des ONG

2. L'alimentation scolaire était présente à Djibouti avant 2013. 2013 est l'année de départ du programme d'appui au programme national d'alimentation scolaire à Djibouti

Repas	Repas scolaire : Repas quotidien servi à 1h30 heures, sous réserve de disponibilité alimentaire.	Repas scolaire : Deux repas quotidiens servis à 7 heures et 11h30, rations à emporter	Repas scolaire : selon le modèle, repas cuit quotidien, repas sec composé de pain, fromage ou œuf, tahini ou confiture, biscuits enrichis, tarte aux dattes, barre de dattes enrichie, rations à emporter sous le modèle du PAM	Repas scolaire : repas quotidien servi en milieu de matinée, rations à emporter une fois par mois
Interventions complémentaires	Déparasitage, en fonction de la disponibilité des comprimés	Non	En-cas enrichis, déparasitage, réhabilitation scolaire, programmes de sensibilisation à la nutrition, soutien aux moyens de subsistance des mères, formation des enseignants	Déparasitage, formation sur la nutrition, la santé, la salubrité, les jardins scolaires, les cuisinières écoloénergétiques et la construction d'infrastructures (eau, hygiène et salubrité, abris de magasin et de cuisine et de cantines)
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Non	Oui	Oui	Oui
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	PAM	PAM, ministère de l'Éducation	Ministère des Finances	PAM, Dubai Cares, Gouvernement brésilien, donateurs privés, Gouvernement éthiopien et Bureau régional de l'éducation
Coût annuel par élève	55 dollars américains	328 dollars américains	0,09 dollar américain par enfant et par jour	0,18 dollar américain par enfant et par jour (PAM), 0,15 dollar américain par enfant et par jour (alimentation scolaire locale), 0,10 dollar américain par enfant et par jour (alimentation scolaire locale d'urgence)
Approvisionnement	Centralisé- Centralisation par bureau régional du PAM, où chaque bureau reçoit des allocations telles que définies par le bureau de pays.	Centralisation des achats au PAM, décentralisation de l'approvisionnement en produits frais de l'Éthiopie au sein du ministère de l'Éducation, où le niveau régional est responsable	Décentralisé- Identification des besoins et allocation des financements Décentralisation au sein du Ministère de l'Éducation.	Partiellement décentralisé et géré dans les bureaux régionaux, qui achètent aux organisations d'agriculteurs par le biais d'achats directs (adoptés à partir du P4P du PAM).
Nourriture importée ou achetée dans le pays	Principalement importée	Principalement importée	Principalement importée	Achetée dans le pays
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Non	Non	Non	Oui
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Aucun	Aucun	N/D	Les approvisionnements réels de 100% dans le cadre de l'alimentation scolaire locale, inclusion des petits exploitants dans la politique, mais aucun pourcentage spécifié.
Services de vulgarisation agricole	Les projets P4P viennent de démarrer dans deux provinces.	N/D	N/A	Formation, intrants (semences, engrais, matériel agricole)
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de participation, taux d'abandon, taux d'achèvement. Promotion de la production locale.	Indicateurs opérationnels, taux de fréquentation scolaire, taux d'achèvement, taux d'abandon, niveaux de parité entre les hommes et les femmes,	Indicateurs de résultats, niveau gouvernemental, nombre de repas distribués. Pour les indicateurs du PAM : taux de fréquentation scolaire, taux d'abandon, niveaux de parité entre les hommes et les femmes	Taux d'inscription, taux de présence, résultats nutritionnels, résultats de la cohésion sociale et de l'inclusion, développement économique local
Domaines de participation communautaire	Préparation et distribution de nourriture, sécurité d'entrepôt, construction de cuisines et location de dépôts, fourniture de bois de cuisine, mise en place de jardins scolaires.	Préparation et service des repas, poursuite de la participation par le biais de réunions d'associations de parents.	Non	Production d'aliments, préparation et distribution des repas, contributions en espèce ou en nature

Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale. Assurer la reconnaissance de l'alimentation scolaire en tant que programme national dans le cadre de la politique nationale de protection sociale.	Le gouvernement a récemment complété une SABER et a élaboré un plan d'action complet pour le développement d'un programme local d'alimentation scolaire.	Développement de la stratégie nationale d'alimentation scolaire, la couverture universelle des écoles maternelles et primaires avec un repas sec amélioré, des évaluations de l'impact de l'alimentation scolaire sur l'éducation et la santé et la nutrition, évaluation de la chaîne d'approvisionnement des processus, flux d'information et du personnel, calcul du coût du programme d'alimentation existant	Finalisation et approbation de la stratégie d'alimentation scolaire, augmenter la couverture à 3 millions d'écoliers (pré-) primaires et assurer le financement nécessaire, le PAM prévoit de se concentrer davantage sur l'assistance technique et le renforcement des capacités.
État membre de l'UA	Gambie	Ghana	Kenya	Lesotho
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Programme local de repas scolaires, 2012	programmes d'alimentation scolaire au Ghana, 2005	Programmes nationaux d'alimentation, 1980	programmes d'alimentation scolaire au Lesotho, 1961
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	Ministère de l'Éducation de base et secondaire, PAM, ministère de l'Agriculture, Gambia Standards Bureau, FAO	Ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale, PAM, UNICEF, PCD, Banque mondiale, ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Agriculture, du Gouvernement local et du Développement rural	Ministère de l'Éducation, PAM, FEED	Ministère de l'Éducation et de la Formation, PAM, Unité de gestion alimentaire du Cabinet du Premier ministre, Services nationaux de gestion, restaurateurs communautaires
Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	Non	Non	1) Programme local de repas scolaires du Gouvernement du Kenya et PAM ; 2) Modèle du PAM fournissant des vivres et des transferts d'espèces transitoires	1) Modèle du PAM avec les achats importés dans les zones situées dans les vallées et les plateaux ; 2) Modèle du restaurateur dans lequel les restaurateurs achètent, préparent et servent la nourriture dans les zones situées dans les plaines ; 3) Service national de gestion de l'alimentation, où des entreprises privées sont engagées pour acheter, préparer la nourriture et livrer dans les écoles.
Approche de ciblage	Géographique - Zones vulnérables à l'insécurité alimentaire et faibles résultats scolaires.		Géographique - Zones semi-arides et arides avec de faibles résultats en matière d'éducation et une insécurité alimentaire élevée, et établissements spontanés ou taudis de Nairobi.	Universel
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	Centres de développement de la petite enfance, écoles élémentaires inférieures, Madrasas (écoles islamiques)	Maternelle et école primaire, classes 1 à 6	École primaire, classes 1 à 8	École préprimaire et primaire, classes R à 7
Bénéficiaires	126 513	1 700 000	1 617 000	390 000
Repas	Repas scolaire : Repas quotidien servi à 11 heures	Repas scolaire : Repas quotidien servi en fin de matinée.	Repas scolaire : Repas quotidien servi à 12h30	Repas scolaire : Un repas quotidien servi dans les zones situées dans les plaines à 11 heures, deux repas servis dans les zones situées dans les vallées et les plateaux à 7h30 et 11 heures

Interventions complémentaires	Déparasitage, éducation sanitaire pour les enfants, les comités d'école et les enseignants	Suppléments en micronutriments, déparasitage, formation sur la nutrition, santé, salubrité	Déparasitage, suppléments en micronutriments, formation sur la nutrition, santé, salubrité	Eau, hygiène et salubrité, nutrition, éducation aux compétences de la vie courante, jardins scolaires
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Oui	Oui	Oui	Oui
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	PAM, gouvernement	Ministère des Finances	Ministère de l'Éducation, PAM	Ministère de l'Éducation et de la Formation
Coût annuel par élève	30 dollars américains	39 dollars américains	24 dollars américains	46 dollars américains
Approvisionnement	Centralisé- Les achats ont été principalement centralisés, cependant, une approche centralisée par le biais des achats communautaires et du modèle de restaurant, actuellement piloté dans 24 écoles.	Décentralisé- Appel d'offres public publié par le Secréariat de l'alimentation scolaire pour sélectionner un fournisseur qui achètera des marchandises en vrac et les fournira aux restaurants. En outre, les restaurants achètent auprès des petits agriculteurs dans leurs régions.	Décentralisé- Transfert d'argent aux écoles qui achètent ensuite de la nourriture auprès des fournisseurs locaux (alimentation scolaire locale), achats centralisés pour la nourriture et l'argent fournis aux écoles pour l'achat décentralisé auprès des fournisseurs locaux (PAM)	Centralisé pour le modèle du PAM et les services nationaux de gestion, décentralisé sous le modèle du restaurant.
Nourriture importée ou achetée dans le pays	Importée	Achetée dans le pays	Achetée dans le pays	Les deux - importée (modèle du PAM), achetée dans le pays (modèle des services nationaux de gestion ou des restaurants)
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Oui	Oui	Oui	Oui, sous le modèle du restaurant.
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Approvisionnements réels de 10-12 %, inclusion des petits exploitants dans la politique, mais aucun pourcentage spécifié.	Approvisionnement réel de 60%, inclusion des petits exploitants dans la politique, contribution fixée à 70%.	Approvisionnement réel de 70% dans le cadre de l'alimentation scolaire locale, non inclusion des petits exploitants dans les politiques.	Inconnu, non inclus dans les politiques.
Services de vulgarisation agricole	Formation, visites de fermes, réunions de groupe, démonstrations sur le terrain, intrants (semences, engrais, matériel agricole)	Formation, intrants agricoles (semences, engrais, matériel agricole), aide à la formation de coopératives agricoles	Formation, aide à la formation de coopératives agricoles	Formation, subventions
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de présence, parité entre les hommes et les femmes, taux de réussite, sensibilisation à l'importance d'une bonne nutrition, autonomisation des petits exploitants	Taux d'inscription, taux de présence, résultats d'apprentissages, résultats en matière de santé et de nutrition, résultats du développement économique local	taux d'inscription, taux de présence, résultats nutritionnels, résultats du développement économique local	taux d'inscription scolaire, taux de présence, taux d'abandon, taux de rétention, développement économique local
Domaines de participation communautaire	Approvisionnement, préparation des aliments, surveillance (uniquement dans le cadre d'un projet pilote de transfert en espèces)	Production alimentaire, approvisionnement, transport et stockage de nourriture, préparation et service des repas, suivi et évaluation	Transport et stockage de nourriture, approvisionnement, préparation et service des repas, suivi et évaluation, contributions en espèce ou en nature	Production et livraison d'aliments, préparation et service des repas, suivi et évaluation

Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Le PAM devrait complètement transférer la mise en œuvre du programme local de repas scolaire au gouvernement d'ici 2020. Il est prévu d'augmenter le financement du gouvernement conformément à la rétrocession.	Expansion de la couverture, mise en œuvre des recommandations de la SABER, finalisation de la législation de programme par le biais d'un projet de loi en 2017.	Création de comités de pilotage des programmes nationaux de repas scolaire Poursuite de la transition du programme local de repas scolaire PAM au gouvernement du Kenya.	Achèvement du transfert de la responsabilité de la mise en œuvre du PAM au gouvernement d'ici 2020.
État membre de l'UA	Libéria	Madagascar	Malawi	Mali
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Programmes d'alimentation scolaire au Libéria, 1968	Programmes d'alimentation scolaire du PAM, 2005	Programmes nationaux d'alimentation scolaire, 1999	Fournir des filets de sécurité aux élèves dans LES zones touchées par les conflits, 2015
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	Ministère de l'Éducation, PAM, Mary's Meals (ONG), ministère de l'Agriculture, ministère de la Santé, ministère des Finances	PAM, ministère de l'Éducation nationale, GRET (ONG), ADRA (ONG)	Gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, PAM, Mary's Meals	PAM, ministère de l'Éducation, Centre national des cantines scolaires
Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	1) Repas chauds quotidiens dans les écoles primaires publiques et communautaires, rations à emporter mensuelles pour les adolescentes (PAM) ; 2) repas chauds quotidiens aux écoles publiques, communautaires et privées (Mary's Meals).	1) Le PAM fournit un repas chaud cuit ; 2) Alimentation scolaire locale du ASBAL, pilotée par la Banque mondiale ; 3) Projet Nutrimad (bouillie pour les enfants) mis en œuvre par GRET ; 4) Programme de riz protéiné mis en œuvre par ADRA	1) PAM, ou modèle centralisé 2) Modèle gouvernemental, centralisé ; 3) Mary's Meals	1) Le PAM transporte directement des produits de base dans les écoles ou envoie des espèces par l'intermédiaire d'institutions financières ; 2) le gouvernement fournit de l'argent au Comité de gestion scolaire (CGS) par l'intermédiaire des maires ; 3) le CRS donne de la nourriture aux écoles.
Approche de ciblage	Catégorique - Ciblage basé sur l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité.	Géographique - onze districts dans trois régions du sud et deux zones urbaines.	Ciblage catégoriel basé sur des indicateurs d'insécurité alimentaire et d'éducation	Géographique - Le PAM cible les régions du Nord.
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	École maternelle et primaire, classes 1 à 6 (PAM), école maternelle et primaire, classes 1 à 12 (Mary's Meals)	École préprimaire et primaire	École primaire, classes 1 à 8, quelques centres de développement de la petite enfance	École primaire, classes 1 à 6
Bénéficiaires	438 444	240 000	2 559 073 (Gouvernement - 700 000, PAM - 954 669, Mary Meals - 904 404)	109 342
Repas	Repas scolaire et rations à emporter : Repas quotidien servi entre 10 heures et 11 heures. Rations à emporter pour les filles de la 4e à la 6e année, fournie par le PAM.	Repas scolaire et rations à emporter : Repas quotidiens servis à 9 heures pour la session du matin, midi pour la session de l'après-midi.	Repas scolaire et rations à emporter : repas quotidien servi à 7h30 et rations à emporter (en espèces ou nourriture) distribués dans la majorité des écoles pendant la période creuse de janvier à mars.	Repas scolaire : Repas du midi servi entre midi et 13 heures.
Interventions complémentaires	Déparasitage, jardins scolaires, cuisinières écoénergétiques, formation sur la nutrition, santé, salubrité, renforcement des capacités pour le gouvernement	Déparasitage, aliments enrichis aux microéléments, autres programmes d'aide à l'éducation	Déparasitage, suppléments alimentaires enrichis en vitamine A, formation des enseignants, évaluations de la santé Biscuits énergétiques (pendant les urgences)	Huile enrichie à la vitamine A et sel iodé
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Oui	Non	Oui	Oui
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	PAM, dons privés	PAM, Banque mondiale	Le PAM, grâce au financement de Mc Govern-Dole, gouvernement	Ministère de l'Éducation (modèle gouvernemental)
Coût annuel par élève		30 dollars américains	27 dollars américains (alimentation scolaire locale), 22 dollars américains. 88 (centralisé)	56 dollars américains

Approvisionnement	Décentralisé- Il n'existe pas de directives d'achat. Actuellement, le PAM soutient les achats au niveau de l'école.	Centralisé- Les marchandises sont importées et acheminées vers les entrepôts du PAM à partir de deux ports de Madagascar.	Les deux - Approvisionnement décentralisé des organisations paysannes au niveau de l'école pour - l'alimentation scolaire locale et centralisé pour le modèle du PAM.	Centralisé- Le PAM sous-traite auprès des transporteurs locaux qui livrent les produits chaque trimestre de l'année scolaire. Ces produits sont reçus par les membres du CGS, qui supervisent le stockage, les rations alimentaires et la préparation.
Nourriture importée ou achetée dans le pays	Importée	Importée	Importée	Distribution égale des deux moyens d'approvisionnement
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Oui - Le PAM a introduit l'alimentation scolaire locale en 2016.	Oui - alimentation scolaire locale utilisée pour les écoles qui achètent localement sous le modèle gouvernemental ASBAL.	Oui, en partie	Oui
Pourcentage réel et present des approvisionnements auprès des petits exploitants	Approvisionnement réel de 3%, inclusion des petits exploitants dans la politique, mais aucun pourcentage spécifié.	Approvisionnement réel de 100% dans le cadre du projet pilote de l'alimentation scolaire locale, inclusion des petits exploitants dans la politique, fixée à 100%.	Approvisionnement réel de 15% pour le modèle centralisé, 100% pour le modèle de l'alimentation scolaire locale	L'offre réelle varie, car les achats locaux dépendent de la disponibilité des producteurs locaux et de la disponibilité des fonds, inclusion des petits exploitants dans la politique, mais aucun pourcentage spécifié.
Services de vulgarisation agricole	Formation			Formation, soutien, conseil, intrants agricoles
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de présence, résultats d'apprentissage, résultats du développement économique local, résultats de la parité entre les hommes et les femmes	Taux de fréquentation, taux de rétention, taux d'achèvement	Taux d'inscription, taux de participation, taux d'abandon, pour l'alimentation scolaire locale : les modifications des revenus des agriculteurs, la capacité de production et la diversification sont incluses en plus des objectifs d'éducation susmentionnés.	Taux d'inscription, taux de rétention
Domaines de participation communautaire	Services de production, préparation et distribution des repas	Organiser et assurer la préparation et la livraison de repas, la fourniture de bois de chauffage et d'ingrédients	suivi et évaluation, préparation, distribution, stockage et manipulation des ALIMENTS, jardins communautaires, approvisionnement alimentaire par le biais des comités au niveau de l'école (repas scolaire local seulement)	Construction ou réhabilitation de bâtiments (cuisine, locaux de stockage), fourniture d'eau et de bois, contributions financières pour l'achat de condiments, gestion des produits de base, préparation des repas, tenue de documents de gestion
Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Expansion de l'alimentation scolaire locale	Politique nationale sur l'alimentation scolaire 2017-21	Développement de la stratégie nationale de repas scolaires, diffusion de la politique de santé scolaire et de nutrition, développement de la deuxième phase du programme national de soutien social, développement de matériel d'information, d'éducation et de communication, plaidoyer de haut niveau sur le cofinancement de l'alimentation scolaire, renforcement du partenariat et de la coordination, améliorer la gestion de l'information, résoudre les problèmes de protection	Introduction en cours de la distribution de l'argent en espèce dans les écoles pour permettre aux CGS d'acheter directement des biens locaux. Tous les efforts actuels visant à une prise en charge progressive par le gouvernement de tous les programmes d'alimentation scolaire.
État membre de l'UA	Namibie	Niger	Rwanda	São Tomé et Príncipe

Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Programmes d'alimentation scolaire en Namibie, 1991	Programme gouvernemental d'alimentation scolaire avec l'appui du PAM, 1975	Alimentation scolaire locale, 2002
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	Ministère de l'Éducation, des Arts et de la Culture, PAM	Ministère de l'Éducation primaire	PAM, ministère de l'Éducation (MINEDUC), ministère de l'Agriculture (MINAGRI), ministère de la Santé, Vision mondiale, FAO
Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	Non	1) Cantines soutenues exclusivement par le gouvernement ; 2) Cantines soutenues par le PAM	1) Un repas cuit par jour dans les écoles primaires selon le modèle du PAM ; 2) Le MINEDUC fournit un montant fixe de financement aux écoles du secondaire, aux internats et aux externats pour leur permettre d'acheter de la nourriture pour les repas scolaires ; 3) MINAGRI : Une tasse de lait par enfant fournie deux fois par semaine pour le développement de la petite enfance et les élèves du primaire 1-3.
Approche de ciblage	Universel	Géographique et catégorique - Zones rurales avec des populations nomades, insécurité alimentaire et faible taux de fréquentation des filles.	Géographique - La plupart des régions du pays touché par l'insécurité alimentaire (PAM). Universel pour les écoles du cycle secondaires, les internats et écoles de jour (gouvernement).
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	École préprimaire et primaire, années 0-7	École primaire	École primaire et secondaire, internats
Bénéficiaires	330 000	248 408	89 000 (PAM), 89 000 au total prévus pour les modèles du MINEDUC et du MINAGRI
Repas	Repas scolaire : repas quotidien servi comme en-cas en milieu de matinée pour les écoles avec une session le matin et un en-cas l'après-midi pour les écoles avec des sessions l'après-midi.	Repas scolaire : 2-3 repas quotidiens servis avant 8 heures pour le petit déjeuner, 12h30 pour le déjeuner et au coucher du soleil pour le dîner dans les zones nomades.	Repas scolaire : repas quotidien servi à midi, une tasse de lait par enfant servi deux fois par semaine.
Interventions complémentaires	Déparasitage, formation sur la nutrition, la santé, la salubrité	Jardins scolaires, transferts de bétail aux élèves performantes	Déparasitage, formation sur la nutrition, la santé, la salubrité, soutien aux programmes de lecture au primaire, livres et matériel didactique supplémentaire, soutien à l'infrastructure - cuisines, magasins, cuisinières écoloenérgétiques et latrines.
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Oui	Oui	Non
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	Ministère des Finances	PAM	PAM (écoles primaires dans le modèle du PAM), ministère de l'Éducation (écoles du secondaire, internats et externats)
Coût annuel par élève	29 dollars américains	95 dollars américains	17 dollars américains (rations du PAM avec des aliments achetés localement, à l'exclusion du coût des contributions en nature)
Approvisionnement	Centralisé- Achat par appel d'offres avec trois appels d'offres lancés par le ministère.	Centralisé- Offres auprès des organisations de petits exploitants, prix déterminés par l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité sur la base d'une analyse de marché.	Les deux - approvisionnement centralisé (PAM), approvisionnement décentralisé, chaque école achetant sa propre nourriture en fonction des besoins (gouvernement)

Nourriture importée ou achetée dans le pays	National	National	National	National
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Non	Oui	Oui	Oui
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Aucun	Les approvisionnements réels de 50%, non inclusion des petits exploitants dans les politiques.	Approvisionnement réel de 10%, non inclusion des petits exploitants dans les politiques.	
Services de vulgarisation agricole	N/D	Formation, intrants agricoles, aide à la création d'organisations ou de coopératives de petits exploitants	Formation, aide à la formation de coopératives agricoles, fourniture d'équipement de stockage et de machines à écraser	
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de participation, résultats d'apprentissage, résultats de santé, résultats nutritionnels	Taux d'inscription, taux de participation	Déparasitage, formation sur la nutrition, la santé, la salubrité, soutien aux programmes de lectures dans le primaire, livres et matériel didactique supplémentaire, buanderies pour laver les mains, latrines, cuisines, réservoirs d'eau	
Domaines de participation communautaire	Préparation et service des repas, contributions en espèce ou en nature	Transport, livraison et stockage de produits de base, préparation et service des repas, suivi et évaluation, contributions en espèce ou en nature	Services de production, préparation et distribution des repas, contributions en espèce ou en nature	
Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Mise en œuvre de partenariats public-privé, finalisation de la politique d'alimentation scolaire, qui traitera de questions telles que l'expansion de la couverture, les objectifs révisés et la décentralisation accrue des programmes.	Vision pour établir des liens plus étroits avec le développement économique local et le secteur de la santé. Pas de calendrier précis, en attendant les recommandations de la SABER.	Politique d'alimentation scolaire en attendant la ratification, achèvement du déparasitage, mise en place de jardins scolaires et éducation nutritionnelle communautaire.	
État membre de l'UA	Sénégal	Sierra Leone	Somalie	Soudan du Sud
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	Appui à l'alimentation scolaire, 1 970	programmes nationaux d'alimentation scolaire, 2016	Programme de repas scolaires du PAM en Somalie, 2003	Nourriture pour l'éducation, 2003
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	Division de l'alimentation scolaire (DCaS) relevant du ministère de l'Éducation, PAMI, Care Plan International	Secrétariat de l'alimentation scolaire relevant du Ministère de l'Éducation, de la science et de la technologie, CRS.	PAM, ministère de l'Éducation, diverses ONGI et ONG locales	PAM

Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	1) modèle du PAM (couvrant 181 cantines) ; 2) modèle gouvernemental ; 3) Care Plan International dans la région de Saint Louis. Tous les acteurs utilisent le même système de ciblage pour identifier les écoles. Alignement progressif des modèles du gouvernement et du PAM.	1) Le gouvernement met en œuvre le programme national d'alimentation scolaire et fournit des fonds aux autorités scolaires pour acheter localement de la nourriture ; 2) le CRS fournit un en-cas du matin aux élèves dans un district.	1) Programme de repas scolaires du PAM ; 2) Le modèle du Programme pour relever le défi de l'éducation pour les filles complète certaines écoles du PAM avec des légumes supplémentaires en créant des cuisines et des jardins scolaires	Non
Approche de ciblage			Géographique - accessible, zones d'insécurité alimentaire dans le Nord-Ouest, Nord-Est et du Centre-Sud de la Somalie.	Géographique - ciblage basé sur la classification du Cadre intégré de sécurité alimentaire (IPC), avec la hiérarchisation des zones d'insécurité alimentaire.
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	École primaire, classes 1 à 6	École primaire, classes 1 à 8	Primaire et collèges, classes 1 à 8	École primaire, classes 1 à 8
Bénéficiaires	89 738	653 582	139 195	300 000
Repas	Repas scolaire : repas servi tous les jours à 13 heures.	Repas scolaire : repas servi en milieu de journée, deux fois par semaine dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire, bouillie matinale servie tous les jours sous le modèle du CRS.	Le Programme de repas scolaires fournit deux repas quotidiens, à midi et midi. Rations à emporter aux filles qui maintiennent le taux de fréquentation de 80%.	Repas scolaire : repas servi tous les jours à midi, rations à emporter distribuées à la fin du mois pour les filles des classes 3 à 8 et à condition d'atteindre au moins 80% de la fréquentation.
Interventions complémentaires	Déparasitage, éducation nutritionnelle	Mise à disposition d'installations de stockage, formation des enseignants (modèle du CRS)	Cuisinières écoénergétiques, formation sur la nutrition, la santé, la salubrité	Déparasitage
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Oui	Non	Oui	Oui
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	PAM	Ministère des Finances et du Développement économique	PAM	PAM
Coût annuel par élève	19,28 dollars américains	6,61 dollars américains	0,5 dollar américain (par repas)	53 dollars américains
Approvisionnement	Centralisé- Le PAM donne des contrats aux syndicats de producteurs pour collecter la production de riz auprès de leurs membres et la livrer au syndicat de leurs producteurs respectifs, d'où le PAM effectue ses achats.	Décentralisé- Les autorités scolaires travaillent avec des groupes communautaires (comités de cinq hommes par CRS) pour acheter de la nourriture sur le marché local.		
Nourriture importée ou achetée dans le pays	National	Répartition égale des deux moyens d'approvisionnement	Importée	Importée

Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Oui	Non	Non	Non	Non
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Approvisionnement réel de 8%, non inclusion des petits exploitants dans les politiques.	Aucun	N/D	N/D	N/A
Services de vulgarisation agricole	Formation, intrants agricoles (engrais, semences, équipement, décoratives), aide à la création de coopératives ou d'autres groupements	N/D	N/A	N/A	N/A
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de participation, résultats nutritionnels	Taux d'inscription, taux de fréquentation, résultats d'apprentissage	Taux d'inscription, taux de rétention, résultats d'apprentissage, rapport entre les hommes et les femmes.	Taux d'inscription, taux de fréquentation, résultats de la nutrition	
Domaines de participation communautaire	Approvisionnement, transport, stockage et livraison des marchandises, préparation des repas scolaires, contributions en espèce ou en nature.	Approvisionnement, préparation et distribution des repas, suivi et évaluation, contributions en espèce ou en nature.	Transport et stockage des aliments, préparation et service de repas, contributions en espèce ou en nature	Transport et stockage des aliments, préparation et distribution des repas, contributions en espèce ou en nature	
Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Relance du document stratégique avec des plans pour étendre le programme, modifier les objectifs principaux et ajouter d'autres services.	Pas encore de plans officiels.	Examen stratégique des Programmes de repas scolaires actuellement entrepris à exploiter dans les futurs plans.	Divers plans sur l'expansion et le renforcement des capacités des acteurs clés sont mis au point, compte tenu de la viabilité future.	
États membres de l'UA	Soudan	Tanzanie	Tunisie	Ouganda	
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	PRRO du PAM, Repas scolaire 1969	Programme pilote d'alimentation scolaire locale, 2015	Programmes nationaux de repas scolaires (SNSMP), 1958	Alimentation scolaire locale, 1983	
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	PAM, structures fédérales et de l'État du ministère de l'Éducation, ONGI ou ONG locales	Gouvernement, Conseil de district (Autorité des collectivités locales), le PAM et le projet de partenaire de coopération Concern internationale (ONGI)	Gouvernement, Bureau des affaires Scholastic relevant du ministère de l'Éducation, le PAM	Le PAM, Bureau du Premier ministre (OPM), district gouvernements locaux	

Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	Non	1) alimentation scolaire locale impliquant un transfert en espèces à district et/ou les écoles à se procurer des aliments localement ; 2) l'alimentation scolaire traditionnelle fournie par le gouvernement pour les internats ; 3) Programmes de repas scolaires des ONG, 4) Programmes de repas scolaires	Non	1) programmes d'alimentation scolaire du PAM ; 2) soutien spécifique des ONG et des organisations religieuses ; 3) Les parents et l'alimentation scolaire
Approche de ciblage	Géographique et catégorielle - écoles rurales dans les zones d'insécurité alimentaire élevée et modérée avec des indicateurs d'éducation plus faible, taux de scolarisation et indice de parité entre les hommes et les femmes, et écoles dans les camps de personnes déplacées.	La plupart des districts souffrant d'insécurité alimentaire, avec le ciblage universel dans les services assistés - géographique et catégorique.		Couverture scolaire primaire universelle dans la sous-région de Karanoja - géographique.
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	École primaire	école primaire, classe 1-7	École primaire, classes 1 à 6	École primaire (classes 1 à 7), écoles du secondaire et tertiaires
Bénéficiaires	909 141	28 000	250 000	116 400
Repas	Les deux - repas scolaire 11 États et rations à emporter dans 2 États (Mer Rouge et Kassala). Programme pilote de rations à emporter axé sur l'amélioration de la parité entre les hommes et les femmes dans les domaines des pires indices rapportés par le système de suivi et d'évaluation du PAM : repas servi tous les jours à 11 heures.	Repas scolaire : bouillie à mi-matin et repas cuit servi à 10 heures et 1h24, respectivement (modèle d'alimentation scolaire locale).	Repas scolaire : repas servi tous les jours à 11 heures.	Repas scolaires : repas fournis en milieu de matinée et à midi.
Interventions complémentaires	Déparasitage, distribution de micronutriments en poudre (2015), avec la poursuite des ressources disponibles	Déparasitage, formation sur la nutrition, la santé, la salubrité, le jardinage scolaire, l'élevage de volaille		Formation sur la nutrition, la santé, la salubrité, la manutention après récolte pour les cuisiniers, Cabinet du Premier ministre, district des collectivités locales, comités de gestion des écoles, enseignants, gardiens de magasin et fourniture d'articles non alimentaires
Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Non	Oui	Oui	Non

Financier principal du programme d'alimentation scolaire	PAM	1) alimentation scolaire locale financée par le PAM et la communauté ; 2) alimentation scolaire traditionnelle financée par le gouvernement ; 3) Programmes de repas scolaires financés par des organisations caritatives et des ONG, 4) programmes financés par la communauté.	Ministère de l'Éducation	PAM, gouvernement, gouvernement irlandais, Lift a Life Foundation, donateurs privés
Coût annuel par élève	37,77 dollars américains (pour 176 jours d'alimentation)	30 dollars américains	41 dollars américains	11,26 dollars américains
Approvisionnement	Centralisé- approvisionnement est centralisé au PAM (Bureau pays).	Décentralisé- Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire locale, les districts achètent les produits spécifiés dans les marchés locaux.	Décentralisé- Les écoles supervisent les achats.	Centralisé- les offres du PAM sont publiées dans les journaux locaux et, après réception des candidatures, un comité approuve les offres
Nourriture importée ou achetée dans le pays	La plupart du temps à l'étranger	Achetée dans le pays	Achetée dans le pays	Achetée dans le pays
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Non	Oui	Oui	Non
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Aucun, mais les plans prévoient l'inclusion d'achat auprès des petits exploitants agricoles dans les stratégies et politiques futures.	Approvisionnement réel de 60%, l'inclusion des petits exploitants pas dans les politiques.	Approvisionnement réels jusqu'à 30%, l'inclusion des petits exploitants dans la politique fixée à 30%.	Aucune indication d'approvisionnements réels, non inclusion des petits exploitants dans les politiques.
Services de vulgarisation agricole	N/D	Non	, formation intrants tels que semences, engrais, matériel agricole, aide à la formation des coopératives agricoles	Non
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux de rétention, parité entre les hommes et les femmes. Lutter contre la faim à court terme, tout en améliorant le statut des enfants en micronutriments, capacité d'apprentissage et accès à l'éducation, améliorer la fréquentation scolaire des filles où les disparités entre les hommes et les femmes sont élevées.	Taux d'inscription, taux de participation, résultats d'apprentissage, résultats pour la santé, résultats de la nutrition, résultats du développement économique local, renforcement des capacités pour le district et les écoles à faire des achats localement	Taux d'inscription, taux de fréquentation, résultats d'apprentissage, résultats pour la santé, résultats de la nutrition, résultats de la cohésion sociale ou l'inclusion, résultats du développement économique local	Taux d'inscription, taux de fréquentation
Domaines de participation communautaire	Contributions alimentaires et financières, livraison de nourriture depuis les points de livraison secondaires jusqu'aux écoles, préparation de la nourriture.	Production alimentaire, préparation et service de repas, suivi et évaluation, contributions en espèce ou en nature, mobilisation communautaire.	Non	Préparation et service de repas, suivi et évaluation

Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	En tant que produit clé de la SABER, un plan d'action a été élaboré, l'appropriation nationale du programme constituant un objectif clé.		Le PAM a mis au point un plan d'action pour opérationnaliser le PNSMP et travailler avec le ministère de l'Environnement pour l'opérationnalisation.	1) Aider le gouvernement à élaborer une politique nationale sur les repas scolaires, notamment : a) grâce à la coopération Sud-Sud et à un solide programme d'apprentissage ; b) Étude de cas d'investissement ou coût-bénéfice sur l'alimentation scolaire ; c) connaissance et base factuelle ou documentation des meilleures pratiques ; et d) cartographie et examen des repas scolaires. 2) Mise en œuvre d'un modèle de programmes locaux d'alimentation scolaire, fourni par la production agricole locale durable, y compris un atelier de haut niveau sur l'alimentation scolaire locale.
État membres de l'UA	Zambie	Zimbabwe		
Nom du principal programme d'alimentation scolaire et année de démarrage	alimentation scolaire locale, 2003	programmes d'alimentation scolaire, 2016		
Acteurs impliqués dans la mise en œuvre	Gouvernement par le biais du ministère de l'Éducation générale, le PAM	Gouvernement à travers le Ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, les organismes des Nations Unies, les ONG et la société civile		
Existe-t-il plusieurs modèles de programmes d'alimentation scolaire ?	1) Modèle du gouvernement et de PAM ; 2) le soutien ponctuel des églises ; et 3) repas de CSB	1) modèle du gouvernement ; 2) alimentation scolaire fournie ponctuellement par le biais des ONG sur la base du ciblage géographique		
Approche de ciblage	Approche catégorique - écoles choisies en fonction des indicateurs de pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la faible performance en matière d'éducation	Approche catégorique - approche progressive basée sur le niveau scolaire. La phase I (2016) est préprimaire, la phase II (2017) est celle des élèves du primaire, la phase III (2018) est celle des élèves du secondaire.		
Classes couvertes par le programme d'alimentation scolaire	École maternelle et primaire	École maternelle et primaire (classes 1 à 2)		
Bénéficiaires	1 052 000	1 510 618		
Repas	Repas scolaires : un repas chaud par jour servi à 11 heures	Repas scolaires : un repas chaud par jour servi en milieu de matinée		
Interventions complémentaires	Micronutriments en poudre, éducation nutritionnelle (uniquement sur une base pilote)	Déparasitage, eau, hygiène et salubrité		

Le programme d'alimentation scolaire fait-il partie des politiques nationales ?	Oui	Oui	Oui	
Financier principal du programme d'alimentation scolaire	1) alimentation scolaire locale financés par le gouvernement par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation générale, PAM ; 2) d'autres modèles financés par des églises et des organisations confessionnelles, si le financement le permet.	Gouvernement		
Coût annuel par élève	14,95 dollars américains	47,50 dollars américains		
Approvisionnement	Les deux - 1) système centralisé d'achat de maïs par l'intermédiaire de l'Agence de réserve alimentaire, qui est ensuite livré aux points de collecte proches des écoles bénéficiaires ; 2) décentralisé pour les légumineuses et l'huile végétale ; 3) décentralisé pour les produits frais, les écoles recevant de petits budgets pour s'approvisionner directement auprès des petits exploitants.	Décentralisé- Les comités de développement des écoles achètent les produits.		
Nourriture importée ou achetée dans le pays	Achetée dans le pays			
Le Programme local d'alimentation scolaire est-il utilisé pour fournir des repas ?	Oui, en tout			
Pourcentage réel et prescrit des approvisionnements auprès des petits exploitants	Approvisionnement approximatif de 96% ; non inclusion des petits exploitants dans les politiques.	Aucune indication de fournitures réelles ; non inclusion des petits exploitants dans les politiques.		
Services de vulgarisation agricole	Formation, technologie post-récolte, journées sur le terrain pour le partage d'informations	Non		
Principaux indicateurs de suivi et d'évaluation	Taux d'inscription, taux de rétention, taux de participation, taux d'abandon, ratios entre les hommes et les femmes, réactivité des programmes d'alimentation scolaire aux besoins sociaux et économiques des écoles et des communautés	Taux de participation, taux de rétention, taux d'achèvement, résultats d'apprentissage, indicateurs de nutrition (retard de croissance et perte), protection sociale, programmes d'aliments enrichis, santé, économies locales		
Domaines de participation communautaire	Contributions en nature, préparation et distribution des repas, construction d'abris d'alimentation, suivi et évaluation	Eau, hygiène et salubrité, mobilisation des ressources, suivi et évaluation, préparation des aliments		
Prochains plans pour le programme d'alimentation scolaire	Atteindre une couverture de 100%, soit 2 millions d'élèves, d'ici 2020, augmenter les niveaux de financement et source de cofinancement pour soutenir le programme d'expansion, renforcer les mécanismes d'approvisionnement local, de renforcer les capacités des parties prenantes, identifier un mécanisme de coordination au sein du gouvernement pour l'alimentation scolaire, l'école intégrer les programmes d'alimentation scolaire dans le cadre gouvernemental de protection sociale.	Atelier de la SABER, passer à la phase suivante du ciblage approche, renforcer les liens institutionnels, élargir la politique d'alimentation scolaire, et effectuer des examens budgétaires annuels.		

Encadré 3. Éléments intersectoriels à prendre en compte dans l'alimentation scolaire : genre

Dans le cadre du développement international, le renforcement de l'égalité entre les hommes et les femmes, et l'autonomisation des femmes et des filles constituent des objectifs communs. En effet, l'ODD 5 parle spécifiquement de ces questions. Contribuer à une plus grande équité entre hommes et femmes figure également parmi les objectifs de nombreux programmes d'alimentation scolaire en Afrique, principalement mesurés par l'augmentation du taux de fréquentation des filles et/ou l'amélioration de la parité entre filles et garçons dans les écoles. Les évaluations des programmes d'alimentation scolaire sur le continent montrent des effets positifs et quasi immédiats sur l'augmentation du taux de fréquentation et de scolarisation des filles, même en l'absence d'objectifs spécifiques liés au genre. Et il existe des exemples de programmes d'alimentation scolaire qui vont au-delà du simple service de repas scolaire pour accomplir des progrès en matière d'équité entre les hommes et les femmes, comme la distribution des rations à emporter (Burkina Faso) et l'octroi de chèvres (Niger) aux bonnes élèves pour encourager les filles à rester à l'école, le recrutement des femmes locales pour travailler en tant que restauratrices scolaires rémunérées (Nigéria), la participation accrue des femmes aux coopératives de petits exploitants qui vendent leurs produits aux programmes locaux d'alimentation scolaire (divers pays), entre autres initiatives. De plus, la position de l'alimentation scolaire en tant que transfert de valeur, par le biais de repas scolaires ou de rations à emporter, peut aider les ménages à éviter les stratégies d'adaptation négatives comme retirer les filles de l'école ou pendant les périodes de sécheresse ou autres chocs.

Enfin, l'alimentation scolaire peut s'appuyer sur d'autres programmes d'autonomisation des femmes et contribuer à la réussite globale de la réduction de l'écart entre hommes et femmes. Ainsi, les programmes d'alimentation scolaire devraient être considérés comme un élément important des efforts déployés pour améliorer le statut social et économique des femmes, compte tenu du potentiel de l'alimentation scolaire pour maintenir les filles à l'école, et améliorer leurs résultats scolaires, le tout lié à la réduction des taux de mariage des enfants, à l'amélioration du rendement scolaire des générations futures et, globalement, à des niveaux plus élevés d'autonomisation et d'inclusion des femmes et des filles.

3. Examen des preuves et des résultats sectoriels

La section ci-dessus donne un aperçu des différents modèles de conception et de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire en Afrique, tandis que les sous-sections suivantes mettent en évidence les résultats des programmes dans les secteurs sélectionnés de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition et du développement économique agricole et local. De plus, les sections suivantes mettent en évidence non seulement les résultats sectoriels, mais également certains indicateurs associés aux résultats. Après la présentation des résultats et des indicateurs, l'étude prend en compte les éléments de conception du programme dans les programmes d'alimentation scolaire et la façon dont ces éléments peuvent affecter les résultats de l'alimentation scolaire.

4. Éducation et apprentissage

L'une des principales motivations pour la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire réside dans ses résultats sectoriels sur l'éducation et l'apprentissage. Investir dans un secteur éducatif national est important pour le capital humain futur, compte tenu de la vaste base de données établissant des liens entre les niveaux supérieurs de l'éducation à une gamme d'avantages socio-économiques, y compris un potentiel de revenu individuel plus élevé. Cependant, en dépit de retombées avérées associées à plus d'éducation, il existe une série de facteurs qui peuvent empêcher les enfants d'accéder à l'éducation, tant du côté de la demande que de l'offre, empêchant ainsi un pays d'atteindre l'éducation primaire universelle. La demande concerne les facteurs influençant le comportement de l'unité, tels que le ménage ou l'individu auquel un service est fourni, et qui pourraient empêcher l'adoption d'un service particulier, tel que l'éducation ou les soins de santé, tandis que les facteurs liés à l'offre décrivent la fourniture de services et l'infrastructure requise de l'unité de fourniture, en particulier en ce qui concerne la qualité, l'accessibilité et la disponibilité fournies.

Parmi les obstacles liés à l'offre, on peut citer les mauvais systèmes de transport ou routiers qui limitent l'accès aux écoles ou le manque de salles de classe ou de matériel, alors que les barrières de la demande peuvent être financières, en termes d'incapacité du ménage à payer les frais de scolarité, ou culturelles, en termes de valeur accordée à la scolarisation des enfants. De plus, le coût pour surmonter ces obstacles peut emmener les familles à faire des compromis, car payer les frais de scolarité peut réduire la quantité de ressources disponibles pour répondre aux besoins du ménage, ou scolariser un enfant peut faire renoncer au revenu du ménage gagné par l'enfant.¹⁶

Dans le contexte africain, de nombreux ménages sont toujours confrontés aux obstacles susmentionnés et d'autres à la scolarisation des enfants, et la nécessité d'améliorer les résultats scolaires sur le continent est reconnue par l'Agenda 2063 et la CESA 16-25. L'amélioration des résultats en matière d'éducation revêt une importance particulière en Afrique, car globalement, le continent compte parmi les moins performants en ce qui concerne les indicateurs de l'éducation. Selon les statistiques d'avril 2016¹⁷ du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le taux net de fréquentation dans l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne était de 74% et le taux d'achèvement du cycle primaire de 58%, avec 24% des enfants en âge d'aller à l'école primaire non scolarisés. Ces pourcentages montrent des changements significatifs pour les enfants du quintile le plus pauvre des ménages, ce groupe atteignant seulement un taux net de fréquentation scolaire de 55% et un taux d'achèvement de l'école primaire de 28%, avec 45% des enfants en âge d'aller à l'école primaire non scolarisés. Considérant l'accent mis sur l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité en Afrique, en particulier pour les ménages pauvres, les programmes d'alimentation scolaire sont apparus, en partie, comme un moyen d'atténuer certaines barrières à l'entrée, avec les objectifs supplémentaires d'augmenter la scolarisation et d'améliorer les résultats d'apprentissage.

Bien qu'il existe de nombreuses études sur les résultats des programmes d'alimentation scolaire pour tous les indicateurs liés à l'éducation, il est difficile de généraliser l'importance de ces résultats, étant donné l'ampleur et la diversité des programmes d'alimentation scolaire et la rigueur de chaque évaluation. En général, les meilleurs résultats associés aux programmes d'alimentation scolaire sont du côté de la demande, comme l'augmentation des taux de scolarisation et de fréquentation scolaire. De bons résultats du côté de la demande peuvent toutefois nécessiter des réponses de la part de l'offre : par exemple, l'augmentation des taux de scolarisation peut augmenter le ratio élèves-enseignant (REE), nécessitant ainsi la mise à disposition d'un plus grand nombre d'enseignants. Certaines données montrent que de meilleures conditions de l'offre peuvent

16. (Alderman, Gilligan, & Lehrer, 2010)

17. (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2016)

affecter les résultats d'apprentissage, car la recherche sur un programme d'alimentation scolaire au Kenya a révélé que les écoles ayant un REE inférieur et/ou un personnel enseignant adéquat produisaient des notes plus élevées.¹⁸ Cependant, davantage de recherches sur l'interaction entre les résultats de la demande des programmes d'alimentation scolaire et l'offre sont nécessaires, et les décideurs devraient chercher à savoir comment traiter les effets sur l'offre lors de la conception des programmes d'alimentation scolaire afin de réduire le stress potentiel de l'infrastructure éducative et d'optimiser les résultats.

Le tableau 3, qui n'est en aucun cas exhaustif, met en évidence certains des résultats de l'éducation et de l'apprentissage du côté de la demande et les effets possibles sur l'offre des programmes d'alimentation scolaire.

Tableau 3. Résultats de la demande sélectionnés et effets potentiels sur l'offre

Résultats de la demande	Supply-side effects
<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des inscriptions scolaires ; • Augmentation de la fréquentation scolaire ; • Taux d'abandon inférieur ; • Amélioration des capacités d'apprentissage et de concentration ; • Augmentation des notes à l'examen ; • Diminution du fossé entre hommes et femmes dans l'éducation ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des places assises disponibles. • REE plus élevé • Diminution du temps d'enseignement dû au service des repas scolaires ; • Augmentation des coûts du secteur de l'éducation en absorbant des effectifs plus élevés.

4.1.1. Atteindre les résultats souhaités grâce aux éléments de conception

La réalisation des résultats ci-dessus liés à la demande et autres est souvent influencée par les modalités de conception choisies pour le programme d'alimentation scolaire. Ces modalités varient, et divers choix de conception comprennent, entre autres, le service de repas scolaires uniquement ou la fourniture de rations alimentaires à emporter complémentaires, l'intégration d'incitations et/ou de conditions dans le programme, ce qui signifie que les élèves ne reçoivent des repas scolaires qu'après avoir rempli un certain ensemble de conditions ou d'exigences, et cela dépend aussi de l'heure à laquelle les repas scolaires sont servis.

Quelles que soient les modalités de conception choisies, les décideurs doivent s'efforcer de réfléchir de manière créative et stratégique sur les voies et moyens de combiner différents éléments de conception pour obtenir des résultats positifs dans les indicateurs d'éducation et d'apprentissage. Par exemple, les programmes d'alimentation scolaire avec des structures d'incitation conditionnelles, ou les programmes « nourriture pour l'éducation » (NpE) sont généralement efficaces pour accroître la fréquentation scolaire, et les preuves disponibles indiquent leurs effets positifs sur plusieurs indicateurs de l'éducation. Les estimations sur l'ampleur de ces effets varient en fonction de la modalité de conception choisie, des coresponsabilités retenues et du contexte spécifique du pays¹⁹. Il existe un consensus sur le fait que les programmes NpE améliorent les taux de fréquentation des écoliers du primaire, cependant, il existe peu de preuves causales pour le soutenir. Un test de contrôle randomisé dans le nord de l'Ouganda a été effectué sur les effets du programme NpE sur les indicateurs liés à l'éducation selon deux modalités - repas scolaire et rations à emporter - tous deux avec des conditions uniques.

18. (Finan et Muindi, 2010)

19. (Alderman, Gilligan et Lehrer, 2010)

En plus d'évaluer les résultats sur les indicateurs de l'éducation, le test de contrôle randomisé a également examiné des contributeurs indirects aux résultats, tels que la façon dont les caractéristiques de conception peuvent influencer les comportements des participants. Les résultats ont révélé qu'avec les repas scolaires, l'enfant peut être plus incité à participer, car il reçoit directement les bénéfices. Au contraire, avec les rations à emporter, les tuteurs ou les parents ont plus de contrôle sur la distribution des repas et peuvent donc être plus motivés à envoyer leurs enfants à l'école. Dans l'ensemble, les deux modalités ont eu des impacts significatifs sur la fréquentation scolaire et le redoublement, alors qu'aucune des deux modalités n'a affecté la progression vers le secondaire.

Le test de contrôle randomisé en Ouganda contrôlait également la qualité de l'école en testant les effets des repas scolaires par rapport à ceux des rations à emporter, et on a constaté que la qualité de l'école était mieux prise en compte que les rations à emporter dans la décision des ménages d'envoyer leurs enfants à l'école, peut-être parce que les parents et les tuteurs sont plus conscients des futurs retombées d'une éducation de qualité que les élèves eux-mêmes. Par conséquent, différentes modalités de conception et structures d'incitation, que ce soit les repas scolaires et/ou les rations à emporter, peuvent ne pas être le seul facteur affectant les taux de fréquentation scolaire, mais elles peuvent avoir un impact sur la sensibilisation communautaire et fournir l'incitation initiale nécessaire pour inscrire les enfants à l'école. Une fois que les enfants inscrits, les structures dominantes de l'offre, notamment la disponibilité des enseignants et des classes, entre autres, et la qualité de l'éducation qui en découle, pourraient jouer un rôle plus important pour s'assurer la rétention des enfants à l'école.

Les réflexions sur la manière de structurer les incitations à envoyer les enfants à l'école comprennent non seulement la décision d'utiliser les repas scolaires seuls ou avec des rations à emporter complémentaires, mais aussi des incitations supplémentaires comme la fourniture de matériel scolaire, des bourses ou d'autres programmes d'assistance éducative. Ces programmes peuvent cibler à la fois les obstacles à l'éducation liés à la demande et à l'offre, et être universels ou ciblés sur les élèves pour lesquels les coûts d'opportunité de l'école ne sont pas compensés par le programme d'alimentation scolaire. De plus, ces programmes peuvent prendre diverses formes. Par exemple, au Niger, un programme qui, selon des entretiens qualitatifs avec des acteurs de l'école, est responsable de l'augmentation des taux de rétention des élèves fournit des chèvres à des filles brillantes dans des écoles dotées de programmes d'alimentation scolaire. Des évaluations indépendantes, comme au Nigéria²⁰ et au Zimbabwe²¹ ont montré que les programmes d'aide à l'éducation sont rentables, en termes de résultats positifs. En tant que tels, les programmes d'aide à l'éducation ont la possibilité de servir de compléments utiles et rentables aux programmes d'alimentation scolaire.

En plus d'intégrer des conditions ou d'associer d'autres incitatifs aux programmes d'alimentation scolaire, la planification des repas scolaires est un important élément à prendre en compte dans la conception pour tirer pleinement parti des retombées cognitives des élèves²². À Madagascar, par exemple, la question de savoir quand servir les repas scolaires a fait l'objet de recherches approfondies pendant la phase de conception du programme d'alimentation scolaire, et, par la suite, il a été décidé de servir des repas pour la session du matin à 9h30 et à midi pour la session de l'après-midi. Ces heures ont été déterminées comme les heures les plus optimales pour l'activité cognitive et l'assimilation des connaissances. De plus, pour les élèves qui assistent aux cours du matin, il est important que les repas ne soient pas servis trop tard dans la journée, car certains élèves sont peut-être arrivés à l'école sans avoir mangé quoi que ce soit. Le simple fait de servir des repas scolaires ne suffira pas toujours à améliorer la concentration et les capacités d'apprentissage des élèves, car il existe divers autres facteurs - sécurité alimentaire des ménages, pics d'activité cérébrale - qui affectent également les résultats de l'apprentissage.

20. (Uneze et Tajudeen, 2011)

21. (Smith, Chiroro et Musker, 2012)

22. (Molinas et Regnault de la Mothe, date non disponible)

4.1.2. Mesurer les résultats et les impacts

Bien qu'il existe d'autres éléments de conception de l'alimentation scolaire qui peuvent influencer les résultats en matière d'éducation et d'apprentissage, les exemples ci-dessus présentent certains éléments à prendre en compte qui permettent d'atteindre les résultats dans ce secteur. En même temps, il convient de reconnaître qu'il n'existe pas d'approche unique pour les différentes composantes et les éléments de conception des programmes d'alimentation scolaire - en revanche, il convient de souligner qu'un programme doit être conçu pour répondre aux besoins spécifiques du contexte local dans lequel il opère. Néanmoins, les exemples ci-dessus mettent également en évidence des indicateurs communs associés à la mesure de ces résultats en matière d'éducation et d'apprentissage, tel qu'il en ressort des résultats de l'enquête et des évaluations objectives, notamment :

- Les taux de fréquentation et d'inscription, en tant qu'indicateurs de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à attirer de nouveaux élèves dans les écoles et les élèves existants pour continuer à suivre des cours ;
- Les taux de rétention et d'abandon, indicateurs de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à retenir les élèves et à les empêcher d'abandonner l'école ;
- Les taux de redoublement et les notes d'examen, en tant qu'indicateurs de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à améliorer la performance scolaire et la faculté cognitive ; et
- Les taux d'achèvement et de promotion, en tant qu'indicateurs des rôles des programmes d'alimentation scolaire pour aider les élèves à passer d'une année à l'autre, terminer l'école primaire et aller à l'enseignement secondaire.

Il est essentiel d'avoir des indicateurs standardisés pour évaluer les programmes d'alimentation scolaire et suivre les changements dans le rendement scolaire. Cependant, produire de bons résultats par rapport à un indicateur ne signifie pas nécessairement une amélioration holistique de la performance éducative ou des systèmes éducatifs, car ces indicateurs se complètent les uns les autres. Par exemple, si l'augmentation des taux de fréquentation ou d'inscription indique que davantage d'enfants vont à l'école, si les élèves obtiennent de mauvaises notes aux examens et/ou abandonnent l'école, les taux de passage en classe supérieure et d'achèvement des études seront affectés et le niveau global de scolarité ne s'améliorera pas. Par conséquent, les évaluations sur les programmes d'alimentation scolaire qui mesurent simultanément une série d'indicateurs sont essentielles pour mesurer et évaluer pleinement les résultats scolaires et d'apprentissage des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que l'influence d'autres facteurs tels que la disponibilité et la qualité des infrastructures scolaires sur ce dernier.

Afin de résumer la discussion sur les résultats de l'éducation et de l'apprentissage dans les programmes d'alimentation scolaire, le tableau 4 présente les résultats des évaluations internationales sur certains programmes d'alimentation scolaire en Afrique à travers les indicateurs susmentionnés. Comme certains exemples et résultats le montrent, la conception nutritionnelle d'un programme peut également enregistrer les impacts sur les indicateurs de l'éducation, et la section suivante développe davantage les liens étroits entre les résultats en matière d'éducation et d'apprentissage, et l'amélioration de l'état de santé et nutritionnel des écoliers. En même temps, l'encadré 4 explique comment les résultats de l'éducation et de l'apprentissage, et les résultats en matière de santé et de nutrition s'entrecroisent et s'influencent mutuellement.

Encadré 4 Étendre l'alimentation scolaire au-delà de l'école primaire

Dans l'ensemble, l'Afrique a nettement amélioré les taux de fréquentation des écoles primaires après la publication des OMD. Cependant, les niveaux d'inscription dans l'enseignement préprimaire et secondaire restent faibles, bien que les deux taux soient en hausse. C'est une tendance prometteuse et les décideurs pourraient vouloir envisager des programmes, tels que l'alimentation scolaire, qui favorisent davantage la scolarisation dans l'enseignement préprimaire et secondaire. En introduisant l'alimentation scolaire dans l'éducation préprimaire, les repas scolaires nutritifs peuvent contribuer à améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé et, par ricochet, à la réussite scolaire future. De plus, les repas scolaires, dans le cadre des programmes d'éducation de la petite enfance, peuvent constituer une composante essentielle d'une approche du cycle de vie de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

Le potentiel d'une fréquentation et d'une scolarisation préprimaires plus élevées pour exercer des effets à plus long terme sur la réussite scolaire a des implications sur la progression du primaire au secondaire, élément d'autant plus important à prendre en compte que les rendements des niveaux supérieurs de l'enseignement postprimaire sur le capital humain le développement et la réduction de la pauvreté peuvent être importants. Plusieurs pays africains ont mis en place des programmes d'alimentation scolaire au secondaire, principalement à petite échelle, avec pour objectifs de retenir les élèves, d'accroître la scolarisation des filles et de préserver l'état nutritionnel et sanitaire des élèves, entre autres. Bien qu'il existe peu de données sur les résultats de l'alimentation scolaire au secondaire, surtout si l'on considère les niveaux de mise en œuvre relativement faibles en Afrique, étendre l'alimentation scolaire au-delà de l'école primaire présente d'intéressantes réflexions pour les décideurs.

Premièrement, pendant l'adolescence, les enfants connaissent une « poussée de croissance », car ils subissent d'importants changements physiques, sociaux, émotionnels et comportementaux. La recherche scientifique a également découvert que la neuroplasticité du cerveau - ou la capacité à modifier sa propre structure - subit également une seconde poussée de croissance pendant l'adolescence, ce qui signifie que les enfants du secondaire ont une grande opportunité d'améliorer leurs facultés cognitives et d'apprentissage (Noble, al., 2015). Compte tenu de ces divers changements physiologiques et physiques, les besoins nutritionnels des adolescents sont considérés comme étant plus élevés qu'à tout autre stade du développement de l'enfant et l'incapacité des adolescents à avoir accès à suffisamment de nutriments peut avoir des effets nocifs sur la santé à court et à long terme. De plus, l'adolescence est un moment où se forment des comportements liés à la santé et à l'alimentation, si bien que fournir à ce groupe d'âge des régimes riches en nutriments peut avoir des effets durables sur leurs habitudes alimentaires (Sawyer et al, 2012). En tant que tel, assurer des régimes nutritifs pendant la poussée de croissance pré-pubertaire peut donner de bons résultats physiologiques, développementaux, de santé et de comportement.

Deuxièmement, l'augmentation de la scolarisation dans le secondaire peut avoir des effets transformateurs, en particulier pour les filles, car les inscriptions ont montré qu'elles amélioreraient leur statut social et leur état de santé. Par exemple, les preuves internationales montrent que l'augmentation des années de scolarité réduirait les cas de mariage précoce chez les filles : selon une étude du Centre international de recherche sur les femmes, les taux de mariage chez les filles de moins de 18 ans en Afrique occidentale et centrale étaient supérieurs à 70% cent pour les filles ayant fréquenté pendant une période de 0 à 3 ans, mais moins de 20 pour cent pour celles ayant fréquenté pendant plus de 8 ans. Ceci suggère que l'augmentation du taux de fréquentation scolaire des filles a un impact sur l'incidence du mariage des enfants, où le fait d'éviter le mariage des enfants non seulement permet aux filles de poursuivre leurs études, mais diminue également les risques sanitaires associés à ce type de mariage.

Compte tenu de ce qui précède, les investissements dans l'éducation et la santé des adolescents sont importants pour promouvoir le futur capital humain d'un pays. Investir dans les adolescents dans le contexte africain revêt une importance particulière, étant donné que l'Afrique a la population la plus jeune du monde, de sorte que les mesures prises par les décideurs pour assurer le plein développement des adolescents peuvent avoir des effets durables.

Tableau 4. Résultats du programme d'alimentation scolaire dans certains indicateurs d'éducation et d'apprentissage

Pays/Zone	Conception du programme d'alimentation scolaire (stratégie de preuve)	Indicateurs de changement dans l'éducation et l'apprentissage
Ouganda (Nord)	<p>Repas scolaire ou rations à emporter :</p> <p>En-cas et déjeuners à l'école, conditionnels à la contribution en nature du bois de chauffage pour la cuisine et au paiement d'environ 0,10 dollar américain par mois pour le salaire des cuisiniers.</p> <p>Répartition mensuelle des rations sèche à emporter, conditionnelle à la scolarisation de chaque enfant d'âge primaire (6-17 ans), en maintenant un taux de fréquentation de 85% des jours d'école le mois précédent.</p> <p>Test de contrôle randomisé</p>	<p>Changements dans les taux de fréquentation et/ou de scolarisation : hausse de 8-12 % chez les enfants âgés de 10 à 17 ans pendant les cours du matin, impacts positifs significatifs sur l'assiduité aux cours le matin et l'après-midi, 9 % augmentation de probabilité d'inscription des enfants âgés de 6 à 13 ans, mais pas d'impacts significatifs sur la scolarisation (repas scolaire et rations à emporter).</p> <p>Changements dans les taux de redoublement ou dans les notes à l'examen : une baisse de redoublement significative pour les garçons (repas scolaire).</p> <p>Changements dans les taux d'achèvement et/ou de passage en classe supérieure : possible augmentation dans le temps mis pour achever le cycle primaire (repas scolaire).</p>
Burkina Faso (Nord)	<p><u>Rations à emporter seulement :</u></p> <p>rations à emporter mensuelles de 10 kg de farine, à condition que le taux de participation atteigne 90 % (filles uniquement).</p> <p>Test de contrôle randomisé</p>	<p>Changements dans les taux de fréquentation et/ou de scolarisation : les taux de scolarisation des filles ont augmenté de 5% et les taux de scolarisation des garçons vivant dans les mêmes ménages que les filles ont augmenté de 3,3% sous l'effet de débordement.</p> <p>Changements dans les taux de redoublement ou dans les notes d'examen : les notes des filles en arithmétique simple ont augmenté de 9,5 %, tandis que les garçons vivant dans les mêmes ménages que les filles ont vu leurs notes augmenter de 7 % sous l'effet de débordement¹.</p>
Côte d'Ivoire	<p><u>Repas scolaires uniquement :</u></p> <p>Repas quotidien cuisiné frais servi dans les cantines scolaires</p> <p>Évaluation qualitative</p>	<p>Changements dans les taux de fréquentation et/ou d'inscription : les taux de fréquentation ont augmenté de 90% et les disparités de genre ont diminué de manière significative (de 0,69 à 0,77 index des filles aux garçons)</p>
Kenya	<p><u>Repas scolaires, boissons ou suppléments énergétiques :</u></p> <p>Les enfants de première année ont reçu 1) de la viande, 2) du lait, ou 3) un complément énergétique comme en-cas en milieu de...</p>	<p>Changements dans les taux de redoublement ou dans les notes à l'examen : Les enfants qui ont reçu de la viande et des suppléments énergétiques ont obtenu de meilleures notes en arithmétique au fil du temps par rapport aux groupes d'enfants ayant reçu du lait et aux groupes témoins. Les enfants qui ont reçu de la viande ont amélioré leurs notes en arithmétique de 0,15 écart-type et leur performance sur un test de raisonnement non verbal s'est améliorée de 0,16 écart-type. Le groupe d'enfants ayant reçu de la viande a eu le plus grand pourcentage total d'augmentation de notes par rapport aux autres groupes d'alimentation et au groupe témoin¹.</p>

1. (World Bank, 2012)

2. (Neumann, Murphy, Gewa, Grillenberger, & Bwibo, 2007)

<p>Kenya</p>	<p>Repas scolaire</p> <p>-un repas quotidien (déjeuner) composé de céréales, de légumineuses, d'huile et de sel servi à tous les élèves du primaire dans les districts des zones arides. Seules les écoles situées dans les districts des zones urbaines et semi-arides, plus vulnérables à l'insécurité alimentaire sont ciblées.</p> <p>(Enquêtes quantitatives et qualitatives)</p>	<p>Changements dans les taux de fréquentation et/ou de scolarisation : augmentation de 5% du taux de fréquentation des filles et des garçons bénéficiaires des repas scolaires, taux d'inscription plus élevés dans les écoles qui servent des repas².</p> <p>Changements dans les taux de redoublement ou dans les notes d'examen : élèves qui ont reçu des repas scolaires ont eu les meilleures notes à l'examen du KCPE³ pour environ 7 points de pourcentage par rapport à ceux qui n'en ont pas reçu.</p> <p>Changements dans les taux d'achèvement et/ou de passage en classe supérieure : aucun effet significatif des repas scolaires sur le taux d'achèvement des études primaires des garçons, mais les filles qui ont reçu des repas scolaires ont achevé le cycle primaire avec des taux plus élevés, les garçons qui ont reçu des repas scolaires ont passés au cycle secondaire avec un taux supérieur de 10% par rapport à ceux qui n'en ont pas reçu, alors que l'avantage pour les filles qui ont reçu des repas scolaires était de 4%.</p> <p>Changements dans les taux de fréquentation et/ou de scolarisation : entre 2002 et 2006, augmentation du taux de scolarisation de 23,8 %, augmentation du taux de fréquentation de 12,9 % et augmentation du taux de scolarisation des groupes minoritaires (35 à 737 élèves de Babongo) dans le sud du Congo, en première année, augmentation des taux de scolarisation de 9,7 % et augmentation du taux de fréquentation de 1,4 % au Congo central⁴.</p> <p>Changements dans les taux de rétention et/ou d'abandon : entre 2 002 et 2 006, diminution du taux d'abandon de 50% dans le sud du Congo.</p> <p>Changements dans les taux de fréquentation et/ou de scolarisation : augmentation du taux brut de scolarisation de 24 % dans les écoles participantes⁵.</p> <p>Changements dans les taux de redoublement ou dans les notes d'examen : la cantine a eu un impact positif et significatif sur la performance générale des élèves de 2e année (10,56 points), en mathématiques et en français. Toutefois, l'impact n'est pas important pour les enfants plus âgés. Les filles ont disproportionnellement un plus grand nombre de repas, d'où la performance plus élevée, l'amélioration de leurs compétences en mémorisation et en raisonnement⁶.</p> <p>Changements dans les taux de rétention et/ou d'abandon : le nombre d'enfants en abandon scolaire, tel que rapporté par les enseignants, a diminué de 51,3 % pour le groupe témoin, et seulement de 11,2 % dans le groupe témoin⁷.</p> <p>Changements dans les taux de redoublement ou dans les notes d'examen : les fonctions cognitives spécifiques, y compris la mémoire visuelle et l'attention auditive, ont été significativement améliorées par le traitement par rapport au groupe témoin. Les variables socio-économiques sont restées le principal facteur prédictif pour les fonctions cognitives élevées⁸.</p>
<p>Congo Centre et Sud</p>	<p>Repas scolaire - déjeuner de riz et de haricots. Des programmes complémentaires, parmi d'autres, visant à réduire le paludisme.</p> <p>Dans le sud du Congo, le programme d'alimentation scolaire a commencé en 2002, dans le centre et le nord du Congo en 2012.</p> <p>Évaluation quantitative et test de contrôle randomisé</p>	
<p>Ghana (district de Garu-Tempane)</p>	<p>Repas scolaire : un repas nutritif préparé avec les produits des cultures vivrières locales disponibles pour les élèves du primaire publiques du lundi au vendredi dans les communautés défavorisées.</p> <p>Test de contrôle randomisé</p> <p><u>Repas scolaire :</u></p>	
<p>Sénégal</p>	<p>Des repas chauds ont été servis dans des cantines scolaires installées dans des écoles primaires sélectionnées dans les régions rurales pauvres pendant un an. Le panier alimentaire était composé de maïs, de légumineuses, d'huile végétale et de sel iodé (expérience randomisée).</p> <p><u>Repas scolaire :</u></p>	
<p>Malawi</p>	<p>un repas quotidien, mélange de maïs et de soja.</p> <p>(quasi expérimentale)</p> <p><u>Repas scolaire :</u></p>	
<p>Egypt</p>	<p>tarte enrichie de minéraux et de vitamines servie une fois par jour aux écoliers depuis 5 ans.</p> <p>(quasi expérimental)</p>	

2. (Neumann, Murphy, Gewa, Grillenberger et Bwibo, 2007)

3. (Finan et Muindi, 2010)

4. L'examen KCPE se déroule à la fin du cycle primaire pour déterminer si un étudiant peut recevoir un certificat

d'achèvement pour l'école primaire.

5. (Niamayoua, date non disponible)

6. (Bokari et Hejara, 2015)

7. (Diagne, Lo, Sakhna, et Diallo, 2014)

8. (Mary's Meals, 2016)

9. (Salah, Khalifa, Metwally et Moneer, 2012)

5. Santé et nutrition

Compte tenu des preuves internationales selon lesquelles la malnutrition prolongée, le retard de croissance et la mauvaise santé contribuent à l'absentéisme et à l'abandon scolaire,²³ la baisse des taux de fréquentation scolaire et à la diminution des facultés cognitives²⁴, les résultats potentiels sur la santé et la nutrition des programmes d'alimentation scolaire complètent les résultats en matière d'éducation et d'apprentissage. Par exemple, l'alimentation scolaire peut atténuer la faim à court terme ou réduire les carences en micronutriments chez les enfants (malnutris), et les deux peuvent améliorer la faculté cognitive, la concentration, la capacité à effectuer des tâches complexes et les notes d'examens²⁵. À long terme, la recherche suggère que l'amélioration de la santé et de la nutrition peut améliorer les résultats scolaires et réduire les cas de redoublements et d'abandon²⁶.

Le développement de programmes bénéfiques pour la santé et la nutrition des enfants est particulièrement important en Afrique, où vit 28% de la population mondiale sous-alimentée²⁷. En outre, 30% des enfants africains de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance dû à une mauvaise nutrition²⁸ et/ou à une malnutrition chronique. L'augmentation des cas de retard de croissance est une préoccupation sérieuse pour le développement futur d'un pays, étant donné qu'il est irréversible et associé à une faculté cognitive altérée et à la réduction du rendement scolaire²⁹. Selon l'étude sur le coût de la faim en Afrique (CDFA), jusqu'à 18% des redoublements sont associés au retard de croissance³⁰. Certains éléments indiquent que les repas scolaires nutritifs ont un impact sur la croissance des enfants en âge scolaire, comme le montrent les évaluations au Kenya et en Tanzanie, mais souvent, ces impacts sont faibles et ne compensent pas entièrement les effets cognitifs préjudiciables de la malnutrition précoce et du retard de croissance³¹.

Par conséquent, en plus de chercher à améliorer les résultats dans l'éducation et l'apprentissage, les programmes d'alimentation scolaire comportent souvent des objectifs supplémentaires visant à améliorer la santé et l'état nutritionnel des bénéficiaires. En effet, les programmes d'alimentation scolaire à travers le monde comprennent de plus en plus des normes nutritionnelles pour la composition des repas, dans le cadre de leur conception. De même, les résultats des enquêtes sur les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA révèlent que divers programmes d'alimentation scolaire en Afrique intègrent des résultats sanitaires et nutritionnels dans l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire, tels que le statut micronutritif des enfants et la faim à court terme. Dans les sous-sections suivantes, les composantes nutritionnelles et nutritionnelles des programmes d'alimentation scolaire sont explorées en profondeur.

5.1.1. Composantes de l'alimentation scolaire qui tiennent compte de la nutrition

L'alimentation scolaire ne favorise pas seulement la nutrition et la santé des bénéficiaires directs, des écoliers, par le biais des repas scolaires, mais peut également influencer le niveau de sécurité alimentaire, sanitaire et nutritionnelle des ménages. Par conséquent, les composantes de l'alimentation scolaire qui intègrent la nutrition peuvent aborder les déterminants sous-jacents de la nutrition du fœtus et de l'enfant. Le Rwanda, par exemple,

23. (Olusanya, 2010)

24. (Tomlinson, 2007)

25. (Del Rossa, 1999)

26. (Fanjiang et Kleinman, 2007)

27. (Commission de l'Union africaine; Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; World Food Programme, 2013)

28. (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2016)

29. (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2016)

30. Commission de l'Union africaine; Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; Programme alimentaire mondial, 2013)

31. (Bundy et al., 2009)

a lancé des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la nutrition infantile pour les communautés et les parents avec son programme national d'alimentation scolaire. Les campagnes utilisent les médias, constituant une étape essentielle vers la sensibilisation la population en général en faveur de la nutrition³². Parmi les pays qui sont en train d'aligner leurs politiques et stratégies nutritionnelles sur le programme national d'alimentation scolaire existant se comptent le Malawi, le Kenya et Libéria.^{33,34}

Une autre preuve habituelle de ce fait est étroitement liée aux rations à emporter et à leurs retombées sur les ménages. Fournir aux enfants scolarisés des rations à emporter s'apparente à un transfert de revenu aux ménages, en ce sens qu'il augmente les ressources alimentaires et financières de la maison, principalement grâce au partage des rations à emporter entre les membres de la famille. Le partage des rations à emporter avec les enfants au cours de leurs 1 000 premiers jours de vie peut avoir des effets particulièrement percutants en améliorant leur état nutritionnel pendant cette étape cruciale du développement cognitif. Par exemple, un essai contrôlé randomisé au Burkina Faso dans lequel des rations à emporter de 10 kilogrammes de farine par mois ont été distribuées aux filles pour maintenir un certain niveau de scolarité ont montré une augmentation significative du poids des enfants âgés de 12 à 60 mois dans les ménages où vivent les filles³⁵. Les effets des rations à emporter sur la sécurité alimentaire des ménages ont non seulement des implications nutritionnelles, mais aussi éducatives, car les résultats à plus long terme de l'amélioration de la sécurité alimentaire sont tous liés à l'amélioration de la lecture, du calcul et d'autres variables éducatives³⁶. De même, l'alimentation scolaire peut être considérée comme un transfert pour les ménages, puisque les écoliers reçoivent directement des repas, ce qui permet au ménage d'économiser les ressources qui auraient pu être destinées à l'alimentation des écoliers et de les utiliser pour autre chose.

L'éducation nutritionnelle constitue un autre élément intégrant la nutrition qui est mis en œuvre dans divers pays en tant qu'intervention complémentaire, comme le révèle l'enquête continentale. L'éducation alimentaire et nutritionnelle consiste en une variété de stratégies éducatives visant à apporter des améliorations durables aux régimes alimentaires.³⁷ En dépit de l'absence des données sur les effets de l'éducation nutritionnelle sur les indicateurs de santé et de nutrition, les parties prenantes en Afrique du Sud, par exemple, ont indiqué que l'éducation nutritionnelle, qui fait partie intégrante du programme national d'alimentation scolaire, renforce les responsabilités des élèves pour leur santé et leur développement physique, grâce à de meilleures pratiques d'hygiène comme le lavage des mains avant les repas scolaires et la production de légumes dans les jardins scolaires.

Inculquer des habitudes et des préférences alimentaires saines chez les écoliers à travers l'éducation nutritionnelle peut également répondre au problème de l'augmentation du nombre d'enfants en surpoids et obèses en Afrique. Globalement, la prévalence des enfants en surpoids et obèses augmente, mais la prévalence des enfants en surpoids et obèses en Afrique augmente particulièrement rapidement : en 2010, la prévalence sur le continent était de 8,5% et devrait atteindre 12,7% d'ici 2020³⁸. Il est important d'endiguer l'augmentation de l'obésité et du surpoids non seulement dans le cadre des efforts visant à réduire la malnutrition, mais aussi en tant que mesure préventive contre les maladies non transmissibles. Les enfants en surpoids et obèses sont particulièrement exposés aux maladies non transmissibles plus tard dans la vie, notamment le diabète, les maladies cardiaques et l'hypertension artérielle, qui peuvent tous raccourcir l'espérance de vie individuelle. Ainsi, une éducation nutritionnelle efficace, en particulier une éducation qui encourage la consommation d'aliments riches en nutriments et l'exercice régulier peut avoir des effets immédiats et futurs sur la santé et l'état nutritionnel de chaque individu.

32. (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2013)

33. (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2013)

34. (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2016)

35. (Bundy, et al., 2009)

36. (Tomlinson, 2007)

37. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, n.d.)

38. (De Onis, Blössner et Borghi, 2010)

5.1.2. Composantes spécifiques à la nutrition de l'alimentation scolaire

En outre, les programmes d'alimentation scolaire peuvent incorporer des composantes spécifiques à la nutrition - traitant des déterminants immédiats de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant - et, à ce titre, constituer des composantes d'un programme de santé publique complet. L'un des moyens d'incorporer l'alimentation scolaire comme outil de santé publique consiste à utiliser les compléments alimentaires et les interventions complémentaires connexes, comme l'éducation sanitaire et nutritionnelle, le déparasitage régulier, les suppléments en micronutriments ou les aliments enrichis, ou la fourniture de biscuits enrichis au zinc, au fer, à la vitamine A et/ou à d'autres micronutriments. Si la plupart de ces interventions sont des compléments spécifiques à la nutrition qui visent à agir sur les déterminants immédiats de la nutrition et du développement des enfants, elles peuvent également contribuer à atteindre les objectifs liés à l'éducation en améliorant l'apport nutritionnel et la santé. Les résultats des études sur l'efficacité du déparasitage sont convaincants à cet égard, surtout si l'on considère que les élèves atteints d'infections prolongées aux vers ont de faibles performances en termes de capacités d'apprentissage, de fonction cognitive et de réussite éducative³⁹, à cause des infections par vers prolongées qui épuisent les niveaux d'énergie et de concentration. Certaines de ces preuves indiquent une fréquentation accrue, un apprentissage amélioré et un niveau de scolarité global⁴⁰. Les interventions complémentaires peuvent également servir de mesures préventives, car la réception régulière de comprimés de déparasitage tous les six à douze mois réduit les taux de transmission globaux dans les communautés⁴¹. La présence d'une gamme d'interventions complémentaires dans les programmes d'alimentation scolaire est déjà répandue en Afrique - comme le montre le paysage des programmes de haut niveau - à tel point que des interventions complémentaires font partie intégrante des programmes d'alimentation scolaire.

En termes d'optimisation des ressources, les compléments alimentaires et les interventions complémentaires se sont révélés particulièrement rentables. Les deux médicaments de déparasitage utilisés dans le Projet de déparasitage des écoles primaires (PDEP) au Kenya coûtent 0,04 dollar américain et 0,18 dollar américain par dose annuelle, ce qui équivaut à 7,19 dollars américains par élève pour une année entière de comprimés de déparasitage réguliers⁴². Si l'amélioration de la santé résultant des traitements de déparasitage conduit à une meilleure fréquentation, qui entraîne à son tour l'augmentation des années de scolarité, un investissement de 50 dollars américains peut correspondre à près de sept années de scolarité supplémentaires pour un enfant. Néanmoins, les traitements de déparasitage ou les biscuits enrichis ne sont pas un substitut nutritionnel pour un repas scolaire. Par conséquent, bien que des interventions complémentaires améliorent et contribuent aux résultats liés à la santé, à la nutrition et à l'éducation, l'objectif du programme d'alimentation scolaire devrait rester sur la fourniture aux élèves de repas complets répondant à des normes élevées de contenu nutritionnel.

5.1.3. Mesurer les résultats et les impacts

La plupart des pays reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation du programme d'alimentation scolaire, de pouvoir évaluer l'efficacité et l'efficacé du programme et d'affiner les composantes sensibles à la nutrition et spécifiques⁴³. Le respect des normes élevées en matière de contenu nutritionnel dans les repas scolaires est un facteur crucial pour obtenir de bons résultats par rapport aux indicateurs de santé et de nutrition. Contrairement aux indicateurs d'éducation et d'apprentissage, les indicateurs de santé et de nutrition peuvent être mesurés physiquement chez les écoliers, tels que les modifications de la taille, du poids, de la circonférence du bras et/ou de l'indice de masse corporelle (IMC). D'autres changements

39. (Organisation mondiale de la santé, 2003)

40. (Organisation mondiale de la santé, 2003)

41. (J-PAL, 2012)

42. (J-PAL, 2012)

43. (PAM, 2013, 2014)

peuvent être plus subjectifs, comme l'incidence du sentiment de faim chez un enfant. Cependant, pris ensemble, ces indicateurs objectifs et subjectifs de santé et de nutrition déterminent la capacité d'un enfant à apprendre et à participer pleinement en classe. Le tableau 5 résume les résultats sanitaires et nutritionnels mesurés dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique pour les indicateurs sélectionnés, qui comprennent :

- Les mesures anthropométriques, telles que la taille, le poids, l'IMC et d'autres mesures corporelles, comme indicateurs de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à influencer sur le bien-être physique de l'enfant ;
- L'état des micronutriments et/ou les carences en vitamines, en tant qu'indicateurs de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à influencer sur l'état nutritionnel de l'enfant ;
- La faim à court terme, en tant qu'indicateur de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à influencer sur le bien-être de l'enfant et son aptitude à participer en classe ; et
- L'incidence des maladies, en tant qu'indicateur de la capacité des programmes d'alimentation scolaire à améliorer la santé de l'enfant et à réduire les inhibiteurs de la fréquentation scolaire.

La mesure des réalisations des indicateurs de santé et nutritionnels des programmes d'alimentation scolaire se fait souvent parallèlement aux indicateurs d'éducation et d'apprentissage, compte tenu de la nature interdépendante de la malnutrition, de la mauvaise santé et de la baisse des résultats scolaires et d'apprentissage. La malnutrition prolongée n'affecte pas seulement les chances d'un enfant d'obtenir des résultats scolaires plus avancés, mais la malnutrition prolongée et généralisée peut affecter le développement futur d'un pays. Supposons, par exemple, qu'un programme d'alimentation scolaire aboutisse à des taux d'inscription et d'achèvement plus élevés, qui, à leur tour, conduisent à des niveaux d'éducation plus élevés parmi la génération actuelle. Ceci est important parce que les niveaux d'éducation des mères et des pères sont des déterminants pour la croissance et le développement de l'enfant tels que mesurés par le retard de croissance. En effet, certaines études montrent que la probabilité de voir un enfant souffrant d'un retard de croissance diminue d'environ 4 à 5% pour chaque année supplémentaire d'éducation formelle réalisée par les mères⁴⁴. En outre, les évaluations de la subvention pour les pensions alimentaires pour enfants en Afrique du Sud⁴⁵ ont montré que les niveaux de retard de croissance des enfants parmi les ménages bénéficiaires n'étaient notablement réduits que si la mère avait fréquenté l'école pendant au moins huit années. En tant que tels, les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer aux effets à long terme sur la nutrition des générations futures, en exerçant plus d'effets à court et à moyen terme sur les niveaux de scolarité pour la génération actuelle. Ci-dessous, l'encadré 4 explore en profondeur la pertinence des réalisations éducatives pour la croissance et le développement futurs d'un pays, dans un contexte de main-d'œuvre bon marché abondante.

Pour compléter cette section, le tableau 5 résume les données existantes sur les résultats de l'alimentation scolaire dans les indicateurs de santé et de nutrition sélectionnés sur le continent. Les plus grands effets de l'amélioration de la santé et de la nutrition, de l'éducation et de l'apprentissage sur le développement humain sont examinés plus en détail dans la section suivante, qui explique comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer au développement économique national, ainsi que la façon dont les programmes locaux d'alimentation scolaire, en tant qu'intervention structurée sur la demande, peuvent ajouter des opportunités pour les transformations agricoles et l'engagement avec les marchés locaux et les économies.

44. (J-PAL, 2012)

45. La subvention de soutien aux enfants fournit une allocation mensuelle aux familles vulnérables pour aider à couvrir les frais de garde d'enfants. Cette allocation est fournie par le Gouvernement sud-africain

Encadré 5. La quatrième révolution industrielle

L'amélioration des résultats éducatifs revêt une importance particulière pour la main-d'œuvre future, compte tenu de l'orientation de l'économie mondiale vers les connaissances et les services. La quatrième révolution industrielle, où la productivité technologique remplace les emplois occupés par les humains, modifie les besoins en main-d'œuvre dans le monde et son impact sur les économies en développement, notamment en Afrique, sera significative. Par exemple, les données de la Banque mondiale estiment que 85% des emplois en Éthiopie risquent d'être remplacés par l'automatisation.

Les êtres humains ne seront pas complètement remplaçables dans la future économie mondiale, car ceux qui peuvent contribuer au savoir et au capital intellectuel bénéficieront de la quatrième révolution industrielle (Mulas, 2016). Développer les connaissances et le capital intellectuel d'un pays nécessitera des investissements dans les personnes et, plus spécifiquement, dans l'éducation des personnes. En tant que préoccupation connexe, la sauvegarde du plein développement cognitif des enfants grâce à une nutrition adéquate contribuera également à la formation d'une main-d'œuvre capable de participer à la future économie.

Étant donné que la plupart des pays africains continuent de s'appuyer sur la croissance traditionnelle de la main-d'œuvre bon marché disponible dans le pays, une telle révolution sera pertinente pour ces pays à long terme, car il sera de plus en plus difficile de se fier uniquement au modèle de croissance traditionnel. Par conséquent, il est essentiel que les décideurs comprennent rapidement qu'il est de plus en plus nécessaire d'investir dans l'éducation de la population du pays pour devenir ou rester compétitif à long terme. Ainsi, les programmes et les politiques qui améliorent le niveau d'éducation et le développement cognitif de l'enfant, tels que les programmes d'alimentation scolaire, peuvent être adaptés et intégrés dans des stratégies nationales plus vastes visant à accroître le niveau d'éducation et à développer le capital intellectuel. Cependant, pour répondre aux besoins changeants de l'économie mondiale, il faudra non seulement plus d'éducation, mais aussi différents types d'éducation pour développer les capacités techniques et créatives de la main-d'œuvre.

Tableau 5. Résultats de l'alimentation scolaire dans certains indicateurs de santé et de nutrition

Pays (Zone)	Conception du programme d'alimentation scolaire (stratégie de preuve)	Changement dans les indicateurs de santé et de nutrition
Burkina Faso (Nord)	<p><u>Rations à emporter seulement :</u></p> <p>Rations à emporter mensuelles de 10 kilogrammes de farine, conditionnelles à un taux de participation de 90% (filles seulement).</p> <p>Test de contrôle randomisé</p>	<p>Changements apportés aux mesures anthropométriques : pour les jeunes frères et sœurs des bénéficiaires, âgés de 12 à 60 mois, les rations à emporter ont augmenté le rapport poids/âge de 0,38 écart-type et le rapport poids/taille de 0,33 écart-type. En revanche, les repas scolaires n'ont pas eu d'impact significatif sur la nutrition des jeunes enfants.¹¹</p>
Kenya	<p><u>Repas scolaire, boissons ou suppléments énergétiques :</u></p> <p>Les enfants de première année ont reçu 1) de la viande, 2) du lait, ou 3) un complément énergétique comme en-cas en milieu de matinée dans les écoles pendant 23 mois</p> <p>Test de contrôle randomisé</p>	<p>Changements apportés aux mesures anthropométriques : Les enfants du groupe ayant reçu de la viande présentaient le plus fort taux d'augmentation du muscle du haut du bras (masse maigre) et la plus grande augmentation du pourcentage de temps consacré à des niveaux élevés d'activité physique (jeu libre observé) par rapport à tous les autres groupes. Les enfants des groupes ayant reçu de la viande, du lait et des suppléments d'énergie ont tous pris plus de poids que ceux du groupe témoin. Les enfants plus jeunes ayant un retard de croissance dans le groupe ayant reçu du lait ont enregistré un plus grand taux de gain de taille par rapport aux autres groupes. Dans l'ensemble, les enfants des groupes recevant des suppléments ont pris environ 0,4 kg (10%) plus de poids que les enfants du groupe témoin.^{2, 3}</p>
Kenya (MB)	<p><u>Complément alimentaire :</u></p> <p>Une bouillie de maïs enrichie au soja, à laquelle on a ajouté du fer à des doses différentes, a été donnée à des (pré-) écoliers âgés de 3 à 8 ans, quotidiennement pendant 5 mois.</p> <p>(Test de contrôle randomisé par placebo)</p>	<p>Changement apporté au statut en micronutriments et/ou vitamine : Par rapport au placebo, la prévalence de l'anémie ferriprive chez les enfants recevant de la bouillie enrichie a diminué de 89% à 48%, en fonction de la dose de fer contenue dans la bouillie enrichie.⁴</p>
Afrique du Sud (KwaZulu-Natal)	<p><u>Complément alimentaire :</u></p> <p>Biscuits sablés enrichis en micronutriments et boissons froides.</p> <p>biscuits sablés ont été conçus pour fournir 50% des apports nutritionnels recommandés en fer, en iode et en bêta-carotène aux enfants âgés de 7 à 10 ans.</p> <p>La boisson fraîche sucrée contient < 90 mg de vitamine c.</p> <p>-Le coût estimatif des biscuits et des boissons froides enrichis était de 4,40 rands (<0,7 dollar) par enfant et par année scolaire. Le coût de la boisson froide inclut le coût supplémentaire d'un matériau d'emballage spécial.</p> <p>Test de contrôle randomisé</p>	<p>Changement apporté au statut en micronutriments et/ou vitamine : Amélioration significative du statut en micronutriments des écoliers du primaire des communautés rurales pauvres. Effet favorable sur l'état anthropométrique.⁵ Pas de différence significative de poids ou de taille enregistrée sur 12 mois.⁶</p> <p>Changement apporté à l'incidence de la maladie : Réduction de l'incidence des maladies dans le groupe traité par rapport au groupe témoin⁷.</p>

1. (Kazianga, de Waalque et Alderman, 2009)
 2. (Neumann, Bwibo et Murphy, 2003)
 3. (Neumann et al., 2007)

4. (Andang'o et al., 2007)
 5. (Van Stuijvenberg et al., 1999)
 6. (Van Stuijvenberg et al., 1999)
 7. (Van Stuijvenberg, Kvalsvig, Faber, Kruger, Kenoyer et Benade, 1999)

Pays (Zone)	Conception du programme d'alimentation scolaire (stratégie de preuve)	Changement dans les indicateurs de santé et de nutrition
Tanzanie (District de Mp-wa-pwa)	<p><u>Complément alimentaire :</u></p> <p>Une Boisson enrichie aromatisée à l'orange avec 10 micronutriments a été fournie aux élèves du primaire pendant 6 mois.</p> <p>(Test de contrôle randomisé par placebo)</p>	<p>Changements apportés aux mesures anthropométriques : les variations incrémentielles moyennes du poids, de la taille et de l'IMC étaient significativement plus élevées dans le groupe ayant reçu des boissons enrichies que dans le groupe ayant reçu des boissons non enrichies⁸.</p> <p>Changements apportés au statut en micronutriments et/ou en vitamines : les boissons enrichies ont significativement amélioré les mesures hématologiques et ont contribué à baisser significativement la prévalence globale de l'anémie et de la carence en vitamine A.⁹</p>
Congo Centre et Sud	<p><u>Repas scolaires :</u> Déjeuner composé de riz et de haricots. Programmes complémentaires, entre autres, visant à réduire le paludisme.</p> <p>(Évaluation quantitative et test de contrôle randomisé)</p>	<p>Changements apportés à l'incidence de la maladie : Le test de contrôle randomisé a montré que les programmes d'alimentation scolaire en tant que plate-forme de distributions de moustiquaires ont permis de réduire de plus de 60% l'absentéisme scolaire dû au paludisme mesuré au cours de l'année scolaire 2006/2007¹⁰ dans le sud du Congo.</p>
Malawi	<p><u>Repas scolaire :</u></p> <p>un repas de mélange enrichi au maïs et au soja quotidiennement.</p> <p>(quasi expérimentale)</p>	<p>Changements apportés à la faim à court terme : le pourcentage d'enfants déclarant avoir faim à l'école a parfois diminué de 86,8% à 12,6% dans le groupe de traitement comparé à une augmentation dans le groupe témoin de 81,4% à 87,7%.¹¹</p>

8. (Ash, Tatala, Frongillo, JR., Ndossi et Latham, 2003)

9. (Ash, Tatala, Frongillo, JR., Ndossi et Latham, 2003)

10. (Niamayoua, date non disponible)

11. (Mary's Meals, 2016)

6. Développement agricole local et économique

Les sections précédentes ont examiné la relation entre l'alimentation scolaire et les bons résultats en matière de santé et de nutrition, ainsi que des résultats d'éducation et d'apprentissage solides. Ces résultats peuvent avoir des implications de haut niveau, car les coûts indirects et directs d'une nutrition et d'une santé médiocres, ainsi que les années de scolarité réduites pour un individu et, par la suite, le développement économique d'un pays, peuvent être étendus et substantiels. Ces coûts comprennent des réductions de la population active, une main-d'œuvre nationale moins qualifiée, des dépenses accrues en santé publique en raison des effets à long terme de la malnutrition chronique et une diminution du niveau de développement économique global. Au niveau microéconomique, on estime qu'une perte de 1% de la taille adulte due au retard de croissance dans l'enfance équivaut à une perte de 1,4% de la productivité de l'individu.⁴⁶ Au niveau macroéconomique, le coût de la malnutrition peut aller de 2 à 3% du produit intérieur brut (PIB) jusqu'à 16% dans les pays les plus touchés par la malnutrition⁴⁷. Le tableau 6 montre la réduction estimée du PIB de la sous-nutrition dans certains pays africains, selon l'étude de la CDEA.^{48,49}

Tableau 6. Réduction du PIB dans certains pays en raison de la dénutrition

Pays	Pertes en dollars américains	% équivalent du PIB
Tchad	1,2 milliards	9.5 per cent
Égypte	3,7 milliards	1.9 per cent
Éthiopie	4,7 milliards	16.5 per cent
Ghana	2,6 milliards	6.4 per cent
Lesotho	200,3 millions	7.13 per cent
Malawi	597 millions	10.3 per cent
Rwanda	820 millions	11.5 per cent
Swaziland	92 millions	3.1 per cent
Madagascar	73 millions	3.1 per cent
Ouganda	899 millions	5.6 per cent

Par conséquent, compte tenu des conséquences néfastes que la malnutrition et le faible niveau d'éducation peuvent avoir sur la productivité individuelle et les économies nationales, investir dans des programmes axés sur l'éducation et la nutrition est de plus en plus considéré comme essentiel pour parvenir à une croissance économique durable. De plus, comme dans le cas de l'alimentation scolaire, lorsque les pays peuvent établir des liens simultanément entre ces programmes à des interventions appropriées qui améliorent les marchés locaux, tels que les programmes structurés de demande, les retombées économiques locales peuvent accélérer les rendements des programmes à court et à long termes.

⁴⁶ (Banque mondiale, 2006)

⁴⁷ (Union européenne, 2014)

⁴⁸(Commission de l'Union africaine ; Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; Programme alimentaire mondial, 2013)

⁴⁹(Commission de l'Union africaine; Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; Programme alimentaire mondial, 2013)

6.1.1. Créer la demande à la faveur des programmes d'alimentation scolaire

Les programmes structurés sur la demande relient les grandes sources prévisibles de la demande de produits agricoles (marchés) aux petits agriculteurs, ce qui, en théorie, réduit les risques et encourage l'amélioration de la qualité, développant ainsi les systèmes alimentaires, multipliant les revenus et réduisant la pauvreté⁵⁰ et à long terme, augmentant la sécurité alimentaire. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir d'exemple d'un programme de demande structuré, l'alimentation scolaire constituant un marché auquel les petits agriculteurs peuvent être associés. Les programmes structurés sur la demande, en particulier lorsqu'ils sont mis en œuvre dans les zones rurales, peuvent stabiliser les prix des produits de base et les marchés grâce aux marchés publics.

Dans de nombreuses zones rurales des pays en développement, les petits agriculteurs sont confrontés à des niveaux d'incertitude élevés et à une chaîne d'approvisionnement étroite, ce qui entraîne souvent la vente de produits à des prix anormalement bas à des vendeurs privés⁵¹. Cependant, grâce à l'introduction d'un programme de demande structuré, l'État ou toute autre entité fournissant des aliments établit des demandes prévisibles, permettant ainsi aux petits exploitants de fixer des critères de production et de prix, et de vendre leurs produits.⁵² Bien qu'il existe peu d'exemples de programmes nationaux de demande structurée à grande échelle, des évaluations indépendantes de deux programmes nationaux au Brésil - le Programme d'achat de nourriture (PAA) et le programme national d'alimentation scolaire - ont indiqué que la production a amélioré la qualité de leurs produits, renforcé les collectifs d'agriculteurs et accru les revenus des ménages⁵³.

Ces résultats reflètent également les résultats d'entretiens qualitatifs avec des membres de coopératives agricoles et des producteurs locaux menés dans le cadre de la présente étude dans plusieurs pays, les sujets ayant signalé une augmentation des adhésions au sein des coopératives, une augmentation des rendements, une amélioration de la qualité des produits et une augmentation des revenus individuels.

50. (Coles, 2013)

51. (Centre international de politique pour une croissance inclusive, 2013)

52. (Centre international de politique pour une croissance inclusive, 2013)

53. (Centre international de politique pour une croissance inclusive, 2013)

Encadré 6. Programme national de repas scolaires et programme d'achat d'aliments du Brésil

En 2003, le Brésil a adopté une stratégie nationale de lutte contre la faim et la malnutrition. La stratégie « Faim Zéro » articule une gamme de programmes, y compris le Programme national de repas scolaires au Brésil (PNRSB) et le Programme d'achat d'aliments (PAA). Le PNRSB existe depuis 1954 et visait au départ exclusivement à fournir aux écoliers l'accès à la nourriture. En 2003, l'accent a été mis sur le programme afin d'insister davantage sur la nutrition - réalisée, entre autres, en fournissant des aliments complémentaires aux enfants de moins de 5 ans. Cette expansion a également conduit à la décentralisation de la structure du PNRSB, dans laquelle un nutritionniste, placé dans chaque État et municipalité, a été chargé de la conception des menus scolaires régionaux. En outre, en 2009, la loi sur les repas scolaires a établi des liens formels entre les petits agriculteurs et l'éducation alimentaire et nutritionnelle. Actuellement, le PNRSB opère dans plus de 165 000 écoles publiques au Brésil et atteint plus de 42 millions d'élèves. Son budget pour 2017 est supérieur à 3 milliards de reals (1,5 milliard de dollars américains), avec un coût moyen de 0,36 real (0,15 dollar américain) par élève et par jour. Les enfants reçoivent des repas équilibrés sur le plan nutritionnel, conçus en fonction des besoins des différents groupes d'âge, dans lesquels au moins 30 pour cent de tous les aliments requis sont achetés auprès de petits exploitants. Le programme fournit jusqu'à 70 pour cent des besoins nutritionnels quotidiens des élèves qui suivent des cours à temps plein.

En complément, le PAA achète de la nourriture auprès des petits exploitants grâce à un processus d'appel d'offres public simplifié. Le PAA a été conçu pour créer et améliorer l'accès au marché pour les petits agriculteurs, avec pour objectifs principaux de renforcer l'agriculture familiale et les marchés locaux, encourager la production alimentaire biologique et agro-écologique, améliorer la diversité des aliments disponibles localement et cultivés, et encourager les petits exploitants à s'organiser en coopératives. Dans le cadre du PAA, les produits frais achetés le plus souvent auprès des petits agriculteurs sont peu ou pas transformés.

Combinés, le PNRS et le PAA représentent les plus grandes initiatives de demande structurée pour les petits agriculteurs au Brésil. Les deux programmes établissent un lien entre la demande importante et prévisible de nourriture et les agriculteurs, ce qui permet aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus tout en augmentant l'offre d'aliments cultivés localement au sein des communautés. (Centre d'excellence contre la faim du PAM, n.d.) (WFP RBP, 2017).

Dans la plupart des cas, les sujets interviewés étaient des participants à des programmes locaux d'alimentation scolaire, qui peuvent être définis comme des programmes d'alimentation scolaire qui fournissent de la nourriture produite et achetée à l'intérieur d'un pays. Plus précisément, la présente étude définit l'alimentation scolaire locale comme étant produite et achetée localement, c'est-à-dire dans la zone des écoles desservies par le programme. En tant que programme de demande structurée, les programmes locaux d'alimentation scolaire cherchent à répondre aux rares opportunités d'engagement du marché en s'approvisionnant directement auprès des agriculteurs locaux, avec l'objectif supplémentaire de contribuer aux résultats éducatifs et nutritionnels souhaités des programmes d'alimentation scolaire. Les programmes locaux d'alimentation scolaire regroupent les achats locaux et régionaux de nourriture avec les programmes d'alimentation scolaire selon lesquels la faible productivité agricole, le développement médiocre des marchés agricoles et les piètres résultats éducatifs et nutritionnels se renforcent mutuellement, déterminant conjointement les principaux aspects de la faim et de la pauvreté rurales⁵⁴. La théorie du lien entre les programmes locaux d'alimentation scolaire et le développement agricole commence par un changement de la demande au sein des économies locales, car les producteurs locaux doivent maintenant remplir les commandes alimentaires déjà fournies par les donateurs aux programmes d'alimentation scolaire⁵⁵; Au fil du temps, ces producteurs locaux approvisionnent les écoles en aliments produits et achetés localement

54, (Coles, 2013)

55, (Lawson, 2010)

dans toute la mesure du possible. Ci-dessous, l'encadré 7 explique comment l'alimentation scolaire locale peut aller au-delà de l'augmentation de la production alimentaire locale, ce qui a un impact sur la sécurité alimentaire et la souveraineté nationales.

Encadré 7. Souveraineté alimentaire

Atteindre la souveraineté alimentaire représente peut-être le plus grand indicateur de la pleine maturation et de la réalisation du développement agricole d'un pays. La souveraineté alimentaire est définie comme étant le « droit des peuples, des communautés et des pays de définir leurs propres politiques agricoles, de travail, de pêche, alimentaires et foncières, qui sont adaptées à leur situation écologique, sociale, économique et culturelle. Cela inclut le véritable droit à l'alimentation et à produire de la nourriture, ce qui signifie que tout le monde a droit à une alimentation sûre, nutritive et culturellement appropriée, et aux ressources alimentaires et à la capacité de subvenir à ses besoins et à ses sociétés » (Déclaration Via Campesina 2002, Sommet de la FAO).

La souveraineté alimentaire va au-delà de la sécurité alimentaire, la sécurité alimentaire ne garantissant que l'accès à une nourriture suffisante et adéquate, tandis que la souveraineté alimentaire garantit un contrôle national sur la production alimentaire et un accès plus équitable aux moyens de production. Le rôle de l'alimentation scolaire locale dans le travail vers la souveraineté alimentaire peut inclure la fourniture, aux agriculteurs locaux, d'un nombre suffisant de terres et d'intrants pour répondre aux demandes d'alimentation scolaire, établir des contrats avec les agriculteurs qui établissent des prix équitables et utiliser dans la mesure du possible les aliments produits localement dans les menus des écoles (Tomlinson, 2007). Atteindre une plus grande appropriation locale de la production alimentaire pour les États membres de l'UA contribue également à atteindre une croissance économique durable et inclusive, qui fait partie des ODD et des facteurs dans les objectifs et les domaines prioritaires de l'Agenda 2063.

Étant donné l'engagement des programmes locaux d'alimentation scolaire avec les producteurs et les agriculteurs locaux, et la possibilité de stimuler la croissance économique, ils gagnent en popularité dans tous les États membres de l'UA, comme le montrent les résultats du sondage. L'intégration de la production agricole locale dans les programmes d'alimentation scolaire a un sens particulier dans le contexte africain, puisque près des deux tiers de la population vivent et travaillent dans les zones rurales et plus de 65% de la population dépendent de l'agriculture pour travailler⁵⁶. En outre, le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) inclut des programmes locaux d'alimentation scolaire dans le cadre de «l'accroissement des opportunités économiques pour les vulnérables», tandis que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a approuvé le potentiel des programmes d'alimentation scolaire locale pour contribuer aux objectifs de développement à long terme.

⁵⁶ (Houngbo, 2014)

Encadré 8. Approvisionnement et demande structurée

Les gouvernements se tournent parfois vers les marchés mondiaux pour se procurer de la nourriture, afin de parvenir à un rapport coût-efficacité, qui n'est souvent pas atteint par le marché intérieur. Cependant, en cherchant à importer à bas prix en vrac, les gouvernements risquent de renforcer la dynamique existante des systèmes mondiaux d'approvisionnement alimentaire, créant un effet de « dumping », augmentant la vulnérabilité économique et sociale des petits producteurs nationaux. Au lieu de cela, les marchés publics pourraient être utilisés pour soutenir les petits producteurs d'aliments, qui sont parmi les plus marginalisés dans de nombreux pays en développement. L'inclusion de ces producteurs dans le processus d'achat peut améliorer leur accès aux marchés et créer les conditions pour de nouvelles améliorations de leurs capacités, de leurs revenus et de leur compétitivité, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté rurale. (Schutter, 2014)

C'est la raison d'être des politiques telles que l'alimentation scolaire locale et les programmes d'aide alimentaire qui orientent leur demande vers l'offre des petits producteurs. Les achats institutionnels ciblés favorisant l'agriculture à petite échelle peuvent produire une série d'avantages directs et indirects en créant un marché durable pour les petits producteurs alimentaires, en encourageant le développement des capacités individuelles et collectives, créant des opportunités d'emploi supplémentaires et stimulant le développement des économies locales par des effets de débordement. Les interventions gouvernementales, telles que l'alimentation scolaire locale, sont donc capables de garantir un flux de revenus stable aux agriculteurs, aux producteurs et aux autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement. (Sumberg et Sabates-Wheeler, 2011).

6.1.2. Modalités de conception et de mise en œuvre pour les programmes locaux d'alimentation scolaire

Alors que les programmes locaux d'alimentation scolaire présentent généralement les objectifs communs d'accroissement de la production locale et de renforcement des économies locales, différents modèles de mise en œuvre sont disponibles. Par exemple, les achats dans les programmes locaux d'alimentation scolaire peuvent être plus centralisés ou plus décentralisés. L'approche de gestion décentralisée ou ascendante, comme en Côte d'Ivoire, au Nigeria et en Tanzanie, s'appuie sur les forces des institutions communautaires comme les écoles et les groupes villageois. Les aliments sont achetés par des restaurateurs locaux, des organisations communautaires ou des groupes scolaires issus d'organisations paysannes locales, avec un certain soutien des institutions du district et de l'État. Cette approche assure une surveillance et un suivi solides des programmes locaux et, dans certains cas, des délais d'approvisionnement plus courts. Par ailleurs, l'approche centralisée s'appuie sur les entrepreneurs et les commerçants pour l'achat de nourriture. La propriété appartient à l'État ou au gouvernement régional, avec la participation et la contribution des écoles et des communautés locales.

Si une approche décentralisée peut mieux convenir au contexte local et renforcer les communautés et les partenariats locaux, il est essentiel que les acteurs locaux soient capables de gérer les programmes locaux d'alimentation scolaire et que l'égalité entre les localités soit promue par l'État⁵⁷.

En plus de renforcer les capacités locales, les programmes locaux d'alimentation scolaire peuvent également promouvoir l'inclusion des femmes dans la chaîne d'approvisionnement, conformément à l'objectif du cinquième ODD qui demande de réaliser l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes et les filles⁵⁸. Il existe des exemples de programmes africains d'alimentation scolaire locale, comme au Kenya, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Nigeria, qui intègrent spécifiquement les femmes dans la chaîne d'approvisionnement,

56. (Programme alimentaire mondial, date non disponible)

58. (Nations Unies, 2015)

ajoutant ainsi les membres d'une communauté aux forces de travail locales et aux marchés qui autrement n'auraient pas été inclus. Les retombées économiques directes de la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes sont difficiles à mesurer, mais on peut envisager certaines des retombées en utilisant des exemples des programmes locaux d'alimentation scolaire existants. Au Nigéria, le programme local d'alimentation scolaire dans l'État d'Osun a employé plus de 3 000 femmes locales comme restaurateurs communautaires⁵⁹ pour préparer la nourriture et gérer les cuisines depuis son lancement en 2012. En plus de recevoir un revenu pour préparer les repas scolaires, les femmes peuvent aussi utiliser les cuisines, pendant les week-ends et les vacances scolaires, pour gérer les activités de restauration, leur permettant ainsi de gagner un revenu supplémentaire. Avoir des sources de revenus régulières peut permettre à ces femmes d'envoyer leurs propres enfants à l'école et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, améliorant ainsi leurs perspectives d'enfants après plusieurs années de scolarité, leur état nutritionnel et leurs revenus futurs.

Encadré 9. Déclaration de l'Union africaine sur l'alimentation scolaire

Lors du Sommet de l'Union africaine en janvier 2016, les chefs d'État africains ont décidé d'adopter une stratégie continentale sur les programmes d'alimentation scolaire, afin d'améliorer les taux de rétention et la performance des enfants dans les écoles. Cette déclaration encourage les États membres de l'UA dotés de programmes d'alimentation scolaire opérationnels à poursuivre leurs efforts programmatiques, tout en invitant les autres États membres à apprendre et adapter les leçons tirées de ceux qui gèrent les programmes d'alimentation scolaire. (World Food Programme Centre of Excellence against Hunger, 2016). En outre, la Décision appelle à la création d'un comité technique pluridisciplinaire d'experts africains chargé d'entreprendre, avec le soutien du Centre d'excellence du PAM, une étude générale sur la pertinence et l'impact de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, et l'institutionnalisation de la Journée africaine de l'alimentation scolaire le 1er mars. (Centre d'excellence du Programme alimentaire mondial contre la faim, 2016).

Divers acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont susceptibles de bénéficier des programmes locaux d'alimentation scolaire et le tableau 7 met en évidence certaines des possibilités de développement socio-économique qui s'offrent à eux. Cependant, l'effet multiplicateur des programmes locaux d'alimentation scolaire sur les économies locales peut entraîner cette inclusion élargie. Par exemple, la présidente d'une association de femmes qui dirige une usine de yaourt dans le nord du Burkina Faso et vend du yaourt au programmes locaux d'alimentation scolaire a déclaré que son usine achète auprès d'un plus grand nombre de producteurs de lait locaux en raison de la demande accrue de produits. Bien que les produits des producteurs de lait locaux ne soient pas directement servis dans les écoles, les membres de l'association des femmes ont signalé que l'augmentation de la demande du programme local d'alimentation scolaire dans leur région leur a permis d'élargir leurs débouchés économiques.

59. (État d'Osun, date non disponible)

Table 7. Socioeconomic development opportunities within HGSF programmes

Acteur de chaîne d'approvisionnement	Possibilités de développement socio-économique dans le cadre des programmes locaux d'alimentation scolaire
Agriculteurs/producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux marchés/autres acheteurs pour les autres produits de cantines scolaires. • Augmentation de la production • Augmentation de la diversité de la production, favorisée par une variété accrue de la demande d'alimentation scolaire en faveur d'une conception tenant compte de la nutrition. • Possibilité d'acheter des intrants agricoles et de production améliorés (par exemple, semences, matériel). • Il est nécessaire d'améliorer l'accès des agriculteurs aux engrais, aux technologies modernes et à l'irrigation afin d'accroître le rendement et la productivité des exploitations. • La formation de coopératives met en commun les ressources, augmente les résultats globaux et renforce la position de négociation pour les appels d'offres et les contrats d'alimentation scolaire. • Achat de compétences agricoles supplémentaires ; • Possibilité de passer de l'approvisionnement en intrants bruts à une production à plus forte valeur ajoutée ; • Au fur et à mesure que les programmes locaux d'alimentation scolaire s'élargissent, on note l'expansion du secteur de la production agricole et local.
Transporteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus supplémentaires en assurant le transport entre l'achat et les sites de stockage. • La formation de syndicats de transport met en commun les ressources et renforce le pouvoir de négocier des contrats d'alimentation scolaire. • Au fur et à mesure que les programmes locaux d'alimentation scolaire s'élargissent, on note l'expansion des réseaux de transport.
Commerçants, vendeurs sur le marché	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux marchés de l'alimentation scolaire, nouveaux acheteurs • Augmentation du stock ou de la gamme de produits disponibles à l'achat ; • Au fur et à mesure que les programmes locaux d'alimentation scolaire s'élargissent, on note l'expansion des marchés locaux.
Restaurateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunité d'emploi. • Possibilité d'utiliser les cuisines scolaires pendant les week-ends pour gérer les entreprises de restauration. • Élaboration de la littérature financière par la gestion des budgets et la négociation des prix des produits de base. • Achat de compétences culinaires et commerciales.
Institutions financières	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux nouveaux clients, car les capacités de production locales croissent et nécessitent des capitaux supplémentaires. • Les agences bancaires locales se développent avec l'ouverture de nouveaux comptes.

6.1.3. Mesurer les effets des programmes locaux d'alimentation scolaire

En raison du nombre limité des programmes locaux d'alimentation scolaire mis en œuvre à grande échelle au niveau international ou en Afrique et leur jeune âge, il existe peu de preuves sur les effets socioéconomiques directs et indirects mesurés de l'alimentation scolaire locale sur les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les économies locales et nationales.⁶⁰ De plus, très peu de programmes d'alimentation scolaire mettant en exergue l'alimentation scolaire locale incluent des résultats de développement économique agricole ou local dans les objectifs ou les évaluations du programme, comme en témoignent les résultats de l'enquête. Et, en l'absence de données probantes de grande envergure, il est difficile d'estimer l'ampleur des gains futurs de l'alimentation scolaire locale pour les économies locales et nationales dans leur ensemble. En outre, il n'existe pas d'indicateurs standardisés pour évaluer les résultats du programme local d'alimentation scolaire, comme on le voit dans les autres secteurs examinés dans le présent chapitre. Certains indicateurs possibles pourraient inclure la contribution directe et indirecte du programme à la population active, les changements

60. (Coles, 2013)

dans les revenus des ménages, le pourcentage de produits locaux vendus aux programmes d'alimentation scolaire, les changements dans la productivité agricole ou le sentiment d'autonomisation ou d'amélioration des connaissances. Le tableau 8 présente quelques exemples de programmes locaux d'alimentation scolaire en Afrique et les résultats rapportés sur une variété d'indicateurs.

Bien que les données sur les effets à plus long terme et plus larges des programmes locaux d'alimentation scolaire sur le développement économique agricole et local ne soient pas disponibles, les rapports initiaux sur ces programmes indiquent un grand potentiel. Si les programmes locaux d'alimentation scolaire réussissent à atteindre l'échelle nationale, ce potentiel augmente à la fois en termes de fourniture de programmes d'alimentation scolaire et de fourniture de systèmes alimentaires domestiques. Cependant, le secteur agricole en Afrique, malgré son potentiel, n'a pas encore atteint sa pleine échelle, en raison de la fragmentation, du sous-investissement et du manque d'infrastructures.⁶¹ La mise à l'échelle des programmes locaux d'alimentation scolaire et de la production nationale nécessite des investissements importants en temps, expertise et ressources, et ces coûts peuvent affecter les caractéristiques de mise en œuvre des programmes locaux d'alimentation scolaire. La section 6 du présent chapitre aborde certains aspects des coûts dans les programmes locaux d'alimentation scolaire et les programmes d'alimentation scolaire en général.

Table 8. Selected HGSF programme design features and outcomes

Pays	Fonctions de conception de l'alimentation scolaire locale (stratégie de preuve)	Résultats rapportés
Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> Les communautés sont au centre des achats. Elles sont encouragées et soutenues par la production de produits agricoles pour alimenter progressivement leurs propres cantines. Les agriculteurs forment des groupes de production agricole qui répondent à une part des besoins en produits de base des cantines. (Preuve comparative) 	<ul style="list-style-type: none"> À partir de l'année scolaire 2009-10, 974 groupes de production agricole comptant plus de 30 000 membres, dont 87% de femmes, ont fourni 23% des besoins aux cantines¹. L'utilisation d'intrants modernes (engrais, urée, graines sélectionnées, boutures et semis) a permis aux groupes de production agricole de produire de la nourriture pour les cantines, tout en répondant aux besoins domestiques des ménages pour générer des revenus grâce aux ventes sur le marché. La comparaison de la productivité entre les années révèle une augmentation des rendements par hectare.² Accroissement des connaissances et des capacités des communautés grâce à la formation, aux activités de surveillance, à l'accès au marché et au soutien du crédit et des prêts.³
Kenya	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre du programme Njaa Marufuku Kenya (NMK), les agriculteurs étaient liés à des organisations (non) gouvernementales qui fournissaient des intrants agricoles tels que les engrais, les semences, l'irrigation. Équipement et formation. En plus des services de vulgarisation agricole pour les petits agriculteurs, le programme a fourni des subventions complémentaires pour la création de jardins modèles dans la communauté pour le transfert de technologie. (Enquête) 	<ul style="list-style-type: none"> Les preuves suggèrent que le renforcement des capacités et la fourniture de subventions de démarrage, la diffusion d'informations technologiques dans les jardins scolaires, qui servaient de projets de démonstration offrant des possibilités d'apprentissage aux élèves et aux agriculteurs locaux, favorisaient l'autonomisation des communautés⁴.

1. (Drake, Woolnough, Burbano et Bundy, 2016)

2. (Direction nationale des cantines; Partenariat pour le développement de l'enfant; Programme Alimentaire Mondial, 2011)

3. (Direction nationale des cantines; Partenariat pour le développement de l'enfant; Programme Alimentaire Mondial, 2011)

4. (Kenya, 2012)

61. (McKinsey et Company, 2010) et (Groupe de la Banque africaine de développement, n.d.)

Pays	Fonctions de conception de l'alimentation scolaire locale (stratégie de preuve)	Résultats rapportés
<p>Afrique du Sud</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Programme national d'alimentation scolaire s'appuie sur des volontaires manipulateurs d'aliments, généralement des parents d'élèves, pour préparer et servir des repas aux enfants. Les préposés à ce service reçoivent une indemnité pour leur travail. Les provinces et les écoles sont encouragées à compter sur les fournisseurs de services locaux, les petites et moyennes entreprises et les coopératives locales pour la production alimentaire et l'approvisionnement. <p>(Preuve qualitative et quantitative)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Programme national d'alimentation scolaire a prouvé qu'il était avantageux pour la communauté de nommer des bénévoles pour le service des aliments et d'utiliser des fournisseurs locaux ou des producteurs de nourriture. Cela permet de contribuer à la réduction de la pauvreté et à soutenir le développement économique local.

7. Coûts des programmes d'alimentation scolaire

Tout au long de la présentation des différentes conceptions d'alimentation scolaire et des résultats sectoriels, la question des coûts du programme n'a pas été abordée directement. C'est une question importante, étant donné que les budgets des programmes n'ont pas de financement illimité pour les programmes d'alimentation scolaire. Cependant, les coûts moyens des programmes d'alimentation scolaire, y compris les programmes locaux d'alimentation scolaire, sont difficiles à estimer étant donné le large éventail de modèles d'alimentation scolaire, bien que la fourchette généralement citée soit de 28 à 63 dollars américains par enfant et par an. Dans certains pays, cette fourchette pourrait doubler le coût de l'éducation d'un enfant.⁶² Selon les résultats de l'enquête, le coût annuel par élève pour l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA a également varié de 6,61 dollars américains (Sierra Leone) à 328 dollars américains (Djibouti). Dans la plupart des budgets des programmes d'alimentation scolaire, la majorité des fonds sont consacrés à l'alimentation, bien qu'il y ait d'autres coûts à prendre en considération par les décideurs et qui sont un facteur de variation des coûts annuels, tels que le transport et le stockage des produits, la préparation des aliments, y compris l'équipement de cuisines scolaires et l'achat de matériel et d'ustensiles de cuisine, le nombre de jours que dure le programme d'alimentation scolaire, et la compensation en nature ou en argent des cuisiniers et autres personnes impliquées dans la livraison des repas aux élèves, considérant que le travail bénévole est un don de main-d'œuvre et de ressources ménagères pour le programme. Ces coûts peuvent tous être influencés par le niveau de centralisation ou de décentralisation des programmes d'alimentation scolaire, et peuvent varier considérablement entre l'alimentation scolaire et les programmes locaux d'alimentation scolaire, et dans les programmes locaux d'alimentation scolaire.

Cette large variation des coûts en fonction du niveau de centralisation est mise en évidence par la comparaison des dépenses au sein des programmes locaux d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire et au Botswana.⁶³ Bien que les deux programmes aient dépensé la plus grande part (80-90 %) de leurs budgets pour les dépenses alimentaires, la Côte d'Ivoire a dépensé 17% de son budget pour le transport alimentaire, tandis que le Botswana n'a dépensé que 1% pour le transport alimentaire. Cependant, la Côte d'Ivoire a dépensé 3 pour cent du budget pour couvrir les coûts d'appui,⁶⁴ tandis que le Botswana a dépensé 13 pour cent sur le même poste. Le niveau de centralisation par rapport à la décentralisation des pratiques d'achat a influencé ces coûts, le modèle plus décentralisé de la Côte d'Ivoire produisant des transports alimentaires plus élevés, mais des coûts de mise en œuvre plus faibles et le modèle plus centralisé au Botswana contribuant au scénario inverse. De plus, les programmes locaux d'alimentation scolaire pourraient nécessiter une série d'investissements

62. (Banque mondiale, 2012)

63. (Suwo, 2013)

64. Les coûts d'appui comprennent les coûts administratifs et le coût de la main-d'œuvre, entre autres, alors qu'ils n'incluent pas les formations ou la fourniture d'intrants aux agriculteurs.

supplémentaires comme la construction d'une meilleure infrastructure routière pour transporter les aliments de la production aux sites de préparation, la construction d'installations de stockage de nourriture, la formation pour les agriculteurs et la fourniture d'intrants agricoles supplémentaires pour augmenter la production et/ou compenser les membres de la communauté pour leur participation. Ces investissements supplémentaires devraient être pris en compte lors de la conception des programmes locaux d'alimentation scolaire et les dispositifs décentralisés de mise en œuvre qui dépendent fortement de la participation de la communauté devraient éviter de surcharger les communautés avec trop de coûts.

Les coûts d'investissement dans l'alimentation scolaire locale et dans les programmes locaux d'alimentation scolaire en général peuvent sembler élevés au départ, bien qu'il puisse être plus utile d'évaluer ces investissements en termes de rendement à long terme, et de valeur ajoutée en tant que transferts sociaux vers différents secteurs comme l'éducation, la nutrition, la santé, le développement économique agricole et local et l'infrastructure connexe de l'offre. En tant qu'intervention holistique de protection sociale, les programmes d'alimentation scolaire peuvent aider les enfants à avoir accès à des aliments nutritifs, aider les familles aux revenus limités à nourrir leurs enfants et contribuer à promouvoir le développement économique agricole et local.⁶⁵ Et même si les programmes d'aide à l'éducation coûtent moins cher que les programmes d'alimentation scolaire tout en obtenant des résultats scolaires similaires, ils n'ont généralement pas les éléments nutritifs et nutritionnels proposés par les menus d'alimentation scolaire bien conçus, une distinction importante étant donné les liens entre une bonne nutrition et des résultats d'apprentissage plus solides, ni les mêmes résultats de développement que l'alimentation scolaire locale peut favoriser.

En tant qu'investissement à long terme, les résultats de l'alimentation scolaire dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'agriculture et du développement économique local peuvent potentiellement permettre de faire des économies sur les dépenses futures consacrées à ces secteurs. Une évaluation indépendante des coûts et bénéfices d'un programme d'alimentation scolaire dans le Territoire de la capitale fédérale du Nigeria prévoit que la réduction des taux de redoublement sur une période de 10 ans permettra au gouvernement nigérian d'épargner plus de 758 millions de nairas (2,4 millions de dollars américains) en dépenses supplémentaires dans le secteur de l'éducation.⁶⁶ Les CDFA ont également estimé que les coûts supplémentaires pour les gouvernements en raison du redoublement des écoles primaires et secondaires atteindraient jusqu'à 0,42% du PIB national au Lesotho. En dépit du manque d'évaluations sur les économies réelles pour d'autres secteurs suite à l'amélioration des résultats en matière d'éducation, d'apprentissage, de santé et de nutrition, en partie à cause du nombre limité d'études évaluant les résultats intersectoriels de l'alimentation scolaire, les retombées sectorielles futures sur un investissement dans un programme d'alimentation scolaire représentent une considération importante dans l'investissement, la conception et la mise en œuvre du programme.

Il y a beaucoup d'éléments à prendre en compte dans la conception d'un programme d'alimentation scolaire et les sections précédentes ont mis en évidence quelques-unes des plus importantes dans la réalisation de résultats dans divers secteurs. Dans la section suivante, le chapitre 1 se termine par un résumé des éléments à prendre en compte et des modalités de conception du programme et de leur interaction avec les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition et du développement économique agricole et local, ainsi que quelques observations générales sur les lacunes et les insuffisances des programmes d'alimentation scolaire en Afrique.

65. (Banque mondiale, 2012)

66. (Uneze et Tajudeen, 2011)

8. Observations sur l'état de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA

L'examen des programmes d'alimentation scolaire existants au sein des États membres de l'UA et des données sectorielles disponibles est utile pour établir l'éventail des caractéristiques de conception et de mise en œuvre disponibles et pour explorer ce qui fonctionne, quand et comment atteindre les résultats souhaités. Cependant, on ne peut garantir de façon absolue les résultats, compte tenu de la diversité des caractéristiques de conception, des objectifs et des contextes du programme d'alimentation scolaire (politiques, géographiques, économiques, sociaux, développementaux) dans lesquels fonctionnent les programmes d'alimentation scolaire. Par conséquent, il appartient aux décideurs d'établir d'abord les objectifs auxquels un programme d'alimentation scolaire est conçu pour répondre, puis de déterminer quelle combinaison de caractéristiques de conception peut maximiser ces objectifs dans tous les secteurs.

8.1. Examen des caractéristiques de conception de programme et des preuves

Les responsables de l'alimentation scolaire peuvent s'efforcer de combiner stratégiquement les éléments de conception en fonction des budgets, de la portée et des objectifs du programme. Par exemple, l'offre d'interventions complémentaires, telles que le déparasitage régulier, pour les repas scolaires s'est révélée être un moyen rentable pour améliorer les résultats nutritionnels et éducatifs en améliorant l'état de santé général des écoliers, ce qui à son tour améliore les niveaux de fréquentation scolaire et les capacités cognitives et de concentration des enfants. Les décideurs doivent cependant garder à l'esprit que si les directives nutritionnelles strictes pour les repas scolaires ne sont pas établies et appliquées, les bénéfices des programmes d'alimentation scolaire sur la santé, la nutrition et l'apprentissage peuvent être compromis, indépendamment de l'inclusion d'interventions complémentaires. De plus, en ce qui concerne la réalisation des objectifs d'éducation et d'apprentissage, le fait de servir des repas scolaires au début de la journée peut aider les écoliers à bien s'alimenter avant d'apprendre, renforçant ainsi leurs capacités de concentration. Cependant, servir des repas plus tard dans la journée encourage les enfants à rester pour les cours, au lieu de partir après avoir été nourris. Pour préparer des repas nutritifs et opportuns, la recherche sur les besoins nutritionnels des enfants et l'activité cérébrale - comme les acteurs de l'éducation dans l'exemple précédent de Madagascar - peut être nécessaire pour que les repas scolaires puissent pleinement avoir des impacts sur l'éducation, l'apprentissage, la santé et les résultats nutritionnels.

Le ciblage est un autre élément à prendre en compte dans la conception stratégique des programmes d'alimentation scolaire. L'approche de ciblage choisie peut être universelle, ce qui signifie que tous les enfants du groupe ciblé reçoivent des repas (géographique, ce qui signifie que la distribution est limitée aux zones ciblées ou individuelles, ce qui signifie que les bénéficiaires doivent répondre aux critères établis pour bénéficier des repas). Au sein des États membres de l'UA, les repas scolaires sont généralement destinés à tous les enfants d'une classe, dont beaucoup ont déjà un taux de fréquentation élevé, bien que les écoles soient généralement ciblées géographiquement. Le ciblage universel de tous les enfants, y compris ceux qui n'y participent pas, tout en étant plus inclusif, peut augmenter les coûts du programme, en particulier en termes de quantités de nourriture nécessaires. Cependant, cibler individuellement les élèves pour les repas scolaires, ce qui peut

réduire les coûts d'alimentation, à l'exclusion sociale et à des injustices,⁶⁷ Par conséquent, les bénéficiaires se sentent marginalisés et le coût administratif devient plus élevé pour le maintien des bases de données mises à jour sur chaque bénéficiaire. Par ailleurs, avec les rations à emporter distribuées pour compléter les repas scolaires dans plusieurs pays du continent comme le révèle l'enquête, le ciblage individuel devient plus facile, étant donné que les rations à emporter sont moins destinées au public et sont moins visibles, réduisant ainsi les perspectives d'exclusion sociale et de marginalisation.⁶⁸

L'utilisation de différentes catégories de ciblage peut permettre aux décideurs de concentrer leurs efforts sur des groupes et/ou des régions spécifiques, et de mener spécifiquement des interventions vers des zones ou des individus vulnérables. Par exemple, des preuves internationales et des entretiens avec des parties prenantes de plusieurs pays ont montré que le taux de fréquentation scolaire diminue en période d'insécurité alimentaire ou de sécheresse. C'est pourquoi, dans le cadre des interventions de crise et d'urgence, les programmes d'alimentation scolaire ont été spécifiquement ciblés sur les zones exposées à l'insécurité alimentaire pour aider à stabiliser la fréquentation scolaire pendant les pénuries alimentaires. En outre, les décideurs pourraient envisager de cibler les programmes d'alimentation scolaire dans des zones où des interventions sont en cours dans d'autres secteurs afin de maximiser les impacts. Par exemple, au Niger, il existe des domaines de convergence dans les zones vulnérables du pays où différents acteurs alignent leurs efforts programmatiques et leurs interventions. Dans ces zones, l'alimentation scolaire est mise en œuvre dans le cadre de ces interventions, visant à réaliser des améliorations intersectorielles. Enfin, le ciblage peut être utilisé comme un moyen de mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire par étapes et de l'étendre progressivement à travers l'extension de l'éligibilité du programme à plus de zones géographiques ou de classes, par exemple.

Le choix de l'approche de ciblage peut toutefois impliquer des compromis. Cibler certaines zones ou certains individus peut soulever des questions sur l'équité, car il peut y avoir des régions et/ou des élèves vulnérables qui ne sont pas touchés par l'alimentation scolaire. Si les groupes qui bénéficieraient de l'alimentation scolaire sont exclus, les améliorations à l'échelle nationale en matière d'éducation, d'apprentissage, de santé, de nutrition et de développement économique pourraient être affectées. Inversement, le ciblage universel peut poser des problèmes d'efficacité, car des ressources limitées pour l'alimentation scolaire peuvent ne pas couvrir la fourniture de repas scolaires pendant toute l'année scolaire ou peuvent imposer des charges financières élevées aux communautés. L'incapacité de servir quotidiennement des repas nutritifs pourrait avoir des répercussions sur l'éducation et l'apprentissage (p. ex. taux de fréquentation scolaire, taux de rétention, notes d'examen) et sur la nutrition et la santé (mesures anthropométriques, micronutriments, incidence de la maladie). Ces scénarios sont présentés pour mettre en évidence les implications possibles du ciblage, bien que le choix du ciblage puisse également affecter d'autres indicateurs et secteurs.

En ce qui concerne la conception des programmes locaux d'alimentation scolaire, il existe également toute une gamme d'éléments à prendre en compte et de questions qui peuvent affecter la rapidité avec laquelle les programmes locaux d'alimentation scolaire évoluent et dans quelle mesure les programmes locaux d'alimentation scolaire peuvent compter sur les achats nationaux par rapport aux achats importés. Les décideurs qui poursuivent des programmes locaux d'alimentation scolaire devraient faire attention à ne pas passer opérer une transition trop rapide ou à surévaluer les produits locaux, car cela pourrait avoir des conséquences néfastes pour les marchés locaux. De plus, une mauvaise connaissance du marché ou des estimations de production incorrectes peuvent entraîner des pénuries alimentaires et/ou des fluctuations de prix qui affectent directement et négativement la communauté et l'économie locale.⁶⁹ Dès le début, les programmes locaux d'alimentation scolaire devraient être correctement intégrés aux politiques de développement agricole, telles que les services

67, (Alderman, Gilligan, et Lehrer, 2010)

68, (Alderman, Gilligan, et Lehrer, 2010)

69, (Coles, 2013)

de vulgarisation agricole, et ainsi investir dans les capacités techniques des producteurs jusqu'à ce que la production puisse être étendue. Par exemple, un projet mené par le PAM au nord du Burkina Faso pour augmenter la production locale de yaourts afin de fournir des petits déjeuners scolaires a permis de renforcer les capacités techniques des producteurs et d'améliorer les normes de qualité pendant plus d'un an avant que les premiers produits soient servis dans les écoles. Comme le montre cet exemple, investir et augmenter les capacités des producteurs locaux demande du temps et des ressources, et les responsables du programme local d'alimentation scolaire devraient s'engager à développer ces capacités avant de trop s'appuyer sur la production locale.

Dans le cadre des programmes locaux d'alimentation scolaire, la gestion du programme est souvent décentralisée, compte tenu du recours aux structures locales pour l'approvisionnement du programme d'alimentation scolaire. En général, toutefois, on constate une tendance générale à la décentralisation de la gestion des programmes d'alimentation scolaire vers les districts, au niveau local ou des écoles. La décentralisation peut aider les niveaux inférieurs à renforcer les capacités de gestion des programmes d'alimentation scolaire et réduire les coûts d'administration centrale, car les niveaux locaux prennent en charge la préparation des repas, la gestion des stocks de nourriture et les livraisons, ainsi que d'autres tâches liées à l'approvisionnement (achat direct auprès des producteurs, achat de condiments alimentaires, contrats de services de transport). Cependant, une décentralisation trop rapide peut entraîner une lourde charge de mise en œuvre ou des coûts pour les communautés, et des niveaux inférieurs devraient être préparés pour assumer des coûts et responsabilités supplémentaires. Par exemple, les programmes d'alimentation scolaire décentralisés peuvent exiger que les écoles ou les parents fournissent du matériel de cuisine, des ustensiles et de la vaisselle. Si les écoles ou les parents n'ont pas les moyens de fournir ces articles de cuisine, les normes d'hygiène et d'hygiène dans la préparation et la consommation des aliments pourraient être compromises et les résultats en matière de santé et de nutrition pourraient être affectés.

L'un des moyens de garantir que les structures de gestion décentralisées répondent aux besoins d'alimentation scolaire consiste à mettre en place des comités de gestion communautaire et des fonds de développement scolaire. Par exemple, les fonds de développement scolaire en Namibie achètent des cuillères et des bols pour servir les repas scolaires.⁷⁰ Les comités de gestion communautaires peuvent être composés de représentants d'écoles, de membres du gouvernement local, d'autorités communautaires ou de parents d'élèves, et ont pour tâche de résoudre les problèmes liés au fonctionnement des programmes d'alimentation scolaire. Les comités de gestion communautaires peuvent également gérer le décaissement des fonds de développement scolaire, qui sont souvent composés de contributions communautaires. En plus d'acheter de l'équipement pour les programmes d'alimentation scolaire, ces fonds peuvent être utilisés pour compenser les cuisiniers bénévoles ou les bénévoles qui gèrent les stocks de nourriture, comme en témoignent les entrevues avec des parties prenantes au Burkina Faso et à Madagascar. Dans l'ensemble, la réflexion sur la conception de programmes décentralisés d'alimentation scolaire passe avant tout par la mise en place de mécanismes partageant les responsabilités ou les coûts, afin que le gouvernement local, les responsables des écoles et les parents ne supportent plus tous seuls le fardeau du programme d'alimentation scolaire.

De nombreux éléments doivent entrer en compte dans la phase de conception d'un programme d'alimentation scolaire, et le présent chapitre examine à la fois comment différents modèles d'alimentation scolaire peuvent produire différents résultats par secteur et comment différents éléments de conception de programme peuvent influencer les résultats par secteur. Ces différents éléments de conception de programme par secteur sont résumés au tableau 9.

70. (Ellis, 2012)

Table 9. Éléments de conception du programme d'alimentation scolaire par secteur

Secteur	Éléments de la conception du programme
Éducation et apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> • Modalités de distribution de repas scolaire et calendrier : repas scolaire, rations à emporter, compléments alimentaires (par exemple suppléments en micronutriments, aliments enrichis, temps de repas et nombre de repas scolaires ; • Conception de menus de repas scolaires : rations à emporter, compléments alimentaires (par exemple suppléments en micronutriments, aliments enrichis ; • Conditions et coresponsabilités : programmes RpE ; • Offre d'éducation : plus d'enseignants, de salles de classe et de programmes d'aide à l'éducation (par exemple, bourses d'études, aide aux enseignants, matériel éducatif) en complément de l'alimentation scolaire.
Santé et nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Modalités de distribution de repas scolaire et calendrier : repas scolaire, rations à emporter, compléments alimentaires (par exemple suppléments en micronutriments, aliments enrichis, temps de repas et nombre de repas scolaires ; • Conception de menu de repas scolaires : contenu nutritionnel, promotion de la diversité des ingrédients qui sont significatifs pour les cultures et traditions locales, et adaptés à l'environnement local, rations à emporter, compléments alimentaires (par exemple, suppléments en micronutriments, aliments enrichis ; • L'éducation en matière de santé et de nutrition intégrée au programme d'études ; • Interventions complémentaires : par ex. déparasitage, aliments enrichis en micronutriments, formations sur la nutrition et l'hygiène.
Développement économique agricole et local	<ul style="list-style-type: none"> • Achats : niveau de centralisation des achats locaux par rapport aux achats importés, sources d'approvisionnement, programme local d'alimentation scolaire ; • Niveau de participation communautaire • Inclusion des femmes dans la chaîne d'approvisionnement ; • Stratégies de vulgarisation agricole : par ex. soutien aux capacités de production locale et alimentation scolaire locale, y compris l'amélioration des intrants agricoles, la formation et l'accès aux capitaux, l'amélioration des réseaux routiers, la construction d'installations de stockage.

8.2. Lacunes dans l'alimentation scolaire et domaines d'amélioration au sein des États membres de l'UA

Malgré les bons résultats obtenus dans divers secteurs par les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, l'examen documentaire des preuves internationales et des missions dans les pays a révélé des lacunes et des améliorations dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique. Bien qu'il existe également des généralisations positives sur l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, comme l'adoption quasi universelle d'interventions complémentaires, les listes ci-dessous résument certaines questions qui méritent d'être examinées ultérieurement si les décideurs veulent vraiment amplifier les effets positifs et les effets des programmes d'alimentation scolaire :

- Les objectifs et les indicateurs basés sur l'éducation restent les moyens les plus communs pour mesurer les résultats des programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, avec peu d'intégration d'indicateurs et/ou d'objectifs intersectoriels.
- Un ministère unique, principalement le ministère de l'Éducation et/ou le PAM, sont les seuls organismes de financement et de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.
- Faible application de mécanismes de suivi et de l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle nationale, avec une utilisation limitée des systèmes de rétroaction automatisés pour contribuer à l'élaboration des politiques.
- Manque de programmes structurés sur la demande à grande échelle et de réponses de l'offre pour

soutenir l'expansion de l'alimentation scolaire locale et les capacités de production locales.

- La coordination intersectorielle et l'intégration de l'alimentation scolaire dans les plans et les programmes nationaux de développement sont encore à un niveau d'adoption.
- La réussite de l'appropriation nationale complète des programmes d'alimentation scolaire est un défi persistant et rare.

De nombreux décideurs africains s'efforcent déjà d'améliorer la performance sur certains des points ci-dessus, tels que l'extension des programmes locaux d'alimentation scolaire, l'intensification de la coopération intersectorielle et la planification d'une transition vers l'appropriation nationale, et il semblerait que ces domaines resteront prioritaires pour l'élaboration des politiques, sur les résultats de l'enquête continentale.

En allant de l'avant et en reconnaissant les retombées multisectorielles de l'alimentation scolaire décrites dans les différentes sections du présent chapitre, les décideurs devraient positionner les programmes d'alimentation scolaire pour produire des retombées intersectorielles, à court et à long terme, pour consolider la position de l'alimentation scolaire comme un acteur clé dans les programmes de développement. Les décideurs peuvent également s'engager à rendre les programmes d'alimentation scolaire complémentaires et compatibles avec les politiques nationales d'éducation, de protection sociale, de santé, de nutrition, d'agriculture et économiques. Pour que ces résultats soient compréhensibles pour tous les décideurs, il est essentiel de commencer à évaluer les programmes d'alimentation scolaire d'un point de vue intersectoriel, afin d'évaluer leurs impacts et leurs résultats dans plusieurs secteurs. Certaines évaluations présentées dans le présent chapitre ont montré des liens entre les retombées de l'alimentation scolaire dans différents secteurs, mais il faut plus d'évaluations pour examiner les résultats de l'alimentation scolaire dans tous les secteurs et au-delà des bénéficiaires directs en vue d'évaluer l'étendue exacte de l'impact positif globalement indubitable. Des évaluations plus approfondies peuvent aider les décideurs à bien comprendre comment concevoir stratégiquement des programmes intégrés, durables et de grande envergure capables de répondre à divers objectifs et reposant sur l'approche systémique de la mise en œuvre.

La nécessité d'adopter l'approche systémique dans la conception de programmes d'alimentation scolaire durables est développée au chapitre 2, qui présente un Cadre conceptuel pour les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA. Ce Cadre conceptuel étudie les différents niveaux institutionnels - scolaires, nationaux et internationaux - impliqués dans la conception des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que les éléments de conception des programmes qui peuvent influencer les résultats sectoriels et contribuer aux impacts du développement à plus long terme. Bien qu'il existe des cadres conceptuels préexistants qui traitent de l'alimentation scolaire et de la santé scolaire, la présente étude cherche à innover le Cadre conceptuel proposé en positionnant l'alimentation scolaire comme un catalyseur des retombées intersectorielles dans les agendas de développement harmonisés et intégrés.

Encadré 10. L'alimentation scolaire dans le cadre des systèmes d'intervention d'urgence et humanitaire

Le continent africain est largement touché par les niveaux élevés de migration et de déplacement dus aux calamités naturelles et causées par les hommes, telles que les conflits internes, les chocs climatiques et environnementaux et l'instabilité politique. Pour quantifier les effets de ces calamités, l'Afrique accueille près de 30% de la population mondiale de réfugiés et de demandeurs d'asile (environ 5,6 millions de personnes) et 13,2 millions de personnes déplacées et de rapatriés (HCR, 2016). Ces chiffres ne tiennent pas compte du grand nombre de personnes déplacées chaque année, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières internationales, en raison de catastrophes environnementales. En outre, ces chiffres devraient continuer d'augmenter à la lumière de la persistance des conflits, des graves pénuries alimentaires et de la sécheresse, de la menace de famine, entre autres problèmes. Étant donné que la migration et le déplacement constituent une question transversale majeure pour les États membres de l'UA, les décideurs doivent réfléchir à la meilleure façon de répondre aux besoins des personnes touchées par les situations d'urgence.

Les systèmes d'intervention d'urgence et humanitaire intègrent de plus en plus les filets de sécurité sociale (transferts monétaires) dans les réponses aux urgences aiguës et prolongées pour aider les populations touchées à avoir une consommation harmonieuse, satisfaire leurs besoins fondamentaux et investir dans les moyens de subsistance. De plus, il est essentiel de veiller à ce que les populations déplacées continuent d'avoir accès à des services tels que l'éducation et la santé, pour que les résultats en matière de développement, en particulier pour les enfants, ne soient pas affectés. Alors qu'il existe un débat sur la pertinence des interventions éducatives dans le cadre des interventions d'urgence, l'alimentation scolaire, sous la forme de cantines d'urgence, peut remplir diverses fonctions dans les systèmes d'intervention d'urgence et humanitaire. Les cantines d'urgence, qu'elles soient destinées aux personnes déplacées ou aux réfugiés et demandeurs d'asile, peuvent remplir deux objectifs principaux : 1) fournir une assistance immédiate aux populations touchées ; et/ou 2) faciliter la transition entre répondre aux besoins humanitaires à court terme et à long terme et réaliser les objectifs de développement. Concernant le premier objectif, des cantines d'urgence au Niger ont été mises en place pour minimiser l'impact de l'insurrection de Boko Haram sur les enfants nigériens et nigériens en continuant à fournir des repas dans les écoles accueillant des enfants déplacés. L'Égypte a également mis en place une alimentation scolaire pour les réfugiés syriens. Pour le deuxième objectif - transition vers des objectifs à long terme - le Zimbabwe et la République centrafricaine (RCA) réorganisent leurs programmes d'alimentation scolaire d'urgence, conçus à l'origine pour répondre aux besoins des ménages souffrant d'insécurité alimentaire et des enfants touchés par les conflits conformément aux agendas nationaux de développement. Les deux gouvernements assument également une plus grande appropriation nationale de leurs programmes d'alimentation scolaire.

Dans divers scénarios, l'introduction de cantines d'urgence peut servir plusieurs objectifs dans des systèmes d'intervention humanitaire plus larges, comme fournir un repas nutritif aux élèves dans des situations stressantes, renforcer les niveaux de sécurité alimentaire des enfants potentiellement en détresse et aider les enfants à poursuivre leurs études dans des conditions défavorables. Bien que chaque situation d'urgence nécessite des réponses uniques pour répondre au mieux aux besoins des populations touchées, l'alimentation scolaire est pertinente dans les situations d'urgences aiguës, comme moyen de combler les lacunes nutritionnelles et éducatives pendant que les populations déplacées attendent de rentrer chez elles, et dans les situations d'urgence prolongées, en tant que moyen de protéger le développement du capital humain, garantissant ainsi que les bénéficiaires atteignent leur plein potentiel de capital humain. Et une fois qu'une urgence s'est apaisée, les structures et les capacités institutionnelles construites dans le cadre des cantines d'urgence peuvent aider à transformer un programme d'alimentation scolaire en un modèle de développement plus durable qui s'intègre dans les objectifs nationaux de relèvement, de réhabilitation et de croissance



Chapitre

2

Un cadre conceptuel pour
l'alimentation scolaire durable

Chapitre

2

Un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire durable

Au chapitre 1, des preuves provenant d'évaluations et de recherches internationales, des missions nationales dans des États membres choisis et des enquêtes nationales complétées par les parties prenantes dans le domaine de l'alimentation scolaire ont été présentées afin de montrer la diversité des programmes d'alimentation scolaire et l'éventail des retombées sectorielles. Les perspectives de haut niveau de l'état actuel de l'alimentation scolaire en Afrique contribuent à la construction d'une large base de preuves et d'une compréhension plus approfondie des principaux concepts d'alimentation scolaire, et facilitent l'établissement des liens entre les caractéristiques spécifiques du programme et les résultats sectoriels, par exemple, établir des liens entre les interventions complémentaires dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire, tels que le déparasitage ou les suppléments en micronutriments pour améliorer les résultats sur les statuts sanitaires et nutritionnels des écoliers bénéficiaires, ou trouver des liens entre l'expansion des programmes locaux d'alimentation scolaire et de meilleures opportunités pour l'engagement des petits exploitants. Au-delà de ces liens, la construction d'une large base de preuves peut également aider les décideurs à choisir la combinaison optimale de caractéristiques de conception pour atteindre les objectifs sectoriels du programme d'alimentation scolaire, en tenant compte des besoins contextuels et des limites budgétaires propres au pays.

Cependant, la base de preuves développée au chapitre 1 repose principalement sur des évaluations qui ont analysé l'alimentation scolaire dans une perspective où les développements sectoriels étaient le résultat d'une seule intervention, c.-à-d. un programme doté d'un ensemble d'objectifs uniques, de calendriers, de groupes cibles, de budgets et de structures opérationnelles. Dans ces évaluations, le programme d'alimentation scolaire lui-même est traité comme une intervention unique, avec des recherches et des tests visant à mesurer et isoler les résultats qui en découlent. Par exemple, si l'évaluation d'un programme d'alimentation scolaire mesure des chiffres plus élevés en matière d'inscription ou de fréquentation scolaire, en l'absence de toute autre intervention ciblant les élèves bénéficiaires, ces augmentations sont attribuées au programme d'alimentation scolaire.

En fait, il y a tout lieu de croire que les programmes d'alimentation scolaire peuvent aller au-delà des objectifs sectoriels et des résultats déjà observés, et stimuler davantage les retombées dans tous les secteurs pour faire progresser globalement le développement durable d'un pays. Alors que les résultats sectoriels soulignés dans le chapitre 1 montrent que les programmes d'alimentation scolaire sont déjà efficaces pour générer leurs propres résultats sectoriels et que les décideurs politiques peuvent concevoir des programmes pour atteindre ces objectifs spécifiques, il est nécessaire de reconnaître la capacité du Programme d'alimentation scolaire à favoriser les retombées entre les interventions et les secteurs, ce qui maximise son importance pour le programme de développement d'un pays. Des entretiens avec des acteurs de l'alimentation scolaire lors de missions dans le pays ont confirmé ce constat, ainsi que la nécessité d'établir des liens entre l'alimentation scolaire et d'autres voies de développement afin de compléter les stratégies plus larges de protection sociale, éducation, nutrition, sécurité alimentaire et, enfin, de développement durable. Cependant, comme le montrent les résultats de

l'enquête susmentionnée, l'intégration multisectorielle des programmes d'alimentation scolaire se poursuit, la majorité des programmes d'alimentation scolaire en Afrique étant formulés autour d'objectifs éducatifs et/ou nutritionnels, et avec un seul ministère ou un partenaire technique qui fournit la majeure partie du financement. Compte tenu de l'écart entre la réalité et l'orientation souhaitée des programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, il est nécessaire d'élaborer un cadre pour la conception de programmes d'alimentation scolaire multisectoriels, fonctionnant avec et dans le cadre d'autres interventions et qui contribuent aux plans nationaux de développement et peuvent être intégrés dans ces derniers.

1. Un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire

L'idée d'un cadre conceptuel pour l'alimentation scolaire n'est pas nouvelle en soi, et les cadres conceptuels existants ont traité divers aspects de l'alimentation scolaire. Tous les cadres conceptuels, quel que soit leur thème, reposent sur une série d'hypothèses de recherche et fournissent une compréhension des relations plutôt qu'une explication théorique⁷¹ à une série de questions. Par exemple, un cadre conceptuel relatif à l'effet de l'alimentation scolaire sur la santé et la nutrition infantile peut commencer par la question suivante : « Quelle est la relation entre les repas scolaires et la nutrition et la santé infantiles ? » et examiner les interactions entre les régimes alimentaires sains, l'éducation sur la santé et la nutrition, l'amélioration des normes d'hygiène et d'assainissement pour la préparation des repas, pour établir des voies menant au résultat final de l'amélioration des niveaux de santé et de nutrition des enfants. Étant donné qu'un cadre conceptuel est construit pour fournir une compréhension globale, l'identification des concepts clés et des relations présumées à inclure dans le cadre permet d'établir des paramètres et de focaliser la portée du cadre conceptuel sur le traitement du sujet en question.

Avec cette définition à l'esprit, le cadre conceptuel construit dans la présente étude cherche à répondre à la question de savoir comment concevoir, mettre en œuvre et institutionnaliser des programmes multisectoriels d'alimentation scolaire intégrés au programme de développement national, africain et international. Ce cadre a les objectifs suivants:

- Montrer que l'alimentation scolaire peut faciliter le développement durable, compte tenu de son potentiel de résultats intersectoriels dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la nutrition et de la santé, de l'agriculture et du développement économique local ; et
- Fournir des outils permettant d'évaluer et d'améliorer la durabilité des programmes d'alimentation scolaire actuels.

L'approche pour répondre à ces objectifs ne repose pas sur la construction d'un cadre complètement nouveau, mais sur l'utilisation des outils existants offerts par d'autres cadres pour informer, affiner et innover l'approche.

71. (Jabareen, 2009)

Encadré 11. Qu'est-ce que l'approche systémique ?

The term 'systems approach' is used in a variety of fields, to include, inter alia, psychology, business management, science and international development, and broadly recognises the interdependence and interplay between various sectors and contexts in realising outcomes. In a systems approach, different sectors and levels constantly influence each other and evolve together; there is no constant state of being, and change in one sector will affect other sectors, albeit directly or indirectly. Given the mutability of what a 'system' can represent – for example, an economist may define a 'system' as the free enterprise system (Chen, 1975), whereas a business manager may define a system as his or her corporation – there is no concrete definition for a systems approach. In this way, 'systems approach' is a more descriptive term and denotes an overall perspective, rather than a set methodology on how to address a problem.

In terms of what a systems approach means for international/national development programmes, a systems approach brings together a range of factors (economic, political, social, environmental, cultural) and actors (international, national, regional, grassroots) into comprehensive development efforts (Gallop G. , 2003). A systems approach acknowledges that all development targets are interrelated, in that movement against one target affects the achievement of others. This acknowledgement is of particular importance and highlights the high levels of cooperation and mutual support needed for a successful systems approach to development.

Afin de structurer les voies et moyens de parvenir à une intégration intersectorielle de l'alimentation scolaire, le cadre conceptuel applique l'approche systémique de l'alimentation scolaire. L'approche systémique de l'alimentation scolaire souligne l'interdépendance des programmes d'alimentation scolaire et divers objectifs de développement, ainsi que la nécessité d'intégrer les programmes d'alimentation scolaire dans les programmes de développement plus vastes et les plans de développement nationaux intersectoriels. Ainsi, l'approche systémique de l'alimentation scolaire qui guide le cadre conceptuel de l'étude va au-delà des effets et résultats à court terme, et réfléchit à la façon dont les retombées et les impacts des programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de plate-forme pour la réalisation des multiples objectifs de développement. L'accent mis sur la place des programmes d'alimentation scolaire dans les plans de développement élargis peut aider à concevoir des programmes d'alimentation scolaire qui s'alignent sur d'autres programmes aux niveaux local, national et international afin de maximiser les retombées intersectorielles dans le temps et entre les générations. C'est cet accent mis sur les effets plus larges des programmes d'alimentation scolaire et la pertinence de l'alimentation scolaire pour obtenir des retombées intersectorielles qui distingue l'approche systémique utilisée dans le cadre conceptuel proposé par la présente étude des cadres conceptuels existants. Par exemple, le cadre SABRE encourage l'approche systémique axée sur le renforcement du secteur de l'éducation aux niveaux national et mondial, alors que cette étude promeut l'approche systémique du développement durable et intersectoriel aux niveaux national et international. Cette distinction ne s'inscrit pas comme une déclaration d'évaluation, mais plutôt comme l'insistance sur l'importance d'une mesure prudente des décideurs sur les domaines où concentrer les efforts, c'est-à-dire au niveau sectoriel et multisectoriel. Plus concrètement, l'approche systémique aide à trouver les voies qui mènent des résultats individuels à court terme aux impacts nationaux à long terme. Cette idée peut être résumée par un exemple tiré du document « Europe 2020 » de la Commission européenne : de meilleurs niveaux d'éducation contribuent à l'employabilité d'une personne, tandis que l'augmentation des taux d'emploi nationaux contribue à réduire la pauvreté⁷² à long terme. Cet exemple souligne les multiples niveaux - individuel, sectoriel, national, régional - des résultats et de leurs intersections dont il faudra tenir compte lors de la conception et de la mise à niveau des programmes de développement multisectoriels. En outre, l'optimisation des ressources, le rapport coût-efficacité et le financement des programmes multisectoriels de développement constituent des éléments valables à prendre en compte pendant les phases de conception et de mise à niveau et, à ce titre, le présent chapitre présente une discussion plus approfondie sur le cofinancement.

72. (Commission européenne, 2010). Accessible à l'adresse https://ec.europa.eu/info/strategy/european-semester_en.

Cofinancement des programmes d'alimentation scolaire

Afin de plaider pour l'inclusion de l'alimentation scolaire dans les plans de développement multisectoriels, il est essentiel de montrer les retombées intersectorielles des programmes d'alimentation scolaire. Cela implique non seulement un suivi et une évaluation complets et réguliers en termes de mesure et de présentation des résultats par rapport aux indicateurs, mais aussi de solides retombées sur investissement en termes d'optimisation des ressources et de rentabilité. En outre, l'évaluation critique de l'optimisation des ressources d'une intervention multisectorielle a des implications sur la façon dont les décideurs choisissent d'allouer des ressources, qui ne sont pas illimitées et sont, au contraire, souvent rares. La présente étude soutient que le potentiel de l'alimentation scolaire pour contribuer aux objectifs de développement intersectoriels provient de sa capacité à être un catalyseur d'impacts plutôt qu'un moteur, ce qui signifie que les relations productives des programmes d'alimentation scolaire avec d'autres interventions sont celles qui favorisent ou facilitent la réalisation d'objectifs intersectoriels. Cette idée présente l'alimentation scolaire comme une intervention structurelle avec de potentielles retombées multisectorielles, et à ce titre, l'optimisation des ressources d'un programme d'alimentation scolaire devrait être évaluée à la lumière de cet argument, en adoptant une large perspective intersectorielle. Une analyse coût-efficacité sectorielle standard, qui est le plus souvent réalisée isolément, ne permet pas de saisir l'optimisation des ressources que l'alimentation scolaire peut apporter à divers secteurs, réduisant ainsi la probabilité que le programme soit priorisé et financé conjointement par les décideurs. Cependant, de solides évaluations de l'optimisation des ressources pour les programmes d'alimentation scolaire intégrés au niveau intersectoriel peuvent aider à plaider en faveur d'un cofinancement accru d'interventions complexes et multidimensionnelles qui répondent à une série d'objectifs et de priorités de développement.

En tant qu'outil financier, le cofinancement se rapporte généralement à la coopération entre divers acteurs pour la mise en commun des ressources pour financer des projets, des programmes ou d'autres interventions. Pour les besoins de l'étude, le cofinancement fait plus directement référence aux différents ministères, départements ou agences, et autres partenaires techniques qui identifient la part des programmes de développement qu'ils sont prêts à financer, sur la base des retombées identifiées que présentent ces programmes, donnant ainsi aux décideurs un aperçu complet de la couverture financière et/ou des lacunes. En outre, l'approche systémique offre l'opportunité de réaliser des synergies de développement, permettant ainsi d'optimiser les retombées sur investissement dans les programmes d'alimentation scolaire à travers l'identification des zones d'intérêt qui se chevauchent entre acteurs sectoriels. Il existe une multitude de stratégies de cofinancement disponibles, mais pour qu'une approche de cofinancement fonctionne, il faut des cadres et des mécanismes adéquats de coopération et de négociation entre de multiples acteurs et secteurs politiques. En outre, des programmes de développement plus harmonisés associant une série d'acteurs engagés peuvent permettre de mettre au point des programmes qui réduisent au mieux les chocs subis par les populations bénéficiaires au fil du temps en offrant des interventions et des services plus complets et plus durables.

Intégrer la durabilité et l'approche systémique dans le cadre conceptuel

L'idée de structurer dans le temps les interventions, c'est-à-dire des interventions présentes et futures, touche au concept de durabilité et de développement durable, que l'Initiative « Our Common Futur »⁷³ a défini à l'origine comme étant « ... un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. »⁷⁴ Bien que cette définition ait été davantage axée sur le développement durable de l'environnement, l'accent mis sur la prise en compte des effets

73. « Notre avenir à tous ». (1987), également connu sous le nom de Rapport Brundtland, a été rédigé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, créée en 1983 à la suite d'une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies. La Commission a été dissoute en 1987 après la publication de « Notre avenir à tous ».

74. (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987)

d'une intervention au fil du temps est pertinent pour l'approche systémique des objectifs de développement nationaux dans la mesure où l'approche systémique du développement du capital humain devrait également structurer les interventions en faveur des générations présentes et futures. En ce sens, la durabilité des interventions multisectorielles qui incluent l'alimentation scolaire se caractérise par leur capacité à produire en permanence des retombées en fonction de l'évolution des contextes et des époques.

Dans ce contexte et avec la compréhension du cadre conceptuel, de l'approche systémique et de la durabilité à l'esprit, les paramètres du cadre conceptuel proposé par l'étude peuvent être définis. Comme il est mentionné ci-dessus et conformément aux objectifs soulignés pour le cadre conceptuel, ce dernier s'efforce de présenter comment les décideurs peuvent construire des programmes d'alimentation scolaire durables, intégrés dans l'approche systémique du développement national. Il est destiné à servir d'outil d'orientation dans l'élaboration pratique de programmes d'alimentation scolaire multisectoriels. L'une des principales distinctions entre le cadre conceptuel de l'étude et les cadres existants, tels que SABER, se reflète dans ses apports politiques, ses contributions et résultats connexes. En effet, alors que le cadre SABER porte essentiellement sur la façon dont l'alimentation scolaire et les interventions nutritionnelles affectent la santé des écoliers, le cadre conceptuel tient compte des résultats tout en reconnaissant que la conception et la mise en œuvre durables et les mécanismes institutionnels pour l'alimentation scolaire sont essentiels à la réalisation du développement durable, conformément aux ODD, à l'Agenda 2063 et à la CESA 16-25. Le cadre conceptuel proposé a été adapté en fonction des résultats de la recherche documentaire et sur le terrain menée dans le cadre de l'étude et des objectifs de l'étude. Il est présenté ci-dessous à la figure 3.

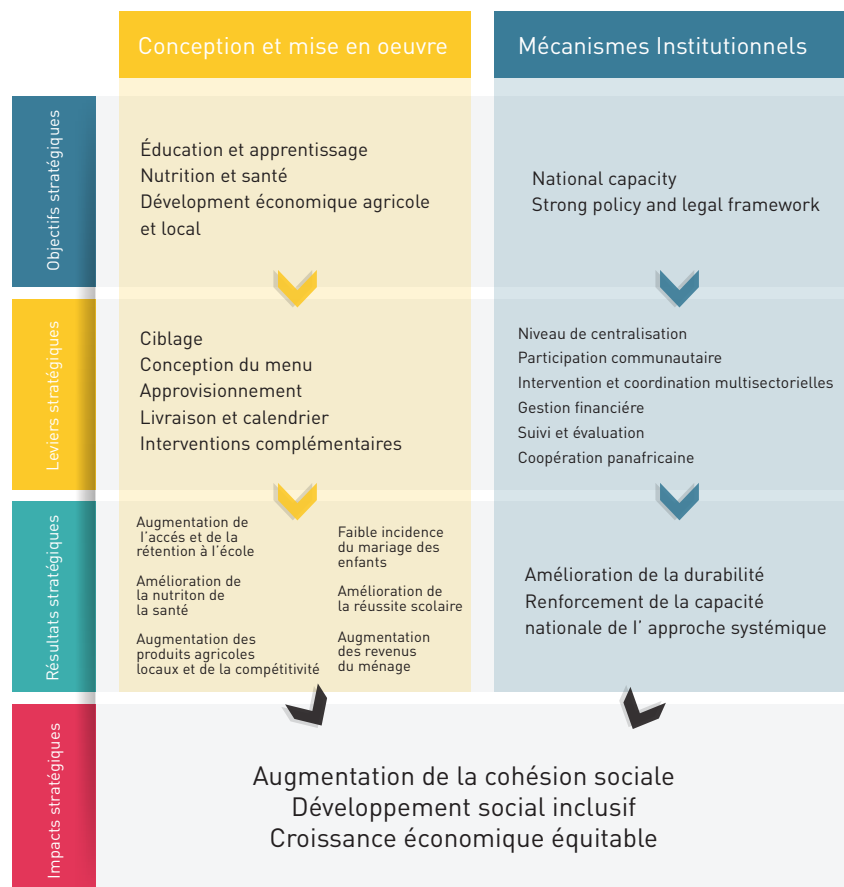


Figure 3. Cadre conceptuel pour une alimentation scolaire durable

La figure elle-même est divisée en quatre lignes, définies comme suit:

- Les objectifs stratégiques sont des domaines thématiques dans lesquels les programmes d'alimentation scolaire sont conçus. Les objectifs stratégiques énumérés dans le cadre conceptuel sont l'éducation et l'apprentissage, la nutrition et la santé ainsi que le développement économique agricole et local, qui correspondent aux secteurs examinés au chapitre 1, et les capacités nationales et les cadres stratégiques et juridiques solides, qui se réfèrent à la manière dont les interventions multisectorielles bien conçues peuvent renforcer les capacités nationales et institutionnelles pour concevoir, mettre en œuvre et gérer de telles interventions.
- Les leviers stratégiques font référence aux mécanismes et/ou stratégies par lesquels les objectifs stratégiques peuvent être atteints. Les leviers de la colonne à gauche correspondent aux caractéristiques de conception du programme d'alimentation scolaire présentées dans le chapitre 1, tandis que les leviers de la colonne de droite indiquent les stratégies que les décideurs peuvent utiliser pour assurer une mise en œuvre optimale des programmes intégrés d'alimentation scolaire.
- Les résultats stratégiques font référence aux effets à plus court terme des programmes d'alimentation scolaire et des programmes de développement intersectoriel. Dans la colonne de droite, les résultats stratégiques mis en évidence reflètent les résultats et les liens rapportés entre les résultats des programmes d'alimentation scolaire examinés au chapitre 1. Dans la colonne de gauche, les résultats stratégiques suggèrent les résultats de programmes de développement bien exécutés et le lien entre les programmes performants et l'amélioration de la durabilité et de la capacité nationale.
- Les impacts stratégiques caractérisent les impacts à plus long terme des programmes d'alimentation scolaire intégrés dans les programmes de développement intersectoriel qui produisent continuellement des résultats positifs, à la fois en termes de développement du capital humain et de capacités nationales.

En lisant le cadre conceptuel, il est important de faire quelques observations. Premièrement, il n'y a aucune mention explicite des programmes locaux d'alimentation scolaire dans la figure du cadre. Cette omission n'a pas pour but de dévaloriser l'importante contribution des programmes locaux d'alimentation scolaire aux objectifs nationaux de développement, mais il s'agit plutôt ici d'élargir le cadre conceptuel, car tous les programmes d'alimentation scolaire n'ont pas forcément une composante d'alimentation scolaire locale, et n'ont pas non plus de programmes locaux d'alimentation scolaire nécessaires à la mise en œuvre de programmes durables et intersectoriels qui reposent sur l'approche systémique. Deuxièmement, le cadre conceptuel différencie les résultats et les impacts de la façon suivante : les impacts, en tant que terme de recherche, sont plus subjectifs et sont largement conceptualisés comme les effets primaires ou secondaires à long terme, des résultats mesurables à court terme. Cette différenciation peut être illustrée par un exemple d'alimentation scolaire : le résultat de l'augmentation des taux de scolarisation des filles et de la parité entre les hommes et les femmes peut influencer les impacts futurs de niveaux plus élevés d'égalité de genre et d'autonomisation. De plus, l'inclusion des résultats et des impacts renvoie à la discussion mentionnée ci-dessus sur les retombées des programmes d'alimentation scolaire, dans laquelle ces retombées sont pertinentes pour les générations actuelles et futures. Enfin, la colonne de gauche des objectifs stratégiques, des leviers stratégiques et des résultats stratégiques correspond aux sujets abordés au chapitre 1 par rapport aux secteurs prédominants, aux caractéristiques de la conception et de la mise en œuvre, et aux résultats sectoriels associés aux programmes d'alimentation scolaire, alors que les objectifs stratégiques, les leviers stratégiques et les résultats stratégiques dans la colonne de droite seront abordés plus directement au chapitre 3 (chapitre sur les recommandations).

Les sections ci-dessous définissent plus en détail les objectifs stratégiques, les leviers stratégiques, les résultats stratégiques et les impacts stratégiques. Tout au long de ces sections, des exemples concrets tirés de missions

dans les pays montrent comment les États membres de l'UA à travers le continent combinent de manière innovante les composantes sélectionnées du cadre conceptuel à leurs programmes d'alimentation scolaire, comme un moyen pour souligner les diverses possibilités dont disposent les décideurs pour concevoir des programmes d'alimentation scolaire durables à partir de l'approche systémique.

1.1. Objectifs stratégiques

Comme il est mentionné ci-dessus, le cadre conceptuel de l'étude identifie un ensemble d'objectifs stratégiques auxquels les programmes d'alimentation scolaire peuvent répondre et autour desquels les programmes d'alimentation scolaire peuvent être conçus. Les trois objectifs stratégiques - éducation et apprentissage, santé et nutrition, développement économique agricole et local - dans la colonne sur la conception et la mise en œuvre sont identifiés comme les secteurs sur lesquels les programmes d'alimentation scolaire produisent des effets et ont été identifiés compte tenu de l'importance de chaque secteur dans sa contribution aux objectifs nationaux de développement. Les objectifs stratégiques dans la colonne des mécanismes institutionnels, les capacités nationales et les cadres stratégiques et juridiques solides, représentent des objectifs plus globaux dans l'institutionnalisation des programmes d'alimentation scolaire dans les pays africains. C'est-à-dire que la transition vers des programmes d'alimentation scolaire durables et nationaux est liée à la capacité nationale de créer et de diriger des programmes d'alimentation scolaire et d'établir des cadres solides pour protéger et guider les programmes d'alimentation scolaire. Les objectifs de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition, du développement économique agricole et local et des capacités nationales sont également liés, car ces trois objectifs contribuent à développer les capacités nationales globales par le développement du capital humain, tout en développant un soutien politique pour les cadres stratégiques et juridiques. En ce sens, les objectifs mis en évidence doivent être considérés comme un portefeuille de concepts interconnectés, en ligne avec l'approche systémique de la pensée, avec des retombées sur l'un contribuant à apporter des retombées sur l'autre.

1.2. Leviers stratégiques

La deuxième rangée du haut sur les leviers stratégiques, identifie les mesures et les mécanismes, appelés leviers, pour concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire et pour mettre en place des mécanismes institutionnels en vue d'intégrer les programmes d'alimentation scolaire dans l'approche systémique au développement. En conséquence, à partir des données internationales sur les programmes d'alimentation scolaire présentées au chapitre 1, ces leviers stratégiques novateurs constituent une base pour l'avancement des bonnes pratiques et des normes pour les programmes d'alimentation scolaire. Ensuite, le chapitre 3 utilisera les leviers stratégiques pour structurer et catégoriser les recommandations, positionnant ainsi les leviers stratégiques comme des outils qui permettront aux décideurs de promouvoir leurs efforts de développement durable. L'objectif est que les décideurs puissent utiliser des combinaisons spécifiques au contexte des leviers stratégiques identifiés pour répondre aux objectifs stratégiques souhaités et optimiser les résultats stratégiques. Qui plus est, les leviers stratégiques proposés dans le cadre conceptuel de l'étude vont au-delà des composantes comparables des cadres conceptuels préexistants, tels que la SABER,⁷⁵ soulignant ainsi le positionnement innovant l'étude de l'alimentation scolaire dans l'approche systémique du développement intersectoriel.

Les leviers stratégiques dans la colonne sur la conception et la mise en œuvre se réfèrent à la variété des

75. Le cadre de la SABER ne contient pas de leviers stratégiques qui se réfèrent au ciblage, à la conception des menus, à l'approvisionnement, à la livraison et au calendrier, à la participation communautaire et à la coopération panafricaine, par rapport au cadre conceptuel proposé par cette étude.

options de la conception et de la mise en œuvre - ciblage, conception des menus, achats, modalités et calendrier de livraison, et interventions complémentaires - disponibles pour les décideurs dans l'élaboration des programmes d'alimentation scolaire. Ces options ne sont pas exhaustives et ont été choisies pour illustrer certains des principaux éléments à prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire identifiés au chapitre 1. De plus, les leviers stratégiques dans la conception et la mise en œuvre peuvent englober plusieurs possibilités : le levier stratégique de l'approvisionnement comprend diverses options pour savoir comment et où les programmes d'alimentation scolaire achètent des produits, notamment dans quelle mesure les produits sont importés par rapport aux achats dans le pays et dans quelle mesure les capacités de production locales sont développées, c'est-à-dire l'alimentation scolaire locale, pour fournir des produits d'alimentation scolaire.

Dans la colonne des mécanismes institutionnels, les leviers stratégiques présentés ici sont des exemples de mécanismes institutionnels mis à la disposition des décideurs sur la façon de façonner les approches des interventions de développement multisectorielles qui incluent l'alimentation scolaire. L'utilisation du terme « mécanismes institutionnels » fait référence aux politiques, systèmes et processus utilisés pour planifier, gérer et coordonner⁷⁶ un programme, et inclure l'existence de cadres juridiques et/ou politiques qui régissent les processus du programme. Encore une fois, comme pour les leviers stratégiques dans la colonne conception et la mise en œuvre, les leviers stratégiques dans la colonne des mécanismes institutionnels ne constituent pas une liste exhaustive d'approches sur les voies et moyens d'institutionnaliser les interventions intersectorielles, mais ces leviers ont été sélectionnés pour refléter certains thèmes majeurs autour desquels les structures du programme sont organisées.

Pour mieux expliquer ce que les leviers stratégiques comprennent, quelques paramètres succincts sont proposés ci-dessous :

- Niveau de centralisation : les structures des programmes sont plus centralisées, ce qui signifie que la prise de décision et les opérations se situent principalement au niveau central, ou plus décentralisées, ce qui signifie que la prise de décision et les opérations quotidiennes sont effectuées principalement au niveau régional ou local.
- Participation de la communauté : le degré d'implication formelle des communautés dans la mise en œuvre, le suivi et d'autres activités de soutien.
- Réponse et coordination multisectorielles : Implication des ministères, départements ou agences, des partenaires techniques et d'autres parties prenantes dans la coordination, la conception, la mise en œuvre, le suivi et/ou d'autres activités de soutien, aux niveaux de la demande et de l'offre.
- Gestion financière : le processus par lequel les programmes sont financés, les fonds sont alloués et les budgets sont gérés.
- Suivi et évaluation : comment les résultats et les développements du programme sont suivis, mesurés et signalés par rapport aux objectifs établis du programme ou à d'autres domaines d'intérêt, et comment ils réagissent à la conception et à la mise en œuvre du programme.
- Coopération panafricaine : sensibilisation des partenaires régionaux et/ou africains pour soutenir les programmes.

Encadré 12. Innovations dans l'alimentation scolaire : Niger

⁷⁶. (Conseil économique et social des Nations Unies, 2014)

Au Niger, une coalition d'acteurs internationaux et nationaux appelée Initiative 3N coordonne les efforts de développement dans des zones de convergence identifiées stratégiquement afin de maximiser les résultats et les résultats dans les régions ciblées. Dans ces domaines, l'alimentation scolaire est mise en œuvre dans le cadre d'un ensemble d'interventions comprenant une stratégie d'achat, dans le cadre de laquelle l'alimentation scolaire est fournie en partie par les producteurs locaux, avec des services de vulgarisation agricole pour ces producteurs, des interventions complémentaires, qui comprennent un programme d'aide à l'éducation destiné aux meilleurs élèves issus de familles aux revenus limités, et l'installation d'un moulin à grains communal, entre autres interventions.

Tout comme les décideurs peuvent combiner différents leviers stratégiques identifiés dans le cadre conceptuel dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, il revient aux décideurs de trouver les combinaisons et les mécanismes optimaux des leviers stratégiques dans la colonne des mécanismes institutionnels. Par exemple, l'ajustement des budgets ou de l'allocation des fonds (gestion financière) peut être éclairé par le suivi et l'évaluation, par exemple en réalisant des évaluations coût-efficacité ou en mesurant les progrès des différents éléments du programme par rapport aux indicateurs. En outre, les leviers stratégiques dans la colonne des mécanismes institutionnels influencent la manière dont sont structurés les leviers stratégiques dans la colonne de la conception et de la mise en œuvre. Par exemple, la procédure des produits pour les repas scolaires dépend des leviers stratégiques tels que le niveau de centralisation, le niveau auquel les achats sont effectués (national, du district ou de l'école), l'intervention et la coordination multisectorielles, et la participation de la communauté en ce qui concerne la participation d'autres ministères, agences et/ou communautés à l'approvisionnement en produits de base, et la coopération panafricaine, si les achats profitent de la coopération commerciale et technique au sein des Communautés économiques régionales (CER)⁷⁷ de l'UA afin de tirer parti des avantages comparatifs de production et des domaines d'expertise technique. Bien qu'il y ait deux niveaux d'éléments à prendre en compte dans l'élaboration des programmes d'alimentation scolaire - l'un au niveau du programme d'alimentation scolaire lui-même et l'autre au niveau national des programmes intersectoriels - il y a encore des interactions entre les deux niveaux qui ont des répercussions sur le programme d'alimentation scolaire et au-delà.

Les leviers stratégiques dans la colonne des mécanismes institutionnels se réfèrent également à la manière d'accroître la durabilité des programmes d'alimentation scolaire, par rapport à l'alignement des programmes d'alimentation scolaire sur les priorités intersectorielles (par exemple réponse et coordination multisectorielles), à l'enregistrement des résultats de l'alimentation scolaire dans tous les secteurs et les éventuelles lacunes dans la mise en œuvre (par exemple le suivi et l'évaluation), aux niveaux de financement stables pour les programmes d'alimentation scolaire (par exemple la gestion financière) et à la contribution à l'appropriation communautaire et au renforcement des capacités locales (par exemple la participation communautaire). Cela signifie que les décideurs revoient les leviers stratégiques et adaptent les actions associées en fonction de l'évolution des besoins, des contextes et des opportunités. Le levier stratégique du suivi et de l'évaluation, par exemple, illustre leur pertinence pour l'alimentation scolaire. De nombreux programmes d'alimentation scolaire effectuent déjà un suivi et une évaluation réguliers conformément aux indicateurs et objectifs établis, mais l'approche systémique du suivi et de l'évaluation implique également la refonte des indicateurs, des objectifs et des directives du programme en fonction de l'évolution des contextes, l'intégration des rapports dans tous les secteurs pour refléter pleinement les résultats de l'alimentation scolaire et l'analyse des rapports de suivi et d'évaluation au fil du temps pour identifier les changements dans les populations bénéficiaires. De même, le levier stratégique de l'intervention et de la coordination multisectorielles va au-delà de la participation de divers ministères, départements ou agences et des partenaires en étendant la couverture des programmes de développement à la demande afin de les impliquer dans les interventions du côté de l'offre : par exemple, assurer des interventions adéquates du secteur de l'éducation du côté de l'offre pour atténuer tout stress sur les ressources infrastructurelles en raison de l'augmentation des inscriptions scolaires résultant de l'extension de la couverture de l'alimentation scolaire.

Encadré 13. Innovations dans l'alimentation scolaire : Rwanda

En 2013, des consultations de haut niveau ont eu lieu sur la transition vers un programme national d'alimentation scolaire au Rwanda, composé de représentants du Centre d'excellence du PAM, des gouvernements rwandais et brésilien et d'autres parties prenantes. Dans le cadre de ces consultations, l'importance du programme d'alimentation scolaire local pour l'avenir de l'alimentation scolaire au

77. L'UA reconnaît officiellement six CER: l'Union du Marché arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Rwanda, ainsi que la manière dont l'alimentation scolaire peut contribuer au développement national, a été soulignée. Par la suite, et dans le cadre des efforts pour trouver des modèles durables d'alimentation scolaire au Rwanda, un nouveau programme d'alimentation scolaire local de cinq ans au Rwanda aborde l'alimentation scolaire en utilisant une approche fondée sur des données probantes en comparant et les résultats de l'éducation et l'apprentissage, et de la santé et la nutrition à partir des deux modèles de repas scolaires. L'exercice global de suivi et d'évaluation composé d'enquêtes primaires, intermédiaires et finales et de rapports réguliers collecte des données sur une série d'indicateurs, données qui seront

De même que les décideurs nationaux doivent trouver leurs propres combinaisons de leviers stratégiques pour les programmes d'alimentation scolaire, le levier stratégique de la coopération panafricaine est inclus pour souligner l'opportunité pour les États membres de l'UA de se soutenir mutuellement, que ce soit par le commerce ou la technique dans l'expansion de l'alimentation scolaire à travers le continent. Une coopération panafricaine plus étroite peut également signifier que les pays africains définissent les relations entre les leviers stratégiques spécifiques et le contexte africain. Par exemple, le levier stratégique de la participation communautaire est déjà largement présent dans tous les programmes d'alimentation scolaire en Afrique, et la recherche et les visites sur le terrain révèlent certaines caractéristiques communes entre les formes de participation communautaire au sein des États membres de l'UA. Dans de nombreux cas, la participation communautaire dépend des contributions volontaires des membres de la communauté, soit en espèce, en don de nourriture fraîche ou de combustible pour la cuisson, la préparation des repas scolaires, la participation aux comités de gestion scolaire et/ou la gestion des stocks alimentaires. La participation de la communauté est souvent considérée comme une clé de la durabilité du programme d'alimentation scolaire. Les niveaux élevés de participation communautaire déjà présents sur le continent africain montrent non seulement qu'il s'agit d'un levier stratégique important - d'où son inclusion dans le cadre conceptuel - mais suggèrent qu'il existe des opportunités pour les différents États membres de l'UA de partager leurs expériences et apprendre les expériences d'autres pays en matière d'optimisation de la participation communautaire.

Les décideurs peuvent combiner les leviers stratégiques dans la colonne de la conception et de la mise en œuvre et celle des mécanismes institutionnels, et ils doivent s'efforcer d'utiliser différentes combinaisons pour répondre au mieux aux contextes nationaux et locaux, atteindre les objectifs politiques et contribuer à des résultats stratégiques positifs.

1.3. Résultats stratégiques

La ligne des résultats stratégiques met en évidence certains des résultats que les programmes d'alimentation scolaire peuvent effectivement produire, aux niveaux individuel, scolaire et national. Les résultats stratégiques dans la colonne de la conception et de la mise en œuvre représentent différentes retombées sectorielles associées aux programmes d'alimentation scolaire, comme le montre le chapitre 1, et se produisent davantage au niveau de l'individu, du ménage ou de l'école. La sélection et les associations entre les résultats stratégiques ne sont en aucun cas exhaustives ou hiérarchiques, et visent plutôt à représenter certains des résultats les plus communs associés aux programmes d'alimentation scolaire. Comme le montre également le chapitre 1, la réalisation de ces résultats et d'autres résultats dépend de la combinaison des leviers stratégiques choisis. Les flèches et les lignes entre les résultats stratégiques de la conception et de la mise en œuvre indiquent l'interdépendance des résultats, et comment plusieurs voies mènent au même résultat : par exemple, comment l'augmentation des taux de fréquentation scolaire, d'inscription et d'achèvement, et l'amélioration des résultats cognitifs et d'apprentissage sont liées à l'amélioration du rendement scolaire et comment il a été prouvé que l'amélioration des taux de réussite scolaire affecte le potentiel de gains. En outre, comme il est expliqué plus haut dans la définition de l'approche systémique de l'alimentation scolaire, l'interdépendance des résultats de l'alimentation scolaire, ou les retombées, élargit davantage la sélection des voies pour atteindre certains impacts souhaités.

Les deux résultats de la politique dans la colonne des mécanismes institutionnels ont amélioré la durabilité de l'alimentation scolaire et renforcé les capacités nationales en matière d'approche systémique, les résultats de référence étant plus nombreux au niveau national. Bien qu'ils ne soient pas aussi facilement mesurables que les résultats stratégiques dans la colonne de la conception et de la mise en œuvre, en particulier étant donné le manque d'évaluations internationales ou de paramètres établis pour ces résultats, certains indicateurs par

résultat pourraient inclure :

- Durabilité améliorée de l'alimentation scolaire : résultats sectoriels positifs observés au fil du temps par rapport aux populations bénéficiaires de l'alimentation scolaire, un environnement propice au niveau national pour un engagement multisectoriel continu dans les programmes de développement.
- Capacité nationale renforcée pour l'approche systémique : engagement intersectoriel à soutenir les programmes de développement, qui comprennent l'alimentation scolaire, volonté d'évaluer et d'adapter en permanence les programmes de développement à l'évolution des besoins et contextes, et en fonction des besoins des populations bénéficiaires, appropriation nationale éventuelle du programme d'alimentation scolaire.

En outre, atteindre de solides résultats au niveau individuel, familial ou scolaire apporte des contributions essentielles à la réalisation progressive d'une meilleure durabilité de l'alimentation scolaire et au renforcement des capacités nationales pour l'approche systémique et une appropriation nationale. Ou, si l'on se réfère au chapitre présentant l'importance de démontrer les retombées intersectorielles des interventions, on constate que lorsque les programmes d'alimentation scolaire produisent des résultats positifs dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la nutrition et de la santé, du développement agricole et local, ils peuvent toutes accroître le soutien intersectoriel pour le financement, l'expansion et le soutien de l'alimentation scolaire dans le cadre d'interventions multisectorielles, démontrant ainsi la durabilité globale de ces interventions.

Les deux résultats stratégiques des mécanismes institutionnels exigent une forte capacité nationale et une combinaison stratégique de leviers stratégiques pour être atteints, bien que ces résultats stratégiques renforcent également l'objectif stratégique et les leviers stratégiques correspondants. Par exemple, une meilleure capacité nationale pour l'approche systémique (résultat stratégique) contribue à l'intervention et à la coordination multisectorielles (levier stratégique) - étant donné que la capacité de l'approche systémique implique la participation d'un éventail d'acteurs intersectoriels - qui contribue finalement à la capacité nationale (objectif stratégique) de créer et de superviser des programmes de développement intersectoriels. Cette ligne de réflexion peut également fonctionner à l'inverse, car l'objectif stratégique de l'amélioration des capacités nationales peut être traité par le levier stratégique de l'intervention et de la coordination multisectorielles, menant ainsi au résultat stratégique d'une meilleure capacité nationale pour l'approche systémique. En soulignant les aspects des objectifs stratégiques, des leviers stratégiques et des résultats stratégiques qui se renforcent mutuellement, il ne s'agit pas de montrer des chemins en soi pour passer des objectifs stratégiques aux leviers stratégiques et aux résultats stratégiques, et vice versa, mais plutôt pour souligner l'interdépendance entre les composantes du cadre conceptuel. L'atteinte des résultats stratégiques sous les deux lignes oblige les décideurs à tenir compte de leurs objectifs stratégiques et des leviers stratégiques disponibles, ainsi que des impacts stratégiques à plus long terme qu'ils souhaitent obtenir grâce aux résultats stratégiques.

1.4. Impacts stratégiques

La ligne inférieure des impacts stratégiques contient trois concepts qui représentent certains des effets ultimes de l'intégration des programmes d'alimentation scolaire performants dans des plans de développement multisectoriels qui opèrent à partir de l'approche systémique : cohésion sociale accrue, développement social inclusif et croissance économique équitable. Ces trois concepts sont assez substantiels et peuvent avoir des significations variables, mais sont définis de manière générale ci-dessous aux fins du cadre conceptuel :

- Augmentation de la cohésion sociale, ou volonté accrue des membres de la société de coopérer à la

poursuite des objectifs de développement.

- Développement social inclusif ou reconnaissance du fait que les processus de développement doivent inclure, responsabiliser et bénéficier à tous les membres de la société, en particulier ceux qui appartiennent à des groupes sociaux et/ou économiques marginalisés.
- Croissance économique équitable, ou augmentation soutenue des résultats économiques d'une nation qui sont partagés équitablement et impartialement entre tous les membres de la société dans le cadre des efforts de développement national et d'autonomisation individuelle.

Bien que les programmes de développement global et intégré puissent certainement avoir d'autres impacts au fil du temps, les trois impacts susmentionnés sont particulièrement mis en évidence lorsqu'ils saisissent les impacts à long terme de l'avancement progressif et de l'investissement dans le développement du capital humain. Chaque impact stratégique englobe également d'autres résultats dans l'éducation, l'apprentissage, la santé, la nutrition, le développement agricole et économique, la sécurité alimentaire et d'autres domaines, avec des avancées dans ces domaines aboutissant à ces impacts stratégiques plus vastes. Par exemple, on a observé que les initiatives qui traitent de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables contribuent au développement social global⁷⁸. De plus, il existe un aspect de complémentarité entre les trois impacts stratégiques : une meilleure cohésion sociale peut contribuer à une plus grande prospérité économique⁷⁹, ce qui peut stimuler la croissance économique, dont une répartition équitable contribue à soutenir les initiatives de développement social. Les trois impacts stratégiques ne sont pas liés à la conception et la mise en œuvre ni à la colonne des mécanismes institutionnels dans le cadre conceptuel, car ils sont censés représenter la convergence des objectifs stratégiques, des leviers stratégiques et des résultats stratégiques pour les deux étapes. Ou, pour concrétiser cette idée, l'intégration des programmes nationaux d'alimentation scolaire dans l'approche systémique du développement qui obtient systématiquement des résultats positifs en matière de capital humain (meilleure éducation, apprentissage, santé, nutrition et développement économique local) influence la réalisation d'impacts plus importants sur le développement économique global, l'équité sociale et la résilience.

En outre, les impacts politiques illustrent les objectifs de développement autour desquels des plans de développement multisectoriels et intégrés peuvent être élaborés, et illustrent les impacts qui contribuent positivement à des transitions durables vers l'appropriation nationale des programmes d'alimentation scolaire. La réalisation d'une cohésion sociale accrue, d'un développement social inclusif et d'une croissance économique équitable, tant au niveau national que panafricain, constituent des étapes importantes vers le développement durable et correspondent aux objectifs internationaux énoncés dans des documents tels que la CESA 16-25, les ODD et l'Agenda 2063. Diverses possibilités d'alimentation scolaire dans le cadre d'une approche systémique du développement peuvent contribuer à de tels objectifs et d'autres qui s'alignent sur les CESA 16-25, les ODD et l'Agenda 2063, et le tableau figurant ⁸⁰ à la fin de du présent chapitre précise la façon dont les objectifs, les aspirations et les objectifs stratégiques de ces documents s'alignent les uns sur les autres, et comment les résultats et les impacts de l'alimentation scolaire s'harmonisent avec ces documents. Le tableau 11 énumère seulement les objectifs, les aspirations et les objectifs stratégiques pour lesquels des liens, directs ou indirects, avec les résultats de l'alimentation scolaire et les impacts sont discernables.

Montrer comment l'alimentation scolaire s'inscrit dans les buts et objectifs de développement internationaux peut aider les décideurs à réfléchir sur la façon de positionner stratégiquement les programmes d'alimentation scolaire dans leurs propres priorités de développement et sur la manière d'assurer la durabilité des programmes d'alimentation scolaire. Les objectifs stratégiques, les leviers stratégiques, les résultats stratégiques et les impacts

78. (United Nations, 1995)

79. (Stanley, 2003)

80. Le tableau 11 est partiellement basé sur les documents «Liens entre l'Agenda 2063 et les objectifs de développement durable», disponibles à l'adresse <http://agenda2063.au.int/en/documents/agenda-2063-linkages-sustainable-development-goals-sdgs>, et *How School Meals Contribute to the Sustainable Development Goals: A Collection of Evidence* (Programme alimentaire mondial, 2017).

stratégiques conceptuels représentent les éléments à prendre en compte à cet égard, bien que les décideurs devraient être ouverts à l'utilisation de différentes combinaisons d'éléments à considérer au fur et à mesure que les besoins et les contextes évoluent. La capacité d'adaptation des programmes est une composante essentielle de l'approche systémique de l'alimentation scolaire, comme il est démontré plus haut, et si d'autres programmes d'alimentation scolaire ont du mérite, chaque pays doit trouver sa voie unique vers des programmes nationaux durables.

2. Conclusions finales

Actuellement, les pays africains reconnaissent de plus en plus qu'une des solutions à la durabilité des programmes d'alimentation scolaire réside en leur intégration dans un éventail d'interventions multisectorielles. Cette reconnaissance est attestée par des entretiens dans les pays avec les décideurs africains, ainsi que par les résultats des enquêtes, dont certains ont mis en évidence les plans futurs visant à inclure l'alimentation scolaire dans les plans de développement nationaux multisectoriels et/ou les politiques de protection sociale. De plus, la prolifération d'interventions complémentaires et l'émergence de programmes locaux d'alimentation scolaire à travers l'Afrique ces dernières années témoignent de cette reconnaissance et, en tant que tel, ce cadre conceptuel parle de la formulation de programmes d'alimentation scolaire polyvalents et flexibles, tant du point de vue de la conception et de la mise en œuvre que du côté institutionnel, ancré dans l'approche systémique du développement. Le tableau 10 ci-dessous résume les principaux points et concepts abordés dans le cadre conceptuel:

Tableau 10. Résumé des principaux concepts présentés dans le cadre conceptuelk

Concept	Points principaux
Approche systémique	<ul style="list-style-type: none"> • Une gamme d'acteurs de divers secteurs coordonne les ressources techniques et financières dans la poursuite des objectifs de développement. • Il n'y a pas d'état de développement constant, car le développement est considéré comme un processus qui s'adapte à l'évolution des contextes, des besoins et des opportunités. • Les retombées intersectorielles des interventions et la recherche de moyens pour les mesurer sont cruciales pour la mise en place d'engagements de cofinancement de la part de divers acteurs et partenaires techniques.
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'une intervention à produire des retombées pour les générations actuelles et futures.
Objectifs stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les domaines thématiques sur lesquels les interventions de développement peuvent être conçues pour répondre et autour desquels les résultats souhaités sont basés. • Pour les programmes d'alimentation scolaire, les objectifs politiques peuvent être axés sur les secteurs. De plus, au niveau national, l'objectif stratégique peut être le renforcement des capacités nationales pour concevoir, mettre en œuvre et gérer des interventions de développement multisectorielles, parmi lesquelles l'alimentation scolaire. • Les retombées sur les objectifs de la politique sectorielle sont importantes pour atteindre les objectifs nationaux de renforcement des capacités.

Leviers stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Mécanismes ou outils permettant aux décideurs d'atteindre les objectifs politiques. Selon les objectifs, diverses combinaisons de leviers peuvent être utilisées. • Les leviers stratégiques utilisés pour les mécanismes institutionnels des programmes multisectoriels affectent la façon le fonctionnement des leviers stratégiques dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire • Mécanismes ou outils à travers lesquels cette étude développera un ensemble de recommandations pour permettre aux décideurs de mieux atteindre les objectifs politiques. Selon les objectifs, diverses combinaisons de leviers peuvent être utilisées et prises en compte.
Résultats stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats à court terme, plus mesurables, de programmes scolaires efficaces et bien exécutés et d'interventions de développement multisectorielles. • La réalisation de résultats politiques solides renforce les objectifs politiques, tant au niveau sectoriel que national, et renforce la réalisation future des impacts politiques souhaités.
Impacts stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Effets à plus long terme et plus généraux des résultats stratégiques. Les impacts politiques ne sont pas facilement mesurables et sont une convergence entre l'alimentation scolaire et les résultats spécifiques à la capacité nationale. • Parler davantage des impacts du développement progressif du capital humain et comprendre les impacts sectoriels. • S'aligner sur d'autres objectifs et cibles de haut niveau définis dans des documents internationaux, tels que la CESA 1625, les ODD et l'Agenda 2063.

Il est essentiel d'avoir une compréhension claire des concepts présentés dans le cadre conceptuel pour leur application pratique et leur exécution, et le présent chapitre offre des exemples concrets du Niger et du Rwanda comme démonstration de la façon dont les programmes d'alimentation scolaire en Afrique mettent en œuvre des parties du cadre conceptuel. Le chapitre 3 propose des recommandations et d'autres exemples, tirés des États membres de l'UA, sur la façon d'établir des liens entre la théorie du cadre conceptuel et les actions et stratégies fondées sur des programmes d'alimentation scolaire en Afrique. Ces recommandations sont présentées à travers sept grandes recommandations, qui capturent les leviers stratégiques, à la fois dans les colonnes de la conception et de la mise en œuvre et celle des mécanismes institutionnels, pour établir des liens plus directs entre la théorie présentée au chapitre 2 et les actions concrètes proposées au chapitre 3. Cependant, l'étude reconnaît que tous les programmes d'alimentation scolaire sont les mêmes en termes de portée, d'échelle et de degré d'appropriation nationale, et formule les sept grandes recommandations à rendre accessibles et applicables à tous les états membres de l'UA. Cependant, pour rendre les recommandations plus concrètes et plus réalisables, les indicateurs et les résultats sont liés à chacun, offrant ainsi des orientations supplémentaires aux membres de l'UA sur la manière d'optimiser et de renforcer les résultats et les impacts des programmes d'alimentation scolaire.

Table 11. Linkages between CESA 16-25, Sustainable Development Goals, Agenda 2063 and school feeding programmes

CESA 16-25 Objectifs stratégiques	Objectifs de développement durable et cibles	Agenda 2063 Aspirations et objectifs	Résultats et impacts de l'alimentation scolaire associés
<p>Objectif stratégique 4. Assurer l'acquisition de connaissances et de compétences requises, ainsi que l'amélioration des taux d'achèvement à tous les niveaux et pour tous les groupes, à travers des processus d'harmonisation nationale et régionale</p>	<p>Objectif 4. Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous</p> <p>Cible 4.1. Faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire, gratuit et de qualité</p> <p>Cible 4.2. Faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité</p> <p>Cible 4.5 éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable</p> <p>Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre</p> <p>Cible 10.2. Autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur région ou de leur statut économique ou autre</p> <p>Cible 10.4. Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire et salarial, et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité</p>	<p>Aspiration 1. Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable</p> <p>Objectif 2. Des citoyens bien éduqués et une révolution des compétences étayée par la science, la technologie et l'innovation</p> <p>Aspiration 6. Une Afrique dont le développement est axé sur ses citoyens, puissant dans le potentiel de ses populations, en particulier de ses femmes et de ses jeunes, et prenant soin de ses enfants</p>	<p>Résultats : augmentation des taux d'inscription, de fréquentation et d'achèvement, amélioration globale des résultats scolaires, diminution des taux d'absentéisme et de redoublement</p> <p>Impacts : Des sociétés plus éduquées avec des niveaux de compétences et de capital humain plus élevés, un plus grand sentiment d'équité sociale et d'inclusion à travers des niveaux plus élevés d'éducation et un accès accru à l'éducation</p>

CESA 16-25 Objectifs stratégiques	Objectifs de développement durable et cibles	Agenda 2063 Aspirations et objectifs	Résultats et impacts de l'alimentation scolaire associés
<p>Objectif stratégique 5. Accélérer les processus conduisant à la parité du genre et à l'équité</p>	<p>Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p>Cible 5.1. Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles</p> <p>Cible 5.5. Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique</p>	<p>Aspiration 6. Une Afrique dont le développement est axé sur les citoyens, s'appuyant sur le potentiel de ses populations, en particulier de ses femmes et de ses jeunes, et prenant soin des enfants</p> <p>Objectif 17. Égalité entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie</p> <p>Objectif 18. Une jeunesse engagée et responsabilisée et des enfants pris en charge</p>	<p>Résultats : Augmentation de la scolarisation des filles, amélioration de la parité entre les sexes, baisse du nombre de mariages d'enfants, réduction du nombre d'enfants non scolarisés pourtant en âge scolaire, inclusion accrue des femmes, participation accrue des femmes aux économies locales grâce aux programmes d'alimentation scolaire.</p> <p>Impacts : Un plus grand sentiment d'autonomisation et d'égalité sociale pour les femmes et les filles, des jeunes plus éduqués et qualifiés, des femmes plus autonomes économiquement et plus engagées dans la prise de décision</p>
	<p>Objectif 1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim</p> <p>Cible 1.2. Réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays</p> <p>Cible 1.3. Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que... une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient</p> <p>Cible 1.4. Faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers</p> <p>Cible 1.7. Mettre en place, aux niveaux national, régional et international, des cadres d'action viables, fondés sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté</p>	<p>Aspiration 1. Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable</p> <p>Objectif 1. Un niveau de vie et une qualité de vie élevés et le bien-être pour toutes les populations africaines</p>	<p>Résultats : Participation accrue aux économies locales et plus de possibilités économiques disponibles (alimentation scolaire locale), augmentation des niveaux de revenu des ménages en raison de plus d'opportunités économiques, de l'adoption de politiques et/ou de cadres juridiques protégeant les programmes de protection sociale</p> <p>Impacts : Des niveaux plus élevés d'égalité et de mobilité sociale grâce à une autonomisation économique et à une distribution des ressources plus équitables, des niveaux de pauvreté nationaux et internationaux plus faibles</p>

CESA 16-25 Objectifs stratégiques	Objectifs de développement durable et cibles	Agenda 2063 Aspirations et objectifs	Résultats et impacts de l'alimentation scolaire associés
<p>Objectif stratégique 2. Construire, réhabiliter et préserver les infrastructures scolaires et développer des politiques qui assurent à tous et de façon permanente un environnement serein et propice à l'apprentissage, afin d'accroître l'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux d'éducation</p>	<p>Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge</p> <p>Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p>	<p>Aspiration 1. une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable</p> <p>Objectif 3. Des citoyens en bonne santé, bien nourris et ayant une longue espérance de vie</p> <p>Aspiration 3. une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'État de droit</p> <p>Objectif 12. Des institutions capables et un leadership transformateur à tous les niveaux</p>	<p>Résultats : Amélioration des mesures anthropométriques chez les élèves, diminution de l'incidence des maladies, accès à la formation en santé et en éducation</p> <p>Impacts : Des générations futures en meilleure santé, de meilleurs comportements en matière de santé et de nutrition</p>
<p>Objectif stratégique 12. Mettre sur pied une coalition de toutes les parties prenantes en faveur de l'éducation pour animer et soutenir les initiatives nées de la mise en œuvre de la CESA 16-25</p>	<p>Objectif 17. Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable</p> <p>Cible 17.14. Renforcer la cohérence des politiques de développement durable</p> <p>Cible 17.16. Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable</p>	<p>Aspiration 7. une Afrique en tant qu'acteur et partenaire fort et influent sur la scène mondiale</p> <p>Objectif 20. L'Afrique assume la responsabilité du financement de son propre développement</p>	<p>Résultats : Adoption de politiques et lois protégeant l'alimentation scolaire et d'autres programmes de protection sociale, élaboration de plans stratégiques, création de comités intersectoriels sur l'alimentation scolaire, augmentation du commerce des CER pour l'achat de repas scolaires, inclusion de l'alimentation scolaire dans les plans stratégiques nationaux, adoption de stratégies de financement durables (p. ex. stratégies de cofinancement)</p> <p>Impacts : Transition progressive vers des programmes d'alimentation scolaire nationaux, une plus grande intégration des programmes d'alimentation scolaire entre les secteurs basée sur une approche systémique de mise en œuvre, développement des capacités et institutions nationales, régionales et locales, renforcement de la coopération régionale et interafricaine</p>



Chapitre

3

Recommandations pour
l'alimentation scolaire au
sein de l'Union africaine

Chapitre

3

Recommandations pour l'alimentation scolaire au sein de l'Union africaine

Tout au long des deux premiers chapitres de l'étude, les contributions réelles et potentielles de l'alimentation scolaire aux résultats intersectoriels et aux objectifs nationaux de développement ont été examinées, grâce à une combinaison de preuves recueillies auprès des programmes d'alimentation scolaire existants au sein des États membres de l'UA et la théorie sur une approche systémique du développement. Au chapitre 1, un aperçu de l'état de l'alimentation scolaire en Afrique a été présenté en termes de conception des programmes nationaux, de mise en œuvre et de caractéristiques institutionnelles, de résultats mesurés et d'impacts dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la nutrition et de la santé, et du développement agricole et local. Cette perspective de haut niveau de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA a servi de base aux observations finales sur les tendances et thèmes prédominants, ainsi que pour combler les lacunes et insuffisances générales dans les programmes d'alimentation scolaire. Au chapitre 2, l'accent était mis sur l'élaboration d'un cadre conceptuel pour des programmes d'alimentation scolaire durables et nationaux au sein des États membres de l'UA, conçus non seulement pour avoir un impact positif sur les résultats sectoriels, mais aussi pour atteindre un développement global et durable grâce à un ensemble d'objectifs, de leviers, de résultats et d'impacts.

Dans la dernière partie de la présente étude, le chapitre 3 envisage de traiter les conclusions du chapitre 1 à travers les composantes du cadre conceptuel présentées au chapitre 2 en formulant un ensemble de recommandations claires sur la manière dont les pays peuvent établir des programmes nationaux d'alimentation scolaire durables dans le cadre de l'approche systémique du développement. En tant que tel, le fondement des recommandations a deux dimensions. Tout d'abord, les observations finales du chapitre 1, qui traitent des lacunes ou des insuffisances des programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA auxquels les décideurs doivent faire face s'ils souhaitent faire de l'alimentation scolaire un catalyseur des retombées. Pour récapituler, ces observations sont les suivantes:

- Les objectifs et les indicateurs basés sur l'éducation restent les moyens les plus communs pour mesurer les résultats des programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, avec peu d'intégration d'indicateurs et/ou d'objectifs intersectoriels.
- Un ministère unique, principalement le ministère de l'Éducation et/ou le PAM, sont les seuls organismes de financement et de mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.
- Faible application de mécanismes de suivi et de l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle nationale, avec une utilisation limitée des systèmes de rétroaction automatisés pour contribuer à l'élaboration des politiques.
- Manque de programmes structurés sur la demande à grande échelle et de réponses de l'offre pour soutenir l'expansion de l'alimentation scolaire locale et les capacités de production locales.

- La coordination intersectorielle et l'intégration de l'alimentation scolaire dans les plans et les programmes nationaux de développement sont encore à un niveau d'adoption.
- La réussite de l'appropriation nationale complète des programmes d'alimentation scolaire est un défi persistant et rare.

Deuxièmement, le Cadre conceptuel du chapitre 2 vise à répondre aux observations et aux lacunes susmentionnées tout en fournissant aux décideurs un plan pour réaliser pleinement l'utilité de l'alimentation scolaire en tant que catalyseur du développement durable, compte tenu de ses promesses de résultats intersectoriels sur les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la nutrition et de la santé, de l'agriculture et du développement économique local, ainsi que sur le renforcement des capacités nationales. À cette fin, le Cadre conceptuel élabore un ensemble d'outils ou leviers stratégiques permettant d'évaluer et d'améliorer la durabilité des programmes d'alimentation scolaire actuels grâce à l'approche systémique du développement.

Ces deux parties posent un problème aux responsables de l'alimentation scolaire. La question qui se pose est de savoir comment l'alimentation scolaire peut contribuer au développement national et africain et comment définir les moyens par lesquels les décideurs peuvent traiter la question, c'est-à-dire les leviers stratégiques dans le cadre conceptuel. En gardant à l'esprit ces deux aspects, le chapitre 3 répond à la question en opérationnalisant le cadre conceptuel en une série de grandes recommandations pour les orientations des États membres de l'UA. Cependant, pour que les recommandations restent pertinentes et pratiques pour tous les États membres de l'UA, l'étude établit un ensemble de recommandations qui servent de principes généraux pour renforcer le rôle de l'alimentation scolaire en tant que catalyseur des retombées et en tant que partenaire viable dans l'approche systémique du développement. Les recommandations formulées dans la présente étude sont formulées comme guide pour renforcer les programmes d'alimentation scolaire, dans le but d'améliorer la durabilité des programmes d'alimentation scolaire en améliorant leur performance et leurs impacts, et en améliorant leurs contributions à une approche intégrée et systémique du développement.

L'ensemble de grandes recommandations (ci-après dénommé les « sept grandes recommandations ») est le suivant :



Figure 4. "Core 7" recommendations

Les « sept grandes » recommandations sont en outre fondées et concrétisées par des indicateurs correspondants et des résultats liés les uns aux autres, qui établissent des repères permettant aux décideurs d'évaluer les progrès par rapport à une recommandation. La décision d'établir des indicateurs et des résultats pour chaque recommandation vise à soutenir la future création d'un groupe d'alimentation scolaire au sein de l'UA, considéré comme un résultat majeur de la présente étude, qui sera chargé d'évaluer les performances des programmes d'alimentation scolaire par rapport aux « sept grandes recommandations » et à leurs indicateurs et résultats. La présente étude n'établit pas de cibles quantifiables pour les indicateurs en reconnaissance de la diversité des caractéristiques de la conception et de la mise en œuvre, des mécanismes institutionnels, des niveaux de financement et des objectifs de programme figurant dans les programmes africains d'alimentation scolaire. Avec cette diversité en toile de fond, l'établissement d'objectifs uniformes n'est pas jugé approprié ni faisable pour les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA. Par exemple, certains États membres de l'UA maintiennent des politiques ou des lois qui stipulent qu'un certain pourcentage des produits d'alimentation scolaire doit être acheté au niveau du pays. Alors que l'idée générale de spécifier un certain niveau d'achats sur le marché national peut être utile pour renforcer les programmes locaux d'alimentation scolaire. Définir un pourcentage général à adopter dans tous les États membres de l'UA ne contribue pas nécessairement à cet égard. En outre, le stade de développement des systèmes de production locaux varie considérablement à travers le continent, un pourcentage défini à l'échelle des États membres de l'UA pour les marchés intérieurs peut s'avérer trop faible pour les pays ayant des programmes d'alimentation scolaire locaux plus avancés ou trop élevés par rapport aux pays dont les programmes d'alimentation scolaire locale commencent à porter leurs fruits.

De plus, l'objectif des « sept grandes recommandations » n'est pas de savoir comment les pays peuvent améliorer les composantes spécifiques et individuelles de leurs programmes d'alimentation scolaire sans tenir compte des autres composantes, mais comment les pays peuvent accroître la durabilité et les retombées intersectorielles des programmes d'alimentation scolaire. Dans le sillage du chapitre 2 et des réflexions finales qu'il présente, le chapitre 3 évalue les programmes d'alimentation scolaire d'un point de vue systémique, affirmant qu'une perspective politique et des programmes de développement fonctionnent mieux si les politiques et les programmes s'influencent constamment et évoluent ensemble, lorsque le changement dans un secteur affecte d'autres secteurs, directement ou indirectement. Cela implique que toutes les cibles de développement sont interdépendantes, en ce sens que le mouvement opéré par rapport à une cible affecte la réalisation des autres cibles et, en tant que telles, les « sept grandes recommandations » doivent être prises en compte de manière holistique et relationnelle.

Ainsi, les « sept grandes recommandations », les indicateurs et les résultats affirment que l'intégration croissante des programmes d'alimentation scolaire dans d'autres politiques et programmes sectoriels améliore la durabilité des programmes à long terme. Prises ensemble, les « sept grandes recommandations » sont conçues pour guider les États membres de l'UA dans la construction et le renforcement des capacités nationales en vue d'adopter l'approche systémique de l'alimentation scolaire, entraînant une durabilité accrue des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que les impacts politiques à plus long terme d'une cohésion sociale accrue, d'un développement social inclusif et d'une croissance économique équitable, comme indiqué au chapitre 2. Structurées de manière spécifique au contexte, les recommandations présentées plus bas ne visent pas à imposer un cadre de ressources axé sur les solutions aux programmes nationaux d'alimentation scolaire, mais à promouvoir une discussion axée sur les problèmes que pose l'état actuel de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA et fournir des pistes potentielles à la lumière d'agendas concrets à travers le continent. Les États membres ont donc la prérogative de définir des objectifs pour les « sept grandes recommandations » et les indicateurs et produits connexes, conformément aux politiques, priorités et capacités nationales.

Avant d'explorer les « sept grandes recommandations », la présente étude fixe quelques paramètres. Premièrement, le présent chapitre suppose que la capacité de chaque pays à élaborer un programme national d'alimentation scolaire durable et adapté aux contextes nationaux est influencée par une multitude de forces, notamment la volonté politique de réformer, les capacités financières et les contextes géographiques et sociaux, entre autres. Cette hypothèse va dans le même sens que la conviction de l'UA et du Centre d'Excellence du PAM selon laquelle les pays africains peuvent apprendre des expériences de chacun, tout en inspirant et s'encourageant à diriger et améliorer les programmes à leur propre rythme et selon leurs propres besoins.⁸¹ Deuxièmement, le processus d'élaboration de programmes d'alimentation scolaire durables n'est pas explicitement limité dans le temps et ne poursuit pas un objectif final universellement défini, mais il est plus basé sur un programme qui intègre progressivement certaines caractéristiques en faveur d'une approche systémique à l'alimentation scolaire dans la mesure du possible. En tant que telle, la présente étude ne propose pas de modèle « idéal » pour l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, et reste ainsi constante dans son affirmation selon laquelle il n'existe pas de modèle unique pour l'alimentation scolaire. De plus, les recommandations n'établissent pas un classement hiérarchique des programmes d'alimentation scolaire, basé sur la réalisation de certaines caractéristiques. La catégorisation des programmes d'alimentation scolaire peut créer un cadre normatif dans lequel un modèle est promu en tant que norme pour les programmes nationaux d'alimentation scolaire, poussant ainsi les pays à adopter des caractéristiques qui peuvent ne pas convenir à leurs propres contextes ou besoins.

1. Ensemble de grandes recommandations pour les programmes d'alimentation scolaire

1.1. Établir des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux

Comme il a été démontré au chapitre 2, de nombreux résultats sectoriels et stratégiques associés aux programmes d'alimentation scolaire s'alignent sur divers objectifs fixés dans les documents de développement internationaux comme la CESA 16-25, les ODD et l'Agenda 2063. De même, selon les observations faites dans les missions nationales, les résultats de l'enquête continentale et les entretiens avec les États membres de l'UA, un certain nombre de pays ont déjà pris note de l'importance de l'alimentation scolaire pour le développement national. Certains de ces pays, comme l'Égypte, le Ghana et le Nigeria, ont déjà intégré l'alimentation scolaire dans les politiques nationales de développement et/ou de protection sociale. Cependant, lorsque l'on préconise l'intégration de l'alimentation scolaire dans les programmes de développement nationaux, continentaux et/ou internationaux, l'accent ne devrait pas être mis sur leur alignement théorique avec les objectifs de développement, mais il faudrait plutôt démontrer que l'alimentation scolaire permet réellement d'atteindre les objectifs, indicateurs et cibles établis. Au Sénégal, par exemple, grâce à des efforts de sensibilisation auprès du Bureau du Président, les responsables de l'alimentation scolaire ont réussi à plaider en faveur de l'intégration de l'alimentation scolaire dans les plans stratégiques nationaux de protection sociale, en s'appuyant sur les liens avérés entre l'alimentation scolaire et l'amélioration de la sécurité alimentaire. La mesure et la définition des contributions à l'alimentation scolaire exigent une communication et une coopération significatives entre les parties prenantes des ministères, départements ou agences, des donateurs et des partenaires techniques impliqués, et constituent un processus continu au fur et à mesure de l'évolution des objectifs de développement.

81. (ASUL, 2017)

De plus, la voie à suivre pour établir des liens solides entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux est également un processus par lequel les parties prenantes doivent identifier les moyens d'intégrer organiquement et progressivement l'alimentation scolaire dans des plans et stratégies plus vastes.

Les termes «organiquement» et «progressivement» sont choisis pour souligner que chaque voie nationale pour établir des liens entre l'alimentation scolaire et les programmes de développement intersectoriels est unique et n'est pas nécessairement directe. Cependant, comme point de départ pour atteindre l'objectif ci-dessus, les acteurs de l'alimentation scolaire pourraient s'engager activement avec d'autres acteurs sectoriels et de développement pour présenter des résultats concrets des programmes d'alimentation scolaire et identifier les corrélations entre les résultats de l'alimentation scolaire et les autres objectifs de développement. L'idée d'une coordination intersectorielle sera développée plus en détail à la section 1.3, mais le maintien de liens productifs exige des relations solides qui, à leur tour, reposent sur une sensibilisation et une communication proactives. En tant que tels, les acteurs de l'alimentation scolaire devraient prendre l'initiative à cet égard en montrant leur intérêt pour le travail des autres secteurs et en devenant effectivement des partenaires coopératifs, viables et efficaces. Ces efforts de sensibilisation devraient être officialisés, soit par des politiques nationales et/ou des cadres juridiques, et peuvent être renforcés par la formation de comités techniques composés d'acteurs multisectoriels. De tels comités techniques peuvent être consacrés à l'alimentation scolaire, mais les responsables responsables de l'alimentation scolaire devraient également travailler pour participer aux comités chargés d'établir les objectifs nationaux de développement. En se rencontrant dans des forums réguliers, l'alimentation scolaire et d'autres décideurs peuvent ensemble identifier les moyens les plus efficaces et les plus rentables d'harmoniser les interventions et les efforts de développement dans le cadre de la recherche des résultats de développement souhaités. Le tableau 12 présente les indicateurs progressifs et les produits associés pour évaluer les progrès par rapport à la première recommandation.

Tableau 12. Indicateurs pour la première recommandation : établir des liens entre l'alimentation scolaire et les programmes de développement

Première recommandation : Établir des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux	
Indicateurs	Résultats
1. Dans quelle mesure les acteurs de l'alimentation scolaire engagent-ils d'autres parties prenantes dans la pertinence de l'alimentation scolaire par rapport aux objectifs de développement?	1.1. Liens entre les résultats de l'alimentation scolaire et les autres objectifs de développement identifiés. 1.2. L'alimentation scolaire présentée comme une plate-forme pour atteindre les objectifs de développement intersectoriels
2. Dans quelle mesure l'alimentation scolaire est incluse dans les stratégies et/ou les politiques de développement nationales et continentales ?	2.1. Les politiques nationales de développement et/ou de protection sociale assurent la place de l'alimentation scolaire parmi les principales initiatives de développement. 2.2. Objectifs nationaux et continentaux pour les programmes d'alimentation scolaire. 2.3. Les cadres juridiques protègent et définissent les agendas de développement nationaux et continentaux
3. Dans quelle mesure les comités nationaux et continentaux pour l'alimentation scolaire, composés d'acteurs multisectoriels, sont-ils présents ?	3.1. Des comités nationaux d'alimentation scolaire sont établis et se réunissent régulièrement. 3.2. Création d'un groupe de travail sur l'alimentation scolaire au sein de l'UA, chargé de collecter des rapports sur les progrès des programmes nationaux d'alimentation scolaire par rapport aux objectifs de développement internationaux et continentaux

1.2. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre des objectifs stratégiques intersectoriels

La nécessité de programmes intersectoriels pour l'alimentation scolaire a été largement traitée tout au long de la présente étude, étant donné que les programmes d'alimentation scolaire, en particulier ceux à forte composante d'alimentation scolaire locale et de nutrition, peuvent et produisent des retombées dans l'éducation et l'apprentissage, la nutrition et la santé et le développement agricole et local. Cependant, comme le montrent les lignes plus haut, l'état actuel de l'alimentation scolaire indique des lacunes dans l'établissement des objectifs du programme qui saisissent efficacement les retombées et résultats intersectoriels de l'alimentation scolaire, d'où l'inclusion de la recommandation ci-dessus.

La conception et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire qui atteignent des objectifs stratégiques intersectoriels comportent deux niveaux : l'un concerne les mécanismes institutionnels par lequel les décideurs définissent et formulent des objectifs stratégiques intersectoriels et comment ces objectifs seront abordés stratégiquement, et l'autre est au niveau de la conception du programme, où les décideurs choisissent les caractéristiques de conception, ou les leviers stratégiques, qui seront utilisés pour atteindre les objectifs stratégiques énoncés. Au niveau institutionnel, le ministère, le département ou l'agence programme responsable de l'alimentation scolaire devrait inclure des objectifs intersectoriels dans le plan de suivi et d'évaluation des programmes d'alimentation scolaire et consulter les acteurs d'autres secteurs (santé, nutrition, agriculture) pour obtenir des conseils sur la manière dont les objectifs intersectoriels seront mesurés. La consultation avec d'autres acteurs est également importante pour identifier les domaines d'intérêt qui se recoupent, jetant ainsi les bases de collaborations et de coopérations potentielles, et renforçant la durabilité de l'alimentation scolaire à long terme. Cependant, le simple fait de s'engager, au niveau institutionnel, à incorporer des objectifs intersectoriels dans un programme d'alimentation scolaire ne garantira pas qu'un programme d'alimentation scolaire atteindra de tels objectifs. Par conséquent, les responsables de l'alimentation scolaire au niveau institutionnel doivent intégrer des caractéristiques explicites dans la conception des programmes d'alimentation scolaire qui produisent des résultats positifs à travers les objectifs intersectoriels à tous les niveaux (scolaire, local, national, international).

Encadré 14: Les jardins scolaires au Bénin

La politique nationale d'alimentation scolaire du Bénin a été adoptée en 2014. Elle repose sur un modèle d'alimentation scolaire multisectoriel intégrant l'éducation, la santé, la nutrition, l'agriculture, l'hygiène et l'assainissement. L'appui du Centre d'excellence du PAM aux activités du Bureau de pays du PAM pour soutenir la première phase du projet pilote de la Politique nationale d'alimentation scolaire a duré quatre mois et consistait à mobiliser les parents et les communautés pour les activités d'alimentation scolaire, y compris la construction de cuisines et de cantines et de jardins scolaires dans certaines écoles. Pour le Bénin, les jardins scolaires sont une opportunité d'apprentissage pratique pour les élèves, et l'initiative de jardinage scolaire permet de diversifier les repas scolaires et de compléter les repas avec des produits frais du jardin, tout en fournissant à la communauté une expérience pratique dans la production alimentaire et la gestion des ressources naturelles. Le Centre d'excellence du PAM et le bureau du PAM en partenariat avec le gouvernement du Bénin et des responsables des gouvernements locaux et des centres de santé ont aidé à la mise en place de 50 jardins-écoles pilotes et organisé des formations sur le développement et la gestion des jardins scolaires pour les membres de la communauté. (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2015) (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2016).

Par exemple, l'étude a déjà présenté des caractéristiques de conception de programmes d'alimentation scolaire qui affectent les résultats dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition, de

l'agriculture et du développement local. Ces caractéristiques comprennent des menus de repas scolaires, des interventions complémentaires, la livraison et le calendrier des repas scolaires, l'alimentation scolaire locale, les programmes structurés sur la demande et l'augmentation globale de l'approvisionnement en produits locaux pour les programmes d'alimentation⁸². Les décideurs responsables de l'alimentation scolaire devraient soigneusement rechercher les caractéristiques de conception ou leurs combinaisons à incorporer dans les structures de la conception et de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire, soit en étudiant les données internationales, soit en assurant la liaison avec les acteurs d'autres secteurs. Les contacts avec d'autres acteurs sectoriels peuvent également ajouter des éléments créatifs à la conception de l'alimentation scolaire, éléments qui permettent d'atteindre divers objectifs grâce à une caractéristique de conception unique. Par exemple, les jardins scolaires peuvent simultanément améliorer le contenu nutritionnel des repas scolaires en fournissant des produits frais et quotidiens tout en offrant aux élèves l'occasion d'apprendre sur l'agriculture, et les rations à emporter peuvent avoir des effets de débordement sur l'état nutritionnel des autres enfants vivant dans le même foyer que les élèves bénéficiaires et améliorer la sécurité alimentaire globale du ménage pour les élèves ciblés. Les sous-sections ci-dessous fournissent des indications supplémentaires sur la manière dont les décideurs en matière d'alimentation scolaire peuvent utiliser avec succès les caractéristiques de conception pour atteindre les résultats intersectoriels.

1.2.1. Interventions complémentaires

Les résultats de l'enquête continentale sur l'alimentation scolaire ont montré l'adoption quasi universelle d'interventions complémentaires dans l'alimentation scolaire en Afrique. Habituellement, ces interventions se présentent sous la forme de traitements de déparasitage, d'aliments enrichis et de suppléments en micronutriments, et sont mises en œuvre à différents niveaux de couverture et de durée. Néanmoins, en allant au-delà des interventions axées sur la santé et la nutrition, une multitude d'interventions complémentaires sous forme de transferts en espèces ou en nature et d'aide à l'éducation, peuvent servir d'instruments pour soutenir les élèves et les ménages ciblés. La portée et l'ampleur des interventions complémentaires dépendent certainement de la couverture du programme d'alimentation scolaire et des niveaux de financement, ainsi que de ses mécanismes institutionnels. Cependant, l'objectif ultime des interventions complémentaires est de passer des activités ponctuelles à des interventions intégrées, systématisées et permanentes qui s'appuient sur une intervention et une coordination intersectorielles, exploitant ainsi les synergies et les interactions, qui peuvent favoriser des résultats et des impacts durables à plus long terme que des interventions uniques ne seraient pas en mesure de réaliser.

Les programmes d'alimentation scolaire deviennent de plus en plus complexes, de même que leur capacité à effectuer des changements intersectoriels, il est recommandé de concevoir des interventions complémentaires dans leur totalité, dans tous les secteurs. Ou alors, pour aller au-delà de la définition d'interventions complémentaires dans leur relation avec le programme d'alimentation scolaire et positionner le programme d'alimentation scolaire lui-même comme une intervention complémentaire à d'autres projets de développement. Pour cela, le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire devra comprendre des éléments de conception qui assurent la complémentarité des programmes d'alimentation scolaire, car de tels efforts peuvent faire progresser la réalisation des objectifs intersectoriels. Par exemple, dans les zones de convergence au Niger, où un ensemble d'acteurs mettent en œuvre des programmes visant à améliorer l'éducation, la santé, les moyens de subsistance, l'agriculture et la durabilité globale des zones ciblées, l'alimentation scolaire compte parmi l'ensemble des interventions complémentaires qui visent à aborder de manière holistique les objectifs intersectoriels et à renforcer la résilience des communautés bénéficiaires tout au long de leur cycle de vie.

⁸². Les recommandations concernant les achats seront développées dans la section 1.4. du chapitre 3

Encadré 15. Adopter une approche de la sécurité nutritionnelle fondée sur le cycle de vie

Le Soudan est sur le point d'aligner l'alimentation scolaire avec d'autres interventions et programmes liés à la nutrition dans une approche axée sur le cycle de vie. L'adoption d'une approche de la sécurité nutritionnelle axée sur le cycle de vie vise à soutenir l'intégration des différents programmes, les interventions et activités dans le pays, en vue de garantir à tous, à tout moment et à toutes les étapes de la vie, l'accès à une nourriture adéquate pour pouvoir mener une vie saine et active. Outre le programme de repas scolaires soudanais, ces interventions comprennent un soutien aux femmes enceintes et aux mères allaitantes et aux nouveau-nés, en particulier pendant les 1000 premiers jours de la vie, les suppléments en micronutriments, les déparasitages, et la communication pour le changement social et comportemental sur des sujets liés à la nutrition, entre autres. De plus, les activités génératrices de revenus ciblées sur la population en âge de travailler sont incluses dans le portefeuille. L'initiative d'accès sécuritaire au carburant et à l'énergie, qui est actuellement mise en œuvre dans les camps de personnes déplacées en est un exemple et fournit des activités génératrices de revenus à ses bénéficiaires. Cette initiative s'adresse aux femmes dans les camps, qui sont ensuite formées pour produire des fourneaux économes en combustible et des sources alternatives de combustible de cuisine, qui peuvent être vendus aux ménages et aux écoles de la région, offrant ainsi des solutions d'approvisionnement durables à la mise en œuvre de l'alimentation scolaire dans la zone. L'intégration de ces interventions permet de concevoir une réponse aussi adéquate que possible à l'insécurité nutritionnelle dans un contexte particulier, à tout moment du cycle de vie. En outre, la complémentarité des interventions permet d'avoir une gamme d'interventions pour un ménage dont les enfants peuvent recevoir des aliments et bénéficier du déparasitage, tandis que la mère participe à l'Initiative d'accès sécuritaire au carburant et à l'énergie, en produisant et vendant des briquettes bio aux écoles pour la préparation des repas.

Par conséquent, l'adoption d'une approche du cycle de vie en harmonisant et intégrant des programmes, interventions et activités pour exploiter et maximiser les interactions et les synergies peut favoriser des résultats durables et des impacts à long terme que les interventions individuelles ne pourraient pas réaliser. Une approche intégrée de la sécurité nutritionnelle, dans laquelle l'alimentation scolaire agit comme un catalyseur des impacts et une plate-forme pour d'autres interventions, et offre également l'opportunité d'effectuer une évaluation complète de l'alimentation scolaire du point de vue du système et, par conséquent, de saisir les résultats potentiels et multisectoriels et les impacts que l'alimentation scolaire peut avoir, s'ils sont mis en œuvre conjointement avec des interventions complémentaires.

1.2.2. Conception de menus

L'analyse documentaire et l'enquête continentale sur les programmes d'alimentation scolaire existants ont révélé que la conception des menus des programmes est très diversifiée, avec de grandes variations en termes de contenu nutritionnel, de diversité des repas et de satisfaction des élèves. Alors que certains programmes reposent principalement sur des aliments non périssables comme la farine de maïs et le mélange maïs-soja en tant que principales composantes des repas scolaires, une part importante et croissante des programmes inclut également des aliments périssables produits localement dans les menus. La présente étude affirme qu'en général, des niveaux plus élevés de produits locaux, y compris des produits frais comme les légumes, le poisson et/ou la viande, devraient être fournis pour assurer divers menus, promouvoir de bonnes habitudes alimentaires pour les écoliers, améliorer la satisfaction des élèves et la performance et l'état de santé, entre autres résultats. À ce titre, la présente étude recommande que les programmes d'alimentation scolaire prévoient des menus scolaires comportant une variété de produits frais et périssables qui soient compatibles avec les régimes locaux et la disponibilité locale, et qui protègent les apports nutritionnels des écoliers. Les menus scolaires devraient être formulés en collaboration avec des experts qualifiés en nutrition et en santé.

Afin de réaliser un menu aussi diversifié, nutritif et adaptable localement, l'utilisation d'un outil de développement et de planification de menu est recommandée. Un tel outil de conception et de planification numérique, potentiellement, permet à un pays de concevoir un menu sain avec des repas variés par jour de la semaine, ajustables à différents contextes régionaux, pour son programme d'alimentation scolaire. En outre, il est recommandé de dispenser des formations sur la composition des repas équilibrés sur le plan nutritionnel aux cuisiniers et restaurateurs impliqués dans l'achat de produits et la préparation des repas. Avec une éducation sur la valeur nutritionnelle de différents aliments et la conception adéquate de repas répondant aux besoins diététiques des écoliers, les cuisiniers et restaurateurs sont capables d'acheter des aliments en fonction des disponibilités locales et saisonnières, et seront habilités à substituer des aliments également nutritifs si les éléments de menu ne sont pas disponibles. Enfin, il est recommandé de revoir périodiquement la composition du menu et de mener des exercices d'évaluation pour recueillir des informations sur la satisfaction des élèves, les commentaires des cuisiniers et restaurateurs et les impressions des enseignants, entre autres.

Encadré 16. Conception et planification des repas

Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire au Ghana (PASG), les élèves reçoivent un repas cuit chaud par jour d'école, servi vers midi. Les repas sont préparés et servis par des restaurateurs, qui sont également responsables de l'approvisionnement en produits du marché local. Le plan de repas est conçu par le département de nutrition du PASG, dans le but de refléter la production saisonnière locale à travers les diverses zones agro-écologiques du Ghana, et répondre aux besoins nutritionnels des écoliers. Pour garantir que la teneur en macronutriments et en micronutriments des denrées alimentaires achetées localement correspond aux besoins des enfants d'âge en scolaire selon les exigences nutritionnelles recommandées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé les apports nutritionnels et un planificateur de menu électronique est utilisé pour concevoir les repas. Ce planificateur a été développé par le Partenariat pour le développement de l'enfant (PDE), dans le but d'aider les pays à opérationnaliser l'alimentation scolaire locale en soutenant la conception de menus nutritionnellement équilibrés, pour réduire les carences en micronutriments et la malnutrition.

Lors de l'opérationnalisation du développement des menus à l'aide de l'outil de planification, le PAM a dispensé des formations initiales aux coordonnateurs et moniteurs régionaux du PASG et aux comités de mise en œuvre des districts. Ces derniers sont chargés, à leur tour, de dispenser la formation reçue aux restaurateurs. Grâce à ces formations et à la fourniture de directives sur la planification des repas, les restaurateurs sont habilités à adapter l'approvisionnement en denrées et la composition des repas en fonction des saisons et des aliments disponibles localement, tout en veillant à ce que les repas contiennent la valeur nutritionnelle adéquate pour les élèves de la maternelle et du primaire.

Ainsi, dans la pratique, les repas du PASG diffèrent selon la zone agro-écologique et la saison, en tenant compte de ce qui est disponible localement. Dans les régions, un repas est généralement composé d'une sélection de maïs, d'igname ou de riz, de légumineuses, de poisson, poudre de poisson ou œufs, de légumes verts ou de fruits. Ainsi, bien que les directives de menu définissent la valeur nutritive requise des repas, avec l'aide de la formation sur les aliments et leur valeur nutritive, les restaurateurs peuvent varier les ingrédients en fonction de ce qui est disponible sur le marché à ce moment. Le même panier alimentaire est utilisé pour les enfants de la maternelle et du primaire, cependant, la ration pour les enfants de la maternelle est fixée à 70 pour cent de la valeur nutritive de celle utilisée pour les enfants du primaire.

1.2.3. Modalité de livraison et calendrier

La modalité de livraison et le moment choisi pour les repas scolaires sont d'importants éléments de conception à prendre en compte pour tirer pleinement parti des avantages cognitifs des élèves. Le simple fait de servir des repas scolaires n'est pas toujours suffisant pour améliorer la concentration et les capacités d'apprentissage des élèves, car il existe divers autres facteurs - sécurité alimentaire des ménages, pics d'activité cérébrale, incidence des maladies - qui affectent également les résultats d'apprentissage. Par conséquent, les horaires scolaires, la durée des cours, l'activité cérébrale et les temps mis pour parcourir la distance entre la maison et l'école, entre autres, influencent tous les moments optimaux pour servir les repas scolaires. Par conséquent, la présente étude n'indique pas un moment optimal pour le service de repas, mais préconise plutôt une approche fondée sur des preuves pour déterminer les heures de repas au niveau national et même potentiellement régional. À Madagascar, par exemple, pendant la phase de conception du programme d'alimentation scolaire, toutes les parties prenantes ont été consultées sur le meilleur moment de servir les repas scolaires. Ils ont pris la décision de servir des repas pour la session de l'école du matin à 9h30 et à midi pour la session de l'après-midi. Ces heures ont été déterminées comme les heures les plus idéales pour l'activité cognitive et la rétention de l'apprentissage. De plus, pour les élèves qui assistent aux cours du matin, il est important que les repas ne soient pas servis trop tard dans la journée, car certains élèves sont peut-être arrivés à l'école sans avoir mangé quoi que ce soit.

Pour optimiser les résultats développementaux du programme d'alimentation scolaire - c'est-à-dire maximiser les résultats dans les indicateurs de santé, d'éducation nutritionnelle et d'apprentissage - il est recommandé de fournir des repas tous les jours d'école tout au long de l'année scolaire. Fournir des repas scolaires seulement pendant quelques mois par année scolaire pourrait entraîner une augmentation de la fréquentation scolaire pendant ces mois seulement, avec une réduction une fois le programme d'alimentation terminé. Les administrateurs scolaires des régions du Niger et du Sénégal exposées à la sécheresse ont noté ce phénomène lors des visites de terrain dans les pays. Cependant, une pénurie de financement pour les programmes d'alimentation scolaire pourrait impliquer un compromis entre la fréquence de livraison des repas et l'approche inclusive de l'approche de ciblage, dans lequel une distribution plus fréquente de repas pourrait impliquer une approche de ciblage plus étroite, réduisant ainsi le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire. Néanmoins, la présente étude affirme que l'objectif de tout programme devrait être une prestation de services de haut niveau à ses bénéficiaires afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles, ce qui, dans le cas des repas scolaires, est considéré comme le service d'au moins un repas quotidien.

À l'avenir, cependant, les programmes d'alimentation scolaire pourraient penser à l'introduction éventuelle d'un deuxième repas par jour d'école. Sur l'ensemble du continent, quelques programmes proposent deux repas scolaires, généralement au petit-déjeuner et au déjeuner. Alors que les raisons principales sont souvent éducatives et nutritionnelles, les retombées vont bien au-delà de ces secteurs, car les agriculteurs bénéficient d'une demande plus élevée (en présence des programmes locaux d'alimentation scolaire), et les communautés de services payants supplémentaires sont nécessaires. De plus, la raison d'être d'un premier repas au début de la journée d'école est que les enfants sont supposés aller à l'école sans avoir mangé à la maison. Ainsi, un petit-déjeuner est prévu à l'école pour permettre aux écoliers de mieux se concentrer et d'apprendre, car la faim à court terme nuit aux performances cognitives. Étant donné que cela pourrait ne pas être le cas dans toutes les régions du pays, mais particulièrement applicable aux régions à haut niveau d'insécurité alimentaire ou aux régions éloignées avec de longs trajets à parcourir pour se rendre à l'école, la fourniture d'un petit-déjeuner à l'école peut être ciblée sur des zones particulières. Les écoliers vivant dans des régions éloignées ou parcourant de longues distances pour aller à l'école peuvent également bénéficier d'un déjeuner scolaire avant leur retour à la maison. Au Lesotho, par exemple, le programme local d'alimentation scolaire fournit deux repas scolaires aux enfants des vallées et des hauts plateaux. Étant donné que les élèves de ces régions doivent souvent parcourir de longues distances pour aller à l'école, ils reçoivent un en-cas matinal et un déjeuner.

Enfin, avec l'augmentation des taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire en raison des niveaux plus élevés d'achèvement des études primaires en Afrique⁸³, les décideurs devraient envisager d'étendre la couverture des repas scolaires à l'enseignement secondaire. Quelques pays africains fournissent des repas scolaires au secondaire, bien que les niveaux de financement et de couverture restent faibles. Comme l'explique le chapitre 1 de l'étude, la période de l'adolescence voit une «seconde poussée de croissance», les enfants subissant d'importants changements physiques, sociaux, émotionnels et comportementaux, qui coïncident avec l'enseignement secondaire, créant une autre fenêtre d'opportunité pour améliorer les facultés cognitives et les capacités d'apprentissage. En outre, l'achèvement des études secondaires peut générer des retombées plus élevées sur les revenus à long terme, la santé, la fécondité, l'égalité des sexes et la participation civique et politique que l'enseignement primaire⁸⁴. Compte tenu de ces retombées potentiellement importantes, le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire peut justifier l'investissement dans les repas scolaires au secondaire, étant donné que les taux plus élevés d'achèvement des études secondaires ont une incidence sur le développement du capital humain du pays.

Encadré 17. Définir stratégiquement la fréquence et les horaires de repas

L'alimentation scolaire peut être intégrée aux programmes de réduction de la pauvreté et de résilience de diverses manières, le nombre de repas scolaires servis par jour étant un des éléments stratégiques à prendre en compte à cet égard. Comme l'affirme la présente étude, il est recommandé de servir au moins un repas complet et nutritif par jour pour obtenir des résultats intersectoriels, mais servir plus d'un repas scolaire par jour peut maximiser les résultats des interventions visant à autonomiser et à servir les populations vulnérables. Par exemple, le programme d'alimentation scolaire au Niger fournit plusieurs repas scolaires par jour aux élèves vivant dans des zones nomades et sujettes à la sécheresse, car ces élèves quittent souvent l'école lorsque leurs familles migrent temporairement hors de la zone. Par conséquent, fournir deux à trois repas scolaires par jour tout au long de l'année aide à couvrir les besoins des élèves dont la sécurité alimentaire peut être affectée par la sécheresse ou d'autres événements naturels. En outre, l'utilisation de repas scolaires pour permettre aux écoliers des zones exposées à la sécheresse et aux enfants de nomades de poursuivre leurs études peut avoir des résultats positifs sur leur niveau de scolarité global, en termes de taux d'achèvement plus élevés grâce à une scolarisation ininterrompue. Compte tenu des liens étroits entre les résultats scolaires et les gains individuels, l'ajustement du nombre de repas scolaires par jour permet aux programmes d'alimentation scolaire d'autonomiser les populations vulnérables en aidant les écoliers à atteindre de meilleurs résultats scolaires et d'apprentissage.

1.2.4. Ciblage

Comme on l'a vu au chapitre 1, diverses méthodes de ciblage peuvent être utilisées dans le processus de sélection des bénéficiaires prévus d'un programme d'alimentation scolaire. La présente étude n'affirme pas que le ciblage universel, géographique ou catégorique est révélateur de la valeur ou de l'efficacité d'un programme. Au contraire, si elle est étroitement liée aux objectifs du programme et qu'elle est développée à la lumière de ces objectifs, l'approche de ciblage aide à garantir que le programme atteint ses bénéficiaires et ses objectifs déclarés. De plus, l'approche de ciblage devrait être clairement alignée sur les objectifs du programme, étant donné que le ciblage peut intensifier les efforts pour atteindre les objectifs stratégiques intersectoriels. Par exemple, de nombreux programmes africains d'alimentation scolaire entreprennent un ciblage à la fois catégorique et géographique, en tenant compte des enquêtes annuelles sur l'insécurité alimentaire, des statistiques annuelles sur la fréquentation scolaire et les bourses, la parité entre les hommes et les femmes, entre autres données. Les autres types de données potentiels à cibler comprennent les niveaux de pauvreté, les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire, les niveaux d'insécurité alimentaire, ainsi que les indices de parité entre les hommes et

83. (L'Institut Afrique-Amérique, 2015)

84. (Duflo, Dupas et Kremer, 2015)

les femmes, les résultats issues des enquêtes nationales auprès des ménages, des cartographies régionales de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et des données administratives sur l'éducation, la santé et la nutrition, entre autres. À tous les stades de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire, la communication avec divers ministères, départements ou agences peut aider à obtenir des données appropriées pour le ciblage conformément aux objectifs intersectoriels.

Il est recommandé que les programmes d'alimentation scolaire procèdent à un reciblage périodique du programme, en fonction de la disponibilité de données plus récentes, des changements présumés dans les situations dans les zones ciblées et de l'évolution des objectifs du programme. Cela signifie qu'avec des changements importants dans les niveaux régionaux d'insécurité alimentaire ou de pauvreté, des écoles pourraient être ajoutées et/ou retirées du programme. En Afrique du Sud, par exemple, où les écoles primaires et secondaires sont ciblées pour le programme national de nutrition scolaire, les écoles sont sélectionnées en fonction d'un classement. Toutes les écoles publiques sont classées selon les quintiles et, selon le classement, le programme d'alimentation scolaire en Afrique du Sud (PASRSA) dessert les écoles primaires et secondaires dans les quintiles un à trois, ciblant ainsi les écoles dans des zones plus enclines à la pauvreté et à la privation. Les responsables de l'alimentation scolaire peuvent commencer à utiliser les programmes d'alimentation scolaire comme plate-forme pour cibler des interventions complémentaires basées sur un profil de population allant d'interventions plus fondamentales telles que le déparasitage, les suppléments en micronutriments et les aliments enrichis aux interventions plus complexes comme les transferts d'argent et d'actifs au bénéfice des ménages et les programmes d'aide à l'éducation. Bien que cette option de ciblage n'influence pas la manière dont le programme d'alimentation scolaire est ciblé, elle souligne néanmoins les possibilités qui s'offrent d'aborder les composantes de la conception de l'alimentation scolaire dans une perspective intersectorielle et

Encadré 18. Ciblage fondé sur des preuves au Ghana

Le Ghana est un exemple d'un pays qui a réussi à recentrer son programme d'alimentation scolaire en 2012. Le gouvernement ghanéen, avec le soutien de la Banque mondiale, du PAM et du PCD, a reciblé les écoles bénéficiaires urbaines, car l'étude a révélé qu'une part importante des ressources est allée aux écoles dans les zones plus riches. Le reciblage a été effectué sur la base de statistiques nationales sur la pauvreté, d'une analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et de variables de données spatiales. Le re-ciblage signifiait que certaines écoles dans les zones les plus favorisées ne recevaient plus d'alimentation scolaire, tandis que d'autres écoles dans les zones les plus pauvres étaient couvertes. Une campagne de sensibilisation nationale pour expliquer les raisons et les avantages de cette initiative a complété le re-ciblage. L'initiative du gouvernement ghanéen de réévaluer les bénéficiaires ciblés de l'alimentation scolaire a permis au programme d'alimentation scolaire au Ghana (PASG) de cibler les écoles conformément aux objectifs du programme, et d'inclure les écoles bénéficiaires qui répondaient aux critères de vulnérabilité.

1.2.5. Maintenir la flexibilité dans les objectifs du programme d'alimentation scolaire

La présente étude a souligné l'importance de l'établissement d'objectifs clairs pour les programmes d'alimentation scolaire, conçus pour refléter et répondre aux besoins et objectifs de développement. Cependant, au fil du temps, les objectifs de développement d'un pays peuvent changer en fonction des contextes sociaux, économiques, politiques et environnementaux versatiles, et les décideurs responsables de l'alimentation scolaire devraient également ajuster les objectifs pour les rendre plus conformes aux contextes actuels. Maintenir une communication étroite avec les acteurs intersectoriels peut aider les décideurs à se tenir au courant des priorités et initiatives de développement en évolution, et les décideurs devraient ajuster les objectifs et les caractéristiques

du programme d'alimentation scolaire pour garantir que les programmes conservent leur pertinence pour atteindre les objectifs de développement intersectoriels.

Par exemple, en Tunisie, le gouvernement a formellement ajusté les objectifs de l'alimentation scolaire pour mettre davantage l'accent sur la cohésion sociale en tant que reflet des attitudes populaires se concentrant sur une plus grande équité sociale et un accès égal aux opportunités économiques. Les objectifs changeants viennent également avec de nouvelles composantes du programme d'alimentation scolaire, actuellement en mode pilote, telles que les jardins scolaires, dans lesquels les membres de la communauté transmettent leurs connaissances agricoles aux écoliers comme un moyen d'accroître l'intérêt pour l'agriculture et l'intégration de l'alimentation scolaire locale, en tant que moyen d'élargir les opportunités économiques dans les communautés et de louer des camionnettes à des groupements de jeunes pour transporter des repas scolaires, afin d'augmenter les possibilités économiques pour les jeunes. En offrant plus de perspectives économiques aux jeunes dans les zones rurales, le programme d'alimentation scolaire vise à endiguer le flux de la migration urbaine. Cette reconception place les communautés, les écoles et les repas scolaires au centre des opportunités économiques en expansion, en particulier dans les zones rurales et agraires, et renforce la cohésion sociale.

La conception et la mise en œuvre délibérées de programmes d'alimentation scolaire qui atteignent des objectifs stratégiques intersectoriels dans l'éducation et l'apprentissage, la santé et la nutrition et l'agriculture et le développement économique local sont essentiels pour que le pays parvienne à ses effets positifs sur l'équité sociale, la cohésion sociale, le capital humain et le développement durable. L'intégration de ces éléments intersectoriels à prendre en compte dans un programme d'alimentation scolaire dès le début montre l'engagement du programme envers le changement intersectoriel, reconnaissant qu'un programme d'alimentation scolaire n'existe pas dans le vide. Pour véritablement opérer un changement intersectoriel, les responsables de l'alimentation scolaire doivent favoriser et maintenir des mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels solides.

Table 13. Indicators for recommendation 2: Achieve cross-sectoral policy objectives

Recommandation 2 : Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre des objectifs stratégiques intersectoriels	
Indicateurs	Résultats
1. Dans quelle mesure les objectifs du programme d'alimentation scolaire reflètent-ils les priorités de développement multisectorielles ?	<p>1.1. Les objectifs d'alimentation scolaire liés à la nutrition, la santé, l'agriculture, le développement économique local et d'autres secteurs sont inclus dans les plans de suivi et d'évaluation.</p> <p>1.2. Des indicateurs, des cibles et des mesures claires pour l'évaluation des objectifs intersectoriels sont définis par les acteurs de l'alimentation scolaire, en collaboration avec des acteurs intersectoriels.</p>
2. Dans quelle mesure des interventions complémentaires sont-elles incluses dans la conception des programmes d'alimentation scolaire ?	<p>2.1. La sensibilisation a été initiée pour la santé, l'agriculture, le développement et d'autres parties prenantes sur les meilleures conceptions pour des interventions complémentaires.</p> <p>2.2. Les interventions complémentaires en matière d'éducation, d'apprentissage, de santé, de nutrition, d'agriculture et/ou de développement économique local atteignent une ampleur considérable.</p> <p>2.3. Les transferts en nature ou en espèces sont effectués au profit des élèves particulièrement vulnérables.</p> <p>2.4. Les interventions complémentaires font partie intégrante des programmes d'alimentation scolaire.</p>

Recommandation 2 : Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre des objectifs stratégiques intersectoriels

Indicateurs	Résultats
<p>3. Dans quelle mesure les menus d'alimentation scolaire répondent-ils aux normes de nutrition et de santé ?</p>	<p>3.1. Les experts en nutrition et santé sont consultés par les parties prenantes de l'alimentation scolaire sur le contenu des repas scolaires.</p> <p>3.2. Les repas scolaires sont composés principalement de produits frais et périssables qui reflètent les régimes alimentaires locaux, la disponibilité et les préférences alimentaires.</p> <p>3.3. Les menus scolaires sont variés et des outils de planification de menu sont utilisés.</p> <p>3.5. Les restaurateurs et cuisiniers des écoles sont suffisamment formés à la préparation des repas, à la santé, à l'hygiène et à la nutrition.</p> <p>3.6. Réalisation d'une approche basée sur les preuves pour la conception de menus, avec une évaluation périodique et une révision du menu basé sur les retours des élèves, des cuisiniers ou restaurateurs et des enseignants.</p> <p>3.7. Les outils de planification de menus sont introduits et numérisés.</p>
<p>4. Dans quelle mesure la modalité et le calendrier de livraison des repas scolaires sont-ils influencés par la recherche et les données probantes ?</p>	<p>4.1. L'approche fondée sur des données probantes pour déterminer les temps d'alimentation optimaux est adoptée par les parties prenantes de l'alimentation scolaire.</p> <p>4.2. Les repas scolaires sont servis chaque jour d'école, tout au long de l'année scolaire.</p> <p>4.3. Plusieurs repas scolaires sont servis chaque jour.</p> <p>4.4. L'alimentation scolaire s'étend aux écoles du secondaire.</p>
<p>5. Dans quelle mesure le ciblage du programme d'alimentation scolaire favorise-t-il les objectifs intersectoriels ?</p>	<p>5.1. Une approche de ciblage est influencée et soutenue par des données émanant d'un éventail d'acteurs sectoriels.</p> <p>5.2. Des exercices de reciblage, basés sur les informations les plus récentes sont effectués périodiquement.</p>
<p>6. Dans quelle mesure les acteurs de l'alimentation scolaire adaptent-ils les objectifs du programme en fonction de l'évolution des politiques et des priorités ?</p>	<p>6.1. Les acteurs de l'alimentation scolaire consultent d'autres acteurs sectoriels pour identifier les priorités en évolution.</p> <p>6.2. La réorientation périodique du programme d'alimentation scolaire est effectuée en fonction des objectifs ajustés et des données mises à jour.</p> <p>6.3. Les objectifs du programme d'alimentation scolaire reflètent les objectifs intersectoriels les plus courants.</p>
<p>7. Dans quelle mesure les programmes d'alimentation scolaire produisent-ils des résultats positifs pour les élèves, les ménages et les communautés ?</p>	<p>7.1. L'approche du cycle de vie pour les interventions et objectifs de l'alimentation scolaire est adoptée.</p>

1.3. Investir et renforcer les mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels

De nombreux décideurs africains sont déjà conscients de l'importance de l'intervention et de la coordination intersectorielles, mais il existe différentes options pour développer ce soutien et les formes qu'il peut prendre. Ce soutien peut être stratégique, technique, financier ou par le biais de projet et peut impliquer d'autres secteurs soutenant les programmes d'alimentation scolaire et vice versa. Une grande partie de la facilitation de l'intervention et de la coordination multisectorielles initiales se produit au niveau central, les décideurs nationaux travaillant ensemble pour trouver des moyens de traduire le soutien intersectoriel en projets concrets, documents et plans stratégiques ayant des effets aux niveaux régional, local ou local. De plus, le degré d'appui et de coordination intersectoriels affecte la façon dont les caractéristiques, les objectifs et les mécanismes financiers du programme d'alimentation scolaire sont abordés et développés. En tant que telle, cette section se concentre principalement sur la coopération au niveau central, décrivant comment les décideurs nationaux de l'alimentation scolaire peuvent former des liens intersectoriels, tout en introduisant des éléments intersectoriels à prendre en compte dans les mécanismes de coordination intersectoriels.

La section précédente sur la conception et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire qui atteignent des objectifs intersectoriels a montré comment aborder davantage l'engagement intersectoriel dans les programmes d'alimentation scolaire en soulignant l'importance de collaborer avec les acteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale. Cet engagement peut être de nature relativement informelle, par exemple s'adresser aux acteurs nationaux de la santé pour obtenir des conseils sur les directives nutritionnelles, mais il est impératif que les ministères, départements ou agences scolaires identifient de manière proactive les liens entre l'alimentation scolaire et les autres programmes. Dans les efforts de sensibilisation et de plaidoyer, les responsables de l'alimentation scolaire devraient présenter autant de preuves que possible sur la capacité de l'alimentation scolaire à atteindre des résultats et des impacts intersectoriels - d'où l'intérêt d'inclure des objectifs intersectoriels dans les conceptions d'alimentation scolaire - et devraient positionner l'alimentation scolaire comme une intervention à long terme avec une variété de retours sur le développement. L'exploration des synergies et des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et d'autres interventions sectorielles est également un élément important du renforcement de l'engagement intersectoriel. Par exemple, si les acteurs nationaux de la santé souhaitent lancer des campagnes nationales de déparasitage ou de lutte contre l'anémie, les horaires de repas scolaire peuvent constituer un excellent forum pour le faire.

L'établissement officiel de relations intersectorielles renforce la durabilité de l'alimentation scolaire en plaçant l'alimentation scolaire dans le cadre des efforts collectifs visant à réduire la pauvreté, à renforcer le capital humain et à élargir l'accès à des moyens de subsistance durables et viables. Une formalisation progressive des mécanismes de coordination intersectoriels non seulement assure la protection de ces mécanismes, mais améliore la position stratégique de l'alimentation scolaire pour une inclusion éventuelle dans les politiques et les plans nationaux. L'intégration de l'alimentation scolaire dans les politiques nationales donne l'occasion aux cadres juridiques de définir des rôles et des responsabilités intersectoriels et formalise ces relations. En outre, les préoccupations concernant la volonté politique continue de soutenir l'alimentation scolaire et l'engagement intersectoriel dans le développement sont atténuées par les politiques nationales et les cadres juridiques qui protègent ces mécanismes. Les décideurs peuvent aborder l'intervention et la coordination multisectorielles de diverses manières, mais l'objectif devrait être de positionner l'alimentation scolaire dans des politiques, cadres et plans stratégiques nationaux multisectoriels.

Encadré 19. Quand les politiques nationales d'alimentation scolaire devraient-elles être adoptées ?

Une grande majorité des pays africains ont une politique nationale d'alimentation scolaire ou en sont en train d'élaborer et/ou d'en adopter une. En tant que telle, la question la plus pertinente à laquelle les pays africains sont confrontés en ce qui concerne les politiques d'alimentation scolaire n'est pas de savoir s'il faut en avoir une, mais quand en adopter une. Vaut-il mieux adopter une politique dès le début du programme d'alimentation scolaire ou vaut-il mieux attendre de voir quels sont les besoins du programme d'alimentation scolaire ? Il n'y a pas de réponse simple à cette question, mais les décideurs devraient tenir compte de plusieurs problèmes. Premièrement, une politique nationale peut aider à définir les objectifs, les mécanismes institutionnels et les stratégies générales pour l'alimentation scolaire. Par conséquent, l'introduction d'une telle politique dès le départ peut aider à définir les rôles et les cibles des acteurs. En outre, la formulation d'objectifs intersectoriels lors du lancement du programme peut faciliter l'engagement intersectoriel. D'un autre côté, les décideurs peuvent vouloir essayer différents modèles, cultiver des relations intersectorielles et renforcer la capacité de mise en œuvre des acteurs avant de spécifier des dispositions dans une politique. Par conséquent, les politiques doivent trouver un équilibre entre la durabilité croissante d'un programme, tout en conservant une flexibilité suffisante pour des réponses et une coordination multisectorielles. En conclusion, les décideurs devraient élaborer des politiques qui positionnent l'alimentation scolaire comme élément collaboratif avec d'autres secteurs afin d'atteindre une série d'objectifs de développement.

Enfin, les programmes d'alimentation scolaire devraient délibérer sur l'institutionnalisation d'une plate-forme intersectorielle chargée de la stratégie, de la mise en œuvre, de la gestion et de la supervision du programme. Une plate-forme institutionnelle dédiée - et éventuellement indépendante - pour l'alimentation scolaire permet de faire un plaidoyer plus spécifique et travaille avec d'autres secteurs pour formaliser la coopération, intégrer l'alimentation scolaire dans les plans stratégiques intersectoriels, assurer le suivi et l'évaluation, et définir les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans l'alimentation scolaire. Cependant, lors de la définition des rôles et des responsabilités dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire, les décideurs doivent prendre en compte deux questions transversales importantes : le niveau de centralisation et la participation communautaire.

1.3.1. Questions transversales : niveau de centralisation et participation communautaire

L'inclusion de l'alimentation scolaire dans les mécanismes institutionnels de haut niveau est essentielle pour assurer un soutien et une coordination intersectoriels, mais les décideurs responsables de l'alimentation scolaire doivent également réfléchir aux meilleurs mécanismes institutionnels pour le programme lui-même. Le niveau de centralisation choisi et le niveau de participation communautaire sont des déterminants clés des mécanismes institutionnels, et les paragraphes suivants traitent des éléments connexes à prendre en compte. Cependant, étant donné que de nombreux programmes d'alimentation scolaire en Afrique sont déjà dotés de structures de gestion décentralisées ou sont en train de se décentraliser, et que la participation communautaire est déjà une caractéristique importante de nombreux programmes d'alimentation scolaire africains, la discussion qui suit porte sur les points pertinents de la décentralisation progressive et de la participation accrue de la communauté au sein des structures d'alimentation scolaire.

Les programmes d'alimentation scolaire sont des interventions complexes et deviennent plus complexes à mesure qu'ils prennent de l'ampleur et comprennent davantage d'activités liées à l'alimentation scolaire locale et d'autres interventions complémentaires. Aux échelons inférieurs de la mise en œuvre, un éventail d'acteurs dédiés et multisectoriels est donc nécessaire pour garantir que les programmes d'alimentation scolaire atteignent leurs objectifs et qu'il n'y ait pas de rupture dans la prestation des services. Alors que l'intervention et la coordination multisectorielles déterminent fortement les mécanismes institutionnels aux niveaux central et stratégique, le niveau de centralisation influence principalement les mécanismes institutionnels des programmes d'alimentation scolaire aux niveaux régional, du district, local et scolaire. Le niveau de centralisation est une décision intrinsèquement politique basée sur les structures gouvernementales propres à un pays et, en tant que telle, la présente étude ne promeut pas la décentralisation complète de l'alimentation scolaire en tant qu'objectif final des programmes. Il est toutefois crucial que tous les acteurs des ministères, départements ou agences, des partenaires techniques et des communautés soient capables de remplir leurs tâches et que les acteurs au niveau central investissent dans leur capacité à les assumer, quel que soit le niveau de centralisation choisi. De plus, les niveaux centraux doivent clairement définir les rôles et les responsabilités de tous les acteurs d'un programme d'alimentation scolaire. Si les capacités ne sont pas développées ou s'il y a confusion dans les rôles et responsabilités aux différents niveaux, ceux-ci peuvent menacer à la fois l'efficacité et la durabilité globale d'un programme d'alimentation scolaire.

Encadré 20. Assurer des transitions harmonieuses lors de la décentralisation

Pendant le processus de décentralisation, les décideurs au niveau central doivent veiller à ce que les niveaux inférieurs soient capables d'assumer davantage de responsabilités et que la transparence et le contrôle ne soient pas menacés. Une étude de cas sur les structures décentralisées dans le programme d'alimentation scolaire en Afrique du Sud offre de bonnes idées sur la façon de trouver un équilibre entre l'appropriation locale et la transparence continue. Dans le cadre de la décentralisation en Afrique du Sud, les niveaux provinciaux reçoivent des ressources humaines supplémentaires pour les aider à assumer davantage de responsabilités dans la gestion des programmes. Au niveau de l'école, les conseils d'établissement prennent des décisions sur diverses questions. Étant donné que les écoles sont chargées de l'approvisionnement, les fonds sont directement transférés dans les comptes bancaires des écoles et celles-ci suivent des formations en gestion financière. Pour les sources d'approvisionnement, le niveau provincial donne des lignes directrices sur les fournisseurs de services préférés (par exemple, les marchés, les petits agriculteurs), puis les écoles doivent obtenir des devis auprès des fournisseurs de services. Le modèle décentralisé de l'alimentation scolaire en Afrique du Sud établit des chaînes de soutien pour chaque niveau, le niveau central soutenant le niveau provincial et le niveau provincial soutenant le niveau scolaire, facilitant ainsi la transition vers la décentralisation et garantissant la transparence et le respect des normes et des lignes directrices de l'alimentation scolaire.

Le renforcement de la participation communautaire en réponse à des modèles d'alimentation scolaire plus décentralisés est également crucial, à la fois pour garantir que les opérations quotidiennes d'alimentation scolaire au niveau scolaire sont achevées en temps voulu et pour contribuer à la durabilité et au sentiment général de l'appropriation locale d'un programme d'alimentation scolaire. L'importance de la participation communautaire est largement comprise dans tous les États membres de l'UA et des études internationales ont montré que les programmes d'alimentation scolaire les plus solides et durables sont ceux qui répondent aux besoins de la communauté, appartiennent à la localité et incorporent une forme de contribution communautaire en nature, en espèces ou par le travail⁸⁵. De plus, une forte participation des communautés à la préparation, au service, à la gestion des stocks, au suivi et évaluation et autres domaines permet aux

85, (Drake, Woolnough, Burbano, & Bundy, 2016)

acteurs de l'alimentation scolaire aux niveaux central, régional et de district, ainsi qu'aux enseignants et aux autres membres du personnel scolaire d'assumer des tâches supplémentaires. Les cuisiniers bénévoles, les gestionnaires de stocks et les responsables du contrôle des aliments au sein de la communauté peuvent aussi aider à réduire les coûts du programme d'alimentation scolaire. Cependant, les programmes d'alimentation scolaire doivent veiller à ne pas surcharger les communautés ou les autorités locales, ou à prendre le bénévolat communautaire pour acquis. Alors que les entretiens avec les membres de la communauté et les volontaires scolaires lors des missions dans le pays ont révélé un soutien important pour le programme d'alimentation scolaire, le ministère, le département ou l'agence devrait savoir que les contributions communautaires, en particulier si elles proviennent de zones vulnérables ou pauvres, ne sont durables que si les communautés elles-mêmes continuent de penser que l'alimentation scolaire leur est bénéfique.

Les avantages les plus remarquables que les programmes d'alimentation scolaire offrent aux communautés sont la compensation et l'emploi des cuisiniers et des restaurateurs, bien que de nombreux programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA ne puissent offrir de salaires au personnel d'appui, et à travers les opportunités économiques supplémentaires offertes par les programmes locaux d'alimentation scolaire. Au fur et à mesure que l'alimentation scolaire locale évolue, les communautés et les acteurs locaux participent davantage à la fourniture de produits, soit en tant que petits exploitants locaux et/ou commerçants ou vendeurs locaux. Un avantage intangible des niveaux plus élevés de participation communautaire est la possibilité, pour les communautés, de distinguer les priorités de développement local, dans divers secteurs, et d'élaborer des stratégies pour atteindre ces objectifs via l'alimentation scolaire et d'autres programmes de développement. Cela peut être mieux conceptualisé comme l'autonomisation de la communauté, plutôt que la participation de la communauté, par laquelle les communautés exercent plus d'appropriation et de responsabilité pour leur avenir. Le Programme d'alimentation scolaire en Namibie (PASN) est un exemple d'autonomisation communautaire, car il formalise la participation de la communauté au Manuel du PASN et l'alimentation scolaire est intégrée dans les activités générales de développement communautaire. En particulier, les communautés collectent des fonds pour des activités et organisent trois réunions par an au cours desquelles elles discutent des plans d'alimentation scolaire. L'engagement du PASN avec les communautés va au-delà des tâches assignées aux communautés en matière d'alimentation scolaire pour englober l'autonomisation des communautés, dans laquelle l'alimentation scolaire est positionnée pour aider les communautés à identifier et poursuivre leurs propres priorités de développement multisectorielles. Idéalement, un programme d'alimentation scolaire profiterait non seulement à ses bénéficiaires directs, les élèves, mais soutiendrait les membres du ménage et de la communauté par le biais des rations à emporter, des transferts de fonds et d'argent, des formations et des activités créatrices d'emplois, atteignant ainsi un éventail d'objectifs politiques grâce à des mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels solides.

Encadré 21. Participation communautaire en milieu urbain

L'extension des programmes locaux d'alimentation scolaire et la participation de la communauté à l'alimentation scolaire sont promues par des preuves internationales. Cependant, les décideurs devraient évaluer différents modèles de participation communautaire dans les contextes ruraux par rapport aux contextes urbains. Par exemple, travailler avec les petits agriculteurs et augmenter l'alimentation scolaire locale peut être plus pertinent en milieu rural, de nombreux citadins n'étant pas en mesure d'accéder aux terres arables et/ou de dépendre davantage du petit commerce comme principale source de revenus. De plus, les parents des élèves des écoles urbaines n'ont peut-être pas autant de temps pour participer aux activités d'alimentation scolaire que leurs camarades des zones rurales, car beaucoup d'entre eux peuvent posséder des magasins ou occuper des emplois de jour. Par conséquent, il est important que les décideurs réfléchissent à la meilleure façon d'adapter les programmes d'alimentation scolaire aux besoins des communautés urbaines. Par exemple, même si les citadins ne sont peut-être pas en mesure de cultiver des produits frais, les programmes d'alimentation scolaire peuvent inclure des achats auprès des fournisseurs urbains locaux dans les processus d'approvisionnement. Ou alors, les programmes d'alimentation scolaire peuvent établir des liens avec d'autres institutions pour faciliter l'accès des membres de la communauté aux capitaux pour agrandir leurs magasins, en créer de nouveaux ou investir dans des machines pouvant améliorer leur stock, comme les moulins à maïs. Et si les cuisiniers d'école sont recrutés dans les communautés urbaines, les programmes d'alimentation scolaire devraient offrir des salaires compétitifs, en accord avec les salaires offerts pour un travail similaire par les établissements locaux.

La Banque mondiale estime que 50% des Africains vivront dans les zones urbaines d'ici 2050 - par rapport à 36% en 2010 - de sorte que la mise en œuvre de programmes visant à améliorer le statut économique, éducatif, sanitaire et nutritionnel des communautés urbaines continuera d'être une priorité pour les décideurs. Les programmes d'alimentation scolaire, compte tenu de leur emplacement à l'intersection de divers secteurs, peuvent constituer un tel programme.

En conclusion, de hauts niveaux de participation communautaire présentent des avantages tant pour le programme d'alimentation scolaire que pour les communautés elles-mêmes : le programme d'alimentation scolaire bénéficie d'un plus grand nombre d'acteurs communautaires pour aider à la mise en œuvre et éventuellement réduire les coûts d'administration, tandis que la communauté locale bénéficie des efforts de développement économique local, à travers l'achat local et l'alimentation scolaire locale, et le renforcement des capacités de gestion. En outre, une participation communautaire accrue peut également induire des niveaux plus élevés de cohésion sociale, les programmes d'alimentation scolaire améliorant l'accès à l'éducation. Par exemple, des niveaux d'éducation plus élevés au sein des communautés peuvent aider à optimiser les perspectives de revenus, qui peuvent, à leur tour, favoriser une plus grande cohésion sociale. Autrement, l'amélioration du statut économique des membres de la communauté peut influencer davantage la volonté de «reverser» aux communautés, augmentant ainsi le nombre de systèmes d'appui intracommunautaires et favorisant l'unité. Par exemple, une interview avec un vendeur local au Sénégal, qui vend des produits au programme d'alimentation scolaire, a révélé que le vendeur se sent obligé d'aider les autres membres de la communauté dans le besoin, soit par des prêts, soit avec des crédits, puisque lui et ses enfants bénéficient du programme d'alimentation scolaire. Les revenus additionnels que ce vendeur gagne grâce au programme d'alimentation scolaire lui ont permis de «reverser» à sa communauté, et l'on peut imaginer des effets similaires puisque les programmes d'alimentation scolaire engagent de plus en plus de membres de la communauté.

Les programmes d'alimentation scolaire, s'ils sont correctement intégrés dans les plans de développement locaux, peuvent faciliter les progrès dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'agriculture et du développement économique local. Cependant, les mécanismes de coordination intersectoriels devraient

également penser à créer un environnement propice à une appropriation plus locale des efforts de développement en veillant à ce que les conditions de l'offre soient favorables et suffisantes.

1.3.2. Coopération multisectorielle pour renforcer les conditions de l'offre

Alors que l'alimentation scolaire et les autres décideurs travaillent ensemble pour identifier les moyens les plus efficaces d'harmoniser les interventions et les efforts de développement, ils devraient s'efforcer d'identifier les domaines prometteurs pour l'investissement des ressources. Les ressources d'investissement ne devraient pas seulement se concentrer sur des questions liées à la demande, telles que l'accès aux services, mais aussi sur le soutien des conditions de l'offre dans le cadre de l'alimentation scolaire et des initiatives de développement complémentaires. Les éléments à prendre en compte dans l'offre par rapport à l'alimentation scolaire incluent les voies et moyens d'augmenter les capacités de production locales pour commencer à fournir des denrées alimentaires, embaucher plus d'enseignants pour faire face à toute hausse des effectifs et travailler avec les stocks de nourriture nationaux pour évaluer les possibilités d'approvisionnement local, bien que ces éléments à prendre en compte se chevauchent avec d'autres secteurs. Par exemple, le travail des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre de l'offre avec les producteurs locaux peut servir de plateforme au secteur agricole pour développer ses propres efforts à cet égard, en présentant l'alimentation scolaire comme un marché institutionnel potentiel pour la production locale. Dans tout le système de l'UA, il existe de nombreux cas de liens entre les programmes locaux d'alimentation scolaire et les ministères, départements ou agences responsables de l'agriculture, compte tenu de l'existence d'intérêts communs, et le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire devrait utiliser des mécanismes de coordination multisectoriels pour découvrir comment les intérêts partagés peuvent apporter les améliorations nécessaires du côté de l'offre.

De plus, les programmes d'alimentation devraient être axés sur l'exploitation accrue des possibilités de créer des liens intersectoriels avec les programmes de travaux publics et d'autres programmes de protection sociale. Par exemple, la prochaine Politique nationale de protection sociale (NSPP) au Nigéria préconise l'embauche de 500 000 enseignants supplémentaires qualifiés, ainsi que l'expansion de l'alimentation scolaire locale à l'échelle nationale. S'il est bien aligné, le placement d'enseignants nouvellement embauchés dans les écoles qui introduisent un programme local d'alimentation scolaire - en supposant que ces écoles pourraient connaître une augmentation des taux d'inscription et de fréquentation - constitue une réponse cohérente du côté de l'offre à un changement des conditions de la demande. L'alignement correct de l'offre et de la demande sur l'expansion des programmes d'alimentation scolaire, en particulier de l'alimentation scolaire locale, exige non seulement des mécanismes de coordination multisectoriels solides afin d'identifier les ressources nécessaires pour combler les lacunes, mais nécessite également une stratégie d'achats pour le développement globale, afin de répondre à une plus grande demande de produits de base.

Table 14. Indicators for recommendation 3: Invest in multi-sectoral response and coordination

Recommendation 3: Invest in and empower multi-sectoral response and coordination mechanisms	
Indicator(s)	Output(s)
1. The extent to which multi-sectoral actors are included in school feeding design and implementation structures, and institutional arrangements.	<p>1.1. Roles for multi-sectoral actors in school feeding policies and strategic plans defined.</p> <p>1.2. Multi-sectoral committees and/or technical committees for school feeding established.</p>
2. The extent to which multi-sectoral response and coordination mechanisms are formalised.	<p>2.1. Memoranda of Understanding (MoUs) and/or contracts between responsible school feeding institution and other MDAs signed.</p> <p>2.2. National policies and legal frameworks defining roles and responsibilities of multi-sectoral actors in school feeding programmes elaborated.</p>
3. The extent to which school feeding is institutionalised in a multi-sectoral platform.	3.1. Dedicated cross-sectoral platform to manage, monitor and implement school feeding programme set up.
4. The extent to which school feeding institutional arrangements are decentralised.	<p>4.1. Document defining roles and responsibilities for all actors involved in school feeding programme finalised.</p> <p>4.2. Actors at regional, local and school levels sufficiently and continuously trained and capacitated.</p> <p>4.3. Regional and/or local management committees, comprised of multi-sectoral actors, formed.</p> <p>4.4. Strategies for the sustainable decentralisation (if applicable) of school feeding structures developed.</p>
5. The extent to which communities have ownership over school feeding programmes and local development objectives.	<p>5.1. Sensitisation by school feeding stakeholders of communities on school feeding programme conducted.</p> <p>5.2. Document defining roles for community participation and in school feeding programme finalised.</p> <p>5.3. Communities take ownership of day-to-day activities (i.e. meal preparation, procurement, serving of meals, school level reporting) for school feeding programme.</p> <p>5.3. Local committees to define development priorities and school feeding's role therein formed.</p>
6. The extent to which supply-side responses are integrated into multi-sectoral response and coordination mechanism.	<p>6.1. Relationships with public works programmes, social protection programmes and other development programmes built.</p> <p>6.2. Strategies for supplying more teachers, building more classrooms and/or schools, and addressing other education supply-side needs formulated.</p>

1.4. S'engager à développer des stratégies d'achats qui mettent l'accent sur l'augmentation des capacités de production locales

Sur l'ensemble du continent, différentes stratégies d'achats sont utilisées pour acheter, transporter et stocker les produits nécessaires aux programmes d'alimentation scolaire. Les stratégies vont d'un approvisionnement hautement centralisé, avec un ministère, un département ou une agence, ou un donateur responsable de tous les processus d'achat, achetant fréquemment des biens sur le marché international, aux stratégies décentralisées, où les responsabilités sont transférées aux régions et aux districts, entraînant souvent une augmentation des achats de biens locaux. La présente étude suppose que, à mesure que le programme d'alimentation scolaire s'agrandit, que la décentralisation des tâches progresse et la participation communautaire s'accroît, la dépendance vis-à-vis des produits locaux cultivés pour nourrir les repas scolaires s'intensifie. La présente étude a discuté des potentiels avantages économiques qu'offre l'alimentation scolaire locale et encourage les États membres de l'UA à s'engager dans des stratégies d'achats pour le développement qui étendent simultanément les capacités de production locales pour répondre aux besoins des programmes d'alimentation scolaire et promouvoir l'expansion agricole et économique nationale. L'étude utilise le terme «stratégie d'approvisionnement en développement» pour souligner la nécessité de concevoir une stratégie d'approvisionnement en programmes d'alimentation scolaire pour contribuer à la croissance globale du pays.

Cependant, en dépit des gains positifs à tirer d'une production et d'un approvisionnement plus locaux, les décideurs responsables de l'alimentation scolaire doivent veiller à ce que la dépendance vis-à-vis des produits locaux ne soit pas accélérée trop rapidement. Une trop grande pression sur les producteurs locaux peut entraîner des pénuries de produits, qui peuvent, à leur tour, entraîner une hausse des prix des aliments et des conséquences négatives pour le programme d'alimentation scolaire et les consommateurs locaux. Ainsi, il est recommandé de commencer par l'évaluation des possibilités de l'alimentation scolaire locale dans les contextes opérationnels du programme. Une telle évaluation examine les capacités des niveaux régionaux et de district à gérer partiellement ou totalement les aspects d'approvisionnement tels que les appels d'offres, le transport, le stockage et la gestion financière dans le futur. À la suite de l'évaluation, les activités nécessaires pour renforcer les capacités des niveaux inférieurs pourraient commencer, afin de préparer ces dernières aux futures responsabilités tout au long du processus de passation des marchés et de jeter les bases de l'élaboration d'une stratégie d'achat pour le programme d'alimentation scolaire.

Une stratégie d'achat pour le développement devrait permettre une expansion progressive des achats locaux et des produits locaux en concevant et en mettant en œuvre un ensemble d'activités qui renforcent progressivement la capacité au fil du temps. Dans ce cadre, des efforts devraient être déployés pour lier la stratégie d'achat pour le développement à une stratégie industrielle plus vaste pour le pays. Par exemple, en Éthiopie, pour élargir la capacité locale d'approvisionnement du programme d'alimentation scolaire, les entrepôts sont construits stratégiquement avec le soutien de l'Agence de transformation agricole. Le positionnement stratégique d'une multitude d'activités dans le temps et de parties prenantes impliquées, toutes visant à optimiser les modalités d'approvisionnement, peut faciliter la transition vers des processus plus décentralisés. Peu à peu, les districts et les régions peuvent avoir de plus grandes responsabilités vis-à-vis de l'achat, du transport, de la livraison et du stockage des produits. Ici, la décentralisation des achats peut également contribuer à réduire les coûts du programme, car les distances de transport et la nécessité d'avoir de grands entrepôts centraux sont réduites. Au Cap-Vert, comme dans beaucoup d'autres pays africains, le programme d'alimentation scolaire doit surmonter des obstacles comme les longues distances, les problèmes logistiques complexes et les coûts élevés pour livrer des produits à partir de sites centraux à travers l'archipel. Devant ces défis, l'institution nationale d'alimentation

scolaire décentralise progressivement les achats, à la suite d'une série d'activités de renforcement des capacités, vers les autres îles de l'archipel. Cependant, les achats ne devraient être décentralisés que si les décideurs déterminent que les facilités de financement, d'approvisionnement, de transport et de stockage aux niveaux inférieurs sont suffisantes pour répondre aux besoins du programme d'alimentation scolaire.

Encadré 22. Concevoir une stratégie d'achat pour le développement

Le Programme intégré de pérennisation des cantines scolaires (PIP/CS) en Côte d'Ivoire est un exemple de stratégie d'achats pour le développement qui travaille simultanément pour augmenter les capacités de production locales, renforcer l'appropriation communautaire de l'alimentation scolaire et développer les marchés locaux. À travers le PIP/CS lancé en 1989, les communautés sont encouragées à mobiliser volontairement des groupements locaux (collectifs de petits agriculteurs), composés principalement de femmes. Une fois formés, les groupements reçoivent des services de vulgarisation agricole comme les intrants agricoles, les capitaux et les formations, afin de renforcer leurs capacités de production. L'objectif est que, en renforçant ces groupements sur une longue durée, les groupements seront en mesure d'augmenter suffisamment leurs productions pour alimenter les cantines scolaires et vendre plus de produits sur les marchés locaux. La capacité des groupements à approvisionner les cantines scolaires varie en tout ou en partie, bien que certaines cantines scolaires soient approvisionnées 50% du temps en dons de produits de groupement. Bien que les évaluations d'impact sur le modèle d'approvisionnement du PIP/CS n'aient pas encore été menées, les preuves anecdotiques des parties prenantes ivoiriennes suggèrent une expansion des marchés locaux due à une plus grande disponibilité des produits et des capacités de production améliorées des groupements.

La stratégie d'approvisionnement du PIP/CS a deux caractéristiques importantes qui l'orientent vraiment vers le développement : 1) le fait que les communautés mobilisent des groupements pour participer au PIP/CS de leur propre volonté permet de s'assurer que les communautés considèrent l'alimentation scolaire comme un avantage pour leur propre développement ; et 2) la réception continue par les groupements de services de vulgarisation agricole contribue à soutenir une augmentation progressive de leurs capacités de production. La Côte d'Ivoire s'est engagée, à l'avenir, à utiliser les groupements pour approvisionner les cantines scolaires, démontrant son engagement à long terme à habiliter les petites coopératives à travers les services de vulgarisation agricole et à trouver des modèles durables de couverture universelle de l'alimentation scolaire.

Avec une implication accrue des niveaux régionaux et des districts dans le processus d'achat, on peut s'attendre à une augmentation des approvisionnements auprès des producteurs locaux et des achats auprès des petits exploitants et coopératives. Par conséquent, des niveaux plus élevés d'achats locaux pour les produits d'alimentation scolaire, par le biais d'entreprises commerciales ou de coopératives agricoles, ainsi que le transport de produits de base, devraient être réalisés. Lorsqu'ils incorporent davantage de sources d'approvisionnement locales, les décideurs doivent veiller à ce que les commandes demandées ne soient pas trop importantes pour que seules les grandes entreprises puissent y participer. Si possible, les commandes doivent être divisées en lots plus petits, élargissant ainsi l'éventail de candidats. À Madagascar, les décideurs en matière d'alimentation scolaire se sont tournés vers les offres de petits lots afin de rendre les coopératives agricoles compétitives, les décideurs ayant remarqué que des offres trop importantes constituaient un obstacle à l'entrée des coopératives. Sinon, au Mozambique, les petits agriculteurs sont autorisés à mettre en commun leurs offres et à produire l'ordre requis ensemble. Au niveau politique, les acteurs de l'alimentation scolaire peuvent plaider en faveur de l'inclusion d'un certain pourcentage d'achats locaux pour fournir des produits dans les directives ou cadres d'alimentation scolaire, mais seulement si les capacités de production peuvent soutenir une telle disposition.

Parallèlement, les stratégies d'achats pour le développement pour les programmes d'alimentation scolaire devraient également se concentrer sur l'amélioration des réponses du côté de l'offre, en particulier pour la production agricole locale destinée à l'alimentation scolaire locale, ainsi que l'infrastructure nécessaire pour soutenir et encourager la production locale. Une fois les conditions de l'offre convenablement améliorées, les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de plate-forme pour générer et renforcer la demande structurée d'aliments cultivés et produits localement. Avec la fourniture de formations et d'intrants aux producteurs et agriculteurs locaux, la création d'une demande structurée peut entraîner l'expansion des marchés locaux et des opportunités d'emplois locaux, car à côté du programme d'alimentation scolaire, les producteurs et les agriculteurs peuvent vendre leurs produits directement à un marché plus vaste. La présente étude met l'accent sur les liens directs entre les producteurs et les marchés, c'est-à-dire la participation limitée ou inexistante des intermédiaires pour faciliter la vente de produits aux programmes d'alimentation scolaire. Renforcer les capacités des producteurs locaux à s'approprier pleinement leurs transactions financières permet de garantir qu'ils établissent et négocient des prix conformes à leurs propres normes et à leurs perceptions d'équité, et de s'assurer que tous les revenus provenant des ventes reviennent au producteur.

Encadré 23. Présentation des programmes structurés sur la demande

Le Programme de cantines scolaires au Burkina Faso, soutenu par le PAM, a réussi à introduire une demande structurée et à permettre aux producteurs locaux de produire des biens à valeur ajoutée. Une usine locale de yaourt dirigée par une entreprise entièrement féminine dans le nord du Burkina Faso vend directement à plusieurs écoles participant au programme d'alimentation scolaire. Le yaourt produit localement est servi comme petit-déjeuner dans les écoles. Cependant, avant l'introduction de la demande structurée, les ouvriers de l'usine ont reçu une formation approfondie sur la façon d'améliorer les normes d'hygiène et de qualité de leur yaourt, ainsi que sur la manière d'augmenter les niveaux de production. Grâce à l'autonomisation des producteurs de yaourts et à la génération de demande structurée à travers le Programme de cantines scolaires, la production à faible valeur ajoutée a été fortement valorisée, utilisant ainsi le programme d'alimentation scolaire comme plate-forme pour générer et soutenir durablement les industries à but lucratif. En outre, et grâce à cette relation et à l'augmentation des niveaux de production, l'usine de fabrication de yaourt a pu augmenter les revenus des ouvriers, embaucher plus de travailleurs et de transporteurs, et augmenter le nombre de producteurs de lait qu'ils achètent, démontrant ainsi la gamme des retombées de l'économie locale que les programmes de demande structurée exécutés successivement peuvent réaliser.

En outre, il est recommandé que les liens avec les services de vulgarisation agricole soient établis et continuellement renforcés par des programmes d'alimentation scolaire et d'autres acteurs sectoriels. Alors que quelques programmes d'alimentation scolaire sur le continent ont déjà établi de tels liens, la majorité des programmes n'ont pas encore intégré les politiques agricoles avec l'alimentation scolaire. Ce n'est en aucun cas le rôle d'un programme d'alimentation scolaire de concevoir et de mettre en œuvre des politiques du secteur agricole. Néanmoins, l'intégration dans le but d'augmenter les capacités de production locales est souhaitée, pour augmenter, à son tour, l'offre de produits locaux pour le programme d'alimentation scolaire. Au Kenya, l'alimentation scolaire a été reliée avec succès aux services de vulgarisation agricole dans le cadre du Programme d'alimentation scolaire au Kenya (PASK) encore appelé « Programme d'éradication de la faim au Kenya ». Lancé dans le cadre du Plan d'action décennal pour la réduction de la pauvreté et de la faim au Kenya, le PASK vise à réduire la pauvreté, la faim et l'insécurité alimentaire dans les communautés pauvres, à soutenir les interventions sanitaires et nutritionnelles ciblant les pauvres et les vulnérables, à renforcer et soutenir la participation du secteur privé à la sécurité alimentaire et aux interventions en matière de moyens de subsistance. Le PASK était donc axé sur le développement agricole et, partant, sur l'expertise du Ministère de l'Agriculture et la Sécurité alimentaire et nutritionnelle communautaire intégrée avec l'alimentation scolaire. Outre la fourniture de repas scolaires dans les écoles ciblées, le PASK fournissait des services de vulgarisation

agricole aux petits exploitants et impliquait la participation d'organisations communautaires, d'ONG, d'organisations du secteur privé et d'autres innovations indépendantes en matière de sécurité alimentaire. De ce fait, le PASK s'est appuyé sur une série de formation et d'intrants sur la capacité agricole, mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de vulgarisation agricole du Ministère de l'Agriculture.

Investir dans la production locale pour approvisionner les programmes d'alimentation scolaire dans le but d'avoir des produits locaux achetés pour l'alimentation scolaire dans la plus grande mesure possible contribue à développer les économies locales par l'expansion des marchés et l'engagement de plus de personnes dans des activités génératrices de revenus. Cependant, toute croissance doit s'appuyer sur des stratégies d'achats pour le développements cohérentes et favorables, adaptées aux contextes agricoles, infrastructurels, géographiques et économiques nationaux et promouvant l'extension durable du secteur agricole grâce à des stratégies réactives de l'offre et des liens durables avec les marchés. Enfin, pour être durable, durable et efficace, une stratégie d'achat pour le développement doit être soutenue par des investissements financiers et l'engagement de tous les acteurs et secteurs concernés.

Tableau 15. Indicateurs pour la recommandation 4 : S'engager dans des stratégies d'achats pour le développement

Recommandation 3 : Investir et renforcer les mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels	
Indicateurs	Résultats
1. Dans quelle mesure les acteurs multisectoriels sont-ils inclus dans les structures de la conception et de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire et dans les dispositions institutionnelles ?	1.1. Les rôles des acteurs multisectoriels dans les politiques d'alimentation scolaire et les plans stratégiques sont définis. 1.2. Des comités multisectoriels et/ou des comités techniques pour l'alimentation scolaire ont été créés.
2. Dans quelle mesure les mécanismes de réponse et de coordination multisectoriels sont-ils formalisés ?	2.1. Des protocoles d'accord et/ou contrats entre l'institution responsable de l'alimentation scolaire et d'autres ministères, départements ou agences sont signés. 2.2. Les politiques nationales et les cadres juridiques définissant les rôles et les responsabilités des acteurs multisectoriels dans les programmes d'alimentation scolaire sont élaborés.
3. Dans quelle mesure l'alimentation scolaire est-elle institutionnalisée dans une plate-forme multisectorielle ?	3.1. Une plate-forme intersectorielle est dédiée à la gestion, au suivi et à la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire.
4. Dans quelle mesure les dispositifs institutionnels d'alimentation scolaire sont-ils décentralisés ?	4.1. Le document définissant les rôles et responsabilités de tous les acteurs impliqués dans le programme d'alimentation scolaire est finalisé. 4.2. Les acteurs au niveau régional, local et scolaire sont suffisamment formés et continuellement formés. 4.3. Des comités de gestion régionaux et/ou locaux, composés d'acteurs multisectoriels, ont été formés. 4.4. Les stratégies pour la décentralisation durable (le cas échéant) des structures d'alimentation scolaire sont élaborées.

Recommandation 3 : Investir et renforcer les mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels	
Indicateurs	Résultats
<p>5. Dans quelle mesure les communautés s'approprient-elles des programmes d'alimentation scolaire et des objectifs de développement local ?</p>	<p>5.1. La sensibilisation des acteurs de l'alimentation scolaire des communautés sur le programme d'alimentation scolaire est menée.</p> <p>5.2. Le document définissant les rôles pour la participation communautaire et dans le programme d'alimentation scolaire est finalisé.</p> <p>5.3. Les communautés prennent en charge les activités quotidiennes (préparation des repas, approvisionnement, service des repas, rapports au niveau de l'école) pour le programme d'alimentation scolaire.</p> <p>5.4. Des comités locaux ont été formés pour définir les priorités de développement et le rôle de l'alimentation scolaire.</p>
<p>6. Dans quelle mesure les réponses du côté de l'offre sont-elles intégrées dans un mécanisme de réponse et de coordination multisectoriel ?</p>	<p>6.1. Les relations sont établies avec les programmes de travaux publics, les programmes de protection sociale et d'autres programmes de développement.</p> <p>6.2. Des stratégies pour fournir plus d'enseignants, construire plus de salles de classe et/ou d'écoles, et répondre à d'autres besoins éducatifs sont formulées.</p>

1.5. Innover dans les mécanismes de financement en diversifiant les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire et/ou en mettant en place des mécanismes de cofinancement

La question des coûts de l'alimentation scolaire a été brièvement abordée dans les parties précédentes de l'étude, notamment à travers les résultats de l'enquête continentale sur le coût annuel moyen des repas par élève et la présentation des coûts des programmes d'alimentation scolaire au chapitre 1. Comme le révèlent les résultats de l'enquête et la présentation, les coûts d'alimentation scolaire varient considérablement et dépendent d'un éventail de facteurs, y compris le niveau de centralisation, l'approche de ciblage, l'inclusion d'interventions complémentaires et la stratégie d'achats, entre autres facteurs. De nombreux États membres de l'UA sont confrontés à des contraintes budgétaires pour les programmes d'alimentation scolaire, mais un programme plus coûteux ne signifie pas nécessairement un programme plus efficace. Par conséquent, la section sur les mécanismes financiers ne porte pas sur le montant à dépenser pour un programme d'alimentation scolaire, mais sur la meilleure façon de répartir l'argent disponible afin de maximiser les retombées et les effets futurs, qui à leur tour, maximisent la durabilité du programme.

La disponibilité et les niveaux de financement de l'alimentation scolaire sont, de loin, les plus grandes préoccupations des responsables de l'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, les fonds pour l'alimentation scolaire n'étant pas toujours assurés ou intégrés dans les politiques ou cadres nationaux. En outre, le soutien financier des donateurs ou des partenaires techniques peut varier d'une année à l'autre. Ainsi, les responsables de l'alimentation scolaire devraient plaider en faveur d'une ligne dans le budget national pour le programme d'alimentation scolaire - s'il n'existe pas encore - pour assurer le financement annuel du programme d'alimentation scolaire pour les années à venir et rendre le financement moins vulnérable aux changements politiques ou économiques. En présence de limites ou d'incertitudes quant au financement des

programmes d'alimentation scolaire, le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire devrait élaborer des stratégies sur la façon d'utiliser de façon innovatrice les fonds disponibles pour obtenir les meilleurs résultats par rapport aux objectifs du programme. Au niveau microéconomique, ces innovations peuvent inclure l'incorporation d'herbes et de plantes locales comme formes rentables de suppléments en micronutriments. Par exemple, les cuisiniers des écoles au Niger broient les feuilles de baobab - qui sont abondantes localement et sont riches en fibres - et les saupoudrent sur les repas scolaires.

Toujours au Niger, le programme d'alimentation scolaire a identifié une autre stratégie rentable et innovante pour amplifier les résultats par rapport aux objectifs du programme en ciblant stratégiquement les zones conformément aux critères établis. Différentes approches de ciblage (universel, géographique, catégorique, individuel) et avantages et inconvénients ont été abordés au chapitre 1, et l'utilité du ciblage pour traiter des objectifs intersectoriels a été examinée à la section 1.2.4 du présent chapitre. Le ciblage, en ce qui concerne le financement des programmes d'alimentation scolaire, peut être adapté pour élargir ou sous-traiter la couverture de l'alimentation scolaire, et peut être utile pour réduire l'accent mis sur certains groupes d'élèves bénéficiaires. Par exemple, si un programme d'alimentation scolaire vise à augmenter les taux de scolarisation ou la parité entre les filles et garçons dans les écoles, et s'il ne dispose pas de ressources nécessaires pour une couverture universelle, il peut cibler les régions les moins performantes sur ces indicateurs.

Tout en sensibilisant sur les caractéristiques de conception du programme d'alimentation scolaire comme les interventions complémentaires et le ciblage, pour être rentables, l'innovation et la diversification des mécanismes financiers grâce à des mécanismes de cofinancement, brièvement présentés au chapitre 2, constituent des moyens pertinents d'assurer un financement durable des programmes au niveau des mécanismes institutionnels

1.5.1. Mécanismes de cofinancement

La clé pour innover et protéger les mécanismes financiers et pour élargir les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire réside dans la mise en place de mécanismes de cofinancement. Étant donné qu'un programme d'alimentation scolaire peut constituer une plate-forme importante pour favoriser les retombées d'autres interventions sectorielles dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et de l'agriculture, divers ministères sectoriels pourraient accepter de contribuer financièrement au budget d'alimentation scolaire, tout en reconnaissant que cet investissement offre des retombées positives. La sécurisation de sources de cofinancement viables dépend également de solides relations intersectorielles, et les décideurs devraient s'efforcer de formaliser tout cofinancement au moyen de cadres juridiques, de plans ou de politiques stratégiques. Cependant, il existe également des possibilités pour les niveaux inférieurs, tels que les communautés, de cofinancer de plus en plus des parties des programmes d'alimentation scolaire, en particulier à mesure que le nombre d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement bénéficiant du programme augmente. Par exemple, des communautés économiquement plus autonomes, en phase avec la réalisation progressive des composantes alimentation scolaire locale, sont plus capables de contribuer aux programmes d'alimentation scolaire, soit financièrement, soit par des dons en nature de matériel de cuisine ou de produits, réduisant ainsi les coûts globaux du programme à long terme suite à un investissement initial. L'expansion des acteurs locaux impliqués dans l'alimentation scolaire et l'autonomisation économique des communautés sont des facteurs importants dans la viabilité financière d'un programme d'alimentation scolaire. Cependant, comme il est mentionné dans la section 1.3.1 sur la participation communautaire, les programmes d'alimentation scolaire ne doivent pas surcharger les communautés de responsabilités ou de coûts, et doivent souligner le caractère volontaire de toute contribution communautaire aux programmes d'alimentation scolaire.

Encadré 24. Cofinancement des programmes d'alimentation scolaire

L'un des défis les plus persistants pour l'alimentation scolaire en Afrique est l'insuffisance des fonds. Ainsi, les décideurs attachent une grande importance à ce que les ressources limitées soient réparties aussi efficacement que possible, ce qui donne le meilleur rapport qualité-prix pour la politique ou l'intervention en question. Cependant, évaluer l'optimisation des ressources d'une intervention est une entreprise complexe et il convient d'évaluer de manière critique les moyens par lesquels les décideurs déterminent cette efficacité.

La présente étude soutient que le potentiel de l'alimentation scolaire en tant que catalyseur des impacts, plutôt que comme un moteur, est ce qui fait de l'alimentation scolaire une intervention structurelle avec de potentielles retombées multisectorielles. Par conséquent, l'optimisation des ressources d'un programme d'alimentation scolaire devrait être déterminée par une analyse intersectorielle. Une analyse intersectorielle révèle le rapport coût-efficacité d'une intervention entre différents secteurs susceptibles de bénéficier de l'intervention d'une manière ou d'une autre. Une telle analyse intersectorielle est susceptible de révéler des avantages significatifs pour divers secteurs qui, à leur tour la volonté, accroissent la volonté de payer de chaque secteur pour l'intervention en question. Bien souvent, aucun acteur n'est disposé à payer seul le coût total du programme. Cependant, une répartition des coûts entre les secteurs, selon la volonté de payer de chaque secteur, peut rendre le financement d'une intervention plus réalisable et réaliste. En d'autres termes, dans cette approche de cofinancement, les décideurs utilisent l'analyse coût-efficacité pour décider combien ils veulent contribuer au programme, à condition que d'autres secteurs soient prêts à financer les autres coûts.

Dans le cas de l'alimentation scolaire, la volonté de payer indique dans quelle mesure les différentes parties prenantes sont disposées à partager le coût du financement d'un programme d'alimentation scolaire, compte tenu du degré de retombée intersectorielle de l'intervention. Ainsi, l'approche de cofinancement, basée sur la volonté de payer sectorielle définie selon une analyse coût-efficacité globale du programme d'alimentation scolaire, va au-delà d'une approche cloisonnée d'allocation des ressources. Le cofinancement ici offre l'opportunité de réaliser des synergies de développement, permettant le partage du fardeau des coûts financiers d'un programme d'alimentation scolaire. Le défi de l'approche de cofinancement réside dans le fait que les secteurs ne font pas une déclaration exacte de leurs avantages d'un programme et donc de leur volonté de payer, espérant qu'un autre secteur récupère une part plus importante du financement de programme requis. Pour que l'approche de cofinancement fonctionne et se traduise par des parts équitables des engagements de financement intersectoriels, la transparence sur les bénéfices potentiels à travers des mécanismes de révélation de l'information issus des évaluations du bien public, ainsi que des mécanismes de coopération et de négociation entre acteurs multiples est nécessaire.

Il existe une multitude de moyens pour des mécanismes de cofinancement innovants pour les programmes d'alimentation scolaires et dans tout le système de l'UA. Il existe déjà des exemples de programmes nationaux d'alimentation scolaire avec des mécanismes financiers inventifs. Le tableau 16 présente des exemples de la manière dont les programmes d'alimentation scolaire en Afrique optimisent les ressources et diversifient les sources de financement

Tableau 16. Mécanismes financiers novateurs pour les programmes d'alimentation scolaire

Pays	Méthodes de financement innovantes	Principaux résultats/Raisons à emporter
Cap-Vert	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre des efforts pour augmenter l'offre de produits locaux à l'alimentation scolaire et augmenter les capacités de production locales, l'institution nationale responsable de l'alimentation scolaire et le ministère de l'Agriculture lancent un projet qui fournit des intrants aux producteurs locaux en échange d'une contribution de leur récolte dans les écoles pour les repas scolaires. Par exemple, les pêcheurs locaux reçoivent des bateaux et donnent ensuite une partie de leurs prises aux écoles. 	<ul style="list-style-type: none"> Grâce à ce modèle, le programme d'alimentation scolaire et les producteurs locaux tirent des bénéfices : le programme d'alimentation scolaire profite des coûts moins élevés associés à l'achat de produits alimentaires et les producteurs locaux bénéficient d'une meilleure qualité d'intrants.
Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> Pour le programme programmes locaux d'alimentation scolaire, le programme d'alimentation scolaire et d'autres partenaires techniques fournissent aux groupements locaux de producteurs des services de vulgarisation agricole sur une longue durée. Au fur et à mesure que les capacités de production des groupements accroissent, ils augmentent progressivement leurs produits aux écoles pour les repas scolaires et vendent le reste sur le marché. 	<ul style="list-style-type: none"> L'objectif est que les écoles soient approvisionnées à 100% par des dons provenant des groupements, soulageant ainsi l'institution nationale responsable de l'alimentation scolaire des coûts associés à l'achat, à la livraison et au transport des produits. Certaines écoles reçoivent 50% des dons de groupements.
Égypte	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement égyptien entreprend des réformes des subventions énergétiques et distribue progressivement les économies réalisées pour financer une série de programmes de protection sociale, y compris l'alimentation scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> La réforme des subventions à l'énergie et la distribution progressive ont fourni un fonds supplémentaire de financement de l'alimentation scolaire, sans que le gouvernement égyptien n'ait à retirer de l'argent des autres postes budgétaires.
Ghana	<ul style="list-style-type: none"> Le Ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale est responsable de tous les programmes de protection sociale, y compris l'alimentation scolaire. Le programme d'alimentation scolaire est entièrement financé par le gouvernement ghanéen et coûte environ 100 millions de dollars américains par an. Un nouveau projet de loi sur l'alimentation scolaire présente des sources de financement supplémentaires pour le programme, telles que les recettes pétrolières, la part en pourcentage des recettes pétrolières, la loterie nationale et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En outre, le programme national d'alimentation scolaire transfère directement les fonds de l'alimentation scolaire tous les trimestres au niveau local, comme un moyen de réduire les retards dans la prestation de services pour l'alimentation scolaire. Généralement, à la fin de chaque trimestre, le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire est vérifié et les fonds appropriés sont transférés comme mesure de responsabilisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Le nouveau projet de loi sur l'alimentation scolaire cherche de nouvelles sources pour assurer que les niveaux de financement de l'alimentation scolaire restent stables, tandis que le transfert direct des fonds au niveau local réduit les délais d'administration et les goulots d'étranglement.

Pays	Méthodes de financement innovantes	Principaux résultats/Rations à emporter
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau national, le ministère de l'Éducation alloue 3500 CFA par enfant et par année scolaire (soit environ 4,24 dollars américains) à toutes les écoles, puis transfère directement les fonds dans des comptes bancaires autorisés pour les comités de gestion scolaire sur les coûts liés à l'administration scolaire. De ces fonds, 16,4% doivent être utilisés pour l'alimentation scolaire. • Les espèces sont utilisées pour le programme national d'alimentation scolaire, tandis que le PAM utilise des bons pour les cantines scolaires qu'il soutient, avec la prise de décision centralisée aux niveaux inférieurs. Le gouvernement et le PAM considèrent que le système centralisé d'espèces et de bons constitue un moyen plus rentable de fournir des produits pour l'alimentation scolaire, car il élimine la nécessité de transporter des marchandises sur de longues distances ou de stocker de les stocker dans de grands entrepôts. L'argent en espèce et les coupons donnent aux acteurs locaux la capacité d'acheter des produits selon les disponibilités locales. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'allocation directe de fonds aux écoles, dont un pourcentage doit être utilisé pour l'alimentation scolaire, fait partie des efforts déployés pour étendre la couverture de l'alimentation scolaire au Sénégal. Le transfert direct des fonds dans les comptes des comités de gestion des écoles réduit les frais généraux associés à l'achat, au transport et à l'entreposage des produits de l'alimentation scolaire, réduit le temps d'administration au niveau central pour l'achat et la livraison de produits aux écoles, et réduit le risque de fuite sur toute la ligne. • Établir des liens entre les niveaux de financement et le nombre d'enfants, plutôt que d'attribuer une somme forfaitaire, représente une manière innovante de préserver les niveaux de financement pour le secteur de l'éducation dans son ensemble.

Le tableau ci-dessus met en perspective les nombreux acteurs qui peuvent contribuer financièrement à un programme d'alimentation scolaire, bien qu'il soit important de noter que plus les acteurs sont impliqués, plus les mesures de responsabilisation doivent être mises en place pour assurer que le financement atteigne effectivement la destination prévue. Par exemple, avec un programme d'alimentation scolaire, une dépendance accrue vis-à-vis des produits locaux pour l'alimentation scolaire induit généralement l'augmentation du financement local et des responsabilités d'achat au niveau local. Ce mécanisme peut être facilité en ouvrant un compte bancaire officiel pour les comités locaux d'achat ou de gestion afin que les fonds puissent y être directement transférés, réduisant ainsi le risque de fuite sur toute la ligne. Ou alors, un vérificateur indépendant peut être nommé pour vérifier les dépenses d'alimentation scolaire déclarées. La question de la responsabilité financière est non seulement pertinente pour retracer les flux de financement, mais aussi pour améliorer la durabilité d'un programme d'alimentation scolaire. En effet, si les services ne peuvent être fournis aux bénéficiaires en raison du manque de financement, les résultats des programmes d'alimentation scolaire peuvent être affectés, compromettant ainsi les résultats futurs des programmes d'alimentation scolaire. Des systèmes de suivi et d'évaluation solides et complets qui facilitent l'établissement de rapports et la collecte de données en temps réel constituent une garantie supplémentaire de pérennité du programme d'alimentation scolaire, tant par leur capacité à identifier les lacunes dans la mise en œuvre et la prestation des services que par l'appréhension des retombées de l'alimentation.

Table 17. Indicateurs pour la recommandation 5 : Innover les mécanismes financiers

Recommandation 5 : Innover dans les mécanismes de financement en diversifiant les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire et/ou en mettant en place des mécanismes de cofinancement	
Indicateurs	Résultats
1. Dans quelle mesure les niveaux de financement de l'alimentation scolaire demeurent-ils stables ?	<p>1.1. La ligne budgétaire pour l'alimentation scolaire est incluse dans les budgets nationaux.</p> <p>1.2. Les niveaux de financement du programme d'alimentation scolaire dépendent moins de sources externes.</p>
2. Dans quelle mesure les responsables de l'alimentation scolaire identifient-ils des options rentables pour les programmes ?	
3. Dans quelle mesure les mécanismes de cofinancement sont-ils mis en place ?	<p>3.1. Les analyses financières intersectorielles de l'alimentation scolaire sont réalisées.</p> <p>3.2. Le programme d'alimentation scolaire est inclus dans les budgets d'autres ministères, département et agences.</p> <p>3.3. Les partenariats officiels et d'autres entités de financement du secteur public ou privé sont adoptés.</p> <p>3.4. Les communautés sont habilitées à assumer une plus grande responsabilité financière dans les programmes d'alimentation scolaire.</p> <p>3.5. Le montant des recettes nationales provenant de la réforme des subventions est augmenté et réaffecté aux programmes sociaux.</p>
4. Jusqu'à quel point les mesures de responsabilité financière sont-elles élaborées ?	<p>4.1. L'équipe dédiée pour assurer la responsabilité financière est identifiée.</p> <p>4.2. Le plan de responsabilisation financière et les lignes directrices sont élaborés et appliqués.</p> <p>4.2. Les comptes bancaires pour les acteurs impliqués dans l'achat de produits d'alimentation scolaire sont ouverts.</p> <p>4.3. Le nombre d'acteurs gérant les fonds d'alimentation scolaire est réduit.</p>

1.6. Consacrer des ressources à des systèmes de suivi et d'évaluation plus solides et automatiser les processus de rétroaction pour améliorer les résultats stratégiques

Sans une approche concrète et exécutable du suivi et de l'évaluation, il n'existe aucun moyen de suivre et de mesurer les résultats des programmes d'alimentation scolaire. En outre, sans preuve de progrès par rapport aux indicateurs du programme, il est difficile d'évaluer le succès d'un programme d'alimentation scolaire à atteindre les objectifs fixés ou d'encourager les contributions financières, souvent liées aux retombées sectorielles, des autres ministères concernés. Cependant, tout comme il n'existe pas de «bonne» manière de concevoir un programme d'alimentation scolaire, il n'existe pas de «bonne» manière de concevoir un cadre de suivi et d'évaluation pour les programmes d'alimentation scolaire. La structure des rapports de suivi et

d'évaluation dépend d'une série de facteurs tels que le niveau de centralisation pour la mise en œuvre du programme et les objectifs du programme. En tant que telle, la section de suivi et d'évaluation se concentre sur la manière dont le suivi et l'évaluation de l'alimentation scolaire intersectorielle globale, intégrée et finalement automatisée devraient être poursuivis dans le cadre de la durabilité du programme et du renforcement des capacités nationales.

La première étape consiste à définir comment mesurer clairement les objectifs du programme. Par la suite, le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire devrait effectuer des évaluations de base sur les indicateurs pertinents qui couvrent ces objectifs du programme. La présence de cette base de référence permettra ensuite de faciliter l'analyse comparative des résultats à mesure que le programme d'alimentation scolaire progressera, tout en soutenant simultanément les efforts de plaidoyer en faveur de la mise à niveau. Le ministère, le département ou l'agence responsable devrait également établir des échéanciers pour les évaluations de suivi pour tester les mêmes indicateurs. Pour les programmes susceptibles d'introduire un nouveau système de suivi et d'évaluation, les décideurs devraient s'efforcer de rassembler autant d'informations que possible pour les indicateurs sélectionnés, afin d'établir des données de base. Ces mêmes indicateurs devraient être utilisés pour les évaluations futures. Dans les deux scénarios, la mise en place de calendriers de suivi et d'évaluation, de directives et de formulaires par le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire - ainsi que la capacité de tous les acteurs impliqués dans le suivi et l'évaluation - est essentielle pour mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation cohérents qui permettent aux décideurs de suivre les changements et d'identifier les problèmes.

À l'avenir, les programmes d'alimentation scolaire devraient commencer à intégrer les rapports intersectoriels dans les plans de suivi et d'évaluation. Il est particulièrement important de trouver des moyens de recueillir des informations dans tous les secteurs une fois que les interventions complémentaires auront été intensifiées. En même temps, les décideurs devraient veiller à ne pas trop augmenter la charge de travail dans les rapports et devraient essayer d'introduire des rapports intersectoriels avec des acteurs d'autres secteurs. Par exemple, certaines écoles dans les pays visités pour la présente étude reçoivent des visites d'infirmières scolaires ou d'autres personnels de santé, démontrant ainsi comment le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire peut travailler avec le secteur de la santé pour partager et collecter des informations. Des entretiens avec l'Office national de nutrition de Madagascar ont révélé des plans de surveillance et d'évaluation intersectoriels supplémentaires grâce à l'introduction d'un carnet de santé normalisé dans toutes les écoles primaires rempli par le personnel médical et qui suit le développement physique de l'enfant. Une fois mise en œuvre, cette brochure sur la santé offre aux décideurs malgaches responsables de l'alimentation scolaire l'occasion de surveiller les mesures anthropométriques des enfants qui bénéficient de l'alimentation scolaire. L'établissement de relations et la formalisation des liens pour le partage d'informations intersectorielles présentent non seulement des avantages pour le programme d'alimentation scolaire, mais aussi pour d'autres secteurs, et le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire devrait souligner ces avantages lors de l'établissement de relations et de liens.

Encadré 25. Mesurer les effets et impacts de l'économie locale

Pour saisir toute la gamme des effets et des impacts d'un programme d'alimentation scolaire, il est conseillé d'adopter une approche globale et intersectorielle des activités de suivi et d'évaluation. Comme il est indiqué plus haut, cela implique idéalement la création de bases de données intégrées et le partage de la charge de travail et des ressources entre les secteurs. En même temps, une approche globale du suivi et de l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire, qui tente de révéler toute la gamme des effets et des impacts d'un tel programme, nécessite des méthodes progressives pour les mesurer. Les effets sur l'économie locale de l'alimentation scolaire mise en œuvre dans les écoles de la région sont parmi les plus complexes à mesurer et nécessitent donc des méthodes et des modèles appropriés.

Du point de vue de l'économie locale, les programmes d'alimentation scolaire sont un moyen de générer de nouvelles activités économiques, qui résultent, en fin de compte d'une entrée d'argent dans l'économie locale. L'argent peut être introduit dans l'économie locale par de multiples canaux comme le recrutement et le paiement des membres de la communauté comme cuisiniers, l'achat de produits alimentaires auprès des agriculteurs et producteurs locaux, et le recrutement de transporteurs locaux, entre autres. Au fur et à mesure que les particuliers et les ménages dépensent l'argent, les effets d'équilibre général - décrivant le comportement de l'offre, de la demande et des prix dans une économie - se déchaînent. Compte tenu de la disponibilité accrue de liquidités dans l'économie locale, la demande devrait augmenter, suivie d'une réaction conséquente de l'offre, les résultats potentiels étant une expansion de l'offre locale pour répondre à la demande, ou l'augmentation des importations en provenance d'autres régions, par exemple. Grâce à de tels effets, les programmes transmettent des impacts aux autres dans l'économie, y compris les individus et les ménages ne bénéficiant pas directement du programme d'alimentation scolaire.

Sur la base d'une analyse des effets des équilibres généraux dans une économie, la méthode d'évaluation de l'impact économique local a été conçue pour comprendre l'impact total des transferts monétaires sur les économies locales, y compris sur les activités productives des groupes bénéficiaires et non bénéficiaires. (Taylor, 2013). L'évaluation d'impact à l'échelle de l'économie locale fait la lumière sur la façon dont ces effets changent lorsque les programmes sont étendus à de plus grandes régions, et pourquoi ces effets se produisent. La méthode d'évaluation d'impact à l'échelle de l'économie locale construit des modèles de ménages-exploitations pour les ménages bénéficiaires et non-bénéficiaires dans la zone d'intérêt, qui décrivent les activités productives, les sources de revenus et les modèles de dépenses de chaque groupe. En utilisant ces modèles de ménage ainsi que des données et des estimations sur le comportement du marché, la méthode d'évaluation d'impact à l'échelle de l'économie locale peut évaluer les effets d'un programme spécifique sur l'économie locale. Sur la base de la méthode d'évaluation d'impact à l'échelle de l'économie locale, une méthodologie similaire qui compile les données et l'activité des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires pourrait être utilisée pour mesurer les effets et les impacts des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle locale.

Rassembler une compréhension approfondie de la façon dont un programme d'alimentation scolaire affecte l'économie locale est essentiel pour la conception et l'évaluation du programme. En outre, brosser un tableau adéquat des avantages potentiels dans tous les secteurs, tels que le développement économique local, peut soutenir les décisions de financement et les négociations entre les différentes parties prenantes et les ministères, départements ou agences. Bien que la méthode d'évaluation d'impact à l'échelle de l'économie locale n'ait pas encore été appliquée dans les évaluations des programmes d'alimentation scolaire, il est recommandé de la prendre en compte dans les futures évaluations des programmes d'alimentation scolaire en Afrique.

Le ministère, le département ou l'agence responsable de l'alimentation scolaire devrait également travailler à la création de bases de données de suivi et d'évaluation plus intégrées et rationalisées. La première étape pour y parvenir est de s'assurer que les données collectées sont standardisées et stockées dans un emplacement central. Le programme d'alimentation scolaire en Namibie a mis au point le Système namibien d'information sur l'alimentation scolaire (NaSIS), une plate-forme Internet utilisée pour saisir, analyser et dresser des rapports sur les indicateurs du programme d'alimentation scolaire. Actuellement, les niveaux régionaux et des circuits intègrent des informations provenant des rapports papier reçus des écoles dans le système MaSIS, mais la collecte des données est systématiquement décentralisée au niveau de l'école pour une collecte de données plus rapide et plus complète. L'introduction de bases de données électroniques standardisées de suivi et d'évaluation réduit le temps passé à compiler les rapports et peut être plus rentable, car la quantité de formulaires papier remplis et envoyés est abaissée et/ou éliminée. Le passage aux formulaires électroniques de rapports sur les données implique toutefois des coûts initiaux de fourniture d'ordinateurs et/ou d'autres dispositifs aux collecteurs de suivi et d'évaluation, et la formation de collecteurs de données sur la manière d'utiliser les systèmes électroniques. Cependant, ces investissements initiaux peuvent avoir des retombées à long terme sur l'étendue des informations pouvant être stockées dans une base de données électronique, la possibilité d'utiliser la technologie pour générer des rapports détaillés sur l'évolution des indicateurs d'alimentation scolaire et le temps gagné pour numériser les sources de données. De plus, le suivi des évolutions au sein des groupes cibles et des communautés de l'alimentation scolaire peut également aider les décideurs à ajuster les objectifs de l'alimentation scolaire pour qu'ils correspondent davantage aux besoins et réalités actuels.

Enfin, les décideurs responsables de l'alimentation scolaire devraient s'efforcer de tirer pleinement parti des progrès technologiques et de l'automatisation de la collecte et de la génération des rapports sur les données de suivi et d'évaluation, en particulier en matière d'opérer la collecte de données en temps réel. L'utilisation d'applications de téléphonie mobile peut sensiblement faciliter la collecte et l'envoi de données en temps réel vers des bases de données centrales, à travers une gamme d'indicateurs et de sujets. L'automatisation des processus de suivi et d'évaluation dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique est limitée, mais il existe des exemples prometteurs. Un projet pilote en Afrique du Sud capitalise la technologie du téléphone portable en fournissant aux chefs d'établissement des smartphones avec des questionnaires électroniques qui saisissent des informations sur les processus de mise en œuvre de l'alimentation scolaire, notamment la fourniture et la composition des repas, ce qui permet au PNAS d'intervenir immédiatement si des problèmes sont identifiés. D'autres scénarios de collecte de données en temps réel par le biais de la téléphonie mobile permettent aux moniteurs de recueillir et d'envoyer des informations sur la fréquentation scolaire, les notes d'examen, la distribution des repas scolaires et la composition nutritionnelle, le lavage des mains avant de manger et autres données pertinentes. En outre, pour les programmes locaux d'alimentation scolaire, les bénévoles du marché ou les contrôleurs peuvent enregistrer les prix quotidiens et la disponibilité des produits pour les programmes d'alimentation scolaire, afin de suivre toute fluctuation ou pénurie des prix. Les contrôleurs de prix peuvent détenir des intérêts pour les ministères nationaux du commerce, dont beaucoup suivent déjà l'évolution des prix des produits de base. L'utilisation des applications de téléphones mobiles pour la collecte de données est particulièrement pertinente pour le continent africain, où la possession de téléphones mobiles et l'accès à Internet augmentent à des rythmes exponentiels. À cet égard, des modes de suivi et d'évaluation technologiquement plus sophistiqués peuvent tirer parti des progrès de l'utilisation et des connaissances des smartphones, tout en permettant aux collecteurs de suivi et d'évaluation des programmes d'alimentation scolaire d'utiliser les smartphones et la technologie moderne comme instrument de collecte de données sur le suivi et l'évaluation.

La création de systèmes de suivi et d'évaluation plus forts, plus rapides et plus polyvalents permet d'élaborer des programmes d'alimentation scolaire plus facilement adaptables qui répondent aux besoins contextuels changeants et qui révèlent des tendances à plus long terme. De plus, une collecte de données plus rapide

peut permettre de comparer plus facilement les données des programmes d'alimentation scolaire aux données d'autres secteurs, par exemple, comparer les augmentations des niveaux de scolarité avec tout changement des taux de mariage des enfants ou du revenu moyen, sur une période donnée. Les corrélations ne signifient pas nécessairement la causalité, une manière plus multidimensionnelle, hybride et développementale d'organiser et d'analyser des données dans des contextes de développement plus vastes est utile pour favoriser une approche systémique du développement, concevoir des programmes de développement plus réactifs et promouvoir une approche fondée sur des données probantes pour l'élaboration des politiques. En outre, des ensembles de données plus complets peuvent aider les décideurs africains à identifier les évolutions ou les tendances régionales et panafricaines, à harmoniser les programmes et les objectifs de développement panafricains, et à favoriser l'apprentissage Sud-Sud.

Table 18. Indicators for recommendation 6: Monitoring & Evaluation

Recommandation 6 : Consacrer des ressources à des systèmes de suivi et d'évaluation plus solides et automatiser les processus de rétroaction pour améliorer les résultats stratégiques	
Indicateurs	Résultats
1. Dans quelle mesure les plans de suivi et d'évaluation de l'alimentation scolaire établissent-ils des moyens de mesurer les progrès ?	1.1. Les plans de suivi et d'évaluation fixent des indicateurs et des cibles pour les objectifs. 1.2. Les données de référence pour les indicateurs sont collectées. 1.3. Les acteurs impliqués dans le suivi et l'évaluation sont suffisamment formés pour collecter et générer des rapports sur les données.
2. Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d'évaluation de l'alimentation scolaire sont-ils normalisés à travers les niveaux de génération des rapports ?	2.1. Les modèles et formulaires de rapports uniformes sont introduits et distribués. 2.2. Des échéanciers et des lignes directrices claires et applicables en matière de rapports sont établis. 2.3. Les bases de données électroniques centralisant tous les rapports sont introduites et maintenues. 2.4. Des outils appropriés pour mettre à jour et accéder aux bases de données électroniques sont alloués.
3. Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d'évaluation de l'alimentation scolaire recueillent-ils des résultats et des informations intersectoriels ?	3.1. Des formulaires de rapport contenant un espace pour la présentation de rapports sur des indicateurs autres que l'éducation et l'apprentissage sont introduits. 3.2. Le partage de données entre le programme d'alimentation scolaire et d'autres secteurs est entrepris.
4. Dans quelle mesure les processus de retour d'information sur le suivi et évaluation de l'alimentation scolaire sont-ils améliorés et rationalisés ?	4.1. Des mécanismes automatisés de saisie et de génération de rapports, tels que des applications, ont été développés. 4.2. Les acteurs au niveau de l'école ont été formés à l'utilisation de mécanismes de données automatisés. 4.3. Des outils appropriés pour capturer des données en temps réel sont alloués. 4.4. Des directives sur la façon de répondre rapidement aux commentaires en temps réel sont mises en place.
5. Dans quelle mesure le suivi et l'évaluation éclairent-ils l'élaboration de politiques fondées sur des preuves pour l'alimentation scolaire ?	

1.7. Approfondir et apprendre de la coopération Sud-Sud et panafricaine pour optimiser les impacts stratégiques

Le dernier ensemble de recommandations présenté est la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud et panafricaine dans le cadre des efforts visant à atteindre des niveaux plus élevés de développement, de résilience, d'équité, de croissance et de cohésion sociale à travers le continent africain. La coopération Sud-Sud et panafricaine implique que les États membres de l'UA travaillent ensemble pour atteindre des objectifs communs, conformément aux documents stratégiques tels que les ODD, l'Agenda 2063 et la CESA 16-25, et capitalisent sur des forums de collaboration économique, de développement et d'apprentissage. L'idée de renforcer la coopération Sud-Sud dans le cadre des initiatives de développement dans les pays du Sud⁸⁶ n'est pas nouvelle et la coopération Sud-Sud souligne que les initiatives doivent être déterminées par les pays du Sud, guidés par les principes de respect de la souveraineté nationale, d'appropriation nationale et d'indépendance, d'égalité, de non-conditionnalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures et d'avantages mutuels⁸⁷.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) souligne les nombreux avantages d'un engagement plus Sud-Sud, notamment⁸⁸:

- L'utilisation de l'expérience et des capacités qui existent déjà et le développement de nouvelles capacités dans les pays en développement ;
- L'ouverture de canaux de communication supplémentaires entre les pays en développement ;
- La promotion et le renforcement de l'intégration économique entre pays en développement sur une base géographique aussi large que possible ;
- L'amélioration de l'effet multiplicateur de la coopération technique ;
- La promotion de l'autosuffisance économique, scientifique et technologique ;
- La connaissance et la confiance accrues dans les capacités disponibles dans les pays en développement ;
- La coordination des politiques sur les questions de développement intéressant un certain nombre de pays en développement ; et
- Le développement de la technologie indigène et l'introduction de techniques mieux adaptées aux besoins locaux, en particulier dans les secteurs de subsistance traditionnels tels que l'agriculture.

La présente étude reconnaît l'applicabilité des avantages susmentionnés et encourage l'utilisation des programmes d'alimentation scolaire comme voie vers une coopération Sud-Sud et panafricaine plus profonde. Les avantages de la recherche d'une plus grande coopération panafricaine, soit par le renforcement des directives politiques de l'UA, le développement du commerce intra-africain, les échanges d'apprentissage ou d'autres formes de soutien et de coopération, sont nombreux.

En termes de coopération économique et de développement au sein de l'UA, les forums principaux pour cela sont les communautés économiques régionales (CER)⁸⁹. Avec des échanges intra-

86. Le terme «global sud» désigne traditionnellement les pays en développement situés dans l'hémisphère sud..

87. (Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, 2017)

88. (Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, 2017)

89. (Hartzenberg, 2011)

africains relativement faibles, mais avec les échanges commerciaux intra-africains qui ne cessent de croître - seuls 10 à 12% des échanges africains se déroulent entre les pays africain⁹⁰ - les procédures d'achat pour les programmes d'alimentation scolaire peuvent davantage étendre l'utilisation des CER. En outre, des niveaux plus élevés de soutien aux programmes locaux d'alimentation scolaire sont conformes à la stratégie continentale de l'UA d'utiliser les programmes locaux d'alimentation scolaire pour améliorer la rétention et la performance des enfants dans les écoles, et pour stimuler la génération de revenus et l'entrepreneuriat dans les communautés locales⁹¹. Par exemple, les programmes d'alimentation scolaire devraient utiliser les CER dans la mesure du possible pour l'achat de produits, tirant ainsi parti des conditions commerciales favorables et des préférences alimentaires et de la production régionales communes. D'autant plus que les pays travaillent à accroître et à spécialiser leurs capacités de production, en particulier pour les produits agricoles, une augmentation du commerce intrarégional et interrégional peut suivre. Grâce à la spécialisation dans la production à plus forte valeur ajoutée, les pays peuvent commencer à développer des avantages comparatifs qui rendent le commerce intrarégional - et éventuellement intra-africain - de plus en plus attrayant. Par exemple, les productrices qui dirigent l'usine de production de yaourt au nord du Burkina Faso peuvent progressivement exporter leurs produits. L'exploitation des économies d'échelle et de gamme de production accordées par ses liens avec le programme d'alimentation scolaire pourrait permettre à l'usine d'exporter des produits de qualité à des prix compétitifs vers d'autres pays de la région. En outre, en raison de l'augmentation de la production, ces femmes envisagent maintenant d'acheter du lait au Niger voisin, ce qui leur permettra de réaliser des gains transfrontaliers. Bien que ce type de commerce régional soit, pour le moment, encore à une échelle relativement modeste, il montre les effets potentiels de niveaux de production locaux plus élevés sur les échanges transfrontaliers avec les pays voisins. Cependant, il est essentiel d'établir des liens avec les stratégies industrielles régionales afin de mieux coordonner les efforts de spécialisation et d'expansion.

Encadré 26. Initiative du Lesotho : les petits agriculteurs sud-africains soutiennent le Lesotho

En réponse à une crise alimentaire majeure qui a été déclarée au Lesotho en 2012, après une saison sèche prolongée, l'initiative du Lesotho a vu le jour grâce à la coopération entre le Gouvernement sud-africain et le PAM. Dans le cadre de cette initiative, le Gouvernement sud-africain a fourni au PAM une aide de 180 millions de rands lui permettant de fournir une assistance alimentaire pendant 22 mois au Lesotho. L'assistance était particulièrement ciblée sur les enfants et les femmes vulnérables dans le pays. Grâce au programme de repas scolaire existant au Lesotho, le PAM a distribué des dons alimentaires sud-africains aux enfants d'âge préscolaire et primaire, tandis que les femmes enceintes et allaitantes recevaient des aliments spéciaux enrichis (Gouvernement sud-africain, 2015).

En même temps, dans le cadre de son engagement à soutenir les petits agriculteurs, en coopération avec le Gouvernement sud-africain, le PAM a fourni 40% des céréales nécessaires au Lesotho en provenance des petits exploitants d'Afrique du Sud. Ainsi, dans le cadre de l'Initiative du Lesotho, le PAM a acheté plus de 4 300 tonnes de maïs et de haricots, représentant une valeur de 21 millions de rands auprès des petits exploitants. En plus des dons achetés auprès de petits agriculteurs, le PAM a également acheté quelque 16 000 tonnes métriques de produits auprès de négociants commerciaux en Afrique du Sud (Gouvernement sud-africain, 2015).

Soutenant cette initiative, et dans le cadre d'une action plus large visant à autonomiser et à habiliter les petits agriculteurs, le PAM et ses partenaires ont dispensé une formation sur des sujets variés tels que le stockage et la manutention après récolte à des centaines de membres d'organisations paysannes sud-africaines. En conclusion, l'Initiative du Lesotho est un exemple de coopération panafricaine visant à lutter contre l'insécurité alimentaire, tout en aidant à promouvoir l'accès au marché pour les petits agriculteurs.

90, (Hartzenberg, 2011)

91, (Centre d'excellence du PAM contre la faim, 2016)

Comme souligné dans les sections précédentes du chapitre 3, la communication est la clé des relations productives et coopératives, et il est important que les États membres communiquent avec leurs homologues régionaux sur les possibilités de resserrer leurs engagements. Cet engagement ne se limite pas aux activités commerciales ou économiques, car la coopération Sud-Sud et panafricaine vise également à renforcer les programmes de repas scolaires à travers le continent par des échanges d'apprentissage horizontaux, tout en promouvant la reconnaissance internationale des succès des États membres de l'UA dans divers secteurs de développement⁹². Une communication plus étroite donne également l'occasion d'analyser les problèmes de développement primaire et invite les États membres de l'UA à présenter leur propre expertise et connaissance sur ces questions, en formulant ainsi les stratégies nécessaires pour les résoudre⁹³. L'apprentissage horizontal, dans lequel les participants partagent les connaissances, constitue une plate-forme précieuse à travers laquelle la communication entre les pays du Sud peut se produire. À cet égard, le Centre d'excellence du PAM au Brésil appuie et coanime des ateliers et des réseaux régionaux et nationaux en Afrique pour promouvoir l'échange de connaissances sur les programmes d'alimentation scolaire, favorisant ainsi les dialogues politiques nationaux et améliorant les possibilités d'apprentissage entre les pays. Par exemple, les parties prenantes nationales du Cameroun et du Burkina Faso ont entrepris des visites d'étude réciproques dans chaque pays. Au Togo par contre, le Centre d'excellence du PAM a aidé le gouvernement national à élaborer une politique d'alimentation scolaire locale. Un autre exemple est le Réseau panafricain pour l'alimentation scolaire (REPANS). Le REPANS est une initiative née du besoin ressenti par un groupe de pays, à l'origine francophones, de créer un cadre permanent et dynamique ouvert à tous les pays africains pour échanger et mettre en commun des expériences pratiques et théoriques, des ressources et des outils. Au départ, l'affinité de la langue était un facteur facilitateur du rapprochement et ciment du groupement. Cependant, la nécessité de former un réseau a ses racines dans la soif commune de l'Afrique à ancrer l'alimentation scolaire dans les politiques publiques et à en faire un levier pour améliorer la situation éducative et stimuler la performance de l'économie dans différents pays. Aujourd'hui, le réseau englobe plus de 20 pays africains et comprend des États non francophones.

92. (ASUL, 2017)

93. (Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, 2017)

Encadré 27. L'initiative sur les repas scolaires et la protection sociale dans la région MENA

Le vrai sens de la coopération Sud-Sud est que les pays du Sud s'engagent dans une communication plus étroite, le partage des connaissances et l'intégration. Avec ce sens à l'esprit, les États membres de l'UA peuvent regarder au-delà des frontières du continent africain pour trouver des partenaires dans la réalisation d'objectifs de développement multisectoriels. Par exemple, l'Initiative du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour les repas scolaires et la protection sociale (ci-après dénommée « Initiative ») - à laquelle participent le Maroc, la Jordanie, le Liban, la Syrie, l'Iran et les États membres de l'UA comme la Tunisie, l'Égypte, le Soudan et l'Algérie - réunit les gouvernements régionaux et les parties prenantes pour mobiliser des capacités et des expertises complémentaires de différents secteurs afin d'améliorer la couverture, la qualité et l'impact des repas, et mieux les intégrer dans les politiques de protection sociale (PAM, 2017). L'Initiative était un résultat clé d'une réunion multipartite convoquée par le PAM à la mi-2016. L'objectif principal de l'Initiative est de s'assurer que les garçons et les filles vulnérables sont atteints avec des repas scolaires de grande qualité et à fort impact. De plus, en aidant les gouvernements nationaux à s'approprier davantage les programmes d'alimentation scolaire et en établissant des liens entre les programmes les économies locales et à l'agriculture, l'Initiative contribue à la réalisation de plusieurs ODD. L'Initiative vise à atteindre des objectifs multidimensionnels et à offrir des avantages mutuellement bénéfiques en aidant les États participants à réaliser leurs propres objectifs multisectoriels grâce à des programmes d'alimentation scolaire renforcés, tout en utilisant la coopération Sud-Sud pour partager les meilleures pratiques, les connaissances et les bases factuelles pour améliorer la qualité des programmes, renforcer les systèmes et les politiques de gouvernance nationale et renforcer les liens entre l'alimentation scolaire et la protection sociale.

Dans les pays participant à l'Initiative, plusieurs obstacles, tels que les conflits, la pauvreté et l'inégalité entre hommes et femmes empêchent les enfants d'aller à l'école et, par conséquent, de renforcer leur potentiel de capital humain. Utilisant la plate-forme du repas scolaire et capitalisant sur l'apprentissage Sud-Sud, l'Initiative améliorera la couverture, la qualité et la durabilité des programmes nationaux d'alimentation scolaire, tout en favorisant la coopération intersectorielle dans la réalisation des objectifs nationaux de développement et l'expansion des systèmes de protection sociale.

En outre, les programmes d'alimentation scolaire peuvent utiliser la cantine elle-même en tant qu'expression de la coopération panafricaine de solidarité. Par exemple, des programmes d'alimentation scolaire peuvent être mis en œuvre pour atténuer les phénomènes panafricains négatifs de déplacements soudains de population transfrontaliers associés à la sécheresse, aux calamités naturelles ou aux conflits. De tels événements peuvent entraîner des interruptions de l'accès des populations touchées à l'éducation, à la santé, au logement, à la nourriture et à d'autres services, et/ou des demandes accrues pour de tels services. Les demandes accrues des populations déplacées pour l'éducation, la santé, le logement, la nourriture et d'autres services peuvent affecter l'accès des communautés hôtes, ce qui peut créer des tensions entre les deux populations. Bien que chaque situation d'urgence, qu'elle soit naturelle ou causée par l'homme, exige des réponses uniques, l'alimentation scolaire peut être utilisée de diverses manières pour atténuer les effets secondaires négatifs pour les populations déplacées et les communautés d'accueil, comme en témoigne l'exemple des cantines d'urgence au Niger présentée au chapitre 1. Les engagements démontrés des pays africains à apporter des réponses globales, telles que l'alimentation scolaire, aux situations d'urgence en Afrique sont importants pour garantir que le développement du capital humain des populations déplacées ne soit pas affecté. En outre, cet engagement à protéger les personnes déplacées des pays voisins ou d'autres pays africains montre un soutien mutuel et une solidarité qui, à leur tour, peuvent approfondir les niveaux de coopération panafricaine.

En fin de compte, l'alimentation scolaire peut contribuer, du point de vue systémique, à une coopération Sud-Sud et panafricaine plus étroite en contribuant à améliorer les indicateurs d'éducation, d'apprentissage, de nutrition et de santé et le développement global du capital humain. Les niveaux croissants de capital humain aident à former des forces de travail plus fortes, plus compétitives et plus productives qui renforcent les marchés régionaux et augmentent les niveaux de production nationaux. En présence de main-d'œuvre plus qualifiée et de niveaux de production plus élevés, les décideurs régionaux devraient discuter de la manière d'exploiter ces capacités pour atteindre les objectifs et cibles de développement, travailler ensemble et avec les partenaires du Sud exploiter ces progrès pour stimuler les niveaux de production locaux, développer les possibilités d'emploi pour une main-d'œuvre plus qualifiée, améliorer les technologies locales et stimuler le développement de l'Afrique. De même, exploiter de tels progrès peut accroître les efforts visant à renforcer l'appropriation nationale des programmes de développement, tels que l'alimentation scolaire, et à encourager les programmes nationaux à opérer à partir de l'approche systémique du développement.

Tableau 19. Indicateurs pour la recommandation 7 : Coopération Sud-Sud et panafricaine

Recommandation 7 : Approfondir et apprendre de la coopération Sud-Sud et panafricaine pour optimiser les impacts stratégiques	
Indicateurs	Résultats
1. Dans quelle mesure les programmes d'alimentation scolaire utilisent-ils les CER et le commerce intra-africain pour fournir des repas scolaires ?	1.1. Des consultations transnationales sont menées entre les décideurs sur l'augmentation des opportunités commerciales et les stratégies industrielles et agricoles. 1.2. Le niveau du commerce intra-CER a augmenté. 1.3. Le niveau du commerce intra-africain a augmenté.
2. Dans quelle mesure les décideurs s'engagent-ils dans un apprentissage horizontal pour éclairer la prise de décision ?	2.1. La participation nationale aux voyages d'études et d'échanges sud-sud et panafricains est effective. 2.2. La prise de décision et l'élaboration de politiques fondées sur les preuves et l'expérience des échanges internationaux ont été améliorées.
3. Dans quelle mesure l'alimentation scolaire est-elle intégrée dans les systèmes d'intervention en cas d'urgence en Afrique ?	3.1. Des cantines d'urgence sont ouvertes pour nourrir les étudiants déplacés par des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. 3.2. L'alimentation scolaire est intégrée dans les systèmes de réponse globale aux situations d'urgence.

2. Construire des Programmes nationaux d'alimentation scolaire à partir de l'approche systémique

Les sections ci-dessus sur les « sept grandes recommandations » ont pour but de fournir des conseils sur la façon dont les décideurs africains responsables de l'alimentation scolaire peuvent renforcer et soutenir leurs programmes d'alimentation scolaire. Un renforcement progressif des capacités nationales à diriger des programmes d'alimentation scolaire, en plus des retombées de plus en plus importantes des programmes, peut ouvrir la voie à l'appropriation nationale. Avec un nombre croissant de pays en Afrique qui ont déjà

ou sont en train de passer à des programmes nationaux d'alimentation scolaire, d'autres pays comptent encore sur la capacité et l'assistance des donateurs et des partenaires techniques pour mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. Alors que la participation des partenaires techniques et des bailleurs de fonds apporte un soutien précieux et une expertise dans le plaidoyer, l'élaboration de politiques, l'appui budgétaire et une couverture accrue des programmes d'alimentation scolaire, l'appropriation nationale des programmes d'alimentation scolaire est un objectif pour de nombreux pays africains. Un programme local d'alimentation scolaire, conçu du point de vue des systèmes, établissant adéquatement des liens avec d'autres programmes de protection sociale et des secteurs tels que la santé, l'éducation et l'agriculture, est souhaitable pour assurer la viabilité à long terme et maximiser les effets sectoriels et les retombées que les programmes d'alimentation scolaire peuvent avoir. En outre, même si les pays adoptent des approches et des calendriers différents pour élaborer leurs programmes d'alimentation scolaire, plusieurs éléments de base suivant une approche systématique et séquentielle sont nécessaires pour construire un programme local d'alimentation scolaire intégré dans le paysage plus large de la protection sociale du pays.

Dans un premier temps, la sensibilisation sur l'importance des programmes d'alimentation scolaire et la richesse des rendements qu'ils peuvent produire, si elle est conçue et mise en œuvre de manière adéquate, est nécessaire à tous les niveaux et pour tous les publics, allant des politiciens au grand public. Cette sensibilisation peut être soutenue par des recherches fondées sur des données factuelles comme l'analyse préalable des coûts et des avantages, et les cas d'investissement dans l'alimentation scolaire, révélant les retombées que de tels programmes peuvent avoir. Ici, les pays peuvent s'appuyer sur l'expertise que possèdent des acteurs tels que le Centre d'excellence du PAM, les bureaux de pays du PAM et d'autres partenaires techniques. Après la sensibilisation, un pays doit définir la portée du programme local d'alimentation scolaire. Quelle est la vision nationale du programme et comment peut-il être intégré dans les plans de développement nationaux et/ou la stratégie de réduction de la pauvreté ? La prise en compte de ces décisions de haut niveau est essentielle pour garantir que le futur programme soit correctement intégré dans les activités et initiatives nationales en cours.

En outre, les pays qui envisagent de passer à un programme national d'alimentation scolaire doivent prendre des décisions cruciales sur la conception et la structure institutionnelle du programme. Ici, le renforcement de la coopération Sud-Sud et panafricaine, et le partage des connaissances peuvent aider les pays à prendre ces décisions. Les leçons tirées des expériences des comités de la région et d'ailleurs peuvent jouer un rôle important dans la conception de programmes spécifiques au contexte, tout en tirant les leçons des défis et opportunités rencontrés par les autres pays au cours du processus. Au cours des dernières années, le Centre d'excellence du PAM, avec l'Union africaine, a largement coopéré à la promotion de la coopération Sud-Sud à travers le continent et peut donc fournir une assistance technique dans ce processus. La création éventuelle d'un groupe d'alimentation scolaire de l'UA serait également utile pour guider les États membres de l'UA dans la manière de progresser vers des niveaux plus élevés d'appropriation nationale.

Cependant, conformément au Cadre conceptuel et aux « sept grandes recommandations », les efforts en faveur de l'appropriation nationale devraient s'inscrire dans l'approche systémique du développement. Comme il ressort du Cadre conceptuel et des « sept grandes recommandations », il existe des zones de chevauchement et de complémentarité entre chaque recommandation et diverses caractéristiques de conception du programme, ou leviers stratégiques. Par exemple, la participation de la communauté et le niveau de centralisation interagissent étroitement, l'un et l'autre évoluant de concert avec l'autre et en réponse l'un à l'autre, et une réponse et une coordination intersectorielles sont nécessaires pour mettre en œuvre un suivi et une évaluation plus intégrés qui recueille et compare les résultats entre les secteurs. Ces complémentarités montrent comment une recommandation ou une caractéristique de conception ne peut pas conduire seule l'approche systémique de l'alimentation scolaire, mais plutôt comment chacune doit travailler avec d'autres recommandations et leviers stratégiques pour construire l'approche systémique de l'alimentation scolaire. De plus, la mise en œuvre

de l'approche systémique de l'alimentation scolaire exige que chaque secteur dépasse les approches cloisonnées de planification et d'exécution intégrées.

Comme pour la transition vers l'appropriation nationale, il existe des mesures concrètes que les décideurs peuvent adopter pour l'approche systémique de l'alimentation scolaire. Les éléments de la conception et de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire, associés aux mécanismes institutionnels intégrés, peuvent faciliter les progrès vers une planification plus unifiée dans laquelle différents secteurs travaillent ensemble et autour de l'alimentation scolaire pour minimiser les menaces potentielles à la stabilité globale et à la résilience des populations. Par exemple, des chocs soudains sur les revenus, tels que ceux provoqués par la sécheresse ou la volatilité des prix des cultures, peuvent amener les ménages à retirer leurs enfants de l'école. En effet, des visites sur le terrain dans des écoles en Éthiopie, au Niger, à Madagascar et dans d'autres pays ont révélé que ce mécanisme d'adaptation négatif est utilisé par les ménages dans les zones sujettes à la sécheresse. Le retrait des enfants de l'école peut entraîner la perte de capital humain dans les ménages touchés,⁹⁴ car leur éducation et leur apprentissage sont interrompus. Dans ces situations, les responsables de l'alimentation scolaire doivent aller au-delà de l'idée de servir simplement des repas scolaires pour attirer et retenir les écoliers et envisager des environnements plus vastes - physiques, culturels, économiques, démographiques - dans lesquels l'alimentation scolaire fonctionne. Par exemple, dans les zones sujettes à la sécheresse, servir plusieurs repas scolaires nutritifs par jour peut aider les ménages subissant des chocs à garder les enfants à l'école, comme c'est le cas pour la stratégie dans les zones du Niger exposées à la sécheresse, ou alors, en fournissant des transferts d'argent supplémentaires aux ménages vivant dans des zones sujettes aux chocs, les ménages peuvent également garder les enfants à l'école jusqu'à ce que leur situation se stabilise. La conception de programmes d'alimentation scolaire dans le cadre de mesures de protection sociale intégrant tous les aspects des politiques de protection sociale, y compris la prévention, la protection, la promotion et la transformation, nécessite la participation de tous les secteurs pour identifier et coordonner les interventions appropriées.

Un autre élément de conception dans les programmes d'alimentation scolaire qui peut promouvoir l'approche systémique est la stratégie d'approvisionnement multisectorielle et orientée vers le développement qui incorpore la production locale pour fournir de plus en plus de produits au fil du temps. L'approvisionnement en produits de base est un élément majeur d'un programme d'alimentation scolaire et est largement influencé par plusieurs leviers stratégiques et la participation de divers acteurs. Par exemple, l'augmentation des capacités de production locales nécessite souvent la fourniture de services de vulgarisation agricole, qui nécessite, à son tour, la participation d'acteurs du secteur agricole, alors que l'amélioration de la qualité des produits locaux peut nécessiter la participation d'acteurs des secteurs de la nutrition ou du commerce. Cependant, au-delà du potentiel des stratégies d'achats impliquant une gamme d'acteurs intersectoriels, une stratégie d'achats pour le développement qui améliore avec succès les niveaux et la qualité de la production locale, établit des liens entre les producteurs locaux et les marchés étendus et facilite la transition vers une production à plus forte valeur ajoutée. En outre, la spécialisation a le potentiel de transformer les marchés nationaux et régionaux, contribuant ainsi au développement socio-économique global.

Les exemples et les scénarios ci-dessus mettent en évidence les voies et moyens de promouvoir un programme local d'alimentation scolaire qui fonctionne selon l'approche systémique. Ces exemples, cependant, ne sont pas censés être des recommandations en soi, car la mise en œuvre de l'approche systémique de l'alimentation scolaire n'est pas linéaire ou basée sur la satisfaction d'un certain ensemble d'exigences. La clé de l'élaboration de programmes d'alimentation scolaire soutenus par les systèmes réside dans la recherche de relations mutuellement bénéfiques entre l'alimentation scolaire et les autres secteurs et le développement de ces relations en optimisant les éléments de la conception et de la mise en œuvre au profit de tous les acteurs. Par conséquent, la présente étude peut constituer une ressource précieuse pour les pays qui cherchent à construire ou à intensifier un programme local d'alimentation scolaire.

94. (FAO, 2011)

Réflexions finales

Le présent chapitre s'appuie sur les tendances actuelles des programmes d'alimentation scolaire sur le continent et sur les preuves existantes des résultats et des impacts présentés au chapitre 1, ainsi que sur le Cadre conceptuel des programmes d'alimentation scolaire durable développé au chapitre 2. S'appuyant sur les idées et les conclusions présentées dans les chapitres précédents, le chapitre 3 présente des recommandations et des pistes pour les programmes d'alimentation scolaire au sein des États membres de l'UA, visant à assurer la durabilité et l'appropriation nationale, et à promouvoir l'approche systémique de l'alimentation scolaire. En outre, le présent chapitre poursuit l'évaluation des programmes d'alimentation scolaire du point de vue systémique, affirmant que le paysage politique des pays et les programmes de développement fonctionnent le mieux si les politiques et les programmes s'influencent constamment et évoluent ensemble, améliorant en fin de compte la durabilité de chaque programme individuel.

De nombreux décideurs responsables de l'alimentation scolaire estiment déjà qu'il est nécessaire d'adapter les structures et les modèles d'alimentation scolaire actuels aux priorités et stratégies de développement actuelles et de renforcer la viabilité du programme d'alimentation scolaire. Par exemple, les responsables de l'alimentation scolaire interrogés lors de missions dans les pays ont souligné l'importance d'intégrer l'alimentation scolaire dans les plans et cadres intersectoriels, et certains pays ont intégré l'alimentation scolaire dans la protection sociale ou d'autres cadres de développement. Il s'agit d'une étape importante pour accroître la durabilité des programmes d'alimentation scolaire aux niveaux stratégiques nationaux grâce à une coordination et à une adhésion multisectorielles accrues, avec l'expansion de l'alimentation scolaire locale et les capacités de production locales, et des mesures complémentaires pour accroître la durabilité au niveau communautaire.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer l'alimentation scolaire durable sur le continent. Ici, les priorités et les besoins de réforme diffèrent d'un État membre de l'UA à l'autre, mais chaque État membre devra identifier ses propres priorités en matière d'alimentation scolaire et les domaines d'action futurs. Néanmoins, comme mentionné au chapitre 1, trouver des intersections et des points communs entre les programmes d'alimentation scolaire et les priorités continentales de haut niveau peut servir de plateformes d'apprentissage et de coopération utiles pour les décideurs africains. Pour résumer les « sept grandes recommandations » contenues dans le chapitre 3, certaines priorités par recommandation nécessitant l'attention des décideurs à travers le continent sont identifiées ci-dessous :

1. **Établir des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de développement internationaux, continentaux et nationaux :** Inclusion de l'alimentation scolaire dans les plans nationaux de développement et/ou les stratégies de protection sociale.
2. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre des objectifs stratégiques intersectoriels :
 - » **Interventions complémentaires :** Au-delà des interventions axées sur la santé, des interventions complémentaires sous forme de transferts en espèces ou en nature, potentiellement ciblées sur des groupes spécifiques d'élèves, peuvent servir d'instruments pour soutenir les ménages particulièrement vulnérables. En outre, des liens plus élaborés pourraient être établis avec les activités génératrices de revenus. En tant que tel, établir des liens entre les programmes d'alimentation scolaire et les programmes de travaux publics sert d'exemple pour la fourniture de l'infrastructure nécessaire à l'offre.
 - » **Conception du menu :** divers repas scolaires qui varient d'un jour à l'autre en termes de contenu nutritionnel et de satisfaction des élèves. Des niveaux plus élevés de produits locaux, y compris les produits frais, peuvent aider à garantir la diversité des menus et à promouvoir de bonnes habitudes alimentaires pour les écoliers.

- » **Modalités de livraison et calendrier :** La fourniture d'au moins un repas nutritif par jour de classe dans une année peut aider à atteindre les résultats des programmes d'alimentation scolaire en matière d'éducation, de santé et de nutrition.
 - » **o Ciblage:** With Avec l'augmentation des inscriptions dans les écoles du secondaire en raison des niveaux plus élevés d'achèvement des études primaires en Afrique,⁹⁵ les décideurs devront peut-être envisager d'étendre la couverture des repas scolaires à l'enseignement secondaire. En outre, l'achèvement des études secondaires peut mieux générer des retombées plus élevées sur les revenus à long terme, la santé, la fécondité, l'égalité entre hommes et femmes, et la participation civique et politique que l'enseignement primaire.⁹⁶
 - » **Investir et renforcer les mécanismes d'intervention et de coordination multisectoriels:** La formalisation de partenariats et de mécanismes multisectoriels dans les programmes d'alimentation scolaire, soit par le biais de politiques nationales et/ou de cadres juridiques, devrait être poursuivie pour ajouter la protection et la durabilité à une coopération multisectorielle accrue.
 - » **Niveau de centralisation et participation de la communauté :** Investir davantage dans la capacité des acteurs locaux et des communautés dans la gestion du programme d'alimentation scolaire peut avoir des retombées à long terme, car les communautés assument davantage de responsabilités de mise en œuvre. Le renforcement des capacités est également essentiel pour enseigner aux communautés de meilleures compétences en gestion financière dans les structures d'alimentation scolaire décentralisées.
3. **Commit to developmental procurement strategies that exert a strong focus on increasing local production capacities:** Foster the continued growth of HGSP through more decentralised procurement processes that rely on communities for purchasing, transport and storage of commodities, and on local farmers to supply commodities. As such, school feeding programmes should concentrate on increasing local production capacities and ensuring a developmental procurement process, particularly one that consistently ensures sufficient supply-side responses to support growth.
 4. **S'engager à développer des stratégies d'achats qui mettent l'accent sur l'augmentation des capacités de production locales :** APromouvoir la croissance continue de l'alimentation scolaire locale grâce à des processus d'approvisionnement plus décentralisés reposant sur les communautés pour l'achat, le transport et le stockage des produits, et sur les agriculteurs locaux pour l'approvisionnement. À ce titre, les programmes d'alimentation scolaire devraient se concentrer sur l'augmentation des capacités de production locales et la mise en place d'un processus d'achats pour le développement, en particulier un processus qui assure systématiquement des réponses adéquates du côté de l'offre pour soutenir la croissance.
 5. **Innover dans les mécanismes de financement en diversifiant les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire et/ou en mettant en place des mécanismes de cofinancement :** La recherche active de plus de sources de financement pour les programmes d'alimentation scolaire est essentielle à l'expansion et à la durabilité du programme. En outre, la mise en œuvre de mécanismes de cofinancement permet de maximiser les retombées pour un pays et sa population.
 6. **Consacrer des ressources à des systèmes de suivi et d'évaluation plus solides et automatiser les processus de rétroaction pour améliorer les résultats stratégiques :** Il est nécessaire de renforcer le suivi et l'évaluation, non seulement sur les indicateurs de programme et les résultats de l'alimentation scolaire traditionnelle, mais aussi sur la comparaison des résultats des différentes modalités d'alimentation scolaire, le ciblage, les mécanismes institutionnels et/ou les interventions complémentaires, et la comparaison des résultats de développement entre les secteurs. Davantage d'analyses comparatives et des coûts-avantages des modèles d'alimentation scolaire peuvent être utilisées dans l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes

95. (L'Institut Afrique-Amérique, 2015)

96. (Duflo, Dupas et Kremer, 2015)

sur le modèle d'alimentation scolaire le plus approprié et le plus efficace pour un pays donné et ses contextes. De plus, l'adoption d'un plus grand nombre de méthodes de suivi et d'évaluation numérisées, automatisées et électroniques pour la capture et la génération de rapports est importante pour créer des ensembles de données plus complets sur les résultats de l'alimentation scolaire.

- 7. Approfondir et apprendre de la coopération Sud-Sud et panafricaine pour optimiser les impacts stratégiques :** Même si l'achat régional de produits d'alimentation scolaire a déjà lieu dans certaines régions, en particulier en Afrique australe, une coopération panafricaine pourrait encore être encouragée. Bien que la présente étude vise à faire un premier pas vers une coopération panafricaine et Sud-Sud accrue dans le domaine de l'alimentation scolaire, un échange d'idées et de bonnes pratiques plus global parmi les décideurs de différents pays est toujours encouragé. En outre, le potentiel de l'alimentation scolaire en tant que vecteur de développement de la coopération et du commerce régionaux, dans le but global de maximiser les résultats et les impacts du développement des Programmes nationaux d'alimentation scolaire, n'a pas encore été exploité

En outre, des plans de transition concrets vers l'appropriation nationale de l'alimentation scolaire seront une préoccupation majeure, car les bureaux du PAM dans un certain nombre de pays africains cherchent à réduire leur rôle dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire et jouent un rôle consultatif technique plus important.

À l'avenir, les décideurs africains et les pays africains devraient envisager l'alimentation scolaire dans des conversations stratégiques pour améliorer le capital humain, élargir l'accès aux activités génératrices de revenus, stimuler la production nationale et atteindre les effets souhaités dans les secteurs de l'éducation et de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition et de l'agriculture et du développement économique local. Il est particulièrement important de renforcer les niveaux de qualification de la main-d'œuvre nationale grâce à de meilleurs résultats en matière d'éducation et de santé, compte tenu de la trajectoire plus axée sur les connaissances et les services de l'économie mondiale, tandis que l'amélioration de la production agricole et des capacités d'élevage est un aspect important pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de nombreux Africains qui dépendent de l'agriculture comme source de revenus et de nourriture. Les buts et objectifs des ODD, de l'Agenda 2063 et de la CESA 16-25 aident à établir des repères pour les plans de développement des décideurs africains, mais le chemin vers ces repères nécessitera un ensemble d'interventions adaptables et progressives guidées par l'approche systémique du développement. Toutefois, sur le continent désireux de favoriser la cohésion sociale, de promouvoir le développement social inclusif et de parvenir à une croissance économique équitable et durable, l'alimentation scolaire est bien placée pour faciliter la progression vers les objectifs, buts et programmes de développement.

Références

- frica-America Institute. (2015). *State of Education in Africa Report: 2015*. New York: Africa-America Institute.
- African Development Bank Group. (n.d.). *African Guarantee Fund for Small and Medium-sized Enterprises*. Tiré de: Initiatives & Partnerships: <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/african-guarantee-fund-for-small-and-medium-sized-enterprises/>
- African Union. (2015). *Continental Education Strategy for Africa 2016-2025*.
- African Union. (2015). *Implementation of the continental education strategy*. Tiré de: <http://www.au.int/en/pressreleases/30834/implementation-continental-education-strategy-africa>
- African Union. (2016). *Agenda 2063 linkages with the Sustainable Development Goals (SDGs)*. Tiré de: <http://agenda2063.au.int/en/documents/agenda-2063-linkages-sustainable-development-goals-sdgs>.
- African Union. (2016). *Assembly of the Union, Assembly/AU/Dec.588-604(XXVI)*. Addis Ababa: African Union.
- African Union Commission; New Partnership for Africa's Development; UN Economic Commission for Africa; World Food Programme. (2013). *Key Findings of the COHA Study*. Tiré de: <http://www.costofhungerafrica.com/10-findings-of-coha/>
- African Union. (No date). *About Agenda 2063*. Tiré de: African Union: <https://www.au.int/web/en/agenda2063/about>
- Alderman, H., Gilligan, D., & Lehrer, K. (2010). The Impact of Food for Education Programs on School Participation in Northern Uganda. *Economic Development and Cultural Change*, 187-218.
- Andang'o, P. ., Ayah, R., West, C., Mwaniki, D., De Wolf, C., Kraaijenhagen, R., . . . Verhoef, H. (2007). Efficacy of iron-fortified whole maize flour on iron status of schoolchildren in Kenya: a randomised controlled trial. *The Lancet*, 1799–1806.
- Andriamananjara, S. (2015, June 17). *Understanding the importance of the Tripartite Free Trade Area*. Tiré de: The Brookings Institution: <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2015/06/17/understanding-the-importance-of-the-tripartite-free-trade-area/>
- Ash, D., Tatala, S., Frongillo JR, E., Ndossi, G., & Latham, M. (2003). Randomized Efficacy Trial of a Micronutrient-fortified Beverage in Primary School Children in Tanzania. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 891-898.
- Beddoes, Z. M. (2012, October 13). *For richer, for poorer*. Tiré de: The Economist: <http://www.economist.com/node/21564414>
- Bukari, M., & Hajara, I. (2015). The Ghana School Feeding Program: Factors Affecting Enrolment of Pupils in Garu-Tempene District, Upper East Region. *International Journal of Innovative Research and Development*, 298-302.
- Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., & Drake, L. (2009). *Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. Washington, D.C.: World Bank .
- AButtenheim, A., Alderman, H., & Friedman, J. (2011). *Impact Evaluation of School Feeding Programs in Lao PDR*. Washington, D.C.: World Bank.

- Chen, G. (1975). What is the Systems Approach? *Interfaces*, 32-37.
- Coles, C. (2013). *What is known about the impact of structured demand activities on resilient food systems?*. London: Overseas Development Institute.
- Cooke, E., Hague, S., Tiberti, L., Cockburn, J., & El Lahga, A.-R. (2014). Estimating the impact on poverty of Ghana's fuel subsidy reform and a mitigating response. *Journal of Development Effectiveness*, 105-128.
- Davis, J. (2006). *How can the poor benefit from the growing markets for high value agricultural products?* Kent: Natural Resources Institute.
- De Carvalho, F., Dom, B., Fiadzigbey, M., Filer, S., Kpekpena, I., Lin, C., . . . Tanabe, S. (2011). *Ghana School Feeding Program: Re-Tooling for a Sustainable Future*. Berkeley: University of California-Berkeley Haas School of Business.
- De Onis, M., Blössner, M., & Borghi, E. (2010). Global prevalence and trends of overweight and obesity among preschool children. *American Journal of Clinical Nutrition*, 1257–64.
- Del Rossa, J. (1999). *School Feeding Programs: Improving effectiveness and increasing the benefit to education. A Guide for Program Managers*. Partnership for Child Development.
- Diagne, A., Lo, M., Sokhna, O., & Diallo, F. (2014). *Evaluation of the impact of school canteen programs on internal efficiency of schools, cognitive acquisitions and learning capacities of students in rural primary schools in Senegal*. Nairobi: Partnership for Economic Policy.
- Direction Nationale des Cantines; Partnership for Child Development; Programme Alimentaire Mondial. (2011). *Alimentation Scolaire à base de Produits Locaux: Etude de Cas. Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires en Côte d'Ivoire*. London: Partnership for Child Development.
- Drake, L., Woolnough, A., Burbano, C., & Bundy, D. (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries*. London: Imperial College Press.
- Duflo, E., Dupas, P., & Kremer, M. (2015). *Returns to Secondary Schooling in Ghana*. New Haven: Innovations for Poverty Action.
- Ellis, J. (2012). *The Namibian School Feeding Programme: A Case Study*.
- European Commission. (2010). *Europe 2020: A strategy for smart, sustainable and inclusive growth*. Brussels: European Commission.
- European Union. (2014). *The social and economic consequences of malnutrition in ACP countries*.
- Fanjiang, G., & Kleinman, R. E. (2007). Nutrition and performance in children. *Current Opinion in Clinical Nutrition & Metabolic Care*, 10, 342–347.
- Finan, T. R., & Muindi, M. (2010). *Impact Evaluation of WFP School Feeding Programmes in Kenya (1999-2008): A Mixed-Methods Approach*. Rome: World Food Programme.
- Food and Agriculture Organization. (2011). *Recent trends in world food commodity prices: costs and benefits*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations . (n.d.). *Food and Nutrition Education* . Tiré de: Nutrition: <http://www.fao.org/nutrition/education/en/>
- Gallopín, G. (2003). *A Systems Approach to Sustainability and Sustainable Development*. Santiago: United Nations.
- Gallopín, G. (2003). *A systems approach to sustainability and sustainable development*. Santiago:

- Economic Commission for Latin America and the Caribbean.
- Galloway, R., Kristjansson, E., Gelli, A., Meir, U., Espejo, F., & Bundy, D. (2009). School Feeding: Outcomes and costs. *Food and Nutrition Bulletin*, 30(2), 171-182.
- Hartzenberg, T. (2011). *Regional Integration in Africa*. Geneva: World Trade Organization.
- Hayasaki, E. (2016, August 25). *How poverty affects the brain*. Tiré de: Newsweek: <http://europe.newsweek.com/how-poverty-affects-brains-493239?rm=eu>
- Houngbo, G. (2014, February 12). *The need to invest in Africa's rural transformation*. Tiré de: International Labour Organisation: http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_235398/lang--en/index.htm
- International Policy Centre for Inclusive Growth. (2013). *Structured demand and smallholder farmers in Brazil: the case for PAA and PNAE*. Brasilia: International Policy Centre for Inclusive Growth.
- Jabareen, Y. (2009). Building a Conceptual Framework: Philosophy, Definitions, and Procedure. *International Journal of Qualitative Methods*, 49-62.
- J-PAL. (2012). *Deworming: A Best Buy for Development*. Massachusetts: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab.
- Kazianga, H., de Walque, D., & Alderman, H. (2009). *Educational and Health Impacts of Two School Feeding Schemes: Evidence from a Randomized Trial in Rural Burkina Faso. Working Paper*. Washington, DC: World Bank.
- Kenya, R. o. (2012). *The Njaa Marufuku Kenya Case Study*. Nairobi: Ministry of Agriculture, Partnership for Child Development, KEMRI, and KIPPRA.
- Lawson, T. (2010). *Impact of school feeding programs on educational, nutritional, and agricultural development goals: a systemic review of literature*. East Lansing: Michigan State University.
- Mary's Meals. (2016). *Mary's Meals Malawi Impact Assessment: Year One*. Dalmally: Mary's Meals.
- McEwan, P. (2010). *The impact of school meals on education outcomes: Discontinuity evidence from Chile*. Wellesley: Wellesley College.
- McKinsey & Company. (2010, June). *Africa's path to growth: Sector by sector*. Tiré de: Global Themes: <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/africas-path-to-growth-sector-by-sector>
- Miller Del Rossa, J. (1999). *School Feeding Programs: Improving effectiveness and increasing the benefit to education. A Guide for Program Managers*. Washington, D.C.: World Bank.
- Molinas, L., & Regnault de la Mothe, M. (No date). *The multiple impacts of school feeding: a new approach for reaching sustainability*. Rome: World Food Programme.
- Neumann, C. G., Bwibo, N. O., & Murphy, S. P. (2003). Animal source foods improve micronutrient status, growth and cognitive function in Kenyan school children: background, study design and baseline findings. *Journal of Nutrition*, 3941–3949.
- Neumann, C. G., Murphy, S. P., Gewa, C., Grillenberger, M., & Bwibo, N. O. (2007). Meat supplementation improves growth, cognitive and behavioral outcomes in Kenyan children. *Journal of Nutrition*, 1119-1123.
- Nguyen, M., & Wodon, Q. (2012). *Child Marriage and Education: A Major Challenge*.
- Niamayoua, K. (No date). *School Feeding in Republic of Congo: more than just rice and beans*.

- Noble, K. G., Houston, S., Brito, N. H., Bartsch, H., Kan, E., Kuperman, J. M., . . . Murray, S. (2015). Family income, parental education and brain structure in children and adolescents. *Nature Neuroscience*, 18, 773–778.
- Olusanya, J. (2010). Assessment of the food habits and school feeding programme of pupils in a rural community in Odogbolu local government area of Ogun State, Nigeria. *Pakistan Journal of Nutrition*, 198-204.
- Partnership for Child Development. (No date). *What is HGSF?* Tiré de: Home Grown School Feeding: <http://hgsf-global.org/en/what-is-hgsf>
- Ravallion, M. (2014). Income inequality in the developing world. *Science*, 344(6186), 851-855.
- Sabates-Wheeler, R. (2010). Home Grown School Feeding and Social Protection . *Global Child Nutrition Forum*. Accra.
- Salah, E., Khalifa, A., Metwally, A., & Moneer, Z. (2012). The Impact Of School Snacks On Cognitive Function Of Primary School Children In Egypt. *Trends in Applied Sciences Research*, 5639-5650.
- Schutter, O. (2014). *The Power of Procurement: Public Purchasing in the Service of Realizing the Right to Food*. Geneva : UN Human Rights Council: United Nations Special Rapporteur on the Right to Food.
- Smith, H., Chiroro, P., & Musker, P. (2012). *Process and impact evaluation of the Basic Education Assistance Module (BEAM) in Zimbabwe*. Harare: Ministry of Labour and Social Services, Government of Zimbabwe.
- South African Government. (2015, January 13). *South African farmers help more than a quarter of a million hungry people in Lesotho*. Tiré de: South African Government: <http://www.gov.za/international-relations-farmers-donating-maize-meal-lesotho>
- Stang, J., & Story, M. (2005). Chapter Three: Nutrition Needs of Adolescents. In J. Stang, & M. Story, *Guidelines for Adolescent Nutrition Services* (p. 21). Minneapolis: Center for Leadership, Education and Training in Maternal and Child Nutrition.
- Stanley, D. (2003). What Do We Know about Social Cohesion: The Research Perspective of the Federal Government’s Social Cohesion Research Network. *The Canadian Journal of Sociology*, 5-17.
- State of Osun. (No date). *Osun Elementary School Feeding and Health Programmes (O’MEALS)*. Tiré de: The Official Website of the State of Osun: <http://osun.gov.ng/education/omeals/>
- Sumberg, J., & Sabates-Wheeler, R. (2011). Linking agricultural development to school feeding in sub-Saharan Africa: Theoretical perspectives. *Food Policy*, 36, 342-345.
- Suwo, Y. (2013). *Supply Chain Analysis of Different School Feeding Models: Botswana, Côte d’Ivoire, Ghana, Kenya and Mali*. London: Partnership for Child Development.
- Taylor, J. (2013). *A Methodology for Local Economy-wide Impact Evaluation (LEWIE) of Cash Transfers, PtoP Project Report*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- The World Bank . (2017). *SABER: Systems Approach for Better Education Results*. Tiré de: The World Bank: <http://saber.worldbank.org/index.cfm?indx=5&sub=2>
- Tomlinson, M. (2007). *School feeding in east and southern Africa: Improving food sovereignty or photo opportunity? Discussion paper*. Regional Network for Equity in Health in Southern Africa.

- Uneze, E., & Tajudeen, I. (2011). *Strengthening Institutions to Improve Public Expenditure Accountability: Cost Effectiveness & Benefit-Cost Analysis of Home Grown School Feeding & Health, and Education Assistance Programs in FCT, Nigeria*. Abuja: Centre for the Study of the Economies of Africa.
- UNHCR. (2016). *Africa*. Geneva: UNHCR.
- UNICEF. (2016, September). *Current Status and Progress*. Tiré de: UNICEF Data: Monitoring the Situation of Children and Women: <https://data.unicef.org/topic/education/secondary-education/>
- UNICEF. (n.d.). *Multi-sectoral Approaches to Nutrition: Nutrition-specific and Nutrition-sensitive Interventions to Accelerate Progress*. UNICEF & European Union.
- United Nations. (1995). Report of the World Summit. *World Summit for Social Development*. Copenhagen: United Nations.
- United Nations. (2015). *Goal 5: Achieve gender equality and empower all women and girls*. Tiré de: Sustainable Development Goals : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/>
- United Nations. (2015). *Sustainable Development Goals*. Tiré de: United Nations: <http://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>
- United Nations Children's Fund . (2016). *Data on primary education*. Tiré de: United Nations Children's Fund: <http://data.unicef.org/topic/education/primary-education/>
- United Nations Children's Fund. (2016). *Malnutrition statistics*. Tiré de: United Nations Children's Fund: <http://data.unicef.org/nutrition/malnutrition.html>
- United Nations Economic and Social Council. (2014). Trends in national institutional arrangements in geospatial information management. *Committee of Experts on Global Geospatial Information Management*. New York.
- United Nations Office for South-South Cooperation. (2017). *What is South-South cooperation?* Retrieved June 7, 2017, from United Nations Office for South-South Cooperation: http://ssc.undp.org/content/ssc/about/what_is_ssc.html
- United Nations Population Fund. (2012). *Status Report: Adolescents and Young People in Sub-Saharan Africa, Opportunities and Challenges*. Johannesburg: United Nations Population Fund.
- Van Stuijvenberg, M., Kvalsvig, J., Faber, M., Kruger, M., Kenoyer, D., & Benadé, A. (1999). Effect of iron-, iodine-, and beta-carotene-fortified biscuits on the micronutrient status of primary school children: a randomized controlled trial. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 497-503.
- Wallis, W. (2016, January 26). *Smart Africa: Smartphones pave the way for huge opportunities*. Tiré de: Financial Times: <https://www.ft.com/content/aba818a6-c392-11e5-808f-8231cd71622e>
- WFP Centre of Excellence against Hunger. (2012). *Annual Report 2012*. Brasilia: WFP Centre of Excellence against Hunger.
- WFP Centre of Excellence against Hunger. (2013). *Malawi: Report on the School Health and Nutrition Workshop in Malawi*. Brasilia: WFP Centre of Excellence against Hunger.
- WFP Centre of Excellence against Hunger. (2013). *Rwanda: National Consultations on School Feeding*. Brasilia: WFP Centre of Excellence against Hunger.
- WFP Centre of Excellence against Hunger. (2015). *Annual Report 2015*. Brasilia: WFP Centre of

Excellence against Hunger.

- WFP Centre of Excellence against Hunger. (2016). *Annual Report 2016*. Brasilia: WFP Centre of Excellence against Hunger.
- WFP Centre of Excellence against Hunger. (n.d.). *Food Supply and Public Procurement in Brazil: A Historical Review*. Brasilia: WFP Centre of Excellence against Hunger.
- Winthrop, R., Williams, T., & McGivney, E. (2016, July 26). *How overlooked innovations can streamline education systems*. Tiré de: The Brookings Institution: <https://www.brookings.edu/blog/education-plus-development/2016/07/26/how-overlooked-innovations-can-streamline-education-systems/>
- World Bank. (2006). *Repositioning Nutrition as Central to Development*. Washington, D.C.: World Bank.
- World Bank. (2012). *From Evidence to Policy: Do School Feeding Programs Help Children?* Washington, D.C.: World Bank.
- World Commission on Environment and Development. (1987). *Our Common Future*. Oxford: Oxford University Press.
- World Food Programme. (2004). *School Feeding in an Emergency Situation: Guidelines*. Rome: World Food Programme.
- World Food Programme. (2004). *School Feeding in an Emergency Situation: Guidelines*. Rome: World Food Programme.
- World Food Programme. (2012). *P4P Purchase for Progress - A Primer*. Rome: World Food Programme.
- World Food Programme. (2013). *State of School Feeding Worldwide 2013*. Rome: WFP.
- World Food Programme. (2017). *How School Meals Contribute to the Sustainable Development Goals: A Collection of Evidence*. Rome: World Food Programme.
- World Food Programme. (2017). *Middle East and North Africa Initiative for School Meals and Social Protection: A partnership for enhanced nutrition, education and resilience*. Rome: World Food Programme.
- World Food Programme Centre of Excellence against Hunger. (2016, February). *African Union Summit endorses school feeding*. Tiré de: <https://www.wfp.org/centre-of-excellence-hunger/blog/african-union-summit-endorses-school-feeding>
- World Food Programme. (No date). *Home-Grown School Feeding: A Framework to Link School Feeding with Agricultural Production*. Rome: World Food Programme.
- World Health Organization. (2003). *School Deworming, at a glance*. Geneva: World Health Organization.
- World Health Organization. (2005). *The evidence is in: Deworming helps meet the Millennium Development Goals*. Geneva: World Health Organization.
- World Health Organization. (2006). *Guidelines on food fortification with micronutrients* . Geneva: World Health Organization.

